

Georges GUSDORF

Professeur à l'Université de Strasbourg  
Professeur invité à l'Université Laval de Québec

(1969)

# LA NEF DES FOUS

## UNIVERSITÉ 1968

Un document produit en version numérique par Diane Brunet, bénévole,  
Diane Brunet, bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi  
Courriel: [Brunet\\_diane@hotmail.com](mailto:Brunet_diane@hotmail.com)  
[Page web](#) dans Les Classiques des sciences sociales

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"  
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi  
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi  
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Cette édition électronique a été réalisée par mon épouse, Diane Brunet, bénévole, guide retraitée du Musée de la Pulperie de Chicoutimi à partir de :

Georges Gusdorf

**LA NEF DES FOUS. Université 1968.**

Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1969, 211 pp.

[Autorisation formelle le 2 février 2013 accordée par les ayant-droit de l'auteur, par l'entremise de Mme Anne-Lise Volmer-Gusdorf, la fille de l'auteur, de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriels : Anne-Lise Volmer-Gusdorf : [annelise.volmer@me.com](mailto:annelise.volmer@me.com)  
Michel Bergès : [michel.berges@free.fr](mailto:michel.berges@free.fr)  
Professeur, Universités Montesquieu-Bordeaux IV  
et Toulouse 1 Capitole

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 13 novembre 2013 à Chicoutimi,  
Ville de Saguenay, Québec.



Un grand merci à la famille de Georges Gusdorf pour sa confiance en nous et surtout pour nous accorder, le 2 février 2013, l'autorisation de diffuser en accès ouvert et gratuit à tous l'œuvre de cet éminent épistémologue français.



Courriel :

Anne-Lise Volmer-Gusdorf : [annelise.volmer@me.com](mailto:annelise.volmer@me.com)

Un grand merci tout spécial à mon ami, le Professeur Michel Bergès, professeur, Universités Montesquieu-Bordeaux IV et Toulouse I Capitole, pour toutes ses démarches auprès de la famille de l'auteur et spécialement auprès de la fille de l'auteur, Mme Anne-Lise Volmer-Gusdorf. Ses nombreuses démarches auprès de la famille ont gagné le cœur des ayant-droit.



Courriel :

[Michel Bergès](mailto:michel.berges@free.fr) : [michel.berges@free.fr](mailto:michel.berges@free.fr)

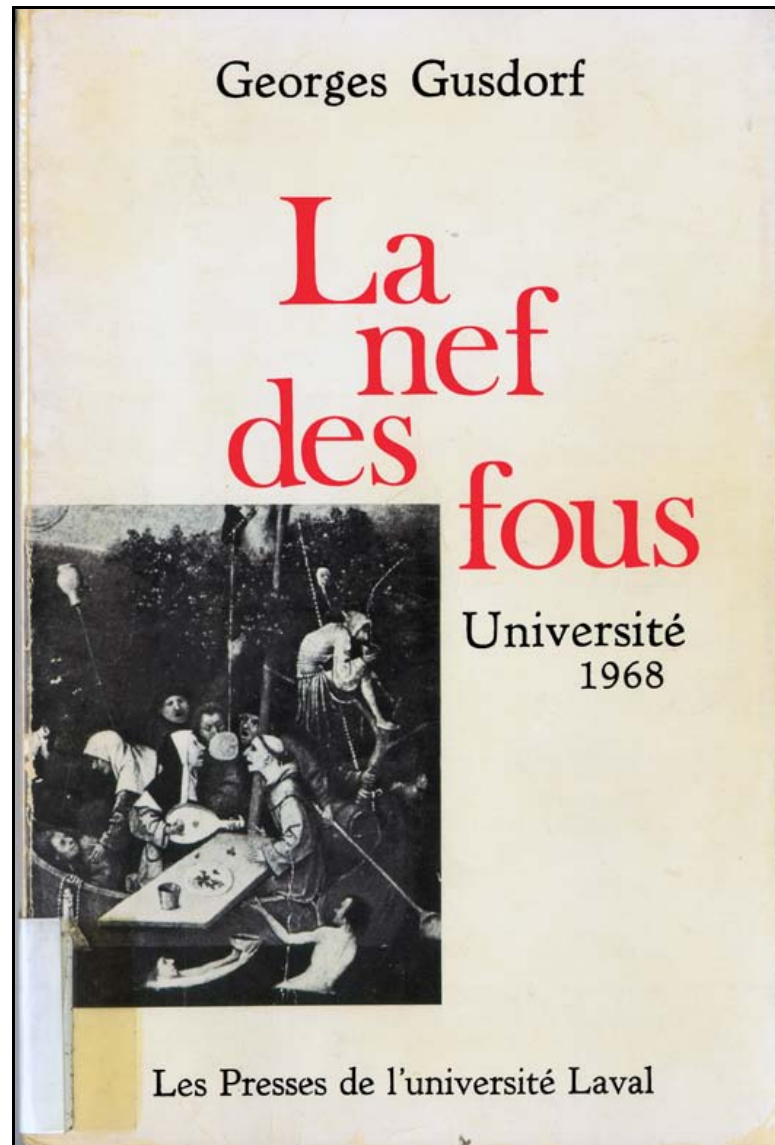
Professeur, Universités Montesquieu-Bordeaux IV  
et Toulouse 1 Capitole

Avec toute notre reconnaissance,  
Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur des Classiques des sciences sociales  
Chicoutimi, le 13 novembre 2013.

Georges GUSDORF

Professeur à l'Université de Strasbourg  
Professeur invité à l'Université Laval de Québec

**LA NEF DES FOUS. Université 1968.**



Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1969, 211 pp.

[4]

## DU MÊME AUTEUR

**Georges Gusdorf**

Professeur à l'université de Strasbourg  
Professeur invité à l'université Laval de Québec

- La Découverte de soi*, 1948, épuisé.  
*L'Expérience humaine du sacrifice*, 1948, épuisé.  
*Traité de l'existence morale*, 1949, épuisé.  
*Mémoire et personne*, 2 volumes, 1951, épuisé.  
*Mythe et métaphysique*, Flammarion, 1953.  
*La Parole*, P. U. F., 1953.  
*Traité de métaphysique*, 1956, épuisé.  
*Science et foi au milieu du XX<sup>e</sup> siècle*, Société centrale d'évangélisation, 1956.  
*La Vertu de force*, P.U.F., 1957.  
*Introduction aux sciences humaines*, Publications de la faculté des Lettres de Strasbourg, 1960.  
*Dialogue avec le médecin*, Genève, Labor et Fides, 1962.  
*Signification humaine de la liberté*, Payot, 1962.  
*Pourquoi des professeurs ?* Payot, 1963.  
*Kierkegaard*, Introduction et choix de textes, Seghers, 1963.  
*L'Université en question*, Payot, 1964.  
*Les Sciences de l'homme sont des sciences humaines*,  
Publications de la faculté des Lettres de Strasbourg, 1967.  
*Les Sciences humaines et la pensée occidentale :*
- I. *De l'histoire des sciences à l'histoire de la pensée*, Payot, 1966.
  - II. *Les Origines des sciences humaines*, Payot, 1967.
  - III. *La Révolution galiléenne*, 2 volumes, Payot, 1969.

[211]

## Table des matières

<a href="#">La Nef des fous.</a>	[9]
<a href="#">Propos de l'autre monde.</a>	[11]
<a href="#">La danse sur le volcan.</a>	[29]
<a href="#">La grande peur 1968 à Strasbourg.</a>	[41]
<a href="#">L'Université en question.</a>	[55]
<a href="#">La vietnamisation de l'Université.</a>	[71]
<a href="#">Contestation ou dialogue.</a>	[99]
<a href="#">Happening et liberté.</a>	[119]
<a href="#">L'évangile de la violence.</a>	[139]
<a href="#">La Pentecôte sans l'Esprit-Saint.</a>	[165]
<a href="#">Universitas reformata semper reformanda.</a>	[191]

[7]

*à l'intention  
à l'attention  
de mes enfants*

[8]



[9]

**La nef des fous. Université 1968.**

# 1

## LA NEF DES FOUS

[Retour à la table des matières](#)

L'HUMANISTE strasbourgeois Sébastien Brant, qui vécut de 1458 à 1521, publia en 1494 un poème satirique intitulé *la Nef des fous* (*das Narrenschiff*), qui connut un vaste retentissement et fut bientôt traduit dans les principales langues de l'Europe.

Dans le climat allégorique du carnaval rhénan, le navire de Brant embarque, sous le commandement de Madame Vénus, reine des festivités, une pleine cargaison d'humanité, où chaque passager représente l'une des catégories sociales.

L'originalité du poème de Sébastien Brant tient à sa situation dans l'espace et dans le temps. Le moment est celui où la Renaissance, venue lentement d'Italie, commence à faire sentir ses effets dans l'Europe du Nord-Ouest. Un autre style de vie s'annonce, une nouvelle spiritualité, dans le discrédit des disciplines traditionnelles. Bientôt, dans quelques années, la Réformation consacrera le renouvellement de toutes les valeurs par la voix du jeune Luther.

La dérision systématique appliquée par Sébastien Brant à toutes les catégories sociales accuse le désarroi d'un univers en pleine mutation. La chrétienté elle-même, qui avait été pendant tant de siècles le lieu propre, l'asile du fidèle, n'est plus qu'une *Stultifera navis*, lancée sans boussole et sans pilote sur le flot de plus en plus agité des contradictions, des incertitudes et des doutes, ainsi que le confirmera dans son *Eloge de la folie* cet autre Rhénan, le grand Erasme de Rotterdam.

Aujourd'hui, dans le contexte historique du carnaval de toutes les valeurs, le Bateau ivre de l'Université, complètement désemparé, menace de sombrer. L'équipage s'est mutiné ; [10] l'état-major a perdu la tête ; personne ne commande, et d'ailleurs personne n'obéit. C'est la Saison en enfer, où les vérités elles-mêmes sont devenues folles.

Le naufrage de l'Université ne serait pas un sinistre comme les autres, un sinistre parmi d'autres. L'Université est l'un des emplacements privilégiés où la culture s'élabore et se transmet. Une société ne peut donc se désintéresser de ses universités, et considérer leurs vicissitudes comme des querelles d'intellectuels, sans grande importance pour la vie nationale dans son ensemble. Ce qui est en jeu, de proche en proche, c'est la santé mentale de tous et de chacun. Davantage encore, c'est la question de savoir si nous voulons que notre monde ait un sens, c'est-à-dire si nous voulons que le monde des hommes demeure un monde humain.

G. G.

*30 janvier 1969.*

[11]

**La nef des fous. Université 1968.**

## 2

# PROPOS DE L'AUTRE MONDE

[Retour à la table des matières](#)

J'ÉCRIS ces lignes au cœur glacé de l'hiver canadien. Sous ma fenêtre, le Saint-Laurent a des allures de banquise. Les absents ont toujours tort, je le sais. Mais, à en croire Proust, jamais Noé ne vit mieux le monde que de l'arche, bien qu'il fût isolé dans l'arche, et qu'il fût nuit sur la terre. Si j'ai pris mes distances par rapport à la crise universitaire française, ce n'est pas dans le vain espoir de me trouver ainsi au-dessus de la mêlée. Simplement, je n'ai pu trouver ma place dans une conjoncture universitaire complètement faussée, où je ne me sentais solidaire de personne. Ma présence maintenue eût été l'aveu d'une complicité passive avec le désordre régnant.

En franchissant l'Atlantique, je ne suis d'ailleurs pas sorti de l'espace universitaire ; d'un continent à l'autre, les mêmes problèmes se posent, selon des modalités différentes. Absent de France, je suis présent au Québec, et mon expérience française peut avoir une valeur en ce

pays où peut encore être entendu le langage de la raison. Le devoir propre de l'intellectuel est de poursuivre en toutes circonstances la lucidité, de contribuer à l'élucidation des situations confuses.

Or la crise française de mai-juin 1968 a été un phénomène extrêmement complexe, et je doute que l'opinion canadienne ait pu en être informée d'une manière satisfaisante. Bien plus, je ne crois pas que les Français de France, témoins de ce qui se passait, aient été en mesure de comprendre le sens de cette succession imprévisible d'événements qui rompaient avec les bonnes mœurs établies et défiaient toute imagination. Les acteurs eux-mêmes, ceux qui participèrent à l'action en qualité de comparses, mais aussi les meneurs qui [12] bien souvent se contentèrent de suivre le mouvement qu'ils avaient déclenché sans savoir où il les mènerait, tous les participants actifs et passifs du grand jeu de la crise étudiante étaient fort loin d'en pénétrer les significations profondes. Certains croyaient lutter pour l'instauration d'un ordre meilleur dans l'Université, mais si tel avait été vraiment le fond de la question, il est clair que la révolte prit une importance disproportionnée par rapport à ses origines et à ses intentions. À quoi bon, dans ce cas, les destructions considérables des journées insurrectionnelles, à quoi bon l'appel à la grève générale et les tentatives pour entraîner le monde ouvrier dans la bagarre ? L'un des résultats les plus évidents de la sédition estudiantine fut l'ébranlement de l'économie française dans son ensemble et la remise en cause d'une stabilité économique difficilement acquise en des années d'efforts.

Il paraît évident que la masse des jeunes contestataires, dont la plupart étaient issus de la bourgeoisie, n'avaient nullement en vue le chambardement général qui résulta de leur action désordonnée. Ce même chambardement était souhaité par un petit nombre d'étudiants extrémistes, disciples fervents de Fidel Castro ou de Mao Tse Toung, les nouvelles idoles des jeunes. Il paraît hors de doute que les premières initiatives insurrectionnelles furent le fait de ces doctrinaires radicaux, comme il s'en trouve toujours dans le folklore des groupements universitaires. Le fait surprenant est que la masse de leurs camarades, ou du moins une proportion assez importante pour faire illusion, leur ait emboîté le pas. Peut-être, à vrai dire, une révolution est-elle toujours la résultante d'un grand nombre de malentendus. Il y a constamment, dans une société donnée, quelques détonateurs qui traînent ;

mais les explosions sont fort rares parce qu'elles supposent une accumulation de circonstances favorables rarement réunies.

Pénétrant, il y a peu, dans une salle de l'université Laval réservée aux étudiants, je découvris avec une surprise amusée que les murs de ce local s'ornaient de photographies aux dimensions d'affiches représentant les visages farouches de Marx et de Lénine, de Castro et de Che Guevara. J'ajoute que la pièce en question n'était pas un club politique, mais simplement un endroit tranquille où les étudiants venaient se reposer ou préparer une tasse de café. Les jeunes Canadiens qui m'avaient conduit là sans y voir la moindre malice n'affichaient pas, pour leur part, des opinions subversives, et [13] la conversation que j'eus avec eux se situa tout entière dans des eaux calmes et détendues. Il me semblait que j'étais le seul à accorder une importance quelconque aux trognes barbues qui me foudroyaient du regard ; mes compagnons ne les voyaient même plus. Il s'agissait là de présences symboliques aussi peu chargées de sens que pouvait l'être, en d'autre temps, le crucifix qui devait orner les locaux universitaires.

Les membres des « groupuscules » de Nanterre, de Paris et d'ailleurs croyaient certes à la présence réelle de Trotzky, de Mao et de Castro ; mais pour que ces petites chapelles révolutionnaires puissent se transformer subitement en une vaste église dont les fidèles furent capables de mettre Paris et une partie de la France en état de siège, il a fallu une conjonction d'éléments favorables dont les plus enragés d'entre les militants extrémistes profitèrent, le moment venu, à leur grand étonnement. L'occasion s'offrait, ils surent la saisir, mais ils étaient en réalité portés par la vague. Et celle-ci, dans sa violence, était suscitée par des motivations bien plus profondes que des calculs politiques adolescents. Il faut rendre hommage ici à la sagesse des stratèges du Parti communiste français ; ces vieux routiers de la lutte des classes ont flairé tout de suite le caractère irrationnel et aberrant des émeutiers de mai. Ils ont refusé de prendre à leur compte une telle aventure, sachant fort bien qu'elle risquait de dégénérer en désastre irrémédiable. Ils ont manœuvré, bien entendu, dans le seul intérêt de leur parti ; mais il se pourrait bien qu'en adoptant à l'égard du mouvement de mai une attitude impopulaire de suspicion et de refus, ils aient efficacement contribué à éviter le pire, c'est-à-dire un chaos sanglant où la France aurait à coup sûr perdu ses libertés.

Les chefs politiques de l'opposition traditionnelle eurent la faiblesse de s'imaginer que le désordre travaillait pour eux. En fait, les révoltés étudiants n'avaient pas à leur égard la moindre sympathie et le leur firent bien voir. Un des épisodes les plus significatifs de la crise se produisit au soir de la grande manifestation gaulliste de Paris, lorsque des manifestants gouvernementaux, sur le point d'en venir aux mains avec un groupe d'étudiants contestataires, se réconcilièrent subitement avec leurs adversaires pour donner la chasse à François Mitterand que le hasard avait conduit à proximité. La gauche française a payé sa sottise d'un désastre [14] électoral sans précédent. Il faut ajouter que le gouvernement lui-même a été complètement pris au dépourvu par l'événement. S'il est vrai que gouverner, c'est prévoir, le gouvernement a failli à sa tâche. Il n'a pas vu venir la crise ; il n'a pas su prendre les devants, par des initiatives hardies, pour empêcher la masse estudiantine de constituer ce mélange détonant qui s'est embrasé d'un seul coup au début du mois de mai. Frappé de stupeur par le cataclysme qu'il n'avait pas pressenti, il n'a pas trouvé de réaction adaptée à une situation sans précédent. Pendant des semaines dramatiques, l'autorité gouvernementale est demeurée paralysée. Au dernier moment, lorsque tout paraissait perdu, l'initiative du chef de l'État a changé la figure et sauvé l'essentiel ; l'affirmation de l'autorité retrouvée a arrêté le mouvement de la décomposition nationale. Si la magie du verbe n'avait pas opéré ce jour-là, à cette heure-là, on peut se demander ce qui serait advenu du désordre français. Sans doute une dictature militaire sur le modèle grec.

L'ordre dans la rue a été rétabli, ainsi que l'ordre dans les usines, et même un semblant d'ordre dans les facultés. Mais l'économie française reste pour longtemps compromise, et la vie universitaire n'est pas revenue à la normale à l'heure qu'il est. Comme après un bombardement violent, ou un tremblement de terre, la vie française reste plongée dans une sorte de stupeur et de torpeur. Il apparaît ainsi que la crise universitaire fut un abcès de fixation pour un trouble beaucoup plus vaste ; les étudiants révoltés furent la force de frappe au service de puissances troubles dont l'entrée en jeu explique seule la disproportion entre les causes occasionnelles et l'énormité de leurs effets. La crise universitaire n'était pas seulement une crise de l'Université ; le macrocosme national a semblé d'abord vibrer en résonance avec le microcosme estudiantin ; pendant un temps le cœur et l'esprit de la France

se sont mis à battre à un rythme précipité. Mais le pays a retrouvé son équilibre avant que se soit vraiment apaisée l'agitation universitaire. Les étudiants de mai pouvaient se flatter d'être les pilotes du Bateau ivre de la nation. Leur déception fut amère de constater, aux élections de juin, que le corps social refusait absolument de s'engager dans la voie où les archanges des barricades prétendaient l'entraîner.

Tout s'est passé comme si, par le vote sans ambiguïté des élections législatives, l'organisme français avait manifesté une [15] réaction de rejet à l'égard d'une greffe étrangère. La France ne s'est pas reconnue dans ses étudiants, ni dans les professeurs qui faisaient cause commune avec eux. Il est déraisonnable, il est absurde d'espérer que l'Université puisse imposer sa loi au corps social dans son ensemble. Ceux qui s'imaginent que l'exemple d'une université « libérée », se communiquant de proche en proche, pourrait susciter une société libérée elle aussi des contraintes de toute espèce qui pèsent sur elle, s'exagèrent beaucoup l'influence que peut prétendre exercer la république des professeurs. Quant à la république des étudiants, il y a tout lieu de penser qu'elle inspirerait encore moins de confiance au bon peuple ouvrier et paysan aussi bien qu'aux classes moyennes, bientôt consternées par le gâchis du printemps 1968, et obligées d'en avaler les fruits amers, sous les espèces d'une fiscalité aggravée et d'une hausse générale du coût de la vie. Les étudiants, consommateurs du revenu social à la production duquel ils ne contribuent nullement, et qui ont joyeusement déchaîné tous ces maux, sont les seuls à ne pas payer la note. On ne dira jamais assez l'importance de la contribution apportée à la propagande gouvernementale par MM. Geismar, Cohn Bendit et Sauvageot, leaders inspirés et forts en gueule de la révolution étudiante, grâce à leurs interventions fréquentes à la télévision et à la radio. Les braves gens des campagnes, des villages et des petites villes ont vu les tribuns des barricades, ils les ont entendus, et ils ont imaginé avec épouvante les lendemains triomphants que leur promettaient ces énergumènes. Aucune propagande ne pouvait être plus persuasive que celle-là ; elle a suffi à assurer l'échec de la plupart des candidats qui, à tort ou à raison, pouvaient être soupçonnés de sympathie pour les extrémistes. Le plus curieux est d'ailleurs que les gens de la radio et de la télévision étaient, pour une part, favorables à l'insurrection et croyaient la servir en multipliant des « informations », qui contribuaient en fait à la faire échouer.

On a parlé, à propos de la crise française de mai, de révolution. Étrange révolution, qui fut écrasée non pas par la force des armes, mais par le suffrage universel, dans les formes les plus légales que l'on puisse imaginer. Pseudo-révolution plutôt, révolution de dupes, révolution pour rien, presque aussi coûteuse qu'une révolution véritable. Il faudrait dire plutôt que la France a souffert d'une tentative de coup [16] d'État, si l'on entend par là l'entreprise d'une faible minorité pour contrôler, par la force, l'ensemble de la nation.

Or rien n'est plus absurde que de concevoir l'université comme un empire dans un empire. Elle ne peut vivre indépendamment de la société qui la nourrit et au sein de laquelle elle accomplit certaines fonctions essentielles. L'autonomie de gestion et de fonctionnement de l'Université trouve sa limite dans la discipline nécessaire du corps social. On ne peut imaginer une université en révolte contre la nation, rompant toute communication avec elle pour vivre de sa vie propre, ce qui la condamnerait bientôt à mourir de faim. Encore moins peut-on imaginer une université essayant d'imposer sa loi, ou plutôt ses rêves, à un pays résolument hostile à ce genre de chimères.

L'évocation d'une telle possibilité suffit à en mettre en pleine lumière le caractère absurde. Or cette absurdité a bel et bien eu lieu dans un pays qui prétend se réclamer du bon sens cartésien. Ebranlée jusque dans ses fondements, la France a vécu cette Saison en enfer ; elle en émerge à peine et avec peine, gardant en soi la conscience amère des lendemains d'orgie. De cette aventure, il faut tirer la leçon que les problèmes universitaires ne doivent pas être considérés d'un œil négligent. Instruits par l'expérience, les responsables, à tous les niveaux, doivent assumer leurs responsabilités avec une vigilance et une fermeté qui firent défaut aux dirigeants français dans les moments critiques. Il importe aussi que professeurs et étudiants s'interrogent sur eux-mêmes et définissent leurs intentions face au présent et à l'avenir.

Si le désordre universitaire a menacé de dégénérer en crise sociale, c'est aussi pour une raison matérielle et comme physique : l'augmentation considérable du nombre des étudiants. Lorsque les étudiants n'étaient qu'une faible minorité privilégiée, il ne leur était guère possible de déplacer beaucoup de monde pour descendre dans la rue. Par un ironique retour des choses, c'est la démocratisation de l'enseignement supérieur, l'accès largement ouvert à une proportion de plus en plus élevée de la jeunesse, qui a transformé les effectifs estudiantins



en groupes de pression de plus en plus considérables, susceptibles de se transformer en groupes d'assaut contre l'ordre établi. Les rebelles, qui réclament plus de justice sociale dans le recrutement des facultés, sont justement les produits de cette justice sociale, sans [17] laquelle bon nombre d'entre eux n'auraient pu fréquenter l'Université.

Plus profondément, la révolte étudiante traduit aussi dans son ordre certaines vicissitudes de la démographie contemporaine. Les jeunes de notre temps constituent une partie proportionnellement plus importante de la population totale. Ils s'imposent, par leur masse croissante, à l'attention générale ; depuis une dizaine d'années, cette poussée des effectifs de l'adolescence avait attiré l'attention des puissances financières, qui multipliaient les efforts pour capter la faveur d'une clientèle considérable, et qui, fait nouveau, se trouvait disposer de ressources de plus en plus importantes. Dans ce domaine aussi, il apparaît donc que si la jeunesse se révolte, ce n'est pas parce qu'elle est maltraitée ; c'est parce qu'on la traite bien qu'elle trouve qu'on ne la traite jamais assez bien. A ce niveau, le problème fondamental est celui du rapport entre les classes d'âge qui constituent l'ordre social. L'effervescence, le désordre dans la rue ou dans les familles échappent ici aux axiomatisations politiques et économiques dont ils se parent volontiers. Les idéologies expriment, à la surface des rapports humains, une statique ou une dynamique des générations, c'est-à-dire les vicissitudes d'un équilibre psycho-biologico-social, dont il semble bien qu'il a jusqu'à présent échappé à toute analyse digne de ce nom.

Ce dernier phénomène semble être commun à la plupart des nations industrialisées de la planète. L'organisation de l'enseignement, les structures économiques et les institutions politiques offrent partout des formes très diverses, tandis que la conjoncture démographique présente des analogies certaines. Le campus universitaire pourrait donc avoir fourni un champ de manœuvre où se libéraient des aspirations confuses, étrangères à la pédagogie de l'enseignement supérieur, mais qui crevaient la surface au point de moindre résistance. Les étudiants formaient le groupe de choc de la jeunesse en révolte parce qu'ils disposaient d'un armement intellectuel plus développé, plus apte à rompre le front de la société adulte. Les étudiants français tentèrent d'opérer la jonction non pas avec la classe ouvrière dans son ensemble, mais avec les jeunes ouvriers, qu'ils essayèrent d'entraîner à leur suite dans la bagarre. Ainsi se trouve mis en lumière le fait que la re-

vendication, dans son principe, était fondée sur des considérations d'âge et non sur une argumentation économique ou politique. Aux yeux de la masse des ouvriers [18] adultes, les étudiants étaient d'ailleurs des privilégiés sociaux, étrangers au processus de production, et donc irresponsables. C'est la pression des cadres syndicaux, c'est-à-dire des anciens, qui empêcha la jonction de se faire entre jeunes travailleurs et étudiants, la discipline hiérarchique des âges s'imposant avec plus de force dans les usines que dans les facultés.

\*

Ces premières indications soulignent la complexité de la crise du printemps 1968. Elle a suscité jusqu'à présent une abondante bibliographie, mais on peut se demander si la majeure partie de ces écrits procède d'une compréhension satisfaisante du phénomène. Pour les uns, la seule question est celle de la réforme des universités, tout le reste demeurant à l'état de malentendu sans grande importance ; les étudiants ne demandaient pas autre chose qu'une meilleure organisation de leurs études. Pour d'autres, la crise fut politique et sociale ; la jeunesse des facultés a glorieusement ouvert la voie du socialisme pur et dur, ou de l'anarchie institutionnalisée, la difficulté étant alors de dégager de l'ensemble confus des revendications une idéologie cohérente.

De telles études, qui tournent volontiers au pamphlet doctrinal, donnent l'impression de passer à côté de l'essentiel. Il est clair que la crise française de mai, d'ailleurs encore inachevée à l'heure qu'il est, n'appartient à personne. Il est impossible de lui attribuer une étiquette quelconque, de la réduire à une signification unitaire. Elle a confondu dans son apocalypse toutes sortes d'exigences et de ressentiments, de volontés et de velléités qui traînaient dans la conjoncture française, ou même dans l'état présent de la culture occidentale. Ce mélange détonnant, rassemblant l'énergie des contradictions ambiantes, avait un grand pouvoir de rupture ; chacun des intéressés y apportait sa contribution propre, consciente ou inconsciente, de nostalgies, de refoulements et d'exaltations. La difficulté était, et elle demeure, de faire sortir de cette marmite de sorcière une panacée où chacun trouverait la

satisfaction de ses propres maux. Il est clair que le miracle ne se produira pas ; personne, de quelque [19] camp qu'il soit, ne fournira à chaque Français la potion magique de ses rêves.

Le gouvernement d'un pays, comme l'administration d'une université, ne relève pas de l'art alchimique. Le pire danger, dans la situation présente, serait de faire croire aux étudiants ou aux citoyens qu'une formule de concorde, un projet, une loi va régler définitivement toutes les questions, en donnant satisfaction sur tout à tout le monde. Une partie non négligeable de la nation française a vécu pendant quelques semaines dans un quasi-délire, où tout paraissait possible, où n'importe quel fantasme paraissait s'auréoler d'une vérité profonde. Il faut avoir le courage de dénoncer cet irréalisme dangereux ; il équivaut à une véritable démission civique, dans la mesure où l'on s'imagine que chacun peut tout recevoir sans avoir rien donné. L'Université, la Nation ne sont pas des pays de cocagne, où les alouettes viendraient toutes rôties s'enfourner dans la bouche de chacun. Je me demande si l'un des inconvénients de la civilisation technique n'est pas d'engendrer dans la jeunesse — même et surtout celle qui proteste contre la « civilisation de la consommation » — l'idée qu'il est possible de produire en quantité infinie et sans aucune peine des biens que chacun pourra s'approprier gratuitement. *Panem et circenses*, la cafétéria aux frais de la princesse, avec le cinéma, la télévision et la discothèque par-dessus le marché, plus les diplômes universitaires sans études et sans examen.

Cela me rappelle l'histoire de ce candidat, en campagne électorale, qui promettait, s'il était élu, d'abolir les impôts, tout en réalisant, au profit des citoyens, les réformes les plus généreuses. Quelqu'un lui demanda un jour : « Mais qui paiera les frais ? » Et l'autre de répondre superbement : « L'État. » Les revendicateurs et contesteurs de toute obédience, aux yeux desquels l'État ne fait jamais assez pour la jeunesse ou pour telle ou telle catégorie sociale, ont encore à apprendre qu'en démocratie, l'État, c'est nous. Une réforme, une révolution même, ne se fait pas dans le vide, chacune doit utiliser et aménager des possibilités réellement existantes. On aura beau combiner des impossibilités avec les meilleures intentions, et l'intelligence la plus lucide, ce n'est pas par ce moyen qu'on parviendra à promouvoir la cause du bien commun. J'ai lu quelque part un mot tout à fait sage du leader communiste français Maurice Thorez. Il avait été, pendant quelque

temps, après la Libération, membre du [20] gouvernement du général de Gaulle. Certains de ses coreligionnaires lui firent reproche, par la suite, de n'avoir pas mieux profité des circonstances pour le bénéfice du Parti. « Tout n'est pas possible », aurait répondu Thorez. Ce propos très simple affirme une vérité qui doit être rappelée aujourd'hui.

Révolution bien ordonnée commence par soi-même. Ce qui est en question, au bout du compte, c'est une prise en charge de la réalité non pas selon l'ordre du rêve, mais au niveau de la réalité elle-même. On ne peut prétendre changer le monde sans changer sa propre vie ; au grand jeu de la contestation, les adolescents de mai omettaient seulement de se mettre en question eux-mêmes. Ils semblaient oublier que chaque homme est tenu de faire ses preuves en affrontant une réalité difficile. Dresser des barricades et participer à des manifestations ne constituent pas des marques suffisantes de qualification intellectuelle. Les étudiants prétendent ne plus suivre de cours, ils veulent participer à la gestion des institutions universitaires, ils entendent ne plus subir d'examens individuels. Ils semblent ignorer que le temps des études est celui de la formation intellectuelle, à laquelle nul ne peut parvenir sinon au prix d'un travail pénible.

Il faudra bien en revenir là : on peut sans doute modifier bien des choses dans l'activité universitaire, réaménager les horaires et les programmes, les méthodes pédagogiques. Mais il y a quelque chose qui ne peut être changé, c'est la nécessité d'un effort personnel acharné et persévérant, si l'on veut réellement acquérir de la compétence dans n'importe quelle des disciplines intellectuelles. Il semble que cette évidence ait été perdue de vue par bon nombre d'étudiants qui ne voient pas qu'ils sont les premières victimes de leur agitation désordonnée. L'année universitaire 1967-1968 a été en grande partie perdue pour les lycéens et les étudiants français ; il semble bien qu'il en sera de même pour l'année 1968-1969. Le nombre des années d'études étant nécessairement limité pour un individu donné, les générations étudiantes contemporaines de la crise risquent d'en être pénalisées pour l'ensemble de leur vie à venir. Ainsi en fut-il, dans la période récente, pour les jeunes gens que les dernières guerres empêchèrent de mener à bien des études régulières. Tout se passe comme si celui qui n'a pu entreprendre sa formation et la poursuivre au bon moment et selon l'ordre dû souffrait de certaines [21] carences intellectuelles auxquelles il ne pourra remédier qu'avec beaucoup de peine et sans

doute jamais parfaitement. En même temps, les sommes considérables que la nation dépense pour la bonne marche de son enseignement supérieur auront été investies en pure perte.

Tout ceci devrait être matière à réflexion pour les étudiants eux-mêmes, qui ne devraient pas confondre le temps des hautes études avec une vie de bohème intellectuelle insouciant du lendemain. Le bruit et la fureur de la rue, la fièvre des projets ne tiennent pas lieu du travail proprement dit ; pour bon nombre des manifestants d'aujourd'hui, le temps de la désillusion risque de venir plus tôt que prévu. Mais ces considérations intéressent aussi, en dehors de la jeunesse étudiante, toutes les autorités responsables de la vie universitaire et de la vie civique, tous ceux qui ont la charge de gérer les deniers publics et d'assurer la bonne marche de la vie nationale. Enfin se trouvent également impliqués dans le conflit tous les parents, légitimement soucieux de l'avenir de leurs enfants, et tous les contribuables qui font les frais du service public de l'enseignement. Autant dire que personne ne peut rester indifférent devant la crise de l'Université, où chacun se trouve impliqué plutôt deux fois qu'une.

Toutes ces raisons sont valables au Québec aussi bien qu'en France. Il n'appartient certes pas à un étranger de juger de la situation intérieure d'un pays ami, situation d'ailleurs beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît au premier abord, et, à certains égards, sans doute à peu près impénétrable à un Français de France, qui n'a pas les mêmes hérités ni les mêmes susceptibilités. Ceux qui m'ont demandé d'écrire ce livre estiment sans doute que le témoignage d'un Européen transféré des bords du Rhin aux bords du Saint-Laurent peut aider les citoyens de la France américaine à prendre conscience de leur situation propre, en ce qui concerne la crise de la jeunesse. Bien entendu, la réalité canadienne dans le domaine considéré est très différente de la réalité française. Ce qui s'est manifesté en France sous une forme aiguë et parfois exaspérée ne se présente au Québec que sous forme de symptômes atténués, sinon tout à fait bénins. Peut-être la dureté du climat invite-t-elle les autochtones à un réalisme, à un bon sens qui ont fâcheusement fait défaut aux acteurs du drame français. La seule intention de ce petit livre est d'apporter une contribution au développement de ce bon sens réaliste dont j'ai pu apprécier la robustesse chez mes collègues [22] et mes étudiants de l'université Laval. L'histoire ne se répète pas ; mais

la méditation des égarements et des malheurs d'autrui peut servir à éviter de commettre leurs erreurs.

Ce petit livre ne se propose pas de présenter une histoire des événements, ni une critique politique de ces événements, inspirée de telle ou telle idéologie à la mode. En fait, mon impression serait plutôt que l'inflation idéologique à laquelle nous venons d'assister atteste l'insuffisance de toutes les idéologies. Je ne prétends pas non plus proposer une étude technique des conditions de réalisation de l'université idéale. Il me paraît clair que les lois, décrets et projets les mieux intentionnés et les plus intelligents ne seront que des chiffons de papier, aussi longtemps que n'aura pas été réalisée en France, entre les parties en présence, une sorte de désarmement préalable. Je ne pourrais pas non plus présenter une psycho-sociologie de la jeunesse de 1968, dans l'incapacité où je suis de savoir ce qu'elle est et ce qu'elle veut. A vrai dire, je doute qu'elle le sache elle-même. C'est pourquoi ce travail n'est qu'une esquisse et un essai ; il ne s'agit pas de condamner en bloc ou d'approuver en bloc ce qui s'est produit, mais plutôt de tenter une analyse de complexité, un essai de compréhension du phénomène à ses différents niveaux. D'une réalité qui fut ambiguë, contradictoire et polyvalente, on ne peut donner qu'une description ambiguë elle aussi. Chacun ne peut porter témoignage que de sa propre aventure, et ces expériences ne s'additionnent pas ; car elles ne concordent pas entre elles, mais bien plutôt se démentent et s'annulent réciproquement.

Il y a eu, en France, parmi mes collègues, des gens pour qui la révolte étudiante fut une sorte d'idylle, dans la fraternité retrouvée entre des hommes de bonne volonté. Il y en a eu d'autres, je pense, aux yeux desquels ce qui s'est passé équivalait à une épopée, à une guerre de libération menée par un peuple esclave contre ses oppresseurs. J'envie ceux pour qui le printemps 1968 fut une saison de joie ; bon nombre d'entre eux, pour autant que je sache, ont depuis lors perdu leurs illusions. Ces illusions, je ne les ai à aucun moment partagées. Pour quelques-uns, dont je suis, les mois de mai et de juin 1968 furent une répétition des mois de mai et juin 1940, l'effondrement subit et total d'un ordre vidé [23] de sa substance, et dont l'événement révélait qu'il était indigne de survivre. J'avais vécu, pendant l'hiver 1939-1940, ce qu'on appelait alors la « drôle de guerre », l'attente interminable d'un conflit qui ne venait jamais ; je m'étais peu à peu rendu compte que nous étions mal commandés, mal préparés, mal armés pour cette guerre, à

laquelle nous finissions par ne plus croire, alors que nos ennemis, qui nous l'avaient imposée, la poursuivaient avec une volonté intacte et une tension de toutes leurs ressources. J'avais connu le désastre militaire, le sentiment d'être vaincu et convaincu, car le pays avait mérité le malheur qui s'abattait sur lui.

Fantassin de l'Université, en 1968, j'ai vécu un désastre pareil, une autre drôle de guerre, une nouvelle « étrange défaite », pour reprendre l'expression que l'historien Marc Bloch appliquait à la campagne de France. A nouveau, j'ai été témoin de l'effondrement des cadres, de la fuite devant les responsabilités, de l'incurie du commandement. La hiérarchie universitaire qui, depuis tant d'années, refusait d'entendre les appels à l'évidence et à la raison, a capitulé en rase campagne, laissant ses subordonnés se débrouiller tout seuls face à des vainqueurs dérisoires, qui ne savaient que faire de leur victoire imprévue. Ce ne sont pas seulement les institutions qui ont cédé, mais aussi les hommes. La solidarité entre collègues, attachés depuis longtemps ensemble à la cause commune du haut enseignement, aurait pu permettre de constituer au moins des îlots de résistance, des centres de regroupement. Ce fut au contraire, parmi le corps professoral, un *sauve-qui-peut* général, à la faveur duquel bon nombre de petits malins essayèrent d'avancer leurs propres affaires dans le malheur commun. Brusquement, on ne pouvait plus compter sur personne ; et l'amitié ancienne, les services rendus apparaissaient comme autant de titres au ressentiment des protégés à l'égard de leurs anciens protecteurs. On n'a guère parlé de cette révolte dans la révolte ; les assistants, les adjoints, les collaborateurs, à la lumière de la rébellion étudiante, découvrirent subitement qu'ils étaient eux-mêmes humiliés, opprimés, exploités par la caste des « mandarins », autrement dit les professeurs en titre. Ceux-ci apparurent dès lors comme des ennemis publics, bénéficiaires de privilèges iniques, et dont la déchéance s'imposait.

[24]

Dans le désastre de 1940, il y eut au moins une voix pour incarner l'espérance française. Peu et mal entendue d'abord, elle finit, à force de ténacité, par imposer aux meilleurs le sens qu'elle donnait à l'avenir national. L'effondrement universitaire de 1968 n'a engendré qu'une confusion totale, où chacun s'est trouvé livré à lui-même, sans que se dégage clairement la possibilité d'une solution qui sauvegarde l'honneur et la dignité de l'esprit. L'Université n'est pas un enjeu offert au

plus entreprenant. L'Université n'est pas n'importe qui, n'importe quoi, n'importe comment. Les réformes, depuis longtemps indispensables, ne doivent pas enfreindre certains principes fondamentaux, qui définissent l'essence même, et la mission, du haut enseignement. Ces réformes doivent s'accomplir en dehors de toute précipitation et de toute passion ; elles ne peuvent réussir que si elles sont acceptées d'un commun accord par l'ensemble des intéressés.

Ces évidences sont loin d'avoir prévalu en France à l'heure qu'il est, et nul ne peut savoir quand se rétablira une vie normale au sein de la communauté universitaire. En attendant, l'air y est devenu irrespirable. J'ai connu, après la défaite de 1940, la captivité dans les camps d'Allemagne. Il m'a semblé, au printemps 1968, revivre une expérience analogue, à ceci près que les prisonniers de guerre savaient clairement de quel côté des barbelés se trouvaient les vainqueurs et de quel côté les vaincus ; de plus, en dépit de l'équivoque entretenue par Vichy, une certaine unanimité s'était faite entre un bon nombre de captifs. Dans le malheur commun, on savait sur qui compter. Dans l'université française de 1968, tout le monde est prisonnier de tout le monde, tout le monde doute de tout le monde et surveille tout le monde ; étudiants et professeurs s'épient comme des adversaires bien décidés à profiter de la moindre erreur, de la moindre inattention de l'antagoniste pour lui régler définitivement son compte.

On m'a dit parfois : « Mais enfin, de quoi vous plaignez-vous ? Vous avez protesté depuis longtemps contre l'inexistence des universités en France, contre l'insuffisance des institutions et des hommes. Vos protestations n'ont eu aucun effet. Or maintenant, grâce à la révolte étudiante, tout est par terre ; la place est nette, on peut rebâtir autre chose. Vous devriez vous en réjouir, et participer à la reconstruction. [25] De plus, en critiquant ce qui s'est passé, vous vous placez du côté des réactionnaires ; vous contribuez à retarder le mouvement, au lieu de le favoriser. »

À quoi je réponds que j'ai grand peur que l'occasion présente ne soit une occasion manquée. La restauration de l'Université ne peut être improvisée en quelques semaines, avec des moyens de fortune, et par des hommes dont beaucoup n'ont rien appris ni rien oublié au cours de la période récente. S'il est une entreprise d'où toute démagogie devrait être absente, c'est bien la remise en état du haut enseignement. Elle ne saurait être menée à bien sous la pression de la rue et dans le seul sou-



ci d'équilibrer les revendications de groupes de pression opposés entre eux. Il y a une vérité intrinsèque, une finalité de l'institution universitaire, qui ne peut être cédée au plus offrant ou au plus exigeant. La cour de la Sorbonne, à la belle époque de l'occupation par les étudiants, se présentait aux visiteurs comme une foire aux idéologies, un souk où les divers partis, les mouvements d'opinions, les chapelles politiques débitaient leur marchandise dans des stands juxtaposés, abondamment garnis de matériel de propagande et de démonstrateurs inlassables. On a fini par chasser les marchands du temple. J'ai parfois l'impression que le travail de réforme de l'Université représente une sorte de bazar, moins pittoresque sans doute que celui de la cour de la Sorbonne, mais tout aussi incohérent, et procédant d'une pareille confusion des valeurs.

La réflexion fondamentale sur le sens et la mission de l'Université n'est pas plus avancée que naguère. Les divers intéressés se comportent comme autant de parties prenantes, dont le souci majeur, sinon exclusif, est de faire avancer leurs propres affaires. Les vrais problèmes ne sont pas posés ; ils n'intéresseraient d'ailleurs pas grand monde. Dès lors, un bon nombre des « réformes » proposées n'aboutiraient en fin de compte qu'à renforcer les abus mêmes auxquels on prétendait remédier. L'égoïsme épistémologique, la mentalité féodale, bien loin de perdre du terrain, ne cessent d'en gagner. Certes, on ne peut pas demander aux jeunes étudiants, qui entrent à l'université, de savoir exactement ce qu'une université doit être. Blanchis sous le harnais, les professeurs ne le savent pas davantage. Tout ce qu'ils demandent, c'est le maintien et, si possible, l'accroissement de [26] ce qu'on appelle, en langage syndical, les « avantages acquis ». Après comme avant la crise du printemps 1968, l'Université demeure en France la grande inconnue.

\*

À quoi bon, dira-t-on, s'entêter ainsi à prendre à cœur la défense d'une cause perdue ? Après tout, l'Université a été absente de la culture française pendant la majeure partie de son histoire. Du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, la littérature, la pensée et la science se sont faites, en France, en dehors des universités et même contre les universités, obstinément fermées à tout ce qui paraissait suspect de complicité avec l'esprit nouveau. Et le tableau des universités anglaises tel que le dres-

se Adam Smith, en 1776, dans son *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations* (livre V, chapitre I, article 2) évoque une déchéance et une corruption qui pouvaient paraître irrémédiables. Les universités en ont vu d'autres, au cours de leur longue histoire, et quelques émeutes de plus ou de moins ne représentent que des remous de surface, dont on aurait tort d'exagérer l'importance.

Le plus grave, dans la conjoncture présente, ce n'est peut-être pas la perte du sens de l'Université, mais bien l'oubli de certaines valeurs fondamentales. Une université est une commune volonté. Selon Renan, ce qui constituait une nation comme telle, c'était un plébiscite chaque jour réaffirmé, le consentement de chacun, sa contribution personnelle à la poursuite d'un destin collectif. C'est cette communauté d'intention qui paraît aujourd'hui absente de l'université française. L'enseignement et la recherche, tâches fondamentales de l'enseignement supérieur, ne peuvent se poursuivre que dans la confiance réciproque et le respect de la liberté de chacun. Selon une belle formule allemande, la charte fondamentale de l'Université implique la liberté d'enseigner, pour le professeur, et la liberté d'étudier pour l'étudiant (*Lehr-und Lernfreiheit*) ; une institution où ne sont pas assurés ces droits élémentaires n'est pas, ou n'est plus, une université.

Le doyen Grappin, que la confiance de ses collègues avait placé à la tête de la nouvelle faculté des Lettres de Nanterre, justifiait en ces termes sa démission, dans un communiqué [27] publié par le journal *le Monde*, le 20 septembre 1968 : « J'ai été forcé de subir et amené, par ma seule présence, à couvrir des actes que je considère comme très graves : suppression de fait de la liberté d'expression à l'intérieur de la faculté, mépris affiché de la culture, pratique constante d'une intolérance agressive. Ainsi disparaissait ce qui fait à mes yeux la raison d'être d'une université libre. Cette situation m'apparaissait intolérable pour les mêmes raisons qui m'ont porté en son temps à combattre le nazisme. » Ces propos sont d'autant plus significatifs que M. Grappin était acquis depuis longtemps à la réforme de l'Université et avait agi de son mieux afin de la promouvoir. On doit savoir qu'en France le fonctionnement de l'enseignement supérieur, en particulier dans les facultés des Lettres, est paralysé depuis le printemps dernier. Les cours sont suspendus, ou soumis à des interruptions véhémentes ; des soutenances de thèse ont été sabotées, parce que tel ou tel membre du jury, ou le candidat docteur, ou le sujet de son travail, ne plaisaient

pas à tel ou tel groupe d'agitateurs, pour des raisons qui, bien entendu, n'avaient rien à voir avec la recherche intellectuelle.

Un régime d'intimidation feutrée ou de terrorisme ouvert s'est ainsi établi dans les enceintes universitaires. La peur qui règne dans le corps enseignant, d'ailleurs divisé contre lui-même, et la timidité, la passivité de la masse des étudiants laissent le champ libre aux extrémistes qui transforment les campus en terrains de manœuvre pour une guérilla idéologique alternativement chaude ou froide. Bien entendu, cette psychose de guerre civile empêche la poursuite du travail intellectuel qui est la raison d'être de l'enseignement supérieur. Il est évident qu'à partir du moment où le maître de l'heure est celui qui crie le plus fort et cogne le plus dur, le professeur se trouve en situation d'infériorité. Par ailleurs, comme la haine appelle la haine, et comme la violence appelle la violence, il paraît évident qu'à long terme les troubles d'aujourd'hui n'ont aucune chance de l'emporter. Ils profitent de la faiblesse constitutionnelle de l'Université libérale pour développer leurs pratiques totalitaires. Le risque majeur d'une telle attitude est de rendre inévitable l'établissement d'un système autoritaire, dont l'ensemble des maîtres et des étudiants sera conjointement la victime.

Pour ma part, j'ai retrouvé au Québec une liberté d'opinion et d'expression dont les universitaires français ne bénéficient plus à l'heure actuelle. Il m'est possible de dire tout [28] haut ce que je pense, sans avoir à craindre des injures de la part de mes collègues ni des représailles du côté des étudiants. Lorsque je descends pour déjeuner à la cafétéria de la faculté des Lettres, il est rare que, d'une table ou d'une autre, un signe amical ne m'invite pas à prendre place parmi cette jeunesse canadienne qui n'a pas encore appris à haïr ses professeurs, mais qui les considère comme des êtres humains avec qui l'on peut échanger des propos humains. Intraduisibles, pour le moment, en français de France, cette courtoisie et cette gentillesse me donnent à penser, parfois, qu'à elles seules elles valaient le voyage.

[29]

**La nef des fous. Université 1968.**

# 3

## LA DANSE SUR LE VOLCAN

[Retour à la table des matières](#)

À L'AUTOMNE 1963, un groupe d'étudiants strasbourgeois me demanda de réfléchir, à l'occasion d'un cercle d'études, sur la fonction de l'Université. Le problème était pour moi tout à fait nouveau, et je me suis étonné d'être ainsi provoqué du dehors à une méditation sur ce qui constituait depuis toujours le sens même de mon existence. Je me mis à étudier l'histoire des universités depuis les origines, et les développements divers qu'elles connurent dans les pays d'Occident. La faillite de l'institution, en France, était évidente. Après la triomphante éclosion du XIII<sup>e</sup> siècle, les universités françaises connurent une dégradation sans remède, en dépit des efforts de rénovation, à diverses reprises. Dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, la lutte contre les collèges partout ouverts avec succès par les Jésuites consuma en efforts stériles les activités des universitaires. La Convention supprima un système d'enseignement qui végétait depuis des siècles et se trouvait en fait vidé de toute substance. L'expérience révolutionnaire fut trop courte pour être

concluante. La restauration napoléonienne, en dépit de certains caractères originaux comme l'invention des facultés des Sciences, devait engager le haut enseignement français dans une voie sans issue, dont il est demeuré jusqu'à nos jours incapable de se dégager. L'Université impériale combine la centralisation jacobine et l'autocratie ; elle est un système de formation des cadres, au service de la dynastie et sous le contrôle des autorités de police.

L'effondrement de l'Empire ne devait malheureusement pas changer grand chose à la situation ainsi établie. Les régimes politiques qui se succédèrent en France au cours du [30] XIX<sup>e</sup> siècle trouvaient trop d'avantages à des institutions qui faisaient de l'enseignement un rouage du gouvernement pour le modifier en profondeur. C'est ainsi que le mot « université », dépouillé de sa signification historique, finit par désigner en France l'appareil tout entier de l'instruction publique, contrôlé et surveillé par l'État, gouverné par un ministre et dirigé par des recteurs, hauts fonctionnaires dont l'autorité s'applique à tous les degrés de la formation de la jeunesse. Ainsi se trouvaient complètement oubliées les communautés d'enseignants et d'enseignés, pour la promotion de la science et de la culture, s'administrant elles-mêmes, qui constituaient, hors de France, la réalité universitaire. Les usagers français, professeurs et étudiants, ainsi amenés à vivre en dehors du droit commun, se résignèrent à ce statut d'exception. La troisième République elle-même retrouvait dans les structures napoléoniennes l'inspiration jacobine. En dépit du désir très réel de rénovation incarné par Jules Ferry et ses collaborateurs, le gouvernement ne renonça jamais à renier l'héritage du centralisme impérial. Le mot « université » revint en usage pour désigner le « corps des facultés » existant en une même ville, mais la réforme n'alla guère plus loin, les universités ainsi rétablies demeuraient un rouage dans l'appareil administratif hiérarchisé, au sommet duquel se tenait le Recteur, délégué par le pouvoir pour faire obstacle à toute velléité d'autonomie de la part de ses subordonnés. Le recteur napoléonien du type français n'a rien de commun avec le recteur, chancelier ou président d'université tel qu'il existe dans la plupart des autres pays du monde, conformément à la tradition authentique. Mais cela, le recteur français lui-même et ses administrés l'ignoraient.

J'avais publié en 1963 une étude consacrée à la relation pédagogique, sous le titre *Pourquoi des professeurs ? L'enquête sur l'Université*

prolongea cette recherche dans le domaine des institutions. J'étudiai l'histoire du haut enseignement dans les divers pays, ainsi que les projets contemporains de réforme en Angleterre, en Allemagne, aux États-Unis et ailleurs. Ce fut pour moi l'occasion d'une prise de conscience de caractère définitif. Les universités françaises n'étaient que des caricatures, il n'y avait pas d'universités en France, et la situation paraissait sans issue, dans la mesure où personne ne s'en doutait. Professeurs et étudiants, ministère et recteurs croyaient de bonne foi vivre en régime d'Université et ne songeaient qu'à persévérer dans leur être. Petit [31] à petit, j'en vins à prendre ma distance par rapport à l'ordre établi, et me trouvai ainsi en situation d'objection de conscience par rapport à la quasi-totalité de mes collègues.

Davantage encore, il m'apparut que le recteur français, président *ex officio* d'un conseil de l'Université, pur fantôme sans pouvoir réel, était un obstacle majeur à l'existence d'universités réelles. Il empêche les facultés de communiquer entre elles au sein d'une communauté réellement vécue. Cette anomalie institutionnelle a des conséquences au niveau du savoir lui-même. Car l'Université authentique est l'incarnation de l'encyclopédie des connaissances ; le recteur divise pour régner. Les facultés disjointes réalisent en fait un démembrement du savoir sous le régime de la spécialisation à outrance. L'Université française était ainsi une « université sans tête » et une « université sans cervelle ».

Parue en 1964 chez Payot, *l'Université en question* était une sorte de pamphlet dont la virulence visait à réveiller les morts. Mais il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Le livre passa à peu près inaperçu, au grand étonnement de l'éditeur ; dans la même collection des ouvrages consacrés à tel ou tel sujet qui paraissait de médiocre intérêt obtenaient un bien meilleur succès. J'avais osé violer des interdits, dénoncer un scandale dont tout le monde s'accommodait très bien ; j'avais osé étaler aux yeux du public le linge sale de la famille. De là une sorte de répression contre le mal-pensant, qui se traduit par de menus faits. Le président de l'Association des étudiants de Montpellier m'ayant invité à exposer mes vues dans une conférence publique se trouva contraint de renoncer à ce projet, les autorités universitaires ayant refusé de mettre une salle à sa disposition. De même au printemps de 1966, les dirigeants de l'Association des universités francophones (A.U.P.E.L.F.) m'ayant convié à exposer mes vues à

leur congrès de Liège, je me permis de dénoncer en termes incisifs les défauts du système français. Par la suite, j'appris que j'avais été l'objet d'un rappel à l'ordre de la part de M. le Recteur de Strasbourg, en une lettre que mon doyen, par prudence, me dit-il, ne me transmit jamais. À l'automne de 1967, un reportage télévisé me permit à nouveau d'exposer mes vues, non sans virulence. On me rapporta la réaction indignée d'un éminent archéologue : « Ce n'est pas qu'il ait tort, au fond, mais ce sont des choses qu'on n'a pas le droit de dire devant tout le monde... »

[32]

Le plus curieux, en la circonstance, est que les positions que j'avais prises, si elles scandalisèrent mes collègues, me valurent quelques marques d'intérêt de la part des instances supérieures. *Pourquoi des professeurs ?* ayant été épuisé assez vite, l'éditeur décida de le réimprimer dans une collection de poche. Je ne savais trop à qui destiner le service de presse, le premier tirage ayant déjà été adressé aux destinataires habituels. La fantaisie me vint de prendre un volume de la pile et d'y inscrire une dédicace qui disait à peu près : « À Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, — à supposer que la question « pourquoi des professeur ? » puisse intéresser un ministre de l'Éducation nationale. » C'était un geste dans le vide, et, bien sûr, je n'en attendais aucune suite. Or, une huitaine de jours plus tard, me parvint une lettre du ministre, qui remerciait en termes sympathiques, et m'invitait à le rencontrer un jour où je serais de passage à Paris. À tout hasard, j'adressai alors à M. le Ministre le livre sur l'Université. Il me remercia, ajoutant à la fin de sa lettre la formule « venez me voir », soulignée d'un gros trait. Devant cette insistance, je me dis qu'il fallait tenter la chance, et je pris rendez-vous.

Le ministre d'alors était M. Christian Fouchet, qui jouissait auprès de ses administrés de la réputation la plus déplorable. À l'hostilité quasi générale des fonctionnaires de l'enseignement contre le gouvernement de leur pays s'ajoutait dans son cas un ressentiment particulier à l'encontre de quelqu'un qui n'appartenait pas à la corporation. Quoi qu'il fût, M. Fouchet était constamment traîné dans la boue par des gens aux yeux de qui il incarnait en quelque manière le Mal radical. Dans le train qui me conduisait à Paris, je fis réflexion qu'il y avait là quelque injustice. Les initiatives du gouvernement en matière d'éducation nationale n'étaient certes pas toutes heureuses ; du moins avait-on

entrepris de grands travaux, après soixante ans d'inertie ; la France se couvrait de chantiers universitaires, dans l'incohérence, dans l'absence de pensée sans doute, mais du moins quelque chose avait été entrepris, et cela valait mieux que l'incurie antérieure.

Ayant ainsi ruminé en chemin, lorsque j'entrai dans le cabinet du ministre, mon premier mot fut pour lui dire : « J'ai l'impression que vous êtes un méconnu. » M. Fouchet était un homme grand, affable, très direct ; mes paroles semblèrent l'atteindre de plein fouet. Il entreprit aussitôt de m'exposer ses intentions et ses projets, en même temps que [33] les résistances considérables auxquelles se heurtait leur réalisation, les féodalités établies, l'hostilité des syndicats, la redoutable inertie des fonctionnaires du Ministère. Les initiatives les plus simples et de bon sens étaient constamment vouées à se perdre dans les sables ; il fallait une dépense immense de volonté pour parvenir au résultat le plus mince, d'ailleurs tout de suite corrodé par les influences hostiles embusquées dans tous les recoins. La bonne volonté de mon interlocuteur était évidente, mais aussi l'énormité des obstacles.

J'exposai à mon tour quelques-unes de mes idées. Il fallait tenter, pour l'enseignement supérieur, non pas un rapiécage de fortune, mais un véritable renouvellement du contenant et du contenu. Il existe des exploitations agricoles pilotes, des hôpitaux modèles. Pourquoi ne pas expérimenter aussi dans le domaine universitaire, en créant des institutions échappant au droit commun et jouissant d'une large autonomie, pour mettre au point des formules nouvelles ? Ces universités devraient renoncer au cloisonnement des facultés et des disciplines, et jouir d'une autonomie administrative, financière et épistémologique sous l'impulsion d'un recteur ou chancelier élu par ses pairs. Le renouvellement des formes institutionnelles accompagnerait ainsi la constitution d'une pédagogie nouvelle et d'un nouveau savoir.

Le ministre m'écoutait avec intérêt et paraissait tout à fait favorable à cette initiative pour tirer l'enseignement supérieur de son impasse séculaire. Il eut en fin de compte ce mot : « Vous me donnez envie de rester ministre plus longtemps », — ce qui signifiait qu'il se préparait à partir, et que j'avais plaidé en vain. Cet entretien avait lieu en octobre 1966. Je devais revoir M. Fouchet au début de 1967, en un temps où son changement de portefeuille était déjà annoncé. Cette seconde rencontre renforça mon impression que le ministre était un homme seul. Je le revois encore, m'accueillant dans son vaste cabinet de la rue



de Grenelle, et ajoutant : « Vous ne trouvez pas qu'il fait froid ; on est très mal chauffé ici... » Dans le cours de la conversation, ayant besoin d'un renseignement, il appela au téléphone sa secrétaire, qui ne répondit pas. L'expérience se répéta avec le directeur de l'enseignement supérieur, qui n'était pas là. Le cabinet du ministre était un lieu froid au milieu d'un désert hostile.

[34]

Pour donner une idée de l'immense force d'inertie qui régnait dans le système français d'éducation nationale, M. Fouchet me raconta qu'il avait eu l'attention attirée par un scandale mineur du baccalauréat, dans le sud du pays. Le problème proposé aux candidats de la série de mathématiques élémentaires était d'une difficulté telle qu'il avait entraîné l'échec de la grande majorité des concurrents. De là des protestations véhémentes des intéressés et de leurs familles ; il est absurde de transformer un examen en une machine à éliminer le plus grand nombre des aspirants. Emu par cet incident, le ministre avait lui-même examiné le problème, qu'il avait jugé fort ardu ; après quoi, il l'avait soumis à une commission de mathématiciens experts. Ceux-ci avaient conclu que l'exercice en question comportait une série de pièges si habilement ménagés que la grande masse des élèves ne possédait pas les moyens d'y échapper ; il était donc formellement déconseillé de choisir de tels sujets pour un examen dont le but n'est nullement de procéder à une impitoyable sélection. Le rapport fut transmis par la voie hiérarchique au professeur qui avait choisi le sujet litigieux. Prié de formuler ses observations à ce propos, l'intéressé se contenta de répondre qu'il ne voyait pas du tout ce qu'il pouvait avoir à se reprocher ; son problème était un « véritable bijou » !

Pour cette même classe de mathématiques élémentaires, dont le programme trop chargé décourageait par avance un grand nombre de jeunes gens, il avait été depuis toujours impossible de procéder à des allègements et retranchements. Toute proposition en ce sens se heurtait à la résistance tenace du corps professoral et surtout des inspecteurs généraux. Supprimer le moindre chapitre du cours de mathématiques équivalait à déséquilibrer et finalement à ruiner l'enseignement dans son ensemble, si l'on en croyait les augures. Mais, d'un autre côté, l'intérêt national exigeait qu'un nombre aussi élevé que possible de lycéens se tourne vers les carrières scientifiques, sans en être détourné par l'excessive difficulté des études. Monsieur Fouchet, désireux de

sortir de l'impasse, prit l'initiative de constituer une commission chargée de réviser les programmes de mathématiques ; les représentants du ministère s'y trouvaient habilement amalgamés avec des savants jouissant d'une haute autorité scientifique, et d'ailleurs intelligents. La commission se réunit ; en deux heures de temps, elle supprima trente pour cent du programme traditionnel de mathématiques, dont on avait depuis [35] toujours prétendu qu'il était intangible. « Il en est ainsi à peu près sur tous les points, disait le ministre ; à qui peut-on se fier ? »

Mais quelques initiatives de bonne volonté ne pouvaient suffire à remettre sur pied un édifice vermoulu. Le temps était désormais dépassé des réformes de détail et des remaniements partiels.

Ce qu'on a appelé la « réforme Fouchet » de l'enseignement supérieur n'était qu'un réaménagement du plan d'études, et nullement la remise en question indispensable du système universitaire. Au surplus ce schéma, adapté semble-t-il aux besoins des sciences exactes, et particulièrement de la physique, ne présentait guère d'intérêt pour les disciplines littéraires. L'inertie du corps professoral dans sa masse eut tôt fait de reconstituer, en dépit des corrections de forme, les routines traditionnelles. Le sommeil dogmatique, l'inconscience des maîtres était en fait, et demeure, l'obstacle majeur à tout renouvellement réel. On aura beau changer les institutions et constitutions, il est impossible, avec les mêmes hommes, de faire du nouveau.

Monsieur Fouchet avait quitté la rue de Grenelle au moment où la « réforme Fouchet » entra, ou tenta d'entrer, en application. Aucun changement réel ne se produisit dans les mois qui suivirent. Je pris alors le parti d'en appeler au Premier Ministre lui-même, dont on me disait qu'il était préoccupé par les problèmes d'enseignement. Monsieur Pompidou me reçut à la fin de juillet 1967 ; affable et bien informé, il eut cette parole : « ... en effet, il faudra bien faire quelque chose ; il faudra que le nouveau ministre fasse quelque chose », ce qui signifiait qu'à ses yeux le « plan Fouchet » ne constituait pas encore la réforme attendue. « On prétend, lui dis-je, que votre gouvernement est autoritaire. Comment se fait-il que, dans l'ordre de l'éducation nationale, il n'ait pas été capable de réaliser quelque chose de vraiment neuf ? — Que voulez-vous, répondit M. Pompidou, le ministère de l'Éducation nationale est un ministère impossible. Le ministre trouve sur son bureau des documents complètement rédigés par ses services, qu'on

lui demande seulement de signer. S'il réclame des précisions, s'il discute, tout le monde proteste qu'il est un tyran... »

Le Premier Ministre me renvoya à M. Peyrefitte, qui me reçut en septembre 1967. J'eus l'impression d'un homme préoccupé, dont l'abord était beaucoup moins direct que celui [36] de son prédécesseur. Le diplomate perçait sous l'administrateur ; ses intentions demeuraient confuses, à supposer qu'il eût des intentions... Il me demanda de lui soumettre un schéma résumant mes propositions, document que je lui fis parvenir au début d'octobre. A la fin du même mois, j'eus l'occasion de participer à un débat public de l'O.R.T.F., dans une série consacrée à la formation des cadres scientifiques et techniques, en compagnie de Louis Armand et du recteur Capelle. Je me souviens d'avoir, au cours de cette séance, énoncé la thèse que le temps était passé de la réforme de l'Université ; il fallait parler désormais de l'Université de la réforme, en état de réformation permanente : *universitas reformata semper reformanda*.

\*

Je donne ici la première moitié du projet rédigé à la demande de M. Peyrefitte. La suite du texte étudiait avec quelque détail la constitution d'une université interdisciplinaire, inspirée, dans certains de ses aspects, de la nouvelle université allemande de Constance. Une telle institution me paraissait pouvoir jouer le rôle d'une entreprise pilote dans le domaine de l'enseignement et de la recherche. Il faut ajouter que je ne reçus même pas un accusé de réception. Bien entendu, je donne ce texte tel quel, sans y changer une virgule ; il convient, en le lisant, de le situer à la date de sa rédaction, c'est-à-dire au début de l'automne 1967, en un temps où le ciel universitaire paraissait encore serein.

## *NÉCESSITÉ D'UNE RÉFORME*

Il y a une dizaine d'années de cela, l'enseignement supérieur français paraissait voué à une catastrophe inéluctable. La vague démographique, la mutation de civilisation, l'incurie des gouvernements antérieurs acculaient à la<sup>^</sup> faillite des institutions désormais ridiculement incapables de répondre aux exigences intellectuelles et techniques de la nation.

Il n'y a pas eu de catastrophe. Grâce à un effort d'équipement sans précédent, la crise a été évitée. On a construit des laboratoires et des amphithéâtres, des chambres et des restaurants pour les étudiants, on a nommé des professeurs.

[37]

Le gris manteau de béton des nouvelles facultés a recouvert la France, assurant au pays le minimum vital universitaire dont on désespérait qu'il pût jamais être atteint.

La catastrophe a été évitée. Mais il aurait peut-être mieux valu que la catastrophe se produise. Car si tout le système ancien s'était effondré d'un seul coup, on aurait été obligé de repenser dans leur ensemble, ou de penser, les problèmes de l'enseignement supérieur. Cette occasion unique d'une réflexion fondamentale a été manquée. Le plus gigantesque effort qu'on ait jamais accompli en France en faveur des universités est demeuré un effort purement matériel.

On a couru au plus pressé. On a entassé les constructions, on a replâtré, agrandi ce qui existait, dans une sorte de fuite en avant désespérée. Il n'y a pas eu de développement ordonné, mais une inflation galopante, une prolifération cancéroforme des structures antérieurement existantes, qui, du coup, ont perdu toute signification et sont devenues proprement informes.

L'intendance doit suivre, à en croire un mot fameux. Or dans le cas de l'enseignement supérieur, on a commencé par l'intendance. On a résolu à peu près les problèmes d'intendance, sans penser au reste. On a implicitement admis que tout irait pour le mieux dans la meilleure des universités le jour où chaque étudiant aurait une place dans un amphithéâtre, dans un laboratoire et dans un restaurant. On a été tellement préoccupé par les moyens qu'on n'a pas eu le loisir de penser aux fins.

Un bon exemple peut être tiré de l'année préparatoire aux études médicales, le fameux C.P.E.M., qui fait encore problème, ou scandale aujourd'hui, faute de locaux et de maîtres assez nombreux. Or c'est un fait que, sur mille étudiants inscrits au C.P.E.M., il en reste en gros cinq cents qui sont admis en première année de médecine. Sur ces cinq cents, deux cent cinquante survivants aborderont la seconde année. Autrement dit, les trois quart des étudiants de C.P.E.M. sont destinés à perdre une année ou deux à des études, aux frais de l'État, qui ne leur serviront rigoureusement à rien. La vérité est que les places de C.P.E.M., bien loin d'être insuffisantes, sont excédentaires ; on gaspille ainsi des sommes énormes, des énergies professorales et estudiantines, sans profit pour personne. Mais pour y changer quelque chose, il faudrait avoir le courage d'aborder de front la question du C.P.E.M., la question aussi des études médicales dans leur ensemble, et enfin la question générale de l'accès dans les facultés.

On ne remodelera pas l'Université par la seule vertu du béton et des milliards. Il y faudrait aussi la vertu de lucidité, la vertu d'imagination et la vertu de courage.

C'est un fait que l'énorme expansion de l'enseignement supérieur est demeurée un phénomène purement matériel et quantitatif. Les institutions anciennes ont démesurément enflé, jusqu'à perdre leur sens, mais on n'est pas parvenu à définir des institutions nouvelles, mieux adaptées à la situation démographique. Les quelques idées que l'on a essayé de mettre en usage se sont perdues dans la masse comme des gouttes d'eau dans une dune de sable. La prétendue réforme des facultés des Lettres, par exemple, paraît dès à présent absorbée par les intéressés, bien décidés à s'arranger pour que le *statu quo* antérieur ne soit pas modifié.

[38]

Il est étrange qu'à notre époque de planification de la vie économique et sociale, on n'ait rien fait pour encadrer le présent et prévoir l'avenir de l'enseignement supérieur. En 1968, il y aura 2 000 étudiants de psychologie à Nanterre et sans doute 4 000 à la Sorbonne. Mais rien ne dit que le pays offre des possibilités d'emploi pour de tels effectifs. La masse des psychologues et sociologues ainsi produite en grande série est vouée à la révolte et au désespoir. Les fameux situationnistes étaient, paraît-il, des étudiants sans situation. Dans le domaine universitaire, toute planification est réputée *numerus clausus*, attentatoire à la liberté des citoyens. Cela est absurde, car la liberté n'exclut pas la prévision et l'orientation raisonnée des individus. Bien au contraire.

Dans la situation présente, il est admis que *n'importe qui peut apprendre n'importe quoi n'importe où*, ce qui est le comble de l'absurdité.

*N'importe qui*, sous la seule réserve d'un baccalauréat qui ne présente plus aucune garantie de formation véritable, peut prétendre avoir accès à l'Université. Pour entrer au Conservatoire, pour faire partie d'une équipe sportive, ou même entrer en classe de sixième, il faut posséder des aptitudes soumises à vérification. Les facultés ne sont pas gardiennes de leurs portes. Elles gaspillent leurs maîtres, leurs locaux et l'argent de l'État, elles gaspillent les meilleures années d'un grand nombre d'étudiants à opérer, après coup et trop tard, une sélection que l'intérêt de tous commanderait d'opérer au préalable.

*N'importe quoi, n'importe où* : toutes les facultés enseignent la même chose ; elles revendiquent le domaine encyclopédique dans son ensemble, même si elles ne possèdent pas les maîtres compétents, même si elles ne comptent pas, pour telle ou telle discipline spécialisée, un nombre décent d'étudiants. Qui trop embrasse mal étreint. Il est stupide et désastreux de ne pas regrouper maîtres et étudiants en des emplacements privilégiés où la concentration des capacités augmenterait l'efficacité de l'enseignement pour le bien commun de tous.

Il importe de dénoncer *le mythe de l'étudiant quelconque travaillant en un lieu quelconque sous la direction de professeurs quelconques*. C'est la négation même de l'enseignement supérieur.

Mais ceci signifierait une véritable conversion de l'esprit universitaire, une transformation de la mentalité, à laquelle l'immense majorité des intéressés ne paraît aucunement disposée. L'impossibilité majeure d'une réforme authentique tient non pas au manque de moyens, car les moyens sont sans doute suffisants, mais à l'absence d'idées directrices, et surtout à l'indifférence et à la médiocrité générale des hommes.

### ***POSSIBILITÉ ET IMPOSSIBILITÉ DE LA RÉFORME***

Jules Ferry disait un jour que la réforme de l'enseignement devait être l'œuvre du corps enseignant, car les bureaux à eux seuls étaient impuissants. Selon un mot profond de Tocqueville, que devait reprendre Lénine, une révolution ne peut triompher dans la rue que si elle a d'abord vaincu dans les esprits et dans les cœurs.

[39]

Tel est l'obstacle majeur à tout renouvellement véritable dans les facultés françaises. Il faudrait réformer les formateurs. Et ceux-ci, dans leur immense majorité, sont hostiles à tout véritable changement. Les facultés sont des gérontocraties, où l'on fait carrière jusqu'à 70 ans ; les conseils de facultés sont des assemblées de notables, dont le souci majeur vise à sauvegarder les situations acquises. On ne peut pas demander à l'Académie française de réformer la littérature, ou à la Curie de réformer l'Église.

On peut d'ailleurs penser que tout système universitaire est conservateur par essence. Il tend à transmettre les valeurs d'hier plutôt qu'à découvrir celles d'aujourd'hui et à préparer celles de demain. Michel Bréal, l'un des conseillers de Ferry, écrivait en 1872 : « Nous sommes le pays le plus rebelle aux vraies réformes, le plus fidèle aux traditions séculaires. Notre histoire est semée de révolutions de la surface, mais ce qui constitue le fond de la vie intellectuelle et morale s'est à peine modifié depuis deux siècles... »

Le fait est là. On ne peut espérer imposer d'en haut une réforme sans le consentement et la collaboration des intéressés. Par révolte ouverte ou, mieux, par résistance passive, ils pourront tenir en échec toutes les initiatives, que, d'ailleurs, la majorité d'entre eux serait incapable de comprendre. *On ne peut pas prendre les mêmes et recommencer.*

D'ailleurs, il serait absurde de décider et de promulguer d'un seul coup par voie d'autorité une réforme applicable à l'immense masse de l'enseignement supérieur. Non seulement parce que ni les étudiants ni les professeurs n'y sont préparés, mais surtout parce que, pour procéder ainsi, il faudrait posséder par avance la solution de toutes les difficultés pendantes. Faute de quoi on engagerait le corps universitaire dans une aventure sans issue.

Personne ne peut honnêtement aujourd'hui présupposer qu'il sait ce que doit être l'Université moderne — car c'est cela même qui est en question. La réforme des universités est condamnée à aller de pair avec une recherche du sens de l'Université.

Il faut enfin commencer la réforme, la commencer par le commencement, par un commencement qui soit un authentique commencement, à la fois modeste et décidé. Un premier geste en ce sens serait une valeur exemplaire et rendrait courage à tous ceux, non les pires, qui désespèrent parce qu'ils ne peuvent plus respirer dans un édifice monstrueux et inhumain.

## *POUR DES EXPÉRIENCES PILOTES*

La réforme des universités doit passer par un stade initial de recherche. En partant d'un constat initial de carence ou d'absence, il convient de tenter de reconstituer une université digne de ce nom.

Expérience signifie initiative rationnelle et contrôlée procédant avec une certaine souplesse à l'intérieur de normes préalablement définies. Il s'agirait de mettre à l'épreuve de nouvelles structures, de nouveaux programmes, de nouvelles méthodes.

[40]

Une telle expérience doit être limitée, car elle est susceptible d'échec autant que de succès. Ou plutôt, il y aura, dans les résultats, à prendre et à laisser. Il convient donc de choisir avec soin les hommes et les moyens, afin de se donner les meilleures chances d'aboutir.

On expérimente sur les conditions les plus favorables à la production du blé, des pommes ou des cochons. Pareillement, il faut remettre en question les voies et moyens, les fins de l'Université. Et ce sera une expérience pilote dans la mesure où les indications utiles, et elles seules, pourront ensuite être généralisées.

Rien n'empêche d'ailleurs de procéder simultanément à plusieurs expériences différentes. Si plusieurs idées intéressantes sont proposées, il faudrait les mettre à l'épreuve en des lieux différents, en les confiant aux responsables appropriés. L'erreur serait d'essayer de concilier, d'additionner les idées ; elles se neutraliseraient mutuellement. Or il se peut que plusieurs types d'universités soient possibles, et utiles.

L'un des maux du régime actuel est la centralisation excessive, et la conviction naïve qu'un schéma unique d'institutions universitaires peut et doit répondre à tous les besoins. Or les besoins sont variés ; tout donne à penser qu'on doit admettre une démultiplication des formes universitaires. L'armée, corps pourtant hiérarchisé et discipliné, donne l'exemple d'une grande souplesse d'adaptation aux conditions multiples de la guerre et à la mise en œuvre des moyens techniques. Pour être efficaces, les universités d'aujourd'hui devraient admettre une pluralité de schémas d'organisation, en fonction des missions diverses correspondant aux besoins de la nation, dans l'ordre de la connaissance aussi bien que dans l'ordre de la formation professionnelle et technique.



Plusieurs expériences de style différent paraissent indispensables, si l'on ne tient pas à persévérer dans cette fuite en avant éperdue à laquelle se réduisent jusqu'à présent les velléités de réforme. Et parce que ces expériences sont indispensables, elles doivent être possibles.

[41]

**La nef des fous. Université 1968.**

## 4

# LA GRANDE PEUR 1968 À STRASBOURG

[Retour à la table des matières](#)

Aux vacances de Pâques 1968, un ami, professeur à Nanterre, m'avait raconté le pourrissement de sa Faculté depuis l'automne dernier, les incidents systématiquement répétés, l'absence de réaction des autorités ou leurs réactions maladroites. Les règlements universitaires, rédigés à l'intention d'individus raisonnables et nantis d'un minimum de bonne éducation, s'avéraient parfaitement impuissants en face d'une faction d'enragés, qui non seulement refusaient de jouer le jeu, mais entendaient, avec un réalisme cynique, fausser complètement le sens d'une institution qu'ils parvinrent sans peine à paralyser tout à fait.

J'ai lu quelque part l'histoire d'insurgés allemands de 1918 qui, voulant prendre possession d'une gare, se heurtent à un écriteau : « Défense de traverser les voies. » Dressés selon les disciplines germaniques, les mutins reviennent en arrière pour emprunter le passage souterrain. Cette attitude fut un peu celle des autorités face à la rébel-

lion étudiante. Dans une situation révolutionnaire — même s'il ne s'agissait que d'un simulacre de révolution — professeurs, doyens et recteurs s'obstinèrent à respecter les règlements que leurs adversaires piétinaient joyeusement, s'empêchant ainsi de trouver une réaction adaptée. Le comportement du corps enseignant évoque celui de douaniers qui pratiqueraient une grève du zèle à leur propre détriment, fidèles à la lettre d'un code de procédure dont il est clair qu'il est complètement dépassé.

C'est ainsi qu'on me racontait l'agonie de Nanterre, laquelle se poursuivait, en ce temps de Pâques 1968, depuis plusieurs mois, dans l'indifférence à peu près générale. Les [42] pouvoirs publics refusaient d'y prêter attention, secrètement satisfaits, peut-être, de la mésaventure d'une institution dont on savait que la plupart des professeurs affirmaient des opinions avancées. Mon ami lui-même était désespéré. « Comment cela finira-t-il ? lui demandai-je — Cela ne finira jamais », répondit-il.

Je me disais en ce temps-là qu'une telle subversion était impensable et impossible à Strasbourg, ville paisible et bourgeoise, ville bien pensante, dont l'Université s'honore de posséder les deux seules facultés de Théologie, catholique et protestante, que l'État français entretienne sur son territoire. Strasbourg serait en somme à la France ce que Québec est au Québec.

Les premières barricades parisiennes de mai devaient faire rapide justice de ces illusions. A l'appel de quelques leaders, les étudiants se mirent en grève, bientôt imités par les syndicats de professeurs gauchisants, télécommandés de Paris. Les deux facultés de Théologie se trouvèrent fraternellement à la pointe du combat ; la plupart des bâtiments universitaires furent occupés de jour et de nuit, et le fonctionnement de l'institution complètement bloqué. Un « conseil étudiant » siégeant d'une manière quasi permanente revendiqua l'exercice du pouvoir, d'ailleurs abandonné sans combat par les diverses instances régulières. A leur place siégeaient des assemblées d'« enseignants », groupant pêle-mêle tous ceux qui voulaient bien y assister, professeurs chevronnés et jeunes assistants, dont certains possédaient des titres universitaires qui ne leur auraient pas permis d'enseigner dans un lycée. Une nouvelle rhétorique enfiévrâ les étudiants et leurs maîtres, dans le libre défoulement des ressentiments et des haines. Chacun trouvait ici le moment favorable pour se venger de la vie, pour crier

ses rancunes dans une sorte d'épiphanie des instincts secrets, où le pire se mêlait au meilleur.

Je n'ai pas participé à cette fête. La grâce m'a manqué dès le départ ; à aucun moment je n'ai eu l'impression qu'il s'agissait vraiment de cette réforme fondamentale de l'institution universitaire, pour laquelle je combattais en franc-tireur depuis cinq années. L'Université était pour moi un sujet quotidien d'études et de réflexion, un sujet d'inquiétude et d'angoisse, au milieu de l'indifférence générale des professeurs et des étudiants. Or, du jour au lendemain, sous la pression de la rue, je vis les mêmes gens, qui jusque-là [43] n'avaient rien voulu savoir, se poser en justiciers et en législateurs, sans, bien entendu, en savoir davantage sur ce qui était en question. Un bouillonnement passionnel transforma les facultés en chaudières sous pression ; les idées les plus naïves, les projets les plus contradictoires trouvèrent des avocats enthousiastes et des contradicteurs acharnés. Je me trouvais dans la situation tout à fait désagréable de quelqu'un qui n'a pas bu au milieu de gens ivres.

Je ne méconnaissais pas la pureté d'intentions d'un bon nombre de participants, étudiants ou professeurs, aux délibérations de cette période trouble. Mais les bonnes intentions ne suffisent pas à faire de bonnes réformes. Ceux qui par ignorance, passivité mentale et étroitesse d'esprit s'étaient accommodés jusque-là du régime institué ne se trouveront pas délivrés par enchantement de leur naïveté et de leur inconscience. La générosité même ne peut tenir lieu d'information ni de sagacité. Celui qui gardait la tête froide ne pouvait s'empêcher de voir dans cette pathologie universitaire une extraordinaire foire aux chimères où s'étalait au grand jour l'irréalisme des intellectuels.

L'insurrection de mai était née, un peu par hasard et sans préméditation réelle, d'une fin de non-recevoir opposée par les étudiants à certains aspects, à vrai dire indéfendables et oppressifs, de leur condition dans la France de 1968. J'en donne acte bien volontiers, ayant moi-même dénoncé avec violence le caractère inadmissible de l'état de choses établi dans nos facultés. Seulement, les abus les plus fondamentaux n'étaient pas nécessairement les plus apparents. Les étudiants et les maîtres s'insurgeaient contre les symptômes les plus irritants ou les plus douloureux ; il aurait fallu prendre le mal à sa racine, mais cela demandait une analyse approfondie, dont les membres des assemblées révolutionnaires, en dehors même du climat émotionnel de

leurs célébrations, demeurèrent parfaitement incapables. Les uns et les autres dénonçaient telle ou telle cause occasionnelle à laquelle chacun se trouvait sensibilisé par sa situation particulière ; personne n'était capable d'embrasser l'ensemble du problème.

De là une impression d'irréparable gâchis. À considérer avec objectivité ces débats confus, on en vient à se demander comment de tels phénomènes ont pu trouver place dans des universités, qui sont par vocation les sièges sociaux de l'intelligence lucide et de la communication entre hommes de raison. Si on laisse de côté les convulsionnaires de toutes [44] obédiences et les rêveurs éveillés qui donnèrent libre cours à leurs syndromes respectifs, il reste que la quasi-totalité de ces discussions enfiévrées ne débouchait sur rien de positif. Tout au plus les orateurs successifs et contradictoires pouvaient-ils y trouver un certain soulagement à leurs angoisses propres. Et puis, sans doute, étudiants et professeurs éprouvèrent-ils de rares jouissances à déployer librement à la face du monde une parole reconquise ; les Français ont, en ce printemps de 1968, redécouvert les délices oratoires de la rhétorique, dont les éducateurs jésuites avaient fait, avec beaucoup de sagacité, un des fondements de leur enseignement à travers les siècles.

La révolte étudiante à Strasbourg ne se limita pas à ces délectations verbales. Un petit groupe résolu, à la pointe du combat, eut le courage de recourir à l'action directe pour faire valoir ses revendications. Bien entendu, les locaux universitaires se couvrirent d'un florilège d'inscriptions variées, auquel les murs blancs de la toute neuve faculté des Lettres offraient un support particulièrement favorable. Cette activité graphique n'avait à Strasbourg rien d'original ; elle appartient au folklore du mouvement étudiant. Plus caractéristique est l'enlèvement d'une plaque scellée à la mémoire de Jean Cavaillès, jeune professeur à l'université de Strasbourg, l'une des figures les plus nobles de la Résistance, fusillé par les Allemands au cours de la dernière guerre. Sans doute voulait-on faire entendre que les valeurs incarnées par ce patriote victime des nazis ne s'accordaient pas avec la nouvelle éthique révolutionnaire.

Les locaux administratifs furent envahis. Chassé de son bureau, le doyen s'inclina de bonne grâce. Un peu partout, des portes furent fracturées, des collections de livres furent volées, des souvenirs universitaires disparurent ; la collection de disques de l'institut de Musicologie

fut entièrement pillée. Les machines à écrire, à photocopier, à imprimer constituaient un butin de choix ; elles furent réquisitionnées pour être mises au service de la bonne cause. Bon nombre d'appareils furent purement et simplement sabotés et démolis. Les enragés s'en prirent même un jour à un innocent plafond, qui fut systématiquement arraché, élément par élément, en vertu d'une impulsion destructrice d'autant plus significative qu'elle était tout à fait gratuite.

Bien entendu, ces déprédations furent l'œuvre d'une minorité. Elles étaient désapprouvées par la grande masse des [45] étudiants, y compris bon nombre de révolutionnaires qui ne voulaient pas cela, et le manifestèrent à l'occasion en votant des motions de blâme à rencontre des « saboteurs ». Mais ces motions étaient platoniques ; elles n'empêchaient pas les déprédations de se poursuivre la nuit suivante. Jamais la majorité ne se résolut à des gestes concrets à l'encontre des enragés. Quelqu'un qui assistait à la destruction du plafond, dont je viens de parler, m'a rapporté qu'elle eut lieu devant un groupe de témoins nettement hostiles. Mais le vandale mit ses camarades au défi de l'empêcher de poursuivre son étrange travail. Personne ne bougea. D'ailleurs un jeune collègue me déclara à ce propos : « Qu'est-ce que vous voulez, on ne fait pas la révolution sans casser quelques carreaux... » Les contribuables français payèrent la note, dont le montant ne fut pas révélé.

Les étudiants les plus acharnés au combat furent sans doute ceux de la faculté des Lettres, en particulier les sociologues et philosophes, les plus sensibilisés aux idéologies ambiantes. Les étudiants en sciences ou en médecine reconnaissent mieux la réalité du monde extérieur ; ils ont affaire directement à la force des choses, à la souffrance des êtres, ce qui prémunit la plupart d'entre eux contre les emballements conceptuels. Les littéraires se chargèrent donc d'évangéliser leurs camarades. Un commando s'en fut à la faculté de Droit, fractura les armoires de l'administration et s'empara des dossiers personnels d'une partie des étudiants. Jetés dans le Rhin, certains de ces dossiers furent tirés de l'eau par de paisibles pêcheurs à la ligne. Un professeur de la faculté des Sciences, pour assurer le déroulement normal des examens, constitua ceux qui avaient déjà été reçus en « groupes d'intervention », chargés de protéger contre une éventuelle agression extérieure leurs camarades qui composaient. L'épreuve en question put ainsi se dérouler sans incident.

Ce dernier exemple fait bien voir que la force principale des extrémistes se trouvait dans le pouvoir d'intimidation qu'ils exerçaient à l'égard de la masse étudiante et du corps professoral. Une minorité d'agitateurs résolus parvint ainsi sans trop de peine à imposer sa loi. Un référendum fut organisé, au mois de mai, dans des conditions régulières, sur la question de savoir si la session normale des examens de printemps devait avoir lieu. Soixante pour cent des étudiants de l'université y participèrent ; sur le nombre, les deux tiers se prononcèrent en faveur des examens. Ceux-ci n'eurent [46] pourtant pas lieu, sauf exception ; en droit et en lettres, en particulier, les épreuves régulières se trouvèrent complètement impossibles à organiser. Une fraction minoritaire réduisit à néant la volonté du grand nombre ; les hésitants, les irrésolus cédèrent, comme inhibés et fascinés par le climat de terreur psychologique régnant.

Il faut dire que les autorités universitaires légalement instituées se trouvèrent d'emblée dépassées par l'événement et renoncèrent à exercer un contrôle quelconque. La plupart des doyens et le recteur adoptèrent une attitude de neutralité bienveillante à l'égard des rebelles, maîtres des lieux sans combat, et libres d'imposer la dictature du « pouvoir étudiant ». Personne ne prit à cœur de sauvegarder le patrimoine matériel de l'université, à l'exception de tel ou tel professeur, décidé à payer de sa personne pour conserver les biens qui lui étaient confiés. Le professeur d'histoire de l'art réussit à sauver ses précieuses collections, en montant la garde de jour et de nuit, au seuil de son institut, ce qui lui valut d'assister à d'étranges bacchanales dans l'intérieur du palais universitaire. Un collègue historien qui emportait quelques volumes pour les mettre à l'abri se fit violemment interpellé par un activiste, sous prétexte qu'il se permettait d'agir ainsi sans mandat du conseil étudiant. En effet, le bureau de ce professeur avait été « réquisitionné » sans façon par un comité d'élèves du lycée qui y tenaient d'importantes délibérations. Sans doute les autorités de l'établissement secondaire accordaient-elles moins de facilités à leurs élèves que celles de l'université, à laquelle d'ailleurs ils étaient complètement étrangers.

Le mot d'ordre des chefs de l'université était qu'il fallait « éviter le pire ». En ce qui me concerne, je ne suis pas parvenu à comprendre le sens d'une telle formule, dont le résultat pratique était de laisser le champ libre aux plus excités des agitateurs. « Éviter le pire », telle

avait été aussi la préoccupation du régime de Vichy sous l'occupation allemande : il fallait donner aux envahisseurs tout ce qu'ils exigeaient pour éviter qu'ils ne réclament encore davantage. Cette justification subtile n'a pas réussi à sauver Laval du poteau d'exécution ; il ne semble pas qu'elle ait auparavant atténué en France les horreurs de la guerre. Le pire n'est pas toujours sûr, et d'ailleurs la démission des responsables ne fait qu'encourager ceux auxquels ils sont confrontés à accroître encore leurs exigences. On m'a conté que le roi de [47] Danemark, lorsque les occupants hitlériens voulurent imposer aux juifs de son pays le port de l'étoile jaune, protesta que, si une telle mesure était appliquée, il arborerait lui-même ce signe d'infamie, imité en cela par les membres de son entourage. Les Allemands n'insistèrent pas, conscients des conséquences fâcheuses pour eux qu'aurait un tel geste officiel de résistance. Prétendre « éviter le pire », c'est peut-être le meilleur moyen de le susciter ; c'est, en tout cas, excuser ainsi toutes les dérobes.

Il est probable que l'exemple venait de très haut. Si la plupart des recteurs et doyens, en France, ont manqué de fermeté, c'est probablement qu'ils ne reçurent guère d'instructions officielles. Abandonnés à eux-mêmes, ils se laissèrent balloter par les courants incohérents de la grande peur qui submergèrent la France au mois de mai. On doit ajouter que dès le début les syndicats politisés de l'enseignement supérieur avaient proclamé leur solidarité inconditionnelle avec les étudiants révoltés, en vertu d'une étrange aberration. Les dignitaires syndicaux espéraient sans doute, sous la pression de l'événement, débarasser la France d'un régime politique exécré. Mais il y avait aussi, chez les professeurs eux-mêmes, un sentiment complexe de culpabilité et de peur qui les paralysait en face des jeunes rebelles.

De même qu'il fallait être de cœur avec les étudiants, il importait de laisser libre carrière à leurs initiatives dévastatrices sans recourir en aucun cas à l'intervention de la police. Il en fut sur ce point à Strasbourg comme dans le reste de la France : on vit apparaître le mythe des « franchises universitaires », en vertu duquel les bâtiments des facultés devaient être considérés comme des sanctuaires inviolables, où la présence de la police prenait le sens d'une provocation et même d'un sacrilège. Cette étrange doctrine aboutit à conférer aux locaux universitaires un privilège d'exterritorialité juridique ; des délits de toutes sortes pouvaient être commis impunément à l'intérieur des fa-



cultés, transformées en autant de cours des miracles, en refuge pour les hors-la-loi de toute espèce, comme on le vit dans le cas de la Sorbonne, et même de l'Odéon, à Paris.

Il va sans dire que cette doctrine du droit d'asile compté au nombre des « franchises universitaires », d'ailleurs contraire à tout bon sens, est dépourvue de fondement juridique. C'est un fait que la police, en temps normal et hors le cas de flagrant délit, ne peut pénétrer dans les locaux universitaires [48] que sur réquisition du recteur. Mais cela ne veut pas dire, bien entendu, que les universités soient autant de déserts juridiques échappant au droit commun. Cela signifie que le recteur doit assurer l'ordre par les moyens dont il dispose ; s'il en est incapable, il doit faire appel à la police régulière. Dans bon nombre de pays, l'autorité universitaire possède en fait son propre service d'ordre ; en France, où rien de tel n'existait, la plupart des recteurs se figèrent dans une attitude de non-intervention à tout prix, qui fit d'eux les gardiens et les cautions du désordre, au grand étonnement des populations et à la grande indignation des autorités civiles, témoins du scandale et réduites à l'impuissance.

Il convient d'ajouter que la population de Strasbourg voyait d'un fort mauvais œil ces saturnales universitaires. Le bon peuple avait toujours considéré les étudiants comme de petits messieurs privilégiés, plus ou moins suspects d'oisiveté et quelque peu turbulents. Le déchaînement parisien de la crise prenait l'allure d'un incompréhensible scandale. La bourgeoisie fit preuve de meilleure volonté ; elle essaya de comprendre de bonne foi la fièvre de ses enfants. Des séances de discussion publique furent organisées dans un théâtre de la ville par les responsables étudiants. Parents et curieux s'y rendirent en grand nombre pour écouter l'exposé des motifs révolutionnaires. Le moment finissait par arriver où un citoyen de bonne volonté demandait aux leaders étudiants : « Mais enfin, où voulez-vous en venir ? Que voulez-vous mettre à la place de ce qui existe ? » À quoi les « responsables » répondaient à peu près ceci : « Nous voulons d'abord tout flanquer par terre. Une fois détruit l'ordre établi, il sera temps de voir ce qu'on peut mettre à la place. Que voulez-vous, Paris ne s'est pas construit en un jour. » Ce genre de propos ne parvenait pas à apaiser les inquiétudes des braves gens de Strasbourg.

Après quelques manifestations publiques autorisées, au début de la crise, les étudiants tentèrent à deux reprises de passer à l'action directe

en dehors du campus. Dans les deux cas, l'intervention énergique d'un service d'ordre restreint calma très efficacement les perturbateurs, qui durent se terrer dans les locaux universitaires, où ils poursuivirent leurs activités, couvertes par l'immunité que leur conféraient les prétendues « franchises universitaires ». Un beau jour, même, des manifestants, exaspérés par le grand drapeau rouge qui flottait sur le palais bismarckien de l'université, au bout d'une [49] des perspectives majeures de la ville, se lancèrent à l'assaut du bâtiment pour faire disparaître l'emblème révolutionnaire. Cette fois, la police intervint en force ; elle prit position sur le parvis et sur les marches du palais, à l'intérieur duquel elle n'avait pas le droit de pénétrer, afin d'empêcher les manifestants de l'envahir. Grâce à cette intervention du service d'ordre qui monta la garde devant le drapeau rouge, celui-ci put continuer à flotter paisiblement sur la ville la moins rouge de France. Les autorités qui avaient fait un rempart de leur corps au chambardement général fournirent ainsi, sans l'avoir voulu, un précieux appui à la campagne électorale du parti gouvernemental. La province outragée donna aux partisans de l'ordre, lors des élections législatives de juin 1968, une majorité supérieure à celle qu'ils avaient obtenue dans toutes les élections précédentes. Les députés de l'Alsace à l'Assemblée nationale, tous gaullistes, furent tous élus dès le premier tour.

Le milieu universitaire strasbourgeois poursuivit ainsi en vase clos sa fermentation au milieu d'une ville indifférente, ou plutôt hostile. Etudiants, professeurs et administrateurs ne tenaient aucun compte des réactions du proche environnement et vivaient à l'heure plus exaltante de Paris ; retranchée dans son superbe isolement, l'Université acceptait de n'être qu'un corps étranger au cœur d'une province dont elle aurait dû être la vivante conscience. À vrai dire, la grande peur du microcosme strasbourgeois reflétait à sa manière l'état général d'incertitude et d'angoisse qui, parti de la capitale, se diffusait un peu partout sur le territoire national. On imagine mal, si l'on n'en a pas été témoin, cette saison d'insécurité où la légalité était en vacances. C'est un fait, par exemple, que le doyen de la faculté des Lettres, l'un des principaux épiscopates de l'agitation à Strasbourg, omit, à partir du déclenchement de la révolte, de réunir le Conseil de sa faculté, qui était pourtant l'organe légal de délibération et de décision. Mis en demeure par la majorité des professeurs de convoquer une réunion où puisse s'affirmer l'opinion des maîtres, il hésitait encore, si bien qu'il fallut procéder

malgré lui à une convocation irrégulière pour que le corps professoral puisse se rencontrer dans des conditions normales et en dehors de toute pression démagogique, afin d'examiner la situation.

Il n'est peut-être pas inutile non plus de raconter qu'un groupe de notables, écœurés de la passivité des autorités [50] universitaires devant les dévastations quotidiennes, finit par se rendre chez le procureur de la République pour déposer une plainte concernant les délits commis dans les locaux des facultés. « Enfin ! s'écria le procureur. Toute la ville sait ce qui se passe à l'université, mais vous êtes les premiers à en saisir la justice... » Il rédigea lui-même la plainte des citoyens qui se substituaient ainsi aux autorités défaillantes. Après quoi, il crut bon d'en référer au procureur général qui lui-même, en présence d'une initiative aussi insolite, jugea indispensable de prendre l'avis de la Chancellerie, c'est-à-dire du ministère de la Justice. Autant que je sache, la réponse venue d'en haut portait que la plainte était recevable, mais devait demeurer sans suite jusqu'aux prochaines élections, appelées ainsi à définir, pour l'avenir, le bien et le mal, le juste et l'injuste.

Pour ma part, il me fut impossible de prendre au sérieux cette prétendue « révolution », qui consternait les professeurs associés étrangers, et particulièrement ceux venus des pays d'Europe orientale. L'épouse d'un professeur d'échange soviétique, elle-même professeur de marxisme-léninisme dans son pays, expliquait gravement que trois conditions étaient requises, selon les bons auteurs, pour que se déclenche une révolution ; aucune des trois ne se trouvait remplie en France. Un professeur hongrois, interrogé par des étudiants désireux de savoir ce qu'il pensait de leur insurrection, leur répondit qu'il avait participé à plusieurs révolutions et à plusieurs guerres, mais qu'en aucune de ces circonstances historiques il n'avait constaté un arrêt total des opérations aux heures des repas, afin que chacun pût aller paisiblement consommer la nourriture servie dans les restaurants universitaires, à frais partagés par l'État. De fait, les bourses furent versées avec une régularité imperturbable au plus fort de la rébellion. Le bureau qui les distribuait fut le seul des locaux administratifs épargné par la vindicte étudiante, et l'on pouvait voir les « insurgés » prendre sagement leur place dans la file pour toucher l'argent de cet État bourgeois dont ils décrétaient chaque jour la totale suppression.

Nous étions quelques-uns à essayer de garder l'esprit lucide, témoins consternés du délire général. Ce n'étaient pas seulement les étudiants qui avaient perdu la tête ; c'étaient aussi bon nombre de nos collègues, subitement entraînés par le courant, qui par exemple allaient se livrer à des confessions publiques, reconnaissant leurs péchés devant le [51] « conseil étudiant » ou une assemblée syndicale, soit par simple panique à l'idée de perdre leur place, soit sous le coup d'étranges remous intérieurs qui leur faisaient oublier absolument le sens de leur dignité. Certains éprouvaient une satisfaction masochiste à se laisser bafouer ; d'autres espéraient, par des calculs retors, redresser ainsi à leur profit une situation compromise dans le passé par une excessive raideur professorale. Je me sentais étranger à ce qui se passait, incapable de prendre parti, puisque aucun parti ne me paraissait raisonnable. Cette faculté, où j'avais enseigné depuis vingt ans, s'était transformée en une Nef des fous, sans capitaine et sans pilote, ballotée aux vents d'idéologies contradictoires. Un sentiment de désaffection m'avait envahi ; il n'y avait plus de place pour moi dans le campus en proie au non-sens. On ne peut pas prendre sa part d'une œuvre commune si l'on ne croit pas à la validité de cette œuvre. Ou alors c'est accepter la condition désespérée du forçat.

Vers la mi-juin, j'adressai au journal *le Monde* un texte, tout à fait contraire à l'état d'esprit général des universitaires français, qui parut dans le numéro du 30 juin-1<sup>er</sup> juillet. Je reproduis ici ce texte, bien entendu sans en changer un mot.

### ***POURQUOI DES PROFESSEURS ?***

Depuis plusieurs semaines, je songe à adresser au *Monde* une petite annonce, libellée à peu près ainsi : « Professeur titulaire de Faculté, mi-cinquantaine, pas trop mal conservé physiquement et intellectuellement, auteur d'une vingtaine d'ouvrages, dont plusieurs traduits en diverses langues étrangères, cherche poste, enseignement ou autre, dans un pays civilisé de la planète. »

Je suis un laissé pour compte de la révolution culturelle. Dans une gamme de positions où les communistes figurent la droite conservatrice, cependant qu'à leur gauche se déploie le riche éventail des groupes résolument révolutionnaires dont les idoles sont messieurs Sauvageot, Cohn Bendit et Geismar, il n'y a pour moi aucune place. Non que je sois contre la réforme de l'Université. Depuis cinq ans, je n'ai cessé de la réclamer dans toute la mesure de mes modestes moyens, par la presse et le livre, la radio et la télévision. Le résultat le plus tangible fut que je me suis fait traiter de dangereux excité par bon nombre de mes éminents collègues. Il y a deux ans, j'ai proposé à l'Assemblée de ma faculté un vœu en faveur de l'autonomie de cette communauté universitaire. Le doyen s'est dressé le premier contre cette revendication intempestive ; ma proposition a [52] recueilli 7 voix sur 70. Aujourd'hui le même doyen et certains collègues, touchés par la grâce révolutionnaire, me considèrent comme un être timoré qui n'a rien compris à la fonction éternelle de l'Université critico-anarchiste.

Presse et radio, d'ailleurs, ne parlent, sous prétexte d'Université, que de politique et de politique extrémiste. Comme si les disciplines scientifiques, littéraires, médicales, juridiques, ou même théologiques, n'étaient que des domaines d'application pour les évangiles démagogiques à la mode. En foi de quoi, les locaux universitaires sont devenus des foires sur la place, des lieux de violence et de passion, où les détritrus de pensée foisonnent autant que les papiers gras, les meubles brisés et les bouteilles cassées. Le bois sacré cher aux Muses s'est rapidement converti en écuries d'Augias.

Lors de la Révocation de l'Edit de Nantes, ceux-là partirent qui voulaient sauver leur dignité et leur foi. De même, après la prise du pouvoir par les nazis, en 1933, les universitaires allemands qui le purent essayèrent à travers le monde. Je me souviens encore d'un de mes camarades à l'Ecole normale rentrant d'une visite aux universités d'outre-Rhin, les poches bourrées de lettres de professeurs postulant un peu partout des chaires, lettres qu'ils n'osaient mettre eux-mêmes à la poste dans leur propre pays. Cette émigration des savants et des lettrés a causé à la haute culture allemande des pertes

de substance qui, trente ans après, ne sont pas encore comblées. Le reste de l'univers y a gagné entre autres un certain nombre de prix Nobel.

L'Université dont je me réclame n'a rien de commun avec une école de cadres pour agitateurs révolutionnaires. Je ne me sens aucune vocation, aucune compétence pour traiter des théoriciens politiques du jour, gloires aussi passagères que les lugubres héros du yé-yé. L'Université que je sers ne saurait non plus ressembler à une colonie pénitentiaire où les professeurs porteraient revolver et gourdin pour réduire à la raison leurs étudiants enragés. L'Université où je cherche ma place est un établissement d'enseignement et de recherche, et non un mauvais lieu. On y fait œuvre de science, c'est-à-dire de réflexion et de raison. Délire et violence sont exclus de ce domaine, où professeurs et étudiants doivent se rencontrer dans la bienveillance et le respect, dans la confiance mutuelle au service du savoir.

L'immense majorité de mes collègues pense comme moi. Certains, par un calcul naïf, hurlent avec les loups. La plupart, sagement, se taisent, et s'en tiennent à une objection de conscience résolue à l'égard de la déraison ambiante. Quoi qu'il arrive, on ne les obligera pas à vendre leur âme. Si, par une aberration inconcevable, on détruisait leurs raisons d'être, alors ils devraient quitter l'Université en France, ou quitter la France pour retrouver l'Université.

Bien entendu, les premiers à partir seront ceux qui ont quelque réputation internationale, et auxquels leur autorité ouvrira le plus facilement les portes étrangères. Einstein se vit offrir asile un peu partout. Les universités françaises se videront par le haut. Après la déchéance de notre enseignement primaire, après le naufrage du secondaire, ce sera l'asphyxie de l'enseignement supérieur.

[53]

Il est vrai que nos enragés proclament que la république n'a pas besoin de savants ; les assistants, jeunes loups qui leur ont emboîté le pas, rêvent eux aussi d'une université sans diplômes, sans maîtres et sans étudiants, où personne ne serait tenu de faire ses preuves, ainsi que d'enseigner ou d'étudier quoi que ce soit. De grandes inscriptions à la peinture rouge « décorent », avec la bénédiction de M. le Recteur, les murs blancs de notre Faculté toute neuve. Parmi les slogans qui résument la pensée de la génération qui monte, on peut lire : « Mettez à sac les grands magasins — Brûlez les banques — Pratiquez la guérilla urbaine individuelle — Ne dites plus : « M. le Doyen », dites : « Crève, salope ». » On lit aussi l'espérance suprême de cette jeunesse ardente et généreuse, qui excite l'admiration de MM. les Aumôniers universitaires : « Il n'y aura plus de professeurs. »

Ce n'étaient pas là des paroles en l'air. Depuis longtemps, monseigneur Parent m'avait invité à venir enseigner à l'université Laval, à Québec. J'avais toujours refusé. Le Canada, c'était loin, c'était froid. Et j'avais aussi jusque-là le sentiment que ma présence en France n'était pas inutile, que je pourrais éventuellement servir à quelque chose. J'écrivis à monseigneur Parent pour lui demander asile ; la réponse fut favorable et je me préparai à partir pour le Canada, où du moins il me serait possible d'enseigner dans un climat de raison et d'exercer mon métier dans l'honneur et la dignité.

[54]

[55]

**La nef des fous. Université 1968.**

# 5

## L'UNIVERSITÉ EN QUESTION

[Retour à la table des matières](#)

Une remise en question de l'Université ne peut être féconde que sur la base d'une conception de l'Université. Celui qui ignore ce que doit être une université authentique, ne s'en fait aucune idée, et d'ailleurs s'en moque, celui-là ne peut être considéré comme un bon juge en la matière. Or, dans la crise récente, les représentants les plus voyants de la rébellion ne s'intéressent pas à l'Université pour elle-même. Leur volonté de destruction vise à travers l'institution universitaire, considérée comme un point faible du système social, l'ensemble de l'ordre politique et économique. L'Université est pour eux un moyen et non une fin. C'est pourquoi la discussion est sans objet ; la réforme de l'Université ne passe pas par l'émeute anarchiste du printemps de 1968. Tout au plus peut-on estimer que l'effondrement de l'établissement universitaire offre enfin la chance d'une réforme, dont la nécessité a été manifestée aux yeux de tous. Encore faudrait-il que cette chance soit effectivement saisie par des hommes conscients de l'enjeu



et décidés à œuvrer avec intelligence pour le bien de l'Université. Des hommes de cette espèce existent, mais il faut reconnaître que, dans le déchaînement des passions, on ne leur a guère donné la parole jusqu'à présent.

Une Université doit être une Université. Cette vérité de La Palisse garde la plénitude de son sens en un temps où les chefs de la rébellion prétendent transformer ce qui fut toujours, et doit être, un établissement d'enseignement et de recherche en une école de cadres pour propagandistes révolutionnaires, qui fonctionne en même temps comme asile de nuit, comme repaire de hors-la-loi et comme lupanar. [56] *Adversus negantem principia non est disputandum*, disaient fort justement les scolastiques ; impossible de discuter si l'on n'est pas d'accord sur les principes. Or la révolte des étudiants remettait en cause l'art et la culture et niait l'idée même que quelqu'un eût à apprendre quoi que ce soit de quelqu'un de plus compétent que lui. Où la raison et la science ont perdu leurs droits, l'Université ne saurait être présente.

L'une des exigences les plus fréquemment affirmées par les étudiants rebelles fut celle de la cogestion. Considérant que l'Université leur appartenait en propre, ils revendiquaient le droit de l'administrer. Or le plus souvent, là où ils ont effectivement pris en mains telle ou telle faculté, ils ont fait régner le désordre et la saleté, détruit le matériel avec un acharnement systématique, lacéré et dispersé les archives. Le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'ont pas apporté la preuve de leur aptitude à gérer raisonnablement quoi que ce soit.

Il ne s'agit pas ici d'imagination, mais de réflexion. Si la révolte étudiante fut, pour un certain nombre d'intéressés, l'occasion d'une prise de conscience, on ne peut que s'en féliciter. La remise en cause des institutions, la révision des programmes, la critique des modalités de l'enseignement et du mode d'attribution des diplômes représentent des phénomènes salutaires. Le sommeil dogmatique de l'Université traditionnelle était extrêmement fâcheux. Mais la rébellion étudiante a été suscitée et entretenue par des hommes qui, tout en se réclamant des franchises universitaires, nient l'autonomie de l'Université en même temps que la spécificité de sa fonction.

Dans la société médiévale, les théoriciens distinguaient le pouvoir religieux (*sacerdotium*) et le pouvoir politique (*imperium*), poursui-

vant des tâches différentes. L'Université se constitue en dehors d'eux, comme un troisième pouvoir (*studium*) qui doit résister aux pressions et sollicitations des deux premiers. Sa tâche propre est la recherche et la diffusion de la connaissance dans tous les secteurs du savoir ; elle échappe aux dominations temporelles ainsi qu'aux prétentions des évêques, et ne relève que de Rome, c'est-à-dire d'une autorité lointaine qui la met à l'abri des autorités prochaines. Ce schéma médiéval garde une valeur indicative dans la mesure où il permet de définir la fonction propre de l'institution universitaire.

[57]

En tant que *studium*, l'Université représente la plus haute instance scientifique et culturelle de la nation. Son rôle est de promouvoir les intérêts supérieurs de la connaissance, et de les protéger contre les pressions de l'esprit d'orthodoxie religieuse ou politique. Trop proches du Vatican, les universités de Rome ne brillèrent jamais d'un réel éclat. Inféodée au pouvoir napoléonien, l'université impériale, en France, ne pouvait être fidèle à ses propres valeurs ; les membres de ce corps s'engageaient par serment à dénoncer à la police leurs collègues suspects d'idées subversives. L'idée même des franchises universitaires répond à l'exigence fondamentale d'une université à l'abri des empiétements des pouvoirs extérieurs. L'université doit assurer l'ordre par ses propres moyens sur son territoire ; elle a sa police et même ses tribunaux, car elle se méfie des interventions gouvernementales, qui pourraient bien n'être pas désintéressées.

Le statut de l'université peut se comparer à celui de la magistrature. L'autonomie du *studium* est analogue à l'indépendance nécessaire des tribunaux à l'égard du pouvoir politique. L'État assure les traitements des juges, mais il a intérêt à les garantir contre ses propres sollicitations. De même, l'Université est un corps dans l'État, mais non un corps de l'État. Les régimes passent, et les gouvernements, les idées politiques se renouvellent sans que l'Université ait à recevoir des directives de conformismes à la mode du jour. La recherche de la vérité, l'enrichissement du savoir se situent à un niveau où l'actualité de l'événement perd toute valeur contraignante. Bien entendu, tous les régimes d'autorité ont été tentés de domestiquer les universités, et de s'en faire un instrument de propagande. En dépit des apparences, et même dans les pays de l'Est, ces tentatives n'ont jamais vraiment réussi ; les universités et les universitaires demeurent suspects aux yeux

des puissants. Les universités sont des refuges pour la liberté d'esprit, au temps de Hitler, de Franco ou de Staline.

Bien entendu, cette indépendance du *studium* à l'égard du pouvoir politique ou religieux implique le rejet de tout conformisme, y compris le conformisme de l'anticonformisme. À cet égard, la révolte étudiante de 1968, dont les meneurs se réclament d'idéologies contradictoires entre elles, mais toutes violemment hostiles à l'ordre politique régnant, trahit une méconnaissance résolue de la fonction universitaire. Les groupements d'étudiants et de professeurs qui ont affirmé [58] leur volonté de renverser le gouvernement par la violence, ou même simplement de rompre tout contact avec lui, ont adopté une attitude indéfendable en fait et en droit. Les universités ne sont pas des groupements politiques ; les citoyens peuvent se rassembler en partis divers, mais ces options sont étrangères à la vocation universitaire et leurs activités n'ont rien à voir avec la tâche propre du haut enseignement. Le domaine propre de la connaissance doit demeurer à l'abri des luttes civiques.

L'application du vocabulaire partisan aux activités de la fonction enseignante est absurde et dangereuse ; elle suscite la confusion et soulève les passions dans un domaine où seule doit régner l'impartialité du savoir. En tant qu'individus, professeurs et étudiants sont libres de militer dans les formations politiques et sociales de leur choix ; mais la communauté universitaire doit veiller à maintenir dans son sein la bonne entente dans le service du savoir. La cour de la Sorbonne transformée en foire aux idéologies extrémistes illustre fort bien le genre de chaos résultant du rejet de cette clause de neutralité imposée à la province pédagogique. Le travail intellectuel ne doit pas devenir une forme de guerre civile. Les excès en tout genre auxquels donna lieu la révolte étudiante traduisent une confusion mentale engendrée par l'absence d'une réflexion fondamentale sur la mission de l'Université. De respectables professeurs, des savants réputés, ont publié des manifestes démagogiques attestant que la valeur scientifique ne va pas nécessairement de pair avec la lucidité en matière civique. Toutes les opinions étaient admises à condition qu'elles fussent d'extrême gauche, et en attendant le moment où, maîtresses de la place, elles en viennent à s'entre-déchirer. Il semble que l'on ait oublié les anathèmes hitlériens contre la relativité d'Einstein et la psychanalyse, ou encore les décrets staliniens en matière de philologie ou de biologie — pré-

cédents pourtant récents et qui illustrent le danger de faire intervenir les passions idéologiques dans le domaine du savoir. La neutralité universitaire est, pour tous, la meilleure garantie de sécurité. Ceux qui sont tentés d'en abuser à leur profit aujourd'hui devraient bien songer qu'ils se privent ainsi, pour demain, de leur protection la plus efficace.

[59]

Il n'est pas question de défendre ici les professeurs, les doyens et recteurs — dont le lamentable effondrement exprime seulement une médiocrité sans ombre. La débilité des hommes était, depuis longtemps, le principal obstacle à toute rénovation de l'Université en France. La meilleure des réformes aurait été vouée à l'échec par manque de personnalités capables de la mettre en œuvre.

En dehors même de cette indignité humaine, il est clair qu'un système universitaire quel qu'il soit ne peut atteindre son but que si certaines conditions psychologiques et morales sont satisfaites. Et tout d'abord, on doit reconnaître que l'autorité du maître est d'ordre purement spirituel ; les sanctions et punitions de toute espèce attestent une insuffisance pathologique, laquelle trouve son apothéose dans le chahut, forme scolaire du terrorisme. À un contre trente dans l'enseignement primaire ou secondaire, à un contre cent ou contre mille dans le supérieur, le professeur est battu d'avance s'il s'agit d'un combat singulier où prévaut seulement la force physique. Entre les parties en présence, l'enseignement suppose un pacte tacite, un quasi-contrat en dehors duquel le désordre chronique deviendra la règle, paralysant l'accomplissement de la fonction enseignante.

Toutes les fictions démocratiques ne peuvent empêcher que le maître, dans une classe de trente élèves, ne représente pas un trente et unième de l'ensemble, environ trois pour cent du total. Une classe peut être une bonne classe s'il y a un mauvais élève, ou même plusieurs, dans son sein. Mais, si le maître est mauvais, c'est la classe tout entière qui est mauvaise, même dans le cas où elle ne comporterait que de « bons » élèves. L'arithmétique ici est impuissante ; elle se heurte à la plus humaine évidence.

Le maître est, arithmétiquement parlant, le plus faible. Sa faiblesse même met en honneur sa force, qui tient à l'autorité de l'esprit. A partir du moment où cette autorité cesse d'être reconnue, le pacte est rompu, le maître est impuissant. Bien entendu, il importe que chaque

professeur incarne dignement la valeur qu'il doit faire honorer en lui. Il doit savoir se faire respecter, non par la seule vertu du grade et de l'institution, mais par la vertu de son ascendant personnel.

La fonction magistrale exige le respect de ceux qui sont enseignés à l'égard de celui qui enseigne. Si, chez les élèves, prédomine le mépris, l'hostilité, la haine, alors il n'y a plus [60] de maître, mais un fantoche dérisoire ou une victime, parfois complice de ses bourreaux et consentant à son propre abaissement. Le respect des élèves trouve sa contrepartie dans la bienveillance du maître. Bienveillance indispensable, et les intéressés le sentent bien, qui demandent du professeur la justice, et mieux que la justice : une bonne volonté qui tient compte non seulement des mérites mais encore des efforts de chacun, selon ses possibilités. Les enfants, les adolescents ne pardonnent pas au maître la partialité positive ou négative, l'animosité contre tel ou tel, l'ironie, la méchanceté, la persécution ; ils savent ou ils sentent que ces attitudes sont incompatibles avec le lien d'enseignement. Et ils ont bien raison.

Bienveillance et respect entrent en composition selon l'ordre d'une confiance mutuelle et d'une fondamentale sympathie. Il peut y avoir, au fil des jours, des hauts et des bas, des vicissitudes au gré des accidents de la vie scolaire. Mais la relation essentielle doit demeurer intacte, faute de quoi les enseignements se perdent en cours de route, comme un filet d'eau dans le sable. L'espace pédagogique n'est pas un vide abstrait ; il ne cesse jamais d'être un domaine vivant, où le progrès du savoir s'inscrit dans un contexte affectif et humain. Souvent les essais de normalisation des pédagogues demeurent de vaines rationalisations parce qu'ils développent des axiomatiques valables de n'importe qui, n'importe où et n'importe quand. Or la relation d'enseignement est toujours une relation de personne à personne ; ce fait condamne à l'impuissance les recettes magiques échafaudées en vase clos par des techniciens qui croient pouvoir légiférer dans un domaine aseptisé qui serait un véritable *no man's land*.

\*

Le phénomène de la rébellion étudiante présente des caractères qui en font un épisode unique dans l'histoire des universités françaises depuis des siècles. Les sociologues prétendent maintenant l'expliquer

et le justifier ; le fait est, pourtant, qu'ils ne l'avaient pas prévu ; la rationalité qu'ils y introduisent après coup semblerait plus convaincante si elle s'était manifestée par avance.

[61]

L'originalité du mouvement apparaît mieux si on le compare avec les grèves ouvrières dont il a été l'occasion. La grève quasi générale du monde des usines, quelque peu atypique dans sa genèse et dans sa diffusion, fut néanmoins conforme, en gros, aux schémas traditionnels. Les travailleurs occupèrent leurs ateliers sans se livrer à des déprédations notables ; ils se gardèrent d'affronter les forces de l'ordre, et leurs manifestations se déroulèrent dans le calme. Les revendications gardaient un caractère professionnel et les états-majors syndicaux parvinrent à maintenir à peu près la discipline. Les grévistes ne prétendaient nullement détruire le régime économique existant ; ils voulaient profiter des circonstances favorables pour améliorer leur sort ; leur mouvement s'arrêta une fois atteints des résultats jugés satisfaisants.

La crise universitaire, au contraire, se présentait comme une explosion qui se propagea de proche en proche, à la suite des manifestations violentes de Paris. On a parlé à ce sujet de révolution, mais cette révolution ne correspondait nullement aux modèles communément admis. On peut noter au passage que les professeurs des pays de l'Est présents parmi nous furent profondément scandalisés par ce qui se passait et ne comprirent pas l'inertie des autorités responsables. « Ce n'est pas chez nous qu'on verrait de pareilles choses ; l'ordre aurait été rétabli en une demi-journée, et les meneurs auraient chèrement payé leur rébellion... »

Une révolution est le fait d'une classe opprimée et exploitée. Or les étudiants ne constituent pas une classe puisqu'ils ne contribuent en rien au processus économique. Ils ne sont pas des producteurs, et ne travaillent pas au profit de patrons qui les exploiteraient. La relation du professeur à l'étudiant ne saurait être assimilée à celle de l'exploité à l'exploiteur ; c'est bien plutôt le professeur qui dépense sa peine au profit de ses élèves ; maîtres et disciples vivent d'ailleurs aux frais de l'État, c'est-à-dire de la société dans son ensemble qui consacre une partie importante de ses ressources à la formation de ses élites. Les étudiants français ignorent que chacun d'entre eux coûte à la nation,

toute question de bourse mise à part, une somme d'au moins un million d'anciens francs, pour les traitements, constructions, frais administratifs et d'entretien, etc. La gratuité des études représente ainsi une subvention considérable — à quoi s'ajoute le fait que les restaurants universitaires fournissent une nourriture qui est [62] pour moitié aux frais de l'État. Dans beaucoup de pays, l'étudiant doit payer le prix réel de ses études et se trouve de ce fait obligé de travailler une partie de l'année pour étudier le reste du temps. A tout ceci s'ajoute un système de bourses libéralement attribuées en fonction des ressources, ou plutôt de l'absence de ressources, des familles.

La révolte étudiante fut donc une révolte de privilégiés, inconscients de leurs privilèges et qui en étaient venus à se considérer comme des opprimés. C'était un lieu commun que de déplorer la faible proportion d'enfants d'ouvriers et de paysans parmi les étudiants ; ainsi ceux qui se soulevaient étaient dans leur grande majorité des enfants de bourgeois. En même temps, ces apprentis intellectuels étaient des irresponsables, comme le prouve le vandalisme dont ils firent preuve à l'égard de leurs instruments d'études. Même gréviste ou révolté, l'ouvrier ne brise pas les machines dont il sait bien qu'elles représentent son gagne-pain.

Alain a dit souvent que le bourgeois est celui qui, ne travaillant pas de ses mains, n'a pas de contact direct avec la matière. D'où son irréalisme et ses idéologies gratuites ; l'ouvrier au contact des choses a l'expérience de la résistance des matériaux et des déterminismes qui pèsent sur l'action. En ceci, les étudiants révoltés étaient bien des bourgeois. Leur entreprise se déployait dans le domaine du rêve et des fantasmes et non sur la terre des hommes réels. Ils ont joué à la révolution, avec une sorte d'innocence candide ; la révolution pour eux était une sorte de fête adolescente où se mêlaient des garçons et des filles, libres de tout souci, pour lesquels la question ne se posait pas de gagner leur vie, d'être utiles à quelque chose ou à quelqu'un, de se soumettre aux disciplines de la vie familiale et de l'existence en société. Ils abolissaient toutes les normes, ils prétendaient échapper à la loi de la pesanteur et considéraient comme inadmissible l'existence même du maître, du père et du gendarme.

Le plus extraordinaire est que, dans cette occasion, l'ordre social tout entier a reflué, pour accorder une libre expansion à cette bulle de rêve et de gratuité. La société adulte, effarée, a regardé faire ses en-

fants sans entreprendre vraiment de les réduire à la raison, de les soumettre à la loi. Hors du droit commun, elle a toléré la formation de ces tumeurs, de ces abcès de fixation de tous les défoulements que furent les facultés occupées par les étudiants. Cette non-résistance systématique encourageait les jeunes héros de la révolte à [63] pousser leur extravagance toujours plus avant dans le sens de la dérision et du défi. Le refus de la force, du côté des autorités responsables, encourageait la violence des rebelles, émerveillés de se découvrir un pouvoir qu'ils n'avaient jamais soupçonné. Si le mouvement s'est arrêté, ce n'est pas parce qu'il s'était heurté à un obstacle quelconque ; il a dépéri par épuisement de sa spontanéité interne, sans que le monde adulte ait vraiment fait œuvre de répression.

\*

C'est une histoire qu'on m'a raconté en Suède. Vous rentrez chez vous, et vous surprenez, dans le salon, votre délicieux bambin en train de découper en menus morceaux le piano à queue. La Suède est un pays civilisé où l'on a compris qu'il ne faut faire aux enfants nulle peine, même légère. Une attitude répressive risquerait de traumatiser à jamais l'âme tendre et fragile de l'enfant. Que faire ? La solution consiste, pour détourner l'attention du jeune artisan, à vous jeter à quatre pattes dans le coin opposé de la pièce, en aboyant joyeusement. Le garçon sera tout heureux d'abandonner la menuiserie pour participer à ce jeu nouveau. Après quoi, si vous en avez le cœur et l'argent, il ne vous restera qu'à acheter un autre piano.

La révolte étudiante a cassé le piano. Et les autorités administratives ou professorales se sont contentées de réagir à la manière suédoise — n'osant pas affronter directement le phénomène que personne n'avait prévu.

Si, au lieu d'être des fils à papa, les briseurs de meubles et de vitres n'étaient que des apprentis en rupture d'atelier ou des voyous de la zone, la police et la justice auraient bientôt mis fin à leurs hauts faits. Mais les étudiants enragés sont des « petits messieurs », les produits de choix de la bourgeoisie régnante, qui contemple avec une admiration mêlée de terreur les exploits de ses enfants. Les destructions absurdes, les pillages et déprédations dont un certain nombre de facultés ont été le théâtre apparaissent ainsi comme des révoltes d'enfants gâtés



s'abandonnant au délicieux plaisir de violer les interdits. Les ouvriers en grève, lorsqu'ils occupent les usines, respectent scrupuleusement le matériel et les locaux ; il ne leur viendrait même pas à l'idée de [64] démolir les machines qui sont leurs instruments de travail. Et si quelque saboteur se manifestait, il est probable que le piquet de grève le livrerait à la police, non sans l'avoir rossé au préalable.

Le comportement des étudiants dans ce domaine atteste qu'ils ne sont pas des *producteurs*. Un producteur accepte la discipline de la production ; il sait la valeur de sa peine, il respecte le travail d'autrui et le sien propre, en s'abstenant de le détruire par un acte gratuit, qui tient du sacrilège. La destruction par jeu ou par rage est un comportement de privilégié, empereur romain ou fils à papa, assuré que, s'il casse ses jouets, on lui en donnera d'autres, aussi beaux que les premiers.

On a pu lire un peu partout, sous des signatures autorisées, que la révolte des étudiants attestait que ces jeunes gens sont devenus des adultes. Lors de la discussion de la loi-cadre française, pendant l'automne 1968, le ministre de l'Éducation nationale attribua cette plus rapide maturité, entre autres, « à la disposition de moyens énergétiques plus variés, dont la conduite des automobiles est évidemment le plus banal ». Ce qui est curieux, c'est que les psychologues et les experts en assurances vous diront que l'adulte qui se met au volant d'une automobile est affligé, dans son comportement, d'une régression infantile, seule explication de nombreux accidents et incidents. Monsieur le Ministre estime que l'effet serait inverse dans le cas des adolescents. On peut en douter si l'on consulte la rubrique des faits divers de n'importe quel journal. Il est fort difficile de définir ce qu'est exactement un adulte — c'est en tout cas quelqu'un qui prend ses responsabilités — quelqu'un qui est responsable de ses actes. Qui casse les verres les paie, énonce un dicton d'adultes. Rien de plus infantile que la prétention à l'impunité : dépaver les rues, incendier les voitures, briser les vitrines, insulter la police et « casser du flic », convertir des bâtiments publics en cour des miracles et dégrader systématiquement les meubles et immeubles — autant d'occupations que le citoyen adulte normal ne peut se permettre sans risquer des sanctions sévères. L'étudiant, pour sa part, revendique le droit de saccager et piller ses lieux de travail, de troubler l'ordre public sans risquer la moindre

sanction ; l'amnistie est pour lui un privilège qui va de soi. Ainsi l'enfant qui, en criant « pouce », arrête le jeu au moment où il va être pris.

[65]

Témoin du pillage d'un bureau de la faculté, un professeur essayait de raisonner une étudiante. « Tout cela est à nous », répondit-elle. « Mais c'est à moi aussi », protesta le professeur. Sur quoi la demoiselle lui jeta : « Si vous n'êtes pas content, vous n'avez qu'à foutre le camp... » Les locaux, le matériel universitaire sont des jouets, et le gosse de riche peut bien se donner le plaisir de casser ses jouets. La nation, qui supporte les frais d'équipement, est bien assez riche pour renouveler ce qui aura été détruit. L'étudiant se considère comme un privilégié, sans songer un seul instant que ce qui lui est donné est le produit du travail d'autrui.

Les générations antérieures avaient eu des jeunesses difficiles, assombries par l'incertitude des temps. Les étudiants révoltés sont les enfants de la paix et de la prospérité. On n'a jamais tant parlé de la jeunesse et de ses droits, on n'a jamais tant fait pour elle, dépensé tant d'argent et construit tant d'écoles. Le propre de l'enfant gâté est de désirer toujours au delà de ce qu'il reçoit. Ceux qui ont le plus reçu, ceux auxquels il a été le moins demandé, ceux-là exigent toujours davantage. Ils estiment que tout leur est dû, sans se rendre compte que leur bien-être n'est possible que grâce aux efforts de la nation tout entière.

Je reçois une lettre d'un ancien étudiant, lequel me rappelle qu'il a obtenu, lors de son examen, la mention Très Bien, mention rare attestant que l'intéressé ne saurait passer pour une victime de ce qu'on est convenu d'appeler le système « répressif » de l'« Ancien Régime »<sup>\*</sup>. L'étudiant en question me reproche d'avoir consacré mon enseignement à Kant et à Galilée plutôt qu'à Lacan et Althusser, dignes interprètes de Freud et de Marx. Le reproche est assez courant pour mériter quelque considération.

Ainsi donc, un étudiant intelligent, du niveau de l'agrégation, considère Kant et Galilée comme de vieilles lunes indignes de son attention, et prétend s'intéresser exclusivement aux derniers théoriciens à la mode du jour. Mon correspondant ajoute que la philosophie ne

---

\* Les pages qui suivent, jusqu'à la fin du chapitre, ont paru, sous le titre « L'opium du peuple », dans les *Nouvelles littéraires* du 3 octobre 1968.

doit plus être que « critique et théorie générale des idéologies », c'est-à-dire que la réflexion méthodique, l'investigation rationnelle de l'esprit humain doit céder la place à des systèmes de représentation plus ou moins passionnels, à la remorque des partis pris politiques. Aristote ou Platon, Descartes et Pascal, Galilée [66] et Kant ne peuvent guère contribuer à la formation d'un militant révolutionnaire.

Une critique parallèle de l'enseignement littéraire aboutit à disqualifier Homère et Virgile, La Fontaine, John Donne ou Rainer Maria Rilke. Il est inutile de perdre son temps à passer en revue les hôtes des cimetières, qui n'ont rien à nous apprendre. Paix à leurs cendres ! La nouvelle critique, Butor et Robbe-Grillet, ou encore Lukacs, ou les structuralistes en vogue proposent à tout venant des schémas qui dispensent tout un chacun des longues veilles et des basses besognes de l'histoire littéraire, de l'interprétation des textes et de la philologie. Quant aux latinistes, hellénistes, médiévistes, quant aux historiens de toute espèce, il est clair qu'ils s'affairent autour de vestiges funéraires indignes de l'attention d'un homme libre.

Ce qui se trouve ainsi rejeté, c'est ce que les générations antérieures désignaient sous les appellations désuètes de *savoir* et de *culture*. Il n'est peut-être pas inutile de signaler aux sectateurs des plus récentes idoles que Lacan met une coquetterie particulière à étaler sa connaissance des présocratiques et des Pères de l'Église. Quant à mon jeune camarade Althusser, je peux attester qu'au temps où je l'aidais à préparer l'agrégation, il ne manifestait aucune répugnance particulière à l'égard des grands classiques de la tradition philosophique, auxquels il doit une part non négligeable de sa formation.

Au reste, Dieu merci, Marx et Freud sont en vente libre dans toutes les bonnes librairies, ainsi que leurs plus récents commentateurs. Rien n'empêche les jeunes philosophes de s'initier à leurs doctrines, et de développer à leur tour des pensées personnelles selon la perspective qui leur convient. Mais l'enseignement supérieur ne doit pas prêcher un évangile, quel qu'il soit, ni imposer un conformisme qui serait la négation de toute critique. Les études universitaires doivent aboutir à former des esprits libres et vigoureux, capables de penser par eux-mêmes, et de former à leur tour non pas des militants de telle ou telle cause, mais des hommes de lucidité et de réflexion. « Il n'y a pas d'auteur classique en philosophie », disait Kant. Il ne saurait être question

d'enseigner la vérité de Kant, mais pas non plus celle de Freud, de Marx ou de Marcuse ; il s'agit d'aider chacun à mûrir sa propre vérité.

[67]

Les chemins de la connaissance sont longs et difficiles. L'impatience des jeunes est un signe des temps. Ils prétendent obtenir tout et tout de suite, comme si la vitesse croissante des mécaniques pouvait trouver des équivalences selon l'ordre du devenir intellectuel. Ils se veulent aptes à trancher des plus hautes questions et des problèmes difficiles. Le dénigrement systématique de la fonction professorale exprime la révolte contre l'idée qu'on pourrait, avec le temps, en savoir davantage. La durée des études ne serait qu'un empêchement à l'intelligence que les bacheliers possèdent déjà pleinement. Ils ne veulent pas apprendre afin de savoir ; ils prétendent « contester » ce que les autres savent, comme si l'on pouvait contester sans avoir rien appris. Le mot si brusquement mis à la mode est significatif. La contestation n'est pas une critique, car pour critiquer il faut posséder des connaissances égales, sinon supérieures, à celles de l'auteur critiqué. La contestation est une nouvelle rhétorique, une rhétorique du non, fondée sur des principes idéologiques étrangers à toute connaissance scientifique.

Un professeur de Sorbonne, évoquant les nouvelles perspectives de l'enseignement, disait : « Jusqu'à présent, je commençais mon cours sur Descartes en disant : Descartes est né en 1596. Désormais, je demanderai aux étudiants leur opinion sur cette date de naissance. L'un dira : 1793, un autre 1223, un autre 40 avant Jésus-Christ... On fera la moyenne, et on décidera que Descartes est né en 1813... » Le propos prête à sourire. Mais il fait bien voir, dans l'ordre de l'enseignement, les limites de la contestation. La liberté des opinions s'arrête à la matérialité des faits. On ne conteste pas un théorème mathématique ou une réaction chimique, une espèce botanique. Il faut commencer par apprendre, non sans peine, les données de fait, avant de prétendre augmenter la science, ou la renouveler. De même, un chapitre d'histoire, un texte d'Eschyle, un poème de Hölderlin ne sont pas ouverts aux ratiocinations aberrantes du premier venu. Il faut beaucoup de patience pour apprendre à pratiquer les disciplines de la connaissance.

C'est pourquoi les revendications étudiantes ont pris naissance dans les secteurs les plus fragiles de l'encyclopédie. Sociologie et psy-

chologie, sciences humaines, trop humaines, semblent offrir libre matière à l'interprétation ; l'interprétation masque les faits, les faits eux-mêmes sont matière d'interprétation ; les à priori idéologiques peuvent se donner [68] carrière selon les préférences de chacun et les subtilités des rhétoriques passionnelles. En ce sens, « les sciences humaines » se prêtent à devenir la forme la plus grisante de l'opium du peuple. Ces disciplines adolescentes se proposent aux mirages de l'adolescence, qui y projette ses rêveries, ses indignations et ses fantasmes passionnels.

Les rebelles étudiants, qui se plaisent à étaler un ouvriérisme de parade, oublient qu'ils sont en fait, dans la corporation universitaire, des apprentis en stage de formation. Or, dans le monde du travail, il n'est pas question pour l'apprenti de « contester » le maître artisan, ou le vieil ouvrier qualifié. L'apprenti serrurier, l'apprenti menuisier ou l'apprenti mécanicien respectent le savoir et le savoir-faire des anciens, qui ne toléreraient pas qu'un petit jeune prétende leur faire la leçon. A l'épreuve du contact avec la matière, l'expérience est ici décisive. La contestation, école de l'irrespect systématique, se fonde sur la négation de la compétence ; son irréalisme relève d'une pathologie mentale qui ne peut rien produire de sain et de valable. Il y a certes, en tous domaines, de bons ouvriers et des moins bons ; la discrimination intervient dans la mesure où chacun est capable de faire ses preuves, sous la forme de ces chefs-d'œuvre qui étaient l'honneur des anciens compagnonnages. Pareillement, l'entraînement des athlètes n'est pas une affaire de verbalisme. Il est vrai que le jeune champion réalise des performances dont l'entraîneur n'est plus capable ; mais le record lui-même est le fruit longtemps mérité d'une sagesse patiente dans l'obéissance aux directives des anciens.

Ce chemin est difficile, il est vrai ; on aimerait que le génie, au lieu d'être une longue patience, soit donné d'emblée, et à tous, au moment de la puberté. Tout le monde admet pourtant qu'il faut pas mal de temps et beaucoup de peine pour apprendre à danser, à chanter, à jouer du piano, à courir un 100 mètres ou un 1 500. Il n'est pas plus aisé de devenir un champion dans l'ordre de la connaissance ; la révolte des apprentis contre les instructeurs à l'intérieur des facultés, si elle est un signe des temps, ne représente nullement un symptôme encourageant, bien au contraire ; elle met en œuvre un manquement délibéré à certaines exigences fondamentales de la condition humaine.

Les maîtres les plus respectables, plus ils avançaient en âge et en gloire, un Newton, un Husserl, plus ils prenaient conscience du caractère limité de leur savoir. Cette humilité, [69] bien loin de les diminuer, était l'une des marques de leur génie. Nos jeunes gens en colère ne reconnaissent pas les vertus réactionnaires de respect et d'humilité. Ils prétendent à la maîtrise sans passer par les disciplines de l'apprentissage. Bien entendu, cela ne signifie pas que tout étudiant doive le respect à tout professeur. Le prestige du rang n'est pas grand chose sans la valeur de l'homme ; il s'en faut de beaucoup que cette valeur soit toujours présente. Si même elle existe, l'étudiant n'est nullement tenu d'admettre avec passivité l'enseignement reçu. Le meilleur maître est sans doute celui qui suscite la résistance, qui réveille dans l'élève les puissances latentes. Le rebelle se fait les muscles, à lutter contre l'obstacle pour assurer ses propres certitudes. Mais là encore, il ne s'agit pas d'une contestation de principe ; ce qui se trouve en jeu, c'est une relation d'amicale inimitié où chacun engage le meilleur de soi-même, sans songer à déshonorer celui qu'il combat. Il s'honore lui-même en honorant l'adversaire dans ce duel à la fois public et secret, d'où toute démagogie est absente. Le vocabulaire politique des révoltés d'aujourd'hui dénature les filiations spirituelles ; les thèmes de la lutte des classes et des mouvements de masses ne peuvent s'appliquer dans un domaine qui s'analyse en relations de personne à personne.

[70]

[71]

**La nef des fous. Université 1968.**

# 6

## LA VIETNAMISATION DE L'UNIVERSITÉ

[Retour à la table des matières](#)

On m'a rapporté le propos d'un très haut fonctionnaire du ministère français de l'Éducation nationale qui, abandonnant son poste au cours des troubles du printemps 1968, aurait déclaré : « L'Université, c'est le Vietnam. » Il voulait dire que le monde des facultés et des lycées était devenu une jungle, où chacun luttait désespérément pour sauver sa peau, au milieu d'un univers hostile. Cette opinion risque de paraître exagérée ; la petite guerre des barricades n'a pas fait autant de morts que le Vietnam, Dieu merci. Ce furent des combats homériques, où les coups de gueule remplacèrent avantageusement les obus et les balles.

Je ne crois pas que l'on puisse se contenter de voir dans la révolte étudiante une version revue et corrigée de *la Guerre des Boutons*. Bien que déclenchée par des adolescents, cette guerre pour rire ne fut pas fraîche et joyeuse. Sans doute, il ne s'agissait pas d'un conflit armé, d'une guerre ouverte ; mais c'était une guerre psychologique, qui fut et qui demeure une « sale guerre », selon la formule employée en

France au temps de la guerre d'Indochine. Et si une sorte d'armistice a succédé aux hostilités de mai et de juin, le conflit, suspendu, n'en est pas résolu pour autant. À la guerre chaude a succédé une guerre froide, qui s'éternise, pourrit et s'enlise, sans que l'on puisse entrevoir, à présent encore, une possibilité réelle de solution.

Le Vietnam universitaire, c'est un Vietnam figuré et symbolique, marqué par une explosion de ressentiments et de haine, qui a complètement faussé le jeu des rapports humains dans le domaine de l'enseignement supérieur. Il arrive que les véritables soldats combattent sans haine ; le [72] champ de bataille des facultés françaises fut et demeure un espace où l'on hait sans combattre. Pendant le printemps de Nanterre, la grande presse a reproduit ce mot d'un professeur qui déclarait, après un cours particulièrement agité : « La prochaine fois, j'emporterai mon revolver. » Le directeur d'une revue chrétienne progressiste française bien connue, partisan des contestataires, me disait de son côté, en novembre 1968 : « La seule solution serait de fusiller un certain nombre de professeurs. » Bien sûr, ce monsieur n'a fusillé personne, mais ce propos, à sa date, atteste la violence des passions mobilisées par l'événement, et qui ne désarment pas.

À cette haine éprouvée de part et d'autre il faut ajouter l'influence de la peur. Brusquement affrontés en situation de combat, les antagonistes se sont mis à redouter l'action d'un adversaire qu'ils estiment capable de tout. Professeurs et étudiants se sont retrouvés des deux côtés de la barricade, l'expérience ayant rapidement prouvé que les révoltés considéraient comme encore plus suspects que les autres ceux d'entre leurs maîtres qui prétendaient se solidariser avec eux. La haine engendrant la haine et la peur engendrant la peur, l'Université française est devenue un *no man's land*, à travers lequel les camps ennemis se surveillent, en attendant le moment où ils pourront se porter de mauvais coups. Les lieux destinés à la haute culture de l'esprit se sont transformés en terrains vagues où l'homme est un loup pour l'homme, où règne seulement la loi de la jungle.

La grande presse ne parle plus guère de ce qui se passe dans les facultés ; elle a d'autres sujets de préoccupation. D'ailleurs la crise étudiante est de plus en plus incompréhensible à la plupart des gens ; elle est impopulaire, dans la mesure où elle a eu toutes sortes de conséquences fâcheuses pour la nation. Les journées de mai se paraient d'un attrait folklorique et pittoresque, aujourd'hui tout à fait disparu. La



petite guerre universitaire est en train de devenir une guerre oubliée. On aurait plutôt tendance à laisser les camps en présence régler entre eux leurs petites affaires. On peut imaginer les adversaires, incapables de l'emporter définitivement l'un sur l'autre, et s'enterrant sur place pour mener une guerre de positions qui se prolongerait sans jamais finir.

Puisque bon nombre de gens, professeurs, administrateurs et étudiants trouvent cette situation parfaitement naturelle, je me vois contraint d'affirmer hautement qu'elle est inadmissible, [73] contraire à l'essence même de l'Université et à sa fonction. Si vraiment l'Université doit vivre au temps des assassins, si elle se réduit à n'être plus qu'un jeu cruel où chacun des participants cherche la mort de l'autre, alors il n'y a plus d'Université, et la notion même d'enseignement perd le meilleur de son sens. L'espace mental de la connaissance exige la paix, le loisir, la confiance mutuelle, dans le respect commun des valeurs de la culture. Rien de tout cela ne subsiste, bien entendu, lorsque les couloirs deviennent des coupe-gorge et les amphithéâtres des rings de boxe ou des pistes de cirque. Il me paraît extravagant que certains puissent imaginer la vie de l'esprit se développant dans un climat de ressentiment, où chacun des camps en présence mènerait contre l'autre une perpétuelle campagne de harcèlement.

J'imagine qu'on peut travailler dans une usine, dans un bureau, dans une entreprise, en nourrissant à l'égard des collègues et des supérieurs les sentiments de détestation inspirés à un prolétaire conscient et organisé par le schéma de la lutte des classes et l'eschatologie révolutionnaire. Encore faudrait-il que le prolétaire en question respecte à peu près la discipline du travail, faute de quoi il risquerait d'avoir de sérieux ennuis. Le travail intellectuel de l'Université présuppose un pacte fondamental de non-agression physique et morale ; davantage encore, il exige une confiance amicale, et une bonne volonté partagée. Par exemple, des élèves ne peuvent admettre un professeur injuste à leur égard, un professeur qui leur manifeste des sentiments d'indifférence ou d'hostilité. Ils ont raison, dans la mesure où ils sentent confusément qu'un professeur, même sévère et exigeant, doit avoir pour ses élèves le préjugé favorable d'une sympathie première. Pareillement, le professeur a droit à ce parti pris amical, dont il lui faudra se montrer digne. Bien entendu, il y a des maîtres plus ou moins bons, il y en a de mauvais, et la vie commune du maître avec sa classe connaîtra des

vicissitudes diverses, selon les circonstances de lieu et de temps, c'est-à-dire selon la qualité propre des intéressés. Mais quels que puissent être les cas particuliers, la relation pédagogique n'existe vraiment que dans la mesure où subsiste le sentiment d'estime réciproque et de confiance.

La vietnamisation de l'Université, c'est la disparition de l'Université. À lire la littérature de la contestation, on a parfois l'impression étrange que la jeune génération considère [74] la science comme une sorte de richesse indûment capitalisée par un certain nombre d'individus qui constituent la classe privilégiée des professeurs. Il faut faire cesser cette injustice en assurant une répartition démocratique de la connaissance entre tous les ayants droit, sur une base d'égalité. Ainsi la réforme universitaire serait calquée sur la réforme agraire, qui consiste à confisquer les grands domaines et à les découper en petits lots distribués aux paysans. Le malheur est que l'on ne peut prendre d'assaut la chaire du professeur comme on dévalise une banque ou un grand magasin. On peut toujours chasser le professeur et s'asseoir dans sa chaire ; on ne s'en trouve pas plus intelligent pour autant, ni plus savant. Le professeur qui s'en va emporte avec lui sa richesse, qui est d'esprit, et ne peut-être confisquée.

Au risque de passer une fois de plus pour un incorrigible réactionnaire, je me permets de souligner ici qu'en bonne langue un professeur *donne* son cours. Ce qui signifie qu'il ne le vend pas, qu'il ne le prête pas ; il le *donne*, comme si l'activité enseignante avait un caractère de gratuité qui la situe en dehors des circuits économiques. Bien sûr, le professeur est payé ; il reçoit un traitement qui lui permet de vivre, ou plutôt de subsister, Mais j'aime à penser que ce traitement ne doit pas être considéré comme l'équivalent économique des biens intellectuels distribués par le professeur. Socrate, déjà, stigmatisait les Sophistes auxquels il reprochait de recevoir une rémunération de leurs élèves ; cela lui paraissait incompatible avec la dignité de l'esprit. Socrate allait trop loin dans son jansénisme ; peut-être avait-il des rentes, plus probablement il vivait des honoraires que rapportait à la maison sa sage-femme d'épouse. Il faut bien vivre, et le traitement du professeur est la juste compensation pour sa contribution à la bonne marche de la société. Mais je suis un peu gêné lorsque la presse m'apprend que les syndicats d'enseignants du Québec, justement désireux d'améliorer leur condition matérielle, engagent des négociations à cet effet avec la

« partie patronale ». L'expression ne me plaît pas, car le professeur n'est pas purement et simplement au service de ses employeurs, comme un employé de bureau ou un commis de magasin. Le professeur est au service du bien public, au service de la jeunesse ; il aide à la promotion continue de la nation. On peut contrôler son horaire, mais il n'est pas possible de vérifier son rendement ; les biens qu'il dispense, étant biens d'humanité, sont inappréciables. De [75] même, la contrepartie monétaire d'une œuvre d'art ne représente nullement l'équivalent de cette œuvre d'art. Avec des millions de dollars, on peut acheter un Cézanne ou un Vermeer, lorsqu'il s'en trouve un à vendre ; mais les mêmes millions de dollars ne suffiront pas à susciter l'existence d'un seul Vermeer en plus de ceux, en petit nombre, dont le génie de l'artiste a doté la culture universelle. Quel milliardaire texan parviendra jamais à payer le prix d'un choral de Bach ?

Je me demande si les étudiants insurgés ne raisonneraient pas à la manière du milliardaire texan qui croirait pouvoir se payer tout ce qu'il désire avec son seul carnet de chèques. On n'achète pas l'amitié, ni l'amour, ni la sagesse ; on n'achète pas la culture. La vertu essentielle de l'enseignement est une vertu de libéralité ; le Cantor de Saint-Thomas de Leipzig, médiocrement entretenu par le Consistoire, faisait don à l'humanité de toutes ces musiques géniales que son contrat lui faisait obligation de produire de dimanche en dimanche. Et si l'on me dit que c'est là une façon de voir périmée et démodée aux yeux de nos enragés, qui n'ont que faire des dons de l'esprit, alors je répondrai que cette jeunesse qui prétend avoir en horreur la « civilisation de la consommation » est en réalité acquise à la mentalité technocratique : elle a perdu le sens de la dignité humaine.

\*

La dénonciation du pacte fondamental de l'Université lors des événements français de mai dernier a pris complètement par surprise le corps professoral et les autorités administratives. Devant l'écroulement du désordre établi, ils ont ressenti cette stupeur panique dont on nous dit qu'elle saisit les victimes des tremblements de terre ou des raz de marée. Ils ne s'étaient, pour la plupart, jamais posé de question. Sans doute avaient-ils, les uns et les autres, éprouvé des difficultés croissantes dans l'exercice de leur métier, mais ils s'étaient contentés de manifester une mauvaise humeur passagère, tout en continuant à va-

quer à leurs petites affaires. Ainsi celui qui ressent les premiers symptômes bénins d'une grave affection cardiaque ou neurologique se gratte où ça le démange et prend un comprimé d'aspirine pour se débarrasser de ce qu'il croit être un simple mal de tête.

[76]

Il faut dire que les universitaires français, élevés dans le sérail, étaient affligés d'une inconscience totale du sens de l'Université doublée d'une totale incuriosité. C'est un fait, à mes yeux hors de question, que la France moderne, si elle disposait d'un enseignement supérieur honorable, ne comptait pas d'universités au sens propre du terme. Il m'était arrivé de le dire et de l'imprimer sans éveiller chez mes collègues autre chose qu'un scepticisme amusé devant de tels paradoxes, ou une réaction de scandale contre l'hétérodoxe, qui ne reconnaissait pas la validité sacramentelle de la nomination des recteurs d'université en tant que fonctionnaires du gouvernement de la République. L'Université existait en fait, puisqu'il y avait des professeurs, des étudiants, et même des recteurs traités sur un pied d'égalité par leurs collègues étrangers.

Il ne s'agissait pas là seulement d'une question d'organisation, de structure administrative. Car l'Université assure la gestion de la connaissance, en la transmettant, et aussi son avancement en poursuivant la recherche. Les facultés disloquées, étrangères les unes aux autres, ne pouvaient que promouvoir le démembrement du savoir, cette *laceratio scientiarum* contre laquelle protestait déjà l'illustre penseur tchèque Jean Komensky en l'année 1637. Or la dissociation de la science et de la culture trouve sa contrepartie dans la dissociation de la conscience humaine, le pire mal de la dissociation étant qu'elle s'interdit à elle-même de se connaître comme dissociation. Héritiers d'une situation dont ils n'avaient jamais eu la moindre tentation de sortir, les universitaires français se trouvaient être victimes et profiteurs tout ensemble de la spécialisation du savoir en compartiments de plus en plus restreints. Les inconvénients étaient d'ailleurs très variables d'une faculté à l'autre, et d'une discipline à l'autre ; ils étaient beaucoup plus flagrants à Paris qu'en province ; ils frappaient beaucoup plus les professeurs de français ou d'anglais que ceux de japonais ou d'histoire byzantine qui, en attendant le déluge, coulaient des jours paisibles. D'ailleurs les professeurs les plus surchargés d'étudiants, les plus accablés de thèses de doctorat, en tiraient vanité, et le gonflement dé-

mentiel des effectifs ne dissuadait que très rarement un professeur de province de monter à Paris, terme des vœux de tout un chacun et consécration d'une carrière. Pour le reste, la défense contre l'étudiant était devenue un des principes fondamentaux de la profession ; [77] les maîtres avaient mis au point une technique de guérilla très efficace pour échapper aux vues et aux sollicitations de l'interlocuteur possible. Somme toute, avec un peu d'habileté, on pouvait continuer à mener une petite vie tranquille.

J'ai toujours admiré qu'il y eût parmi mes honorables collègues, envers et contre tout, des candidats au poste de doyen. La fonction était accablante, et, si elle procurait aux intéressés des avantages en nature, tels que dîners en ville, légion d'honneur et photographies dans la presse locale, elle imposait au titulaire des travaux forcés si impitoyables que certains d'entre eux sont morts de fatigue. Disposant de moyens matériels misérables, mal secondés par un personnel squelettique et trop mal payé pour être vraiment efficace, les doyens étaient condamnés à vivre d'expédients et s'usaient à la tâche. Bien entendu, ils se persuadaient eux-mêmes qu'ils se dévouaient pour le bien commun. Pour ma part, j'hésitais à les plaindre, et je me suis toujours demandé s'ils ne faisaient pas plus de mal que de bien. Ils auraient pu dénoncer le mal, protester hautement contre une situation déshonorante pour les exigences élémentaires de l'esprit, et à la limite démissionner tous ensemble d'une charge impossible à assumer avec honnêteté. Or ils s'ingéniaient à appliquer aux facultés malades des remèdes de bonne femme, tenant à honneur de maintenir malgré tout l'illusion d'une marche correcte aux yeux de l'autorité supérieure. L'administration centrale ne voyait partout que des villages à la Potemkine, dressés par des hommes qui s'acharnaient à sauver les apparences, alors qu'ils savaient mieux que personne que la situation était désespérée.

Pareillement, les professeurs de Sorbonne faisaient des cours à des milliers d'étudiants et, déjà « directeurs » théoriques de cent cinquante ou deux cents thèses de doctorat, ne refusaient jamais d'en prendre en charge une de plus. Ils savaient pourtant mieux que personne qu'une telle « direction » n'était qu'une escroquerie, et n'avait qu'une valeur statistique ; mais la statistique, flatteuse pour leur renom, tenait lieu à leurs yeux de vérité. Autrement dit, tous ces gens-là étaient devenus des vendeurs du temple, des marchands d'illusions ; mais ils tenaient

par-dessus tout à maintenir un système absurde, dont ils tiraient bénéfice.

La secousse sismique de mai les éveilla de leur torpeur sans le moindre ménagement, et les dépouilla brusquement de [78] ce prestige dont ils s'auréolaient à leurs propres yeux. On connaît l'anecdote de cette grande dame du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui se déshabillait sans égard pour la présence de son valet de chambre. « Ces gens-là, disait-elle, ne sont pas vraiment des hommes. » De même, les professeurs de naguère exerçaient leur ministère charismatique à distance respectueuse de la masse étudiante, dont ils ne percevaient que la présence confuse. Subitement, cette masse se mit à exister pour elle-même d'une existence véhémente et agressive. La relation pédagogique, depuis longtemps corrompue, et qui n'existait plus que pour mémoire, s'effondra d'un seul coup. Les maîtres, qui s'étaient toujours crus tels par la grâce de Dieu, du Ministère et de leurs collègues, furent atterrés par la découverte qu'ils n'étaient maîtres que par la bonne volonté des étudiants. Un professeur sans étudiants est aussi impuissant et vaguement ridicule qu'un officier sans troupes.

Les professeurs qui jusque-là avaient dormi sur les deux oreilles se trouvèrent brusquement en face de moutons enragés. Le mépris, l'insulte, la haine se montrèrent à visage découvert, dans la violence d'un déchaînement subit, qui balaya d'un seul coup les relations anciennes et les bonnes mœurs établies. Ainsi se révélait la faiblesse de la fonction magistrale, car le maître doit compenser par l'autorité de son savoir une infériorité numérique incontestable. La classe, la salle de cours sont des cages aux fauves où le dompteur doit chaque semaine recommencer son numéro, en s'appuyant sur le seul charme incantatoire de sa parole. On avait laissé les facultés s'emplir de masses innombrables ; un beau jour les étudiants découvrirent qu'ils avaient la force du nombre et que, en cas d'affrontement, ils se battraient à cinquante contre un, avec en plus la supériorité de la jeunesse, de sa force physique et de son inconscience morale. Le « pouvoir étudiant » était né.

La situation des professeurs était désespérée ; s'il faut faire le coup de poing ou le coup de gueule, la supériorité se trouve acquise d'avance aux gros bataillons. Dans cette situation claire, la réaction des maîtres fut néanmoins surprenante. De même qu'ils n'avaient pas pris conscience, dans le passé, de la perversion absurde de l'institution, de

même, dans la situation nouvelle, pris d'une sorte de panique, bon nombre d'entre eux perdirent complètement la tête. Sans doute réagirent-ils sans trop s'en rendre compte à la manière du maréchal de Soubise, à la recherche de ses troupes qu'il [79] avait perdues : « Il faut bien que je les suive, puisque je suis leur chef. » Plus profondément, avec le masochisme constitutionnel de l'intellectuel enclin à la délectation morose, ils parvinrent à cette conclusion que, si on leur faisait des reproches, c'est sans doute qu'ils étaient coupables. La violence même du ressentiment étudiant ne leur paraissait explicable que dans la mesure où ceux-ci avaient été victimes de brimades inadmissibles.

Un grand nombre de maîtres cédèrent ainsi aux délices du sentiment de culpabilité. Certains se présentèrent devant les assemblées étudiantes pour faire publiquement la confession de leurs péchés, et promettre de se comporter mieux à l'avenir. La plupart subirent les huées, les injures, les attaques de tout ordre avec la conscience d'expier ainsi leurs fautes passées. Souvent ce furent les professeurs les plus autoritaires qui passèrent ainsi d'un extrême à l'autre. Tel d'entre eux, subitement converti à la suppression des examens traumatisants, proclamait la nécessité de les remplacer par l'addition des notes obtenues en cours d'année. On lui fit remarquer qu'à ce compte, étant donné sa sévérité proverbiale, pas un de ses étudiants ne serait admis. « Il faudra que je modifie mes notes », répondit-il simplement. Un autre professeur, au tempérament de despote inspiré, proclamait publiquement que la révolte étudiante lui avait ouvert les yeux, en lui révélant l'existence de ces étudiants, dont il n'avait pas jusqu'alors soupçonné la présence. C'était vrai, sans doute, et déplorable ; mais du même coup, cela l'autorisait à passer d'un extrême à l'autre, en toute bonne conscience. Il avait été parfaitement sûr de soi dans son aveuglement passé ; il était tout aussi prophétiquement sûr dans sa démagogie nouvelle.

Les syndicats politisés de l'enseignement supérieur proclamèrent dès le début des événements que les professeurs, quoi qu'il arrive, devaient demeurer solidaires des étudiants, ce qui était donné d'avance un blanc-seing aux revendicateurs les plus extrémistes. Cette attitude se justifiait, disait-on, par la nécessité de « garder le contact ». Injurés, bafoués, traînés dans la boue, les professeurs donnaient raison à leurs élèves rebelles, qui d'ailleurs ne les en méprisaient que davantage. Je sais tel jeune professeur, catholique militant, qui quittait un

jour, en claquant la porte, une réunion d'étudiants où les maîtres présents avaient été grossièrement pris à partie. Deux jours après paraissait dans la presse locale un communiqué, [80] contresigné de son nom, et soutenant la juste et noble cause des étudiants...

Cette démission du corps professoral, comme d'ailleurs celle des autorités administratives qui se refusèrent résolument à assumer leurs responsabilités, s'explique par des raisons multiples, dont la première tient sans doute à la psychologie particulière de l'intellectuel, en France comme ailleurs. L'intellectuel est un introverti, généralement timoré et refoulé, qui fait figure de personne déplacée dans l'espace réel. Plus familiarisé avec les idées qu'avec les hommes, il accumule au fond de lui-même des haines, des rancunes, des ressentiments dont le brusque jaillissement suscite des paroxysmes passionnés chez cet être qui paraît d'ordinaire timide et inoffensif. Placé par la révolte étudiante dans une situation tout à fait imprévue, l'intellectuel a fait face d'une manière désordonnée, profitant de l'occasion pour décharger à tort et à travers les conflits qui peuplaient son monde intérieur. Les livres ne donnaient guère de précédents, et n'indiquaient pas de manière de se conduire dans une conjoncture exceptionnelle du genre de celle qui se présentait. De là cette terreur panique et cette fuite en avant, cette incohérence aussi, dont les professeurs ont donné le spectacle. En dehors des articles lucides et courageux de Raymond Aron dans *le Figaro*, les nombreux écrits des professeurs pendant la crise, y compris les communiqués syndicaux, pétitions et textes divers, collectifs ou individuels, attestent une étonnante confusion mentale chez des hommes que leurs études et leurs fonctions auraient dû rendre, plus que d'autres, capables de raison et de réflexion.

Par delà la psychologie de l'intellectuel, il faut aussi sans doute évoquer une psychanalyse, au niveau des profondeurs inconscientes. Il y avait, dans la révolte étudiante, une ardeur blasphématoire, une volonté de sacrilège et de destruction, liées aux énergies que mobilise la lutte contre le père. Tout semble s'être passé comme si le père, ainsi mis au défi, avait pris le parti de renforcer sa fonction paternelle, de la porter à un degré supérieur. Quoi que fasse son enfant, un père exemplaire ne le condamnera jamais ; il lui trouvera des circonstances atténuantes, même s'il a volé, violé, tué. Beaucoup de professeurs et la plupart des doyens et recteurs se sont employés à minimiser les faits,



afin d'éviter des ennuis à ces pauvres enfants égarés qui faisaient des bêtises parce qu'ils étaient malheureux.

[81]

Autrement dit, alors que les étudiants reprochaient à l'Université traditionnelle son paternalisme, ils ont suscité par leur révolte une manière de super paternalisme, d'ailleurs encore plus exaspérant pour les révoltés qui, excusés, amnistiés d'avance, se voyaient frustrés de la possibilité même d'enfreindre le règlement et de transgresser la loi. Sous prétexte d'éviter le pire, en fermant les yeux sur ce qui se passait, on a encouragé le pire, en considérant les défis successifs, si violents qu'ils fussent, comme nuls et non avenue.

L'histoire la plus significative que je connaisse à cet égard s'est passée dans une université française où le recteur décida de réunir le conseil de l'université dans un local universitaire occupé par les étudiants révoltés. Le conseil de l'université, sous l'ancien régime, était une assemblée de notables (doyens, assesseurs, personnalités locales et quelques membres élus), assemblée fantôme d'ailleurs, sans grande compétence réelle. Réunissant cette élite dans l'endroit choisi, le recteur espérait donner une marque de confiance aux insurgés ; il se plaçait en quelque sorte sous leur protection. L'assemblée commençait à délibérer dans un coin tranquille lorsqu'elle fut envahie par une cohorte de garçons chevelus et barbus et de filles en *blue-jeans*, dont l'une transportait un enfant à la mamelle. L'orateur du groupe fit entendre vertement au recteur que, les lieux se trouvant placés sous l'autorité du « pouvoir étudiant », aucune réunion ne pouvait s'y tenir sans une autorisation en bonne et due forme émanant de cet organisme. Sur quoi, non sans bon sens, le recteur se contenta de déclarer : « Messieurs, la séance est levée », et les dignitaires de l'université se retirèrent en essayant de maintenir le plus possible de leur dignité contestée. Peu de temps après, le recteur convoqua à nouveau le conseil, cette fois hors d'atteinte du « pouvoir » étudiant. On commença, selon la coutume, par la lecture du procès-verbal de l'assemblée précédente. C'était un texte anodin, qui évoquait des délibérations banales, et se terminait par la formule rituelle : « L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée. » Il y eut néanmoins un juste parmi les assistants, pour faire valoir que ce procès-verbal était inadmissible, parce que attentatoire à une vérité qu'on n'avait pas le droit de cacher, ne fût-ce que par res-

pect pour les historiens de l'avenir. Le recteur, à son grand regret, dut s'incliner.

Cette histoire, je l'ai apprise par hasard ; mais je suis sûr que des incidents analogues se sont passés un peu partout en [82] France. Par une réaction instinctive les responsables ont cherché à minimiser les événements, non pas seulement pour tenter de sauvegarder leur autorité bafouée, mais aussi parce qu'ils voulaient jeter un voile pudique sur le comportement de ces enfants prodiges qu'ils ne désespéraient pas de ramener dans le droit chemin. Le résultat fut que, rendant visite aux bureaux parisiens de l'enseignement supérieur, en un temps où la crise durait encore, je fus tout étonné de constater qu'on y vivait dans la quiétude usuelle en expédiant les affaires courantes. Les fonctionnaires savaient bien que quelque chose n'allait pas dans les facultés ; ils le lisaient dans le journal. Mais ils n'étaient guère plus au fait de la situation réelle que les grands états-majors des guerres d'autrefois, confortablement installés à distance respectueuse du front de combat, dont ils ne recevaient que des échos assourdis, d'ailleurs filtrés et cuisinés par les instances intermédiaires des filières hiérarchiques. L'histoire véritable ne sera jamais faite, parce que les documents originaux ne donnent eux-mêmes qu'une version revue et corrigée des événements réels.

Il faut ajouter à cette psychologie et psychanalyse du corps professoral une sociologie politique, dont l'influence vint encore compliquer les réactions de chacun. L'intellectuel français est généralement un intellectuel « de gauche », c'est-à-dire que la majorité du corps enseignant était animée d'un ressentiment violent à l'égard du gouvernement légal du pays, généralement considéré comme réactionnaire, asservi aux puissances d'argent ; un certain nombre de bons esprits étaient persuadés qu'ils vivaient sous un régime proprement despotique. Dès lors, la révolte étudiante, à partir du moment où elle devenait un fait d'ampleur nationale, autorisait l'espérance de mettre fin à un gouvernement exécré. On avait prêté jadis au général de Gaulle un mot selon lequel les professeurs, en France, étaient partisans de tout réformer, sauf l'enseignement lui-même. Or voici que l'enseignement se trouvait en voie de réformation violente, contre les professeurs bien sûr ; mais le chambardement de l'Université apparaissait comme une arme de choix pour le chambardement de l'État. De là l'attitude des syndicats politiques, soucieux d'emboîter le pas aux troupes de choc

de la rébellion étudiante, en dépit du fait que cette rébellion était d'abord une rébellion contre le corps professoral. Il y avait bon nombre de professeurs parmi les manifestants et même sur les barricades [83] parisiennes. Ces barricades mystérieuses, au bout du compte, on ne savait plus très bien qui les dressait contre qui. Elles n'en étaient que plus impressionnantes.

Mais ce n'est pas facile d'être un homme de gauche. Il fut entendu dans l'Université que tout le monde devait être du même côté et que celui qui n'était pas de gauche n'avait pas le droit à la parole, ni même, peut-être, à l'existence. Le problème n'était pas résolu pour autant ; si tout le monde est de gauche, comment distinguer, entre les individus, les bons et les méchants ? Le souci majeur de l'homme de gauche, c'est qu'il risque d'en rencontrer un autre qui s'affirme plus à gauche que lui. De là une surenchère, chacun tenant à honneur de ne pas se laisser « déborder sur sa gauche ». Les communistes, qui refusaient de laisser détruire l'université, furent unanimement considérés comme des réactionnaires et voués au mépris des bien-pensants. Tout ce qui comptait s'affirmait résolument à gauche des communistes, dans une démagogie galopante dont la littérature de mai présenterait un étonnant florilège.

Les écrits professoraux concernant la crise universitaire se présentent à l'ordinaire comme des exercices de haute voltige intellectuelle. Le professeur de gauche emboîte résolument le pas aux étudiants, il est pour la révolution. Mais il est aussi pour le maintien de sa chaire, et il ne peut pas s'empêcher de croire à l'enseignement ; incapable de tout lâcher, il est contre la révolution et souhaite que ça s'arrange, moyennant quelques concessions. Les champions velléitaires de l'équilibre entre deux chaises en viennent ainsi à prononcer, en des formules étudiées, un « oui, oui, — non, non » qui ne manque pas de saveur.

On dira donc aux étudiants qu'ils ont raison : l'Université a pour mission de faire la critique de la société globale et finalement de renverser l'ordre établi, lequel est oppressif, répressif, bourgeois, technocrate, vendu aux puissances d'argent et responsable de la guerre au Vietnam. Mais ce n'est pas une raison, parce qu'on a raison, pour le crier si fort ; cela finit par faire mauvaise impression. Les étudiants doivent donc rester bien sages, jouer le jeu de la réforme, et peut-être même étudier. Moyennant quoi les professeurs de gauche transforme-

ront l'Université en une institution de critique permanente, qui sapera du dedans la société bourgeoise, laquelle, bourrée d'explosifs, finira par sauter.

[84]

Personnellement, j'aurais tendance à me méfier de quelqu'un qui proclame qu'il est un terroriste et annonce publiquement à quel endroit il va placer ses explosifs. La naïveté a des limites, même chez un intellectuel. Au surplus, une telle attitude revient à dire aux étudiants extrémistes : « Etudiez d'abord, vous révolutionnerez ensuite. » On peut espérer que le temps des études n'est qu'un mauvais moment à passer ; après quoi les enragés deviendront de bons bourgeois comme tout le monde. Quant aux professeurs, grâce à ce clin d'œil entendu aux plus farouches de leurs disciples, ils continueront à bénéficier des avantages acquis et des faveurs substantielles d'un régime qui a tout de même de bons côtés. Cela me fait penser à une formule en faveur parmi les militaires de la Légion étrangère : « L'alcool tue lentement... Mais nous ne sommes pas pressés. »

A vouloir jouer sur les deux tableaux, on risque de perdre sur les deux tableaux. En tout cas, il me paraît que les intellectuels d'aujourd'hui auraient autre chose à faire que d'ajouter encore à une confusion mentale, déjà portée à un degré suffisant. Les étudiants les plus lucides ne s'en laissent pas conter. Ils se méfient de ceux qui chantent « Marchons, marchons ! » mais ne marchent jamais ; ils diraient volontiers, comme Voltaire : « Mon Dieu, défendez-moi de mes amis ! Quant à mes ennemis, je m'en charge. » Le professeur de gauche prétend être « avec » les étudiants. Mais les étudiants « de gauche » ne font aucune exception en faveur des professeurs « de gauche », dans une lutte qu'ils conçoivent sur le modèle de la lutte des classes.

Pareillement, les syndicalistes conscients et organisés n'admettent pas qu'il puisse y avoir de bons patrons, le patron le plus redoutable étant le patron « social » ou « libéral », le patron de gauche, parce qu'il fausse le jeu manichéen de la lutte des classes. Le schéma ne peut fonctionner à l'aise que si le patronat, globalement, est l'incarnation du mal.

La démagogie professorale, qui se heurtait ici à une fin de non-recevoir, trouva une autre issue grâce à une sorte d'involution, qui lui permit de se donner carrière à l'intérieur du corps enseignant lui-

même. Celui-ci aurait pu, dans l'affrontement, faire une figure plus honorable, s'il avait offert à l'agression une résistance commune, mais il se trouva aussitôt dissocié par un schisme qui opposa, en gros, les jeunes aux vieux. On est toujours le prolétaire de quelqu'un. Le grossissement [85] des effectifs étudiants avait entraîné, dans les dernières années, la multiplication des postes d'assistants et de maîtres-assistants. Ainsi s'était créé un cadre de sous-officiers de carrière qui s'étaient mis à jalouser leurs supérieurs hiérarchiques, bénéficiaires de traitements plus élevés et d'une plus haute considération. Bien entendu ces avantages étaient liés à des titres et qualifications particulières, ainsi qu'à un âge plus avancé ; mais les jeunes humiliés et offensés du second rang les considéraient comme d'intolérables privilèges, conférés à des « mandarins sclérosés ». La démocratie nouvelle, qui faisait jouer la loi du nombre parmi le corps enseignant, donnait une imposante majorité aux assistants, plusieurs fois plus nombreux que les professeurs.

La phraséologie révolutionnaire offrait ainsi un revêtement efficace à la cause de l'intérêt bien entendu. Le ressentiment des jeunes contre les anciens vint attiser encore la flambée des jalousies, des rivalités, des rancunes inexpiables entre collègues. Bien entendu, les assistants devaient leur nomination aux professeurs, ce qui noircissait leur rébellion d'un caractère d'ingratitude caractérisée. Le grand Vietnam national de l'Université dans son ensemble se double, dans chaque faculté et dans chaque institut, de petits Vietnam en miniature, avec escarmouches et règlements de comptes parfois sordides entre membres du corps enseignant. Ce pourrissement intrinsèque est sans doute, à long terme, l'un des pires désastres qui aient atteint les universités ; les cicatrices de ces combats domestiques ne se fermeront pas de sitôt.

Certes, je n'ai jamais éprouvé de sympathie particulière pour les grands carnassiers, pour les vieux caïmans de l'Université traditionnelle, lesquels confondaient bien souvent l'intérêt de la science avec leur intérêt bien entendu. Mais je me méfie tout autant des jeunes loups qui se drapent aujourd'hui dans le vocabulaire de la révolution, afin de parvenir par les voies les plus rapides, et sans avoir à faire leurs preuves, jusqu'au bout d'une brillante carrière. Je me souviens de ma stupeur, au terme d'une conversation avec deux jeunes leaders de la contestation syndicale, lorsque je les entendis me déclarer tout simplement qu'ils ne songeaient nullement à détruire la fonction magistra-

le. Tout ce qu'ils désiraient, c'était de devenir au plus tôt professeurs titulaires. Je croyais avoir devant moi Saint-Just, archange de la révolution ; c'était seulement Rastignac. Ainsi les parvenus de la Révolution, [86] l'autre, la vraie, celle de 89, se prélassaient vers 1805 dans les fauteuils des Tuileries : « C'est nous qui sont les princes et les princesses... »

\*

Les professeurs ont perdu cette guerre qu'ils n'avaient rien fait pour empêcher, et même qu'ils n'avaient pas vue venir. Divisés en eux-mêmes, divisés contre eux-mêmes, ils ont été incapables d'offrir à la poussée de l'adversaire un front continu. Ils se sont effondrés au premier choc, ils ont capitulé. Ils ont tout perdu, même l'honneur. Tant pis pour eux. Car en toute justice, ce qui leur est arrivé, ils ne l'ont pas volé.

Mais si le vaincu est aisé à identifier, il ne faut pas se hâter de reconnaître dans l'autre camp le vainqueur. Certes, les étudiants sont demeurés maîtres d'un champ de bataille qu'ils ont occupé sans coup férir. Ils ont chahuté les professeurs, rossé les gendarmes, bafoué l'ordre public, la justice et le gouvernement. Le résultat obtenu est tout à fait remarquable et, pour ma part, il me semble que si j'avais été à leur place je me serais beaucoup amusé. Une chose qui m'inquiète, c'est d'ailleurs qu'eux-mêmes soient demeurés, dans l'énorme carnaval déclenché par leurs soins, si déplorablement sérieux, doctrinaires, théoriciens, métaphysiciens, inquisiteurs, sans même se donner le loisir et la récompense d'un rire homérique, au milieu de leur prodigieuse fantasia auprès de laquelle les mémorables exploits des *Copains* de Jules Romains ne sont que jeux d'enfants. Eux, ils ne pensaient pas aux *Copains* ; ils n'avaient en tête que Clausevitz, Lénine et Mao Tse Toung. Je crains qu'il n'y ait une assez sérieuse disproportion entre ces savants auteurs et la petite guerre des barricades ; et c'est justement pourquoi je me demande encore qui a gagné la guerre, ou plutôt qui la gagnera.

Les étudiants ont livré bataille à un tigre de papier. Ils ont renversé sans effort un château de cartes, qui ne tenait debout que par habitude. Mais la guerre des nerfs n'est pas la guerre ; les vrais rapports de force ont été masqués par le fait que l'autorité réelle s'est dérobée, se contentant d'assister, non sans un secret plaisir, je pense, à la liquida-

tion du corps professoral. Pour le reste, les responsables de l'ordre [87] public ont pratiqué une défense élastique, sans jamais employer les grands moyens. Bien entendu, cette stratégie se justifie parfaitement par des raisons humanitaires autant que politiques ; il vaut mieux, au bout du compte, que les choses se soient passées avec une relative douceur. Mais l'inconvénient est que les apparents vainqueurs risquent de se méprendre sur la signification et la portée de leur victoire, en sous-estimant la puissance à laquelle ils se heurteraient dans le cas d'un véritable affrontement.

Les événements de mai ont eu à cet égard une portée pédagogique néfaste. La déroute des autorités judiciaires, universitaires et politiques a pu donner à penser à la jeune génération que tout lui est permis, et qu'elle échappe à la discipline commune. Or aucun régime politique ne saurait admettre que telle ou telle catégorie de citoyens se trouve dispensée de l'obéissance au droit commun. Tout individu, sauf le cas d'aliénation mentale, est responsable de ses actes ; l'égalité devant la loi est un principe fondamental de la démocratie. Les vacances de la légalité en mai dernier risquent de suggérer à la jeunesse l'idée tout à fait dangereuse qu'elle bénéficie d'un statut d'exception, ce qui pourrait l'engager dans des aventures condamnées d'avance et peut-être catastrophiques. Tous les révolutionnaires sérieux vous diront d'ailleurs que la révolution n'est pas une logomachie, et qu'elle ne se trouvera pas réalisée par la mise au point de telle ou telle scolastique nouvelle, et particulièrement subtile. Dans les facultés occupées, on a beaucoup discuté sur le sexe des anges. La brusque flambée des fantasmes ayant eu sur le monde une efficacité magique, les étudiants en sont venus à croire qu'ils pourraient tout simplement substituer leurs fantasmes à la réalité.

Le Vietnam universitaire n'est pas un Vietnam pour de vrai. Cela est mieux ainsi, bien sûr ; mais la guerre réelle, ou la révolution, a du moins cet avantage qu'on y est durement confronté avec la réalité, la souffrance, la mort, le froid, la faim. Le combat, de par son inhumanité même, permet une décharge nerveuse, qui exorcise pour un temps la haine et la peur, mobilisant chez le combattant plaqué au sol une sagesse paysanne, acharnée seulement à survivre. Ce bon sens a manqué aux barricadiers, comme à ceux qui tenaient garnison dans les facultés, en proie à la fièvre obsidionale, génératrice de chimères dont aucun obstacle réel ne venait entraver le développement.

[88]

C'est un fait que parmi les initiateurs de la contestation, et parmi ses mainteneurs les plus farouches, on trouve bon nombre d'étudiants et de professeurs spécialisés dans ces disciplines qu'on désigne par le mot vague de « sciences sociales » : psychologie, psycho-sociologie, sociologie, anthropologie culturelle et autres « sciences » à l'objet mal défini, et qui se chevauchent les unes les autres. Ce genre d'enseignement n'a cessé de prendre une place croissante dans les facultés ; l'attirance du nouveau lui a valu une clientèle de plus en plus importante, et de plus en plus inquiétante, dans la mesure où elle ne correspond pas à des besoins réels de la société actuelle. Une jeunesse sans avenir est nécessairement promise à la révolte ; la grande faute des autorités universitaires a été de ne pas empêcher les intéressés de se fourvoyer dans un chemin sans issue.

Mais il y a davantage. Ces disciplines à la mode, qui font le procès de notre civilisation, sont elles-mêmes des produits de décomposition de cette civilisation : publicité, propagande, psychothérapie, psychanalyse représentent des affleurements de la désorientation ontologique du monde où nous vivons. C'est d'ailleurs un dicton parmi les intéressés qu'on devient psychologue par manque de psychologie et sociologue par inadaptation sociale ; incapable de s'adapter au monde, le sociologue serait celui qui essaie d'adapter le monde à soi, en lui insufflant son déséquilibre personnel. À bien des égards, et exception faite bien entendu pour un certain nombre de gens sérieux, ces disciplines alimentent aujourd'hui une sorte de folklore épistémologique, auquel les magazines, la radio, la télévision et le cinéma donnent l'autorité et l'évidence d'un nouveau sens commun. Or ce patrimoine culturel se caractérise par la confusion générale, l'absence de rigueur et la perte totale du sens des valeurs.

Sous prétexte de psycho-sociologie, de sociologie ou de psychanalyse, il est possible aujourd'hui de prononcer gravement n'importe quoi sur n'importe quoi, tout en l'appuyant d'enquêtes, de statistiques, de figures, photo-montages et diagrammes qui peuvent à tout le moins en mettre plein la vue aux braves gens de bonne volonté. L'invasion des sciences sociales correspond à l'avènement d'un nouveau scientisme, beaucoup plus pernicieux que l'ancien, qui décourageait les amateurs éventuels par son appareil physique, chimique et biologique. Les sciences sociales sont amusantes ; elles passionnent les demoiselles



les qui jadis fréquentaient les cours [89] d'histoire de l'art. L'une des formes modernes de l'opium du peuple est cette infraphilosophie, cette philosophie du pauvre qui, dans ses divagations sans méthode, peut développer de brillants paradoxes sur n'importe quel sujet, avec la consolation de penser qu'ils seront oubliés bientôt après avoir été formulés. Cette littérature se dévalue en effet encore plus vite que la monnaie ; savoir d'actualité, savoir sur l'actualité, elle disparaît sans retour peu après avoir été consommée. Elle ne dure que le temps de faire illusion ; mais c'est déjà trop.

Ces disciplines sont en effet de l'ordre de l'opinion et non de l'ordre de la vérité. Leur valeur persuasive, liée souvent à l'éclat de la pensée, à la vivacité du ton, s'use très vite, faute d'un fondement solide. Cette inconsistance, cette incohérence permettent la multiplication d'idéologies contradictoires, aussitôt empressées à se combattre les unes les autres par tous les moyens. Le domaine des sciences sociales, où l'on trouve de tout, et même du meilleur, est ainsi devenu un abcès de fixation pour les inquiétudes et les poisons de la conscience contemporaine. Et, comme les extrémistes sont portés par nature à se dévorer entre eux, les lieux réservés à ce nouveau savoir sont devenus des fosses aux serpents, grouillantes d'inexpiables contradictions. Je sais bien que les pays civilisés entretiennent à grands frais des serres où l'on cultive les fleurs vénéneuses ; mais je me demande parfois si les universités ne commettent pas une déplorable erreur en produisant en quantité de plus en plus grande des asociaux brevetés avec la garantie du gouvernement.

En effet, la rébellion étudiante peut être considérée comme une gigantesque expérimentation psycho-sociologique, confirmant en tous points les vérités folles, les aberrations idéologiques cultivées dans les départements de sciences sociales. Des témoins autorisés des événements ont parlé de psychodrame, de *happening* colossal, de défoulement systématique, de psychothérapie totalitaire, etc. Toutes les intelligibilités à la mode ont pu voir, dans la confusion totale, de quoi vérifier leurs affirmations particulières ; rien d'étonnant, puisque ce sont ces idéologies mêmes qui avaient fabriqué les acteurs du grand jeu. Le pays, qui doit payer les frais de ces travaux pratiques, si instructifs qu'ils soient, risque de trouver le montant de la note beaucoup trop élevé, si l'on considère l'intérêt plutôt négatif des résultats obtenus.

On me dira que la contestation n'est pas le fait des seuls étudiants en sciences sociales, même augmentés des étudiants en théologie, en ce qui concerne le Canada, puisque la théologie est entrée dans le rang des sciences sociales. Je répondrai qu'il faut distinguer plusieurs espèces de contestataires. C'est d'ailleurs un fait que les facultés des sciences, les facultés de médecine et les facultés et écoles techniques, si elles ont connu des troubles passagers, sont beaucoup moins perturbées que les facultés à forte tension idéologique. La distinction se fait entre l'étudiant qui se révolte pour et celui qui se révolte contre ; ou plutôt, la révolte étant toujours contre, il est une variété de révolte dont le *contre* n'est que le moyen de promouvoir la cause d'un *pour*. C'est un fait, par exemple, que les facultés de médecine françaises souffraient d'une organisation archaïque : études incohérentes, apprentissage clinique insuffisant pour la masse des étudiants, despotisme féodal de la hiérarchie. Ceux qui passèrent à l'action, en désespoir de cause, pour transformer le milieu et les structures des études médicales se servaient du désordre en vue d'une fin positive. Très différent est le cas de ceux pour lesquels la révolte est une fin en soi, un mouvement perpétuel qui ne peut s'arrêter sans se renier. Les champions du *contre* tiennent pour nuls et non avendus les tenants du *pour*, les réformistes, qui leur servent de masse de manœuvre en cas de besoin, mais qu'ils considèrent comme une quantité négligeable et méprisable.

Dans ce *non* systématique, dans ce refus du maître, du père, de l'institution, de Dieu, je me demande si l'on ne retrouve pas un irréalisme foncier, un refus de prendre son parti de la réalité. La même attitude se manifestait chez les rebelles de toute espèce, les Provos d'hier et les bandes de jeunes délinquants, ou encore les Hippies, qui font partie du folklore de l'actualité contemporaine. L'intellectuel pur, l'asocial, celui qui rejette les disciplines du travail et de la vie commune, refuse d'accepter l'opacité du monde, sa résistance et sa solidité, sans d'ailleurs se rendre compte qu'il est solidaire de ce qu'il nie, puisqu'il s'appuie dessus. Si l'ordre contre lequel il s'élève n'existait pas, il faudrait l'inventer pour pouvoir le démolir, puisque seule la démolition l'intéresse.

On a beaucoup dit, et c'est peut-être vrai, que la révolte actuelle, sous le travestissement de phraséologies diverses, est une révolte contre le père, autoritaire et tyrannique. Freud [91] nous a enseigné qu'une existence puérile et honnête ne commence à s'affirmer pour de

bon qu'après avoir procédé au meurtre rituel du père ; le rite s'accomplirait aujourd'hui d'une manière collective, par la vertu de la contestation globale. En foi de quoi, bon nombre de gens de bonne volonté considèrent qu'ils doivent se laisser massacrer sur place par les anges de la révolte, Freud leur ayant appris que le bon père est celui qui, retournant les rôles de ce psychodrame qu'était le sacrifice d'Abraham, tend la gorge au couteau de son fils. Ce qui est curieux, c'est que la révolte contre le père intervient en un temps où le père existe de moins en moins, en attendant de n'exister plus du tout. On doit reconnaître en effet que le père autoritaire, répressif et absolu est une espèce en voie de disparition rapide ; de plus en plus le père a honte d'être père ; il dissimule son inadmissible paternité en laissant la bride sur le cou à son rejeton, en le comblant d'argent de poche et en essayant humblement de se faire accepter comme un copain de seconde zone, moins amusant que les autres, mais trop heureux de rendre service quand on a quelque chose à lui demander. En vérité, le père est aujourd'hui tout aussi mort que son éminent collègue, Dieu le Père lui-même.

Du coup, la situation se retourne, et l'on peut se demander à quoi rime une insurrection contre un despote qui, tel le Dieu de Nietzsche, a cessé d'exister depuis longtemps. La dogmatique freudienne, par un renversement dialectique, fournit une réponse à ce problème. Elle nous apprend que la fonction paternelle est à ce point indispensable que le plus mauvais père vaut mieux que pas de père du tout. « Tout le monde ne peut pas être orphelin », soupirait le naïf Poil de Carotte, qui n'avait pas lu les bons auteurs. Sa condition eût été pire s'il n'avait pas eu de parents, dignes objets de son ressentiment.

Une amie psychanalyste me confiait qu'elle avait eu à intervenir dans le cas d'un gamin qui se comportait en épouvantable garnement à la maison comme à l'école. Un rapide examen de la situation révéla que cet enfant était le résultat d'une aventure extra-conjugale de sa mère. Le chef de famille, informé de la situation, en avait pris son parti ; mais, en dépit de sa bonne volonté, il n'avait jamais réussi à se comporter en père véritable vis-à-vis de cet enfant qui n'était pas son fils. C'était plus fort que lui ; ce garçon lui demeurait étranger. L'intéressé, qui ignorait le fond de la [92] question, se révoltait par tous les moyens à sa disposition, contre ce qui lui paraissait une indifférence inadmissible. La psychanalyste intima alors à ce père malgré lui l'or-

dre de réagir violemment à la prochaine incartade du moutard. « Flanquez-lui une bonne raclée, c'est tout ce qu'il désire ; vous verrez que ça ira beaucoup mieux après. » Epouvanté, la mort dans l'âme, le monsieur dut se résoudre à en passer par là, et, à en croire le récit de ma psychothérapeute, les choses rentrèrent alors dans l'ordre.

Bien entendu, je ne veux pas dire par là qu'une bonne fessée serait le remède miracle à la crise étudiante universelle. Mais je me demande si la dérobade systématique, l'attitude de non-intervention adoptée par les autorités de toute espèce, bien loin d'apaiser la révolte, ne contribueraient pas à accroître jusqu'à l'absurde le dynamisme insurrectionnel. La différence entre l'adolescence et l'âge adulte, c'est que l'adulte connaît la force des choses, la résistance du réel aux fantasmes infantiles. Epargner à la jeunesse la leçon des choses, c'est l'encourager à persévérer dans l'irréalité des chimères où elle trouve son refuge le plus habituel ; c'est lui rendre le plus mauvais des services.

« Nous ne sommes rien, soyons tout », est-il dit dans *l'Internationale*. Tout se passe comme si la classe d'âge des adolescents avait repris à son compte le mot d'ordre révolutionnaire, qui concernait en réalité la classe sociale des travailleurs industriels et agricoles. Il y a pourtant une différence, — à savoir que, dans le cas de l'ouvrier ou du paysan, l'âge ne fait rien à l'affaire. Ce qui compte, c'est la participation de chacun à l'effort collectif de la production, indispensable à la vie de la société. Une grève des électriciens ou des métallurgistes, des cheminots ou des producteurs de lait a des répercussions immédiates sur l'existence de chacun ; elle peut, en se généralisant, paralyser complètement l'existence de la nation. Au contraire, les facultés de sciences sociales peuvent demeurer fermées pendant un temps indéfini sans que la vie de l'ensemble des citoyens en soit grandement affectée. Sans doute est-ce la raison pour laquelle les travailleurs n'ont pas besoin de tout casser pour attirer l'attention. Tout le monde sait que la classe ouvrière représente un pouvoir réel, dans la mesure où son activité régulière est indispensable à la vie quotidienne de la société, qui doit compter sur elle, c'est-à-dire compter avec elle.

[93]

L'univers du travail, c'est l'univers réel, l'univers des adultes. L'âge étudiant, ce n'est pas l'âge d'homme, mais une adolescence prolongée par l'absence de production réelle et de responsabilité. L'âge étudiant

n'est pas une condition sociale, mais une situation temporaire. Tout le monde connaît de ces éternels étudiants, incapables de se résoudre à finir leurs études, qui se complaisent dans l'immaturation, et ne seront jamais que des ratés. Ainsi se trouvent marquées les limites assez étroites de la « participation » et de la « cogestion » dans l'ordre universitaire. L'analogie ouvrière conserve ici tout son sens, car la participation des ouvriers et employés à la gestion d'une entreprise ne peut être le fait des plus jeunes et des derniers venus. Les comités d'entreprise ne se recrutent évidemment pas parmi les blancs-becs, forts de leur seule inexpérience, mais parmi les anciens, qui détiennent une sagesse fondée sur le travail et l'expérience. Or le moment où l'étudiant a acquis quelque expérience est précisément celui où, ayant achevé ses études, il quitte l'université pour assumer des responsabilités professionnelles.

Un étudiant tchèque me confiait qu'à la belle époque de l'orthodoxie stalinienne les universités de son pays étaient régentées par la cellule du Parti attachée à l'institution. Pour éviter les déviations, trop fréquentes parmi les intellectuels, la cellule en question comportait une majorité de femmes de ménage et de concierges de confiance. Le système, paraît-il, n'avait pas donné les résultats qu'on en attendait. L'imagination qui, comme chacun sait, a pris le pouvoir dans les facultés françaises, pourrait s'inspirer de ce précédent. Au surplus, les tâches de gestion sont ternes et monotones autant qu'absorbantes. Les professeurs, obligés d'y consacrer une partie de leur temps, déploieraient ce qu'ils considéraient comme un vain gaspillage d'énergies qu'ils auraient pu consacrer plus utilement à la poursuite de leurs travaux. Ils souhaitaient la création d'un corps d'administrateurs professionnels, formés aux techniques modernes, et capables d'expédier efficacement les affaires courantes. Les étudiants qui rêvent d'assumer ce genre de fonctions me font penser aux enfants qui jouent à la postière ou à l'épicier, et se figurent que ces métiers offrent à ceux qui les exercent un continuel amusement. Au surplus, quand les étudiants se feront gestionnaires, on se demande qui étudiera...

Bien entendu, cet irréalisme des jeunes n'a rien de répréhensible ; il est plutôt sympathique, et, s'il venait à disparaître [94] de notre planète, il manquerait quelque chose à la réalité humaine. Ce qui est nouveau, ce qu'il faut déplorer, c'est que subitement les adultes ont renoncé à porter leur propre témoignage d'adultes, comme honteux de ce

qu'ils sont et pénétrés de leur indignité. Tout se passe comme si l'ensemble de la mauvaise conscience disponible avait reflué pour se fixer sur la portion la plus âgée de la population, cependant que la partie la plus jeune se comportait avec la bonne conscience insolente d'héritiers insatisfaits qui se posent en justiciers. La contestation a toujours existé ; mais jusqu'à présent elle ne se déployait pas dans un vide intellectuel et spirituel, jusqu'à occuper la totalité de l'espace mental et social, comme c'est actuellement le cas. Lorsque l'on entend le slogan « l'université aux étudiants », on est tenté de se demander si les étudiants en question, une fois maîtres de la place, ne finiront pas par découvrir l'existence des professeurs, dans la mesure où, s'il n'y a pas de professeurs sans étudiants, il ne peut y avoir non plus d'étudiants sans professeurs.

On entend parfois des adultes de bonne volonté déclarer, le cœur gros : « Le monde que nous leur avons donné n'est pas bien beau. » Ils se sentent coupables des difficultés et injustices du monde contemporain, dont leur précieuse progéniture aura peut-être à souffrir. Je veux bien que des parents s'efforcent de laisser leurs enfants dans la situation la plus confortable possible. Mais cette mentalité de possédants qui ne pensent qu'à arrondir l'héritage de leurs chers petits me paraît singulière chez des gens qui par ailleurs font souvent profession de dénoncer la société bourgeoise. Faut-il vraiment souhaiter que la jeune génération, à peine née, soit déjà parvenue ? Qu'elle se compose de possédants et de nantis, dispensés de tout effort et exempts de toute difficulté ? La société démocratique de demain, si elle se compose uniquement de fils de rois, aura une drôle d'allure.

D'ailleurs la vraie question n'est pas de savoir dans quel état nous laissons le monde à nos descendants, mais plutôt de savoir si cet état est pire ou meilleur que celui dans lequel il nous a été transmis. Le monde de la Belle Époque était-il préférable au nôtre, plus près de la justice sociale et de la vérité ? La génération de 1914 a reçu en partage le cataclysme mondial, qu'elle n'avait pas suscité, et la jeunesse de 1940 n'a pas été mieux lotie. En dépit des gémissements des bonnes âmes, le monde de 1960 est sans doute plus éclairé, moins riche en inégalités sociales et en misères de tous [95] ordres que les âges de l'humanité qui l'ont précédé. Et d'ailleurs faut-il souhaiter aux nourrissons de l'avenir un univers de solutions et non plus de problèmes, de vérités toutes faites et de sécurité sociale, du berceau à la tombe, avec

le maximum vital et le confort climatisé pour tous les citoyens sans exception ? J'ai passé cinq années de ma vie dans un camp de prisonniers de guerre, où régnaient l'humiliation, la pauvreté et l'égalité. Je ne souhaite certes pas à la jeunesse d'aujourd'hui de connaître la captivité. Mais j'ai toujours pensé que ces dures années étaient parmi les plus riches de mon existence ; et la plupart de mes camarades sont de cet avis.

Les attaques contre la civilisation de la consommation prennent dans cette perspective une signification nouvelle. Faisant mentir le proverbe selon lequel « abondance de biens ne nuit pas », les contestataires se plaignent de l'avalanche de cadeaux dont les accable le Père Noël technologique. Il y en a trop, n'en jetez plus, ça les gêne, ça ne leur laisse pas le loisir d'exister ; et puis cette publicité leur casse les oreilles, aliène leur liberté ; ils sont menacés, accablés par la propagande, la propagande étant le nom qu'on donne à la vérité des autres. On pourrait évidemment suggérer à cette belle jeunesse de remiser définitivement ses motos et ses autos, et d'aller à pied, de manger des pommes de terre bouillies, de renoncer aux pompes et aux œuvres de la radio, de la télévision, du magnétophone et de l'électrophone ; on pourrait conseiller aux demoiselles de ne plus lire *Elle*, d'allonger leurs minijupes et de ne plus se passer les yeux au beurre noir.

Mais ce n'est pas cela qu'ils veulent ; ils veulent tout avoir, et ensemble protester contre tout. Ou plutôt, ils aimeraient qu'on les protège contre eux-mêmes, parce qu'ils se sentent incapables de se défendre tout seuls. Ils souhaitent garder tout ce qui est amusant, et qu'on les vaccine, qu'on les immunise contre ce qui est dangereux. Les temps difficiles ont du moins cet avantage qu'ils forcent l'individu à mobiliser ses énergies pour survivre par ses propres moyens. Les enfants d'aujourd'hui préfèrent soutenir que la difficulté des temps, c'est la faute à papa-maman, qui doivent faire en sorte que le scandale cesse. De bons esprits ont vu dans la révolte étudiante un signe de maturité. J'y verrais plutôt une régression infantile, encouragée par l'attitude des adultes qui, dans de pieuses intentions, cultivent cet infantilisme, en assurant aux jeunes [96] qu'ils ont tous les droits. Le besoin de sécurité est naturel, de même que le désir de donner la sécurité à ceux qu'on aime ; mais un excès de sécurité peut aboutir à des résultats contraires à ceux qu'on souhaitait. Un enfant élevé dans du coton, immunisé, vacciné sur toutes les coutures, le jour où il lui faudra mettre le nez

dehors, succombera sous l'effet du premier microbe un peu atypique rencontré sur sa route.

L'adolescence universitaire prétend réformer le monde par adultes interposés. Elle échafaude des projets généreusement chimériques et les confie, pour exécution, aux anciens. La meilleure réponse serait encore le slogan publicitaire anglo-saxon : *Do it yourself*. On disait autrefois : « Les affaires, c'est l'argent des autres. » La jeunesse actuelle estime pour sa part que la justice sociale, c'est l'argent des autres et le travail des autres. Dans l'épopée contestataire de Louis Pergaud, *la Guerre des Boutons*, le dernier mot revient à l'un des chefs de cette Iliade scolaire, qui, battu sur le champ de bataille, se fait, lors de son retour à la maison, rosser par ses parents. « Et dire, soupire-t-il à peu près (je cite de mémoire), et dire que, quand je serai grand, je serai aussi bête qu'eux... »

De bonnes âmes sont sensibles aux plaintes d'une jeunesse inquiète de son avenir et qui réclame qu'on lui garantisse dès à présent cet avenir, lequel est encore loin d'être arrivé. Cela signifie que les jeunes se plaignent non pas de maux réels qu'ils endureraient, mais de maux éventuels, et peut-être imaginaires. On pourrait évidemment leur répondre que c'est à eux d'assumer la responsabilité de leur avenir grâce à une préparation rationnelle. Par exemple, il est déraisonnable de se précipiter par milliers dans les facultés de sciences sociales, alors qu'une expérience aisément contrôlable enseigne que les besoins réels sont dix ou cent fois moindres. Ce genre d'indication est sans valeur auprès de l'aspirant sociologue, qui n'entend nullement adapter sa sociologie à la société, mais bien au contraire adapter la société à sa sociologie. Et lorsque vient l'échec, c'est évidemment la preuve que l'ordre social est mal fait, puisqu'il n'assure pas l'avenir de tous ses membres. Bien entendu, si l'autorité entreprenait de limiter le nombre des étudiants de chaque discipline en fonction des besoins réels du pays, ce serait une procédure antidémocratique et contraire aux droits les plus sacrés de la personne humaine. Situation absurde ; mais c'est là que nous en sommes.

[97]

J'évoquerai, pour en finir, une visite que je fis, il y a une quinzaine d'années, à un petit institut français établi dans l'université suédoise d'Upsal. Le directeur de cet institut, un jeune et brillant philosophe,



me confia qu'un des principaux devoirs de sa charge consistait à recevoir les doléances de la jeunesse indigène, lesquelles se formulaient à peu près ainsi : « Faites quelque chose pour nous ; notre sort est misérable. La société socialiste suédoise nous alloue à tous de bonnes petites bourses ; nous faisons de bonnes petites études, qui se soldent par de bons petits examens. Après quoi, on nous donne à tous de bonnes places, de bons traitements avec la sécurité sociale et tout le tremblement. Il ne nous reste plus qu'à faire une bonne petite carrière, dans un appartement à loyer modéré mais avec tout le confort, en attendant une retraite honorable soit dans une petite maison achetée sur nos économies, soit dans un asile de vieillards climatisé et pas cher, en attendant l'incinération finale, elle aussi aux frais de la sécurité sociale. Et bien ! non, disaient les jeunes Suédois, tout mais pas ça ! Une telle vie est un cauchemar, plutôt crever. Ce que nous voulons, c'est partir à Paris, coucher sous les ponts et manger de la vache enragée... » Et Michel Foucault devait s'ingénier à faire entendre à ces malheureux désespérés que la sécurité sociale a tout de même du bon, que la vie parisienne n'est pas ce qu'un vain cinéma pense, etc. Autrement dit, nos contestataires se battent pour devenir Suédois. Et quand ils le seront devenus, ils contesteront pour cesser de l'être.

[98]

[99]

**La nef des fous. Université 1968.**

# 7

## CONTESTATION OU DIALOGUE

[Retour à la table des matières](#)

Les mots aussi peuvent faire de subites fortunes. Ainsi du mot *contestation*, principal bénéficiaire de la révolution étudiante, au point qu'il semble avoir remplacé, dans la faveur générale, le mot *structure*, naguère honoré d'une insolente promotion, et maintenant, semble-t-il, quelque peu discrédité. Il faut souligner que, pour incarner ainsi la conscience d'une époque, un concept doit être aussi indéterminé, aussi vague que possible, ce qui le rend apte à exprimer avec grande souplesse tout ce qu'on veut. Des individus divers ou opposés peuvent ainsi communier dans l'unité d'un même slogan, que chacun interprète à sa façon. Il y aurait une passionnante histoire à faire des maîtres-mots de la culture, dont le rayonnement a pu remplir pour un temps le firmament des significations. Des termes comme *attraction*, *analyse*, *intuition*, *dialectique* ont exercé tour à tour une véritable fascination sur un certain nombre d'esprits, qui croyaient toucher au port de la

satisfaction dans l'explication définitive dès qu'ils avaient pu énoncer la parole magique, le *Sésame, ouvre-toi*, foyer radieux de toute justification. En règle générale, le crédit de ces concepts s'use assez vite, du fait même de l'abus qu'on en fait. Ce qui explique tout, ce qui explique trop, n'explique rien, et finit sa carrière au magasin des accessoires épistémologiques.

Le *cogito* de la révolution culturelle pourrait s'énoncer : *je conteste, donc je suis*. De fait, ceux qui participaient au mouvement éprouvaient sans doute un sentiment d'exaltation à prononcer ce mot clef dans lequel vibrerait pour eux la présence même de l'Être en sa transcendence. Tout le monde s'y est mis : les prêtres contestent, les ouvriers aussi, les [100] enfants des écoles, les agents de police et les infirmières. Ce qui est étonnant, c'est qu'on ait pu se passer aussi longtemps d'un terme assez indispensable pour être devenu aujourd'hui le pain quotidien des uns et des autres, dans l'ordre purement verbal, bien entendu. Comment se fait-il qu'un mot aussi précieux ait pu sommeiller, inaperçu, pendant tant de siècles dans les colonnes du dictionnaire ?

Jusqu'à nos jours pourtant on ne saurait dire que le domaine social comme le domaine intellectuel aient été caractérisés par une soumission passive aux autorités établies. La remise en question des institutions, des principes et des hommes est un phénomène caractéristique de la culture occidentale depuis l'éveil de la Renaissance et de la Réformation. Mais le vocabulaire du non-conformisme mettait en œuvre des termes comme : *opposition, revendication, protestation, discussion, négociation, confrontation, critique, affrontement...* Ces mots, toujours vivants aujourd'hui, ne bénéficient pas du prestige inégalé dont jouit aux yeux de nos contemporains la *contestation*, qui figurait déjà sans éclat dans le vocabulaire des *Femmes savantes* de Molière.

Si l'on tient à définir clairement le sens des mots, j'estime que le terme *contestation* est lié au déploiement de la violence, au libre exercice de la passion qui déparait les rues de Paris, brisait les vitrines, coupait les arbres, incendiait les automobiles et cognait sur le service d'ordre. Dans le domaine du vocabulaire, la *contestation* s'exprime par l'insulte, les huées ; dans l'ordre de la pensée, elle s'affirme par la négation systématique des hommes, des idées, des institutions. La *contestation*, c'est la masse étudiante qui, lorsqu'on essaie de lui adresser la parole, répond « ta gueule ! » et lance des pavés. Telle est du

moins la valeur sémantique nouvelle qui s'est dégagée dans le contexte historique du printemps 1968.

Au cas où l'on entendrait par contestation la critique de l'*establishment* universitaire, je serais le premier à en reconnaître l'utilité. Je n'ai jamais considéré l'institution comme bénéficiant d'une quelconque immunité. J'ai publié en 1964 un essai intitulé *l'Université en question* qui faisait, non sans véhémence, et alors que personne ne bougeait, le procès d'une situation aberrante et intolérable. Ces idées, fondées sur une enquête historique et géographique concernant les institutions universitaires en Occident, j'ai tenté de les répandre en France, par tous les moyens dont je disposais. [101] Il est vrai que mon intervention n'eut aucun succès. Du moins cela me donne-t-il le droit d'exiger qu'on ne fasse pas de moi le défenseur acharné d'un ancien régime que je dénonçais à peu près seul, en un temps où une telle mise en question était considérée comme tout à fait intempestive. Je sais bien qu'il n'est pas bon d'avoir raison tout seul et avant tout le monde, ainsi que suffirait à le prouver l'exemple des membres du Parti communiste qui commirent l'erreur d'être antistaliniens quand leurs camarades ne l'étaient pas, ou encore l'exemple des catholiques de progrès, dont les yeux s'ouvrirent, alors que l'Église de Rome dormait encore paisiblement d'un candide sommeil dogmatique.

Entre ma protestation isolée et la contestation massive d'aujourd'hui, il y avait cette différence que je n'ai jamais songé à dépaver les rues, à rosser les gendarmes et à brûler les automobiles. Mes modestes ressources ne me l'eussent pas permis, et j'ai tout lieu de croire que, si j'avais recouru à ce genre d'argumentation, je me serais rapidement retrouvé en prison, ou plutôt dans l'asile feutré d'un hôpital psychiatrique. A vrai dire, je me figurais que les problèmes universitaires étaient des problèmes intellectuels qui devraient être posés et résolus selon l'ordre de la raison. Si c'est là une erreur ou une faute, je plaide coupable, et je confesse qu'aujourd'hui encore je ne vois pas d'autre issue à la crise qui fait rage autour de nous.

Ce qui caractérise à cet égard le phénomène de la contestation, c'est le bruit et la fureur, l'explosion de haine qui en a été le signe le plus constant. Or la haine n'a pas sa place dans la vie de l'esprit, à quelque niveau que ce soit ; je ne pense pas qu'un homme de bonne foi puisse lui reconnaître une quelconque valeur pédagogique. Ni dans

la vie individuelle, ni dans la vie sociale, et encore moins dans la vie de l'esprit, on ne peut rien construire sur le fondement de la haine.

Si je refuse la contestation, c'est dans la mesure où elle se présente comme le déferlement aveugle de la haine. Bien entendu, je ne suis nullement opposé à un remaniement profond des institutions universitaires, à la suite d'une libre concertation entre les intéressés. Je peux donner ici en exemple ce qui s'est passé pendant l'automne 1968 à la faculté de Philosophie de l'université Laval, et dont j'ai été le témoin direct. Il faut dire que cette faculté, très traditionnelle dans son esprit et dans ses structures, avait besoin d'une sérieuse [102] remise à jour. Conscients de cette situation, les étudiants demandèrent à en délibérer ; le doyen suspendit les cours pendant trois jours, qui furent consacrés à des séances de discussion et d'étude, avec la participation de certains membres du corps enseignant. Les résultats de ce travail furent consignés dans un document d'une dizaine de pages, qui demandait un certain nombre de changements concernant le régime des cours, le système des examens, mais aussi l'esprit même de l'enseignement, dont il était souhaité qu'il soit débarrassé de toute référence dogmatique à une orthodoxie présumée. Ce cahier des revendications étudiantes fut distribué aux professeurs, qui se réunirent à leur tour, pendant plusieurs journées successives, pour l'examiner et en discuter d'une manière approfondie. Ayant participé à ce travail, je peux attester que l'attitude de ces maîtres ne fut jamais un refus pur et simple, bien que certains d'entre eux fussent mis en cause au plus profond d'eux-mêmes, dans leurs convictions les plus chères, par les vœux des étudiants. Il fut répondu point par point, d'une manière positive et ouverte, aux propositions de réforme. Tout ne pouvait être réglé d'un seul coup ; des négociations s'engagèrent, un comité conjoint fut nommé. La faculté s'était mise en marche vers un ordre nouveau, impossible encore à formuler dans tous ses détails, mais qui devrait se dégager peu à peu de la persévérante collaboration de tous.

J'insiste sur cet exemple parce que, dans ce cas, je me suis trouvé en plein accord avec les étudiants ; j'ai approuvé leurs demandes et je souhaite qu'elles obtiennent satisfaction sur la quasi-totalité des points, y compris les plus importants, ceux qui concernent l'orientation de l'enseignement. Ce qui m'a le plus frappé, ce n'est pas seulement la sagesse des parties en présence quant au fond des choses, c'est aussi la forme, le style de ces échanges de vue. D'un côté comme de

l'autre, personne n'a menacé personne, personne n'a insulté personne ; à aucun moment, la bonne entente générale entre les professeurs et les étudiants n'a été troublée. Pour quelqu'un qui avait vécu la crise française de mai, il y avait là une chance extraordinaire, peut-être liée au bon sens réaliste du peuple québécois. La confiance maintenue, en dépit même de l'opposition des points de vue, c'est la meilleure sauvegarde d'un avenir neuf entre hommes de bonne volonté, bâti d'un commun accord sans que personne ait eu à abdiquer sa dignité.

[103]

Cette histoire québécoise peut paraître assez banale à des esprits mal informés. Elle est malheureusement intraduisible en français de France, par le temps qui court. Le bon sens en son évidence la plus simple atteste pourtant que la voie canadienne est la seule procédure qui puisse mener dans le sens d'un progrès véritable. Il est des temps troublés où les affirmations du bon sens prennent valeur de paradoxes. La contestation est une voie sans issue dans la mesure où, rejetant la confrontation et la négociation, elle ne veut être qu'une œuvre de violence et de haine. Or, de même que la violence appelle la violence, de même la haine, présupposant la haine chez celui qu'elle vise, suscite en lui une haine identique, dans une sorte d'émulation désespérée. Le bon soldat, à la guerre, est celui qui combat l'ennemi sans le haïr ; la vertu militaire n'exclut pas la générosité à l'égard de l'adversaire dans le moment même où on s'oppose le plus fermement à lui. Mais ce sont là sans doute des réminiscences féodales, dont ne s'embarrassent pas les farouches contestataires d'aujourd'hui.

On me citait le cas d'un professeur de l'université Laval qui compte, parmi les nombreux auditeurs de ses cours, certains des étudiants les plus revendicateurs du campus. Ce professeur, esprit original et hardi, se fait écouter dans le calme, même lorsqu'il critique avec force certaines des exigences du mouvement étudiant. Cela prouve, bien entendu, que le professeur en question est un bon professeur, doué d'un ascendant suffisant pour faire réfléchir ceux qui l'écoutent. Mais cela prouve aussi que ses étudiants sont disposés à l'écouter, c'est-à-dire qu'ils ne désespèrent pas de la raison et de la réflexion ; ils admettent la possibilité de positions contradictoires, entre lesquelles peut s'établir un fructueux échange d'idées. Si ces mêmes étudiants étaient venus au cours avec une provision de tomates, d'œufs ou de cailloux, bien décidés à cribler le maître de projectiles dès qu'il aurait ouvert la

bouche, j'ai l'impression que toute la raison du professeur, toute sa sagacité auraient été impuissantes, comme il est arrivé dans le cas de ses collègues français. Tout ceci signifie que l'université Laval, à l'automne 1968, était encore une université, et non pas une jungle idéologique où chaque conscience recherchait la mort de l'autre. Il s'agit là encore d'une évidence, mais que les étudiants de France et certains de leurs professeurs auraient intérêt à méditer à loisir.

[104]

La contestation, c'est l'art et la manière de dire non, avec des mots, avec des imprécations, avec des pavés, sans autre volonté que de faire échec à toute intention positive. Telle qu'elle s'est exercée en France, et continue de s'exercer à l'heure actuelle, en l'absence de toute réaction adaptée de la part de ceux qu'elle vise, on peut dire qu'elle équivaut à une forme particulièrement efficace de sabotage. Sur un mode plus aimable, on peut évoquer ici le célèbre duo de *Robert le Diable* qui avait assuré la réputation musicale de Tartarin parmi la bonne société de Tarascon. Dans le salon du pharmacien Bézuquet, la plus jolie voix féminine de la ville chantait le rôle de la touchante héroïne dans une scène pathétique. Fièremment campé sur ses courtes jambes, l'illustré Tarasconnais lui donnait la réplique pour la partie masculine, laquelle se réduisait à répéter un certain nombre de fois le seul mot « non », mais avec une conviction si entière, avec une générosité virile telle que toutes les dames de Tarascon en étaient émues jusqu'aux larmes.

Je sais bien qu'on pourrait m'objecter ici la parole de Méphistophélès dans le *Faust* de Goethe : « Je suis l'esprit qui toujours nie, mais qui pourtant contribue à faire le bien. » Je demande à voir, car une idée aussi traditionaliste et contre-révolutionnaire que celle de « faire le bien » ne peut que paraître du plus haut comique aux barbous de la contestation, fervents de la Série Noire plutôt que de la Bibliothèque Rose, qui faisait les délices de leurs bourgeoises mamans. Ceux qui ont suivi les discussions engagées entre les professeurs et les leaders extrémistes, seuls capables de faire entendre leur voix dans le tohu-bohu de la contestation, ont pu observer l'impossibilité de dégager des clameurs confuses des rebelles un véritable programme, ou même seulement quelques indications positives. Le « Conseil étudiant » de Strasbourg, entité multiforme et mystérieuse, sans chef visible, refusait obstinément de s'engager sur quelque point que ce soit et formu-

lait d'un jour à l'autre, sans crainte de se démentir, des exigences contradictoires. La « révolution » étudiante s'y affirmait à l'état pur comme une création continuée de points de vue divergents sans autre lien entre eux que celui de l'extrémisme. Le souci essentiel des animateurs était de refuser toute prise, de s'opposer par tous les moyens à ce qu'aurait pu être un commencement de dialogue véritable. Jamais les étudiants n'acceptèrent d'élire des délégués qui les représenteraient pour discuter avec des [105] représentants du corps professoral. La fiction de la « démocratie directe » exigeait que toutes les délibérations aient lieu avec la participation de la totalité des intéressés, ce qui rendait pratiquement impossible tout travail réel.

Sans doute, aux yeux des contestataires, dire « oui » sur quelque point que ce soit aurait été se laisser prendre au piège d'une parole donnée. La force d'un « non » obstiné, c'est qu'il interdit absolument un progrès quelconque, maintenant une situation d'affrontement pur et simple, qui exaspère les passions de part et d'autre, en perpétuant ainsi une tension qu'il ne faut pas laisser retomber. Un premier « oui », ouvrant une négociation, aurait engagé les leaders dans la voie d'une collaboration, qu'il leur importait par-dessus tout de rendre impossible, car elle impliquait la reconnaissance de ceux avec lesquels on se serait trouvé désormais en état de dialogue. Se cantonner dans le non, c'est garder toutes ses chances, en niant purement et simplement l'existence d'autrui.

Il est un âge de la petite enfance, lorsque s'achève le premier apprentissage du langage, vers trois ou quatre ans, où l'être humain, sur le chemin de la conscience de soi, découvre la vertu du non. Grâce à ce merveilleux petit mot, l'enfant s'aperçoit qu'il peut faire opposition à toutes les sollicitations des parents ou des aînés. En dehors de tout motif valable, pour le plaisir, en quelque sorte, de manifester son libre arbitre tout neuf, le petit être met en œuvre, pour l'exaspération de l'entourage, ce moyen magique de faire valoir son autonomie. *Sic volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas*. Les psychologues savent heureusement qu'il s'agit là d'une phase passagère dans la constitution de la personnalité. Le refus, l'objection, l'opposition n'ont de sens et de valeur que dans la mesure où ils se réfèrent à une volonté positive et constructive. Le non ne peut être fécond que s'il s'annonce comme la contrepartie d'un oui, d'une affirmation créatrice en laquelle s'accomplit la vocation authentique de l'être humain. La négation négative, le



néguvisme, est une forme de perversion dont on ne peut méconnaître le caractère pathologique.

Sans doute la contestation relève-t-elle à ce niveau d'une psychologie des profondeurs. On peut songer ici au soldat romain, lors de la prise de Syracuse, qui tue Archimède plongé dans ses calculs, ou encore au S.S. qui assomme le savant juif abhorré, situations qui ne sont pas sans analogie [106] avec celle de l'étudiant révolté qui vocifère des injures pour interdire le cours du professeur. Le soudard n'a pas l'intention ni les moyens de calculer mieux qu'Archimède, le militant nazi ne prétend nullement rivaliser de savoir avec l'intellectuel qu'il piétine. Mais sans doute s'agit-il, dans des cas de ce genre, d'une forme extrême de ressentiment ; le déchaînement de la brutalité nue implique une sorte de revanche contre des valeurs dont on se sent soi-même indigne, et dont on croit se libérer en les annihilant. Il y a une joie secrète et puissante dans le sacrilège, sans doute la même joie qu'éprouvent ceux qui, dans des épisodes révolutionnaires, violent des religieuses.

On reconnaît ici certains aspects du phénomène auquel les Allemands ont donné le nom de *Schadenfreude*, le plaisir de détruire pour détruire, qui s'est manifesté en divers endroits et à diverses reprises lors des événements de mai. La contestation à son paroxysme s'épanouit en désordre radical ; elle casse les vitres avec d'autant plus de satisfaction qu'elle n'aura pas à les payer et se fait une fête de narguer l'ordre bourgeois en démolissant le matériel. Il y a quelque chose de commun entre les frénésies destructrices qui s'en prenaient aux meubles, aux installations, aux archives et cette autre frénésie négative qui s'en prenait aux hommes, aux idées, aux institutions, pour transformer l'université en une table rase, ou plutôt en une terre brûlée.

Pour éclaircir les idées, on pourrait évoquer la notion de *critique*. La critique se donne, elle aussi, comme un exercice d'apparence négative ; elle met en question les pensées et les œuvres avec l'intention de rectifier, de reprendre, de contredire ou de réfuter. Mais sous ces dehors d'opposition résolue, la critique est un art positif ; elle s'inspire d'un ordre de valeurs qui justifient ses jugements. La critique d'art ne prétend pas détruire l'activité artistique, la critique littéraire n'est pas une entreprise de destruction de la littérature. Bien au contraire, la critique doit aider celui-là même auquel elle s'applique à prendre une plus exacte conscience des significations et implications de son œu-

vre ; même une critique malveillante ou résolument hostile peut être précieuse à son apparente victime en lui dévoilant des insuffisances méconnues ou des lacunes de ses travaux.

Ainsi la critique implique une collaboration véritable, peut-être même une sympathie en dépit des tensions. Encore faut-il que le critique ait une formation suffisante pour lui [107] donner une compétence qui fasse de lui, aux yeux de l'auteur, un interlocuteur valable. Il en serait de même dans l'ordre de la critique religieuse ou de la critique politique ; l'injure, la violence demeurent sans effet ; il faut s'être rendu capable de traiter en quelque manière d'égal à égal avec l'auteur, avec le système considéré. La critique intellectuelle de Bayle, la critique exégétique de Richard Simon, la critique politique de Marx, la critique littéraire de Sainte-Beuve, la critique philosophique de Nietzsche demeurent des monuments dans l'histoire de la pensée. La seule énumération de ces grands noms suffit à attester la positivité fondamentale de l'entreprise critique. En prenant pour matière de ses réflexions la pensée ou l'œuvre d'autrui, le critique s'efforce de promouvoir l'avènement de la vérité dans la communauté des hommes. Autrement dit, lors même qu'il paraît faire profession de penser *contre*, le critique pense *avec*, c'est-à-dire qu'il pense *pour*. Il n'est pas rare de sentir percer, chez les meilleurs, une sorte de respect pour celui-là qu'ils honorent en l'attaquant.

Si l'on définit ainsi les choses, il est clair que la situation de l'Université moderne offrait à la réflexion critique une matière privilégiée. La critique de l'Université est un cheminement vers la reconstitution d'une université digne de ce nom. Encore faudrait-il qu'elle soit faite en connaissance de cause et dans l'intention de servir la vérité. Il ne s'agit donc pas de contestation pure et simple, ni surtout de cette contestation pour la contestation qu'on a vue se développer un peu partout. Il faut signaler en particulier le thème de la *contestation globale*, l'une des armes les plus efficaces dans l'arsenal de la rhétorique étudiante. En face d'une mise en demeure précise, d'une invitation à la discussion, à la collaboration, on se dérobera en disant qu'au bout du compte les problèmes universitaires sont de faux problèmes, ou du moins des problèmes sans intérêt. L'Université en effet demeure nécessairement solidaire de la société au sein de laquelle elle s'est développée, et dont elle a tiré toutes ses déformations congénitales. Dès lors le combat universitaire n'est pas un combat dans l'université et

pour l'université, mais une simple opération de harcèlement dans la lutte finale contre les institutions sociales en leur ensemble. Une fois l'hydre capitaliste abattue, toutes les questions concernant le système d'enseignement se trouveront résolues par surcroît.

[108]

Face à la revendication totalitaire de la contestation globale, le représentant de l'université n'a rien à dire. Son témoignage est récusé par avance puisqu'il se comporte, qu'il le veuille ou non, en « valet du capitalisme ». Quant au « contestataire global », son jeu se réduit à paralyser autant que faire se peut le fonctionnement d'une institution condamnée, en profitant de la faiblesse d'une organisation libérale, qui ne s'était jamais senti de vocation spéciale pour participer à la lutte des classes du côté des puissances d'argent et des exploiters des masses laborieuses. Dans cette perspective, en tout cas, l'agitation étudiante est une agitation pour rien ; son effet le plus sûr est de démoraliser ceux qu'elle vise grâce à une petite guerre où l'agresseur se trouve toujours hors d'atteinte de sa victime.

D'autres formes de contestation se situent sur le plan intellectuel, accordant au moins cette concession à l'Université de prendre au sérieux ce qu'elle enseigne, ne fût-ce que pour le détruire. Pendant ces derniers temps, l'idée s'est affirmée en Allemagne d'une « université critique », laquelle se proposerait d'être une contre-université. Les promoteurs de ce projet supposaient en principe que l'institution établie, dont les professeurs en place étaient en quelque sorte les propriétaires abusifs, ne pouvait enseigner que l'erreur. Elle devait donc être complétée et compensée par une université seconde, appelée à redresser à mesure les illusions et falsifications de l'enseignement officiel. On procéderait donc à une mise en accusation des maîtres et de leurs cours, ce qui alimenterait le programme quotidien de l'université parallèle. De jeunes assistants, gagnés aux idées nouvelles, et se considérant comme les victimes de l'ordre établi, devaient assurer la liaison entre l'erreur et la vérité, assumant la tâche pénélo péenne de détruire la nuit ce qu'ils avaient affirmé pendant le jour.

Je ne sais ce qui est advenu de ces universités critiques en terre germanique. Mais on m'a assuré qu'un projet du même genre avait été esquissé à Strasbourg, avec le concours de certains enseignants, doués sans doute d'une aptitude particulière à jouer sur les deux tableaux. Je

me suis même laissé dire qu'un jeune assistant récemment choisi, sur sa demande, et qui ne devait prendre ses fonctions qu'à l'automne, s'était affirmé dès le printemps comme l'un des plus chauds partisans de cette initiative. Il avait sollicité une place dans l'institution, il n'y était pas encore entré, mais il était déjà résolument [109] contre, et sans doute prêt à accentuer les erreurs et les vices du système dans son activité diurne afin de mieux les dénoncer dans son activité nocturne.

À vrai dire, je vois mal la contre-université donner des cours de contre-philologie Scandinave, de contre-physique nucléaire, de contre-droit romain ou encore de contre-anatomie humaine. Ce qui me gêne, dans un pareil dessein, c'est que l'université seconde, ombre portée de l'institution établie, en serait en quelque sorte prisonnière. A quoi bon cette image en miroir d'un modèle dont il vaudrait mieux travailler à redresser les défauts dans la mesure du possible ? C'est ici qu'apparaît au mieux la perversion du sens de l'Université. Celle-ci, en effet, n'est fidèle à sa vocation que dans la mesure où elle est le lieu de la recherche de la vérité par la confrontation des idées et des savoirs. La critique intervient comme l'art de départager les opinions selon la part de vérité qu'elles contiennent. L'idée d'une université de contestation, si elle signifie quelque chose, impliquerait que l'Université proprement dite renoncerait à l'exercice de la fonction critique, ce qu'elle ne peut faire sans se renier elle-même. D'autre part, l'université du Non, condamnée à prendre sans discrimination le contre-pied de son *alter ego*, serait prise au piège d'un pari stupide, empêchée, pour donner libre carrière à sa passion négatrice, de faire entrer en ligne de compte l'exigence fondamentale de vérité qui doit présider à toute communication réelle entre les hommes de culture.

Peut-être touchons-nous ici au fond même du problème de la contestation, avec ce rêve étrange d'une université sans les professeurs, ou plutôt d'une université contre les professeurs. La fonction professorale s'affirme dans sa nécessité au moment même où l'on prétend s'en passer. Les contestataires ont besoin des professeurs au moins pour prendre systématiquement le contre-pied de ce qu'ils affirment, ce qui constitue une preuve par l'absurde de l'existence des maîtres. Les tenants les plus acharnés du pouvoir étudiant découvrent ainsi qu'une université où il n'y aurait que des étudiants ne serait pas une université. Alors, ils concèdent aux professeurs, pris comme otages, le rôle de têtes de Turcs dans le jeu de massacre de la contesta-

tion. Je ne doute pas que certains collègues n'acceptent de jouer ce jeu-là, comme il arrive, dans l'enseignement secondaire, que certains professeurs chahutés, de démission en dérision, finissent par consentir à [110] tenir leur propre rôle dans la farce sinistre dont ils sont les victimes.

*Universitas magistrorum ac scholarium* : l'Université médiévale se définissait elle-même comme la communauté des enseignants et des enseignés. En dehors de cette conjugalité, l'Université perd son sens et sa vocation. La contestation est une tentative de divorce ; elle aboutit à multiplier les griefs réciproques entre ceux que devrait unir le commun service de la vérité et de la culture. C'est pourquoi, dans la mesure même où elle constitue un cas limite, à la manière d'un amour impossible et déçu, la relation étudiant-professeur, telle qu'elle est vécue dans la contestation étudiante, trouverait peut-être sa plus juste formule dans cette définition de certains couples, incapables de vivre ensemble et incapables de vivre séparés : « Ni avec toi, ni sans toi. »

La revendication du dialogue est certes l'une des plus justifiées ; elle souligne l'un des aspects les plus aberrants de l'institution universitaire dans sa dégénérescence française. Car le dialogue est l'essence même de l'enseignement. J'ai donné en exemple le travail critique réalisé d'un commun accord par les étudiants et les professeurs de la faculté de Philosophie de l'université Laval. Je dois ajouter ici que cette faculté compte une centaine d'étudiants et une vingtaine de professeurs, ce qui fait d'elle un domaine privilégié, où tout le monde peut connaître tout le monde, où le contact aisé et quotidien entre les enseignants et les enseignés fait qu'aucun étudiant n'est vraiment livré à lui-même, sinon de par sa volonté expresse. Dans un pareil milieu, où chacun peut aborder chacun, lui adresser la parole et en recevoir réponse, on n'imagine pas l'insulte, la violence, le déchaînement de la fureur qui, pour s'exercer à l'aise, demande les facilités de l'anonymat. La haine implique un certain aveuglement ; elle ne se justifie pas à l'égard de quelqu'un qu'on connaît d'une connaissance familière et dont on a lieu de penser qu'en dépit de ses défauts, et même s'il a d'autres manières de voir que les vôtres, il demeure néanmoins un homme de bonne volonté. Si le dialogue n'a pas été rompu, à la faculté de Philosophie de Laval, c'est parce que le dialogue existait. Dans la situation actuelle des universités, et tout particulièrement en France, c'est là un cas exceptionnel et privilégié.

La rébellion étudiante trouve peut-être ici sa plus profonde justification. Dans le domaine français, l'établissement universitaire était devenu une gigantesque société anonyme, un [111] univers kafkéen où l'étudiant, abandonné à sa solitude dans la masse de ses camarades, pouvait errer indéfiniment sans jamais rencontrer quelqu'un à qui parler. L'immense hall de Nanterre, dressé, dans sa laideur architecturale, au milieu des bidonvilles et des terrains vagues, est le symbole de ce vide du cœur et de l'esprit que figuraient de plus en plus les universités françaises. L'usine à diplômés de Nanterre est un désert d'humanité, une salle des pas perdus, une salle des esprits perdus sans recours, et l'on conçoit que de toutes ces solitudes assemblées, de cette foule solitaire ait jailli l'explosion de la contestation. Celui qui désespère de rencontrer le maître face à face rêve de forcer le destin dans la violence déchaînée des affrontements révolutionnaires.

C'est ainsi que l'accusation se retourne. Il ne suffit plus de dénoncer des meneurs, des fauteurs de troubles. Les enragés de Nanterre ne sont pas responsables de la situation inhumaine à laquelle ils réagissaient par les seuls moyens à leur disposition. Il est d'autres responsables dont on ne parle pas, et qui d'ailleurs sont à l'abri des poursuites judiciaires aussi bien que des manifestations étudiantes. Ce sont les hauts fonctionnaires, les personnages officiels qui ont voulu l'université de masse : ceux qui ont conçu Nanterre, ceux qui ont construit Nanterre, en oubliant l'essentiel, car ils se contentaient de jongler avec les statistiques, de jongler avec les mètres carrés de surface bâtie et les mètres cubes de béton coulé. Je me demande même si, parmi leurs complices, il ne faut pas compter tous les professeurs qui se sont précipités pour occuper les chaires disponibles, tant ils avaient hâte de trouver leur place dans ce paradis parisien, ambition suprême de tout universitaire français digne de ce nom. Ils étaient sur place ; ils pouvaient constater, par expérience personnelle, que Nanterre n'était qu'une caricature de faculté, un Prisunic de la culture. Au lieu de protester hautement contre cette corruption du haut enseignement, ils s'en sont faits les complices en assurant tant bien que mal l'expédition des affaires courantes, comme si de rien n'était. Ils imitaient d'ailleurs en cela leurs collègues de la Sorbonne, de la faculté de Droit et de la faculté de Médecine, qui distribuaient, impavides, un simulacre d'ensei-

gnement, comme s'ils ne voyaient pas l'immense déroute des institutions, battues en brèche par la grande marée démographique \*.

[112]

Administrateurs et professeurs se sont faits délibérément les complices de l'absurde. Par intérêt personnel, par passivité mentale, par manque d'imagination ou de courage, ils ont continué à danser sur le volcan, et bon nombre d'entre eux, aujourd'hui encore où l'éruption s'est produite, ne songent qu'à continuer à tourner en rond comme au bon vieux temps. Il n'y aurait pas eu de révolte étudiante s'il y avait eu d'abord une révolte des professeurs pour la défense de l'université, à laquelle ils appartiennent, contre la perversion catastrophique, dont ils étaient les témoins et les complices. La révolte des maîtres aurait pu être, aurait dû être une révolte de la raison ; cette révolte n'a pas eu lieu ; elle aurait peut-être évité au pays l'insurrection étudiante, qui suscita, pour des motifs tout à fait valables, le déferlement de la déraison.

Il y aurait donc une vérité de la crise de mai, une vérité justifiée dans ses origines mais devenue folle dans l'exaltation de son déchaînement. Et si le corps professoral a été bafoué et vaincu, on peut dire qu'il avait mérité cette humiliation par son incapacité à assumer les responsabilités qui étaient les siennes. La contestation ne serait alors que la forme exaspérée d'une volonté de dialogue qui, ne rencontrant aucun interlocuteur digne de confiance, se replie sur elle-même dans le refus définitif de reconnaître en autrui un authentique *alter ego*. La conscience contestataire se cantonne dans le défi et dans la négation parce qu'elle ne voit pas d'autre issue que de se replier dans le superbe isolement de son insularité, au milieu du désert humain de l'Université.

On a beaucoup parlé de dialogue dans les troubles récents, comme si le mot même de *dialogue* avait la valeur d'une panacée. Et peut-être en effet le chemin du salut serait-il celui qui mène de la contestation au dialogue, à condition de restituer à ce terme la plénitude de sa signification. Le dialogue n'est pas un échange de propos entre des individus quelconques, comme il arrive lorsque des gens se trouvent ras-

---

\* Qu'il me soit permis de renvoyer ce point aux analyses de l'*Université en question* (1964).

semblés chez le coiffeur ou dans un compartiment de chemin de fer. Mais il n'y a pas non plus de dialogue lorsque deux thèses s'affrontent, ou deux argumentations, dont chacune entend seulement s'imposer à l'autre en exerçant sur elle une contrainte physique ou morale, comme dans le cas des disputes conjugales ou des négociations politiques, sociales ou syndicales. Le dialogue alors n'est qu'une sorte de guerre froide, où chacun des interlocuteurs songe seulement à faire triompher ses propres intérêts dans la plus large mesure [113] possible. On n'écoute l'autre que pour le prendre en défaut et on ne lui cède que ce qu'on ne peut pas lui refuser. Certes, un tel dialogue vaut mieux qu'une lutte ouverte, mais il n'en est qu'un produit de substitution ; il ne permet pas l'établissement d'une paix réelle, dans la compréhension et la confiance ; il consacre tout au plus un armistice, dans une situation où les forces en présence se font provisoirement équilibre.

Les discussions, confrontations, négociations de toutes sortes qui ont eu lieu au cours de la crise étudiante n'étaient pas de véritables dialogues, mais des affrontements plus ou moins passionnés dont il n'est pas sorti grand chose. Les plus résolus d'entre les étudiants ont d'ailleurs refusé, et refusent encore, d'élire des délégués, d'élire des représentants qui auraient pouvoir de participer à l'établissement d'un nouvel ordre universitaire. L'essence de la contestation consiste ici à refuser les données du problème et les éléments de solution. Cette attitude négative est souvent jugée avec sévérité ; elle s'inspire sans doute de partis pris politiques extrémistes qui visent à rendre impossible le fonctionnement d'un système quelconque de haut enseignement, en attendant l'instauration d'une société d'un type nouveau, conforme aux vœux plus ou moins utopiques de quelques agitateurs.

Mais, si l'on laisse de côté ces arrière-pensées propres à une faible minorité, il reste que le refus du dialogue, chez la plupart des contestataires, correspondait sans doute à la conscience plus ou moins confuse de l'impossibilité d'un dialogue authentique. Celui-ci implique un véritable désarmement, l'exclusion du mépris et de la haine, et la pleine et entière reconnaissance de l'existence d'autrui. Le dialogue s'établit entre égaux, c'est-à-dire qu'il présuppose, entre personnes d'âge, de rang, de situation sociale disproportionnés, l'établissement d'une égalité de droit et d'estime, dans le respect mutuel. Par opposition au monologue, où chacun se referme sur lui-même dans l'égoïsme de l'amour-propre ou de l'agressivité, le dialogue intervient lorsque ma



parole s'adresse à l'interlocuteur comme à un autre moi-même, qui m'est aussi précieux, aussi sûr et aussi proche que moi. L'espace du dialogue apparaît comme l'espace ouvert d'une existence partagée en laquelle chacun se trouve miraculeusement délivré de soi. Je ne me contente pas de parler à l'autre, je l'écoute, avec parfois ce sentiment étrange, dans la parole partagée, de ne plus savoir si c'est l'autre qui parle [114] ou si c'est moi ; car la parole du dialogue est une parole commune par laquelle chacun des interlocuteurs est pour l'autre le témoin et la preuve de sa propre existence.

Autrement dit, dans l'expérience du dialogue, les interlocuteurs qui s'affrontent n'ont jamais à se demander s'ils sont, l'un par rapport à l'autre, en situation de force ou en situation de faiblesse. Ce qui les rassemble, c'est le sentiment d'une vérité commune, c'est-à-dire d'une obéissance commune qui les dépasse et les absorbe l'un et l'autre. De là le sentiment d'une interdépendance fondamentale qui exclut tout ressentiment d'une dépendance de l'un des deux à l'égard de l'interlocuteur. Il y a dialogue lorsqu'il est question d'une vérité reconnue d'un commun accord comme une recherche de la vérité. Dès lors on dialogue parce qu'on n'est pas d'accord, et en vue de réaliser un accord ; mais on ne dialoguerait pas si d'abord on n'était pas d'accord, si l'on ne communiait pas dès le départ dans une vérité pressentie et qui ne cesse de s'annoncer tout au long du chemin.

Bien entendu, cette évocation de la spiritualité du dialogue à propos des barricades parisiennes de mai, couronnées d'imprécations et de projectiles en tous genres, peut paraître parfaitement absurde. Mais l'insurrection est peut-être le recours ultime de ceux qui ne trouvaient jamais à qui parler, de même que ces canons du XVII<sup>e</sup> siècle, qui se paraient de l'inscription *Ultima ratio regum*. Depuis longtemps, l'université avait cessé d'être un lieu de dialogue ; elle était devenue cet espace immense où des professeurs parlaient tout seuls en présence de masses anonymes. Les étudiants ont fini par faire du bruit, par crier très fort, simplement pour rappeler qu'ils continuaient à exister dans un système qui les ignorait. Telle est sans doute la signification profonde du procès fait au cours magistral. Les insurgés, avec des maladresses parfois touchantes, ont voulu prendre la parole et la garder pour eux, comme si le monologue des étudiants avait en soi une valeur plus haute que le monologue professoral. Ainsi en sont-ils venus à une erreur symétrique et complémentaire de celle de leurs maîtres.

La contestation, le non pour le non, c'était peut-être le moyen désespéré, et improvisé, de faire admettre dans une université aberrante l'existence de ces étudiants qui avaient été réduits à des données numériques dans les statistiques du Ministère et des Rectorats.

Un épisode fameux de l'histoire romaine montre la plèbe, mécontente de son sort et se retirant sur l'Aventin. En [115] rompant ainsi la communauté traditionnelle, l'un des éléments de l'État entendait faire reconnaître sa place dans un ensemble solidaire. Peut-être est-ce là le sens le plus respectable de la crise de mai, dans sa confusion et ses contradictions, un sens dont bon nombre des agitateurs et barricadiers en tous genres ne pouvaient avoir une claire conscience, et que refusent encore les plus enragés.

Une telle interprétation, somme toute optimiste, du phénomène de la contestation, fournit peut-être des éléments de solution. Les syndicalistes, spécialistes des conflits sociaux, disent qu'il faut savoir finir une grève, faute de quoi, en s'éternisant, elle pourrit, elle se démoralise, elle sombre dans le nihilisme de la lassitude et de l'absurdité. Il faut savoir mettre fin à la saison de la contestation. Mais cela n'est possible que dans la mesure où seraient créées les conditions d'un dialogue authentique.

Il ne s'agit plus, dès lors, de demander que les étudiants reviennent à la raison, qu'ils laissent au vestiaire les pavés et les imprécations. Si l'on admet la légitimité fondamentale de la revendication étudiante, non sans doute dans la lettre de ses multiples exigences, mais dans l'esprit de sa protestation contre une situation insupportable et absurde, alors un désarmement multilatéral ne suffit pas. Chacun des camps en présence demeurant sur ses positions, il ne pourra s'agir que d'un armistice en attendant de nouveaux conflits.

Autrement dit, pour que soient abolies les conditions de la contestation, il faudrait raser la cité concentrationnaire de Nanterre, ou peut-être la transformer en prison modèle ou en hall de montage pour avions supersoniques. Ce serait là reconnaître les erreurs passées ; et non pas, diaboliquement, y persévérer. Supprimer Nanterre, cela voudrait dire également respecter, dans les institutions universitaires, l'échelle humaine, refuser la prolifération cancéroforme des masses étudiantes où l'individu se perd, alors qu'il était venu aux hautes études pour se trouver lui-même. Il ne suffit pas de limiter les dimensions

de chaque établissement ; il faut encore le constituer de telle manière que le dialogue y soit possible entre maître et étudiants. Une faculté, un institut, un département doivent être des lieux de rencontre et non des champs de bataille où l'on se hait d'autant plus aisément qu'on ne se connaît pas. Personne ne sait aujourd'hui que lorsque fut construite l'actuelle Sorbonne, à la fin du siècle dernier, elle était prévue pour quelques centaines d'étudiants, qui pouvaient [116] effectivement y tenir à l'aise. Que faut-il penser des autorités de toutes espèces qui ont contemplé avec un sourire béat la montée des effectifs sans prendre aucune mesure efficace pour loger tout ce monde ?

Le renoncement à l'université *no man's land* implique aussi la constitution d'un corps professoral à la mesure des effectifs estudiantins. S'il existe un professeur pour 50 étudiants, ou pour 30, on n'a pas affaire à une université digne de ce nom, le rapport du nombre des maîtres au nombre des étudiants dans l'enseignement supérieur devant être de l'ordre de 1 pour 8 à 10. Et la solution ne saurait consister, pour camoufler d'irrémédiables déficits, à transformer hâtivement en « enseignants » des étudiants un peu plus avancés que leurs camarades. De tels procédés d'urgence peuvent avoir leur utilité sur le plan pédagogique pour dégrossir les commençants ; mais les moniteurs et instructeurs ainsi fabriqués en série ne sauraient entrer en ligne de compte lorsqu'il s'agit de la fonction magistrale. La multiplication inconsidérée des assistants a eu pour effet de créer un prolétariat intellectuel qui a tenté de profiter de la révolte étudiante pour imposer sa loi, puisqu'aussi bien la loi de l'université de masse est la loi du nombre.

L'université authentique ne saurait se satisfaire de professeurs au rabais ; elle a besoin d'un corps professoral nombreux et éclairé, qui possède, en dehors même de sa compétence scientifique particulière, un haut degré de conscience professionnelle et une véritable vocation universitaire. La fin de la contestation, le passage de la contestation au dialogue présupposent non seulement le retour des émeutiers à la raison, mais aussi la conversion du corps professoral aux valeurs fondamentales de l'Université qui lui sont jusqu'à présent, dans la majorité des cas, demeurées étrangères. Cet aveuglement des maîtres explique sans doute leur défaite rapide et totale lors des événements de mai. Satisfaits du désordre établi, ils ont été dépassés, balayés par l'émeute ; bon nombre d'entre eux n'ont trouvé d'autre ligne de regroupement

que les directives de syndicats politisés dont la seule ambition fut de profiter de l'occasion pour démolir le gouvernement du pays et susciter une révolution sociale. L'intellectuel se nourrit volontiers de chimères et se fait des illusions sur son propre pouvoir.

Cette réaction politique d'une partie du corps professoral avait l'avantage d'éviter aux intéressés de prendre conscience [117] de leurs propres responsabilités. En se persuadant que c'était « la faute à de Gaulle », ils se berçaient de la flatteuse certitude qu'ils n'y étaient pour rien, préservant ainsi leur confort intellectuel. Depuis longtemps, je réclamaï la conversion des universitaires à l'Université. Je commence à me demander si le bruit et la fureur de la contestation auront été plus efficaces que ma voix isolée pour mettre enfin mes chers collègues dans le droit chemin. Il faudrait être parfaitement stupide pour imaginer une solution quelconque à la crise présente, imposée par la magie d'un règlement ou l'intervention providentielle d'un Grand Sorcier, sans la collaboration consciente et efficace des intéressés eux-mêmes. L'Université de demain, comme celle de jadis, sera l'*universitas magistrorum ac scholarium*, elle sera l'Université du dialogue, — ou elle ne sera pas.

[118]

[119]

**La nef des fous. Université 1968.**

## 8

# HAPPENING ET LIBERTÉ

[Retour à la table des matières](#)

Au cours de l'hiver 1967-1968, un de mes collègues, sociologue, proposa à ses étudiants comme thème de réflexion « l'interdit ». Le sujet fut traité par une jeune fille laquelle se borna à déclarer que la question était intraitable : « Comment pouvons-nous parler de l'interdit, puisque tout est interdit ; les étudiants n'ont aucun droit et se heurtent partout à des tabous qui répriment la libre expression de leurs désirs, de leurs sentiments et de leurs volontés... »

Le professeur objecta que la manifestation d'opinions de cet ordre était la meilleure preuve de l'existence d'un régime libéral. Sous un régime autoritaire ou totalitaire, personne n'ose se plaindre de quoi que ce soit. Affirmer librement que l'on n'est pas libre, c'est attester que l'on jouit de la liberté.

Naturellement, la demoiselle en question ne fut pas convaincue ; elle continua à se croire victime des horribles pressions et répressions sociales, et prisonnière d'un univers qui ne reconnaît pas l'infinie valeur des aspirations adolescentes. Cet incident minime préfigure ce que devait être quelques mois plus tard la révolte des étudiants en son exigence la plus extrême. Eux aussi s'insurgeaient au nom de la liberté — et par exemple ils ont maintes fois dénoncé l'attitude criminelle de la police qui, au lieu de les laisser paisiblement dépaver le Quartier latin, couper les arbres, briser les vitrines et entasser les automobiles les unes sur les autres, se permit d'intervenir contre les barricades... après avoir patiemment assisté à leur construction. Seule la sauvagerie des forces de l'ordre était responsable de l'émeute, la police n'avait qu'à laisser messieurs les étudiants mettre en œuvre leur liberté créatrice sans intervenir contre eux.

[120]

Une telle conception de la « liberté » peut surprendre ceux qui sont habitués à admettre que la liberté des uns ne doit pas empiéter sur la liberté des autres, porter atteinte aux biens privés et publics ni troubler l'ordre commun. Pour les émeutiers, la liberté était une valeur absolue, une aspiration totalitaire à la satisfaction de toutes les exigences.

C'est un fait que le concept de liberté subit aujourd'hui une mutation intrinsèque. L'Europe politique et morale qui s'était construite depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Europe libérale, avait certes reconnu dans la liberté une des valeurs fondamentales de sa culture. C'est au nom de la liberté que s'étaient dressés les insurgés des colonies anglaises d'Amérique, c'est pour la liberté que se battaient les soldats de l'an II. Mais en ce temps, le thème de la liberté était lié à celui des droits de l'homme et du citoyen, qui demeurait solidaire d'un sens aigu des responsabilités civiques. L'exercice des libertés individuelles se situait dans le cadre communautaire de la vie nationale, et il était bien entendu que la liberté de chacun trouvait sa limite dans la liberté d'autrui. La liberté démocratique et bourgeoise est réglée par la loi, qui la soumet aux clauses restrictives de l'intérêt général. Nul n'imaginait que la liberté fût le droit reconnu à n'importe qui de faire n'importe quoi. La morale puérile et honnête enseignait : « Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît. » Un penseur respectueux de la liberté souveraine de la personne humaine, comme l'était Emmanuel Kant, demandait à l'agent moral que le principe de son action, purgé de toute

intention égoïste, pût inspirer également l'activité de tout être raisonnable.

Ces conceptions apparaissent aujourd'hui complètement démodées. On a découvert que la notion de loi, dans l'ordre politique ou moral, constitue une limitation inadmissible imposée au déploiement de la spontanéité individuelle. Il y a dans chaque être humain une possibilité d'affirmation créatrice, que la société s'évertue à réprimer par tous les moyens, afin de produire en série des individus coulés dans le même moule, substituables les uns aux autres et manipulables au gré des puissants du jour. La pédagogie, au lieu de contribuer à l'expansion de la personnalité, n'est qu'un instrument de répression et de suppression de l'authenticité humaine, déformée et niée dans son principe dès l'âge le plus tendre. De même, la raison, avec son arsenal de normes, a pour but d'empêcher les hommes de penser librement. Pour faire [121] naître une culture nouvelle, riche, variée et passionnante, il suffirait donc d'enlever les obstacles et de donner enfin la parole à ces voix que l'on a systématiquement empêchées de s'exprimer jusqu'à nos jours.

Ce nouvel humanisme, cet humanisme de la non-pédagogie, donne dès à présent les résultats les plus prometteurs. La psychanalyse nous a appris le danger des refoulements et des traumatismes, si fréquents dans l'éducation traditionnelle, où l'on n'hésitait pas à imposer par la violence, et au besoin par des coups, des disciplines susceptibles de perturber le libre développement d'une vie, ou même de le fausser complètement. La non-intervention permet au contraire à l'être humain d'évoluer selon sa nature, de la manière la plus harmonieuse. Pareillement la suppression de l'apprentissage, à l'école, par voie d'autorité, d'une vérité préfabriquée, assurera l'immaculée conception d'un savoir d'un type neuf, dont l'humanité, jusqu'à présent asservie à ses traditions, ne pouvait même pas concevoir l'idée.

Je connais un jeune ménage, acquis aux idées nouvelles, qui élève ses enfants selon les principes de la plus complète liberté. Ces charmants bambins, âgés de trois à huit ans, peuvent déployer leurs activités sans la moindre contrainte. Tout au plus leur confie-t-on parfois, en termes mesurés, que certains comportements sont peu souhaitables ; l'effet de ces suggestions demeure pourtant très relatif, si bien que le domicile familial apparaît au visiteur ahuri comme ravagé par un perpétuel ouragan, que ponctuent hurlements et bagarres. Si entière

que soit la liberté des enfants, il y a pourtant un moment où elle se heurte à sa propre limite. Un jour où je dînais chez les amis en question, ce moment fut celui où une charmante petite fille, histoire sans doute de rappeler sur elle une attention qui la négligeait, entreprit gravement d'empiler des assiettes sur mon crâne. La maîtresse de maison se trouva obligée d'intervenir pour que l'aimable enfant exerce selon d'autres voies sa spontanéité créatrice. Bien entendu, cette intervention parentale, longtemps différée, n'en fut que plus traumatisante pour l'intéressée ; car, s'il est interdit d'interdire, toute interdiction est également oppressive et inadmissible.

J'ai le plus grand respect pour les pédagogues de la pédagogie non directive, en lesquels je verrais volontiers des mages ou des illuminés, champions d'une idée vraie qui, livrée à elle-même et poussée jusqu'à sa limite, devient [122] complètement folle. *Corruptio optimi pessima*, disait-on au temps où on forçait encore les enfants à apprendre le latin ; la meilleure intention peut tourner au désastre. Le pédagogue non directif est un homme parfaitement respectable, mais dangereux au plus haut point. Et d'abord parce qu'il entreprend de me convaincre de la vérité de sa doctrine grâce à une argumentation en bonne et due forme. Or la démonstration rationnelle est bien la forme la plus tyrannique de directivité. Que penser d'un individu qui prétend m'imposer par contrainte mentale l'idée qu'il ne faut contraindre personne ?

La pédagogie non directive a d'ailleurs été pratiquée en différentes circonstances, et dans toute sa rigueur, soit en vertu d'initiatives délibérées, soit par la force des choses. Hérodote rapporte qu'un roi d'Egypte, désireux de découvrir quelle était la langue originaire de l'humanité, fit élever des enfants en dehors de tout contact direct avec des éducateurs quelconques. Les bébés en question finirent par bafouiller quelques onomatopées, dont l'honorable pharaon tira les conséquences les plus favorables à ses présupposés. L'expérience demeurerait pourtant insatisfaisante, dans la mesure où les enfants en question, s'ils n'avaient pas été victimes de pédagogues répressifs, avaient du moins reçu leur nourriture de parents nourriciers. Or cette présence humaine, même silencieuse, exerçait encore sur les sujets en expérience une pression contraire à l'idéal de la non-directivité.

Si l'on s'en tient fidèlement à cet idéal, il est clair que tout être humain devrait pouvoir se développer librement dans un espace vital radicalement purgé de la présence de ses semblables. Dès qu'un autre



est là, je ne suis plus libre ; à défaut même de parole, son simple regard me persécute, il équivaut à un acte d'agression contre ma propre authenticité. Devant le regard de l'autre, je me sens de trop, enseigne la sagesse de Sartre. L'ennui est pourtant que, dans l'histoire de ma vie, ce n'est pas moi qui ai commencé, ce sont les autres, je veux dire mes parents, dont la directivité initiale m'a jeté dans ce monde sans me demander mon avis. Freud nous a révélé le rôle immense que joue, dans la vie de tous les hommes, le ressentiment contre les parents. Cette révolte trouve ici sa source et sa justification dans le fait que nous ne nous sommes pas donné l'être à nous-mêmes, par un acte de libre spontanéité. Le problème acquiert ici une dimension ontologique et théologique. La responsabilité [123] remonte en effet de génération en génération jusqu'au premier homme, lequel apparaît lui-même comme la victime de la directivité de Dieu. La mise à mort de Dieu, réclamée légitimement par les bons auteurs, ne suffit même pas à résoudre le problème. Le cycle infernal des engendremens se poursuit et, chaque enfant, en tuant son père, selon les prescriptions du docteur Freud, doit recommencer à tuer Dieu pour son propre compte. Malheureusement, là encore, la question n'est pas réglée : ce n'est pas parce qu'on a tué son père qu'on cesse d'être le fils de son père. Peut-être même l'est-on d'autant plus.

Il y a donc quelque chose de désespéré, dès le principe, dans le combat des apôtres de la non-directivité. Peut-être même leur apostolat n'est-il qu'une manière plus subtile de lutter contre leurs propres pères, — je veux dire non seulement le père selon la chair, mais aussi le père selon l'esprit, c'est-à-dire le théoricien génial qui leur a imposé, sous la contrainte de la persuasion, le dogme de la non-intervention pédagogique. On dira peut-être que j'exagère. Mais un examen attentif de la littérature de la rébellion étudiante en matière d'enseignement montrerait sans peine l'influence directe ou indirecte de fantasmes qui tournent autour du paradoxe que je viens d'exposer.

Au surplus, il existe en fait un certain nombre de cas bien connus aujourd'hui d'éducation non directive. Les conditions de l'expérience ont été réalisées par les circonstances naturelles dans le cas des « enfants sauvages » d'Europe ou des « enfants-loups » de l'Inde. Il s'agit de jeunes enfants abandonnés ou enlevés, qui ont réussi à survivre en dehors de tout contact avec le milieu humain, nourris par des loups ou encore parvenus à se débrouiller par leur propre industrie. Aucune

contrainte pédagogique n'a pesé sur leur développement ; ils incarnent le plus haut accomplissement d'une individualité indemne de toute oppression sociale. Le moins que l'on puisse dire est que les résultats de cette immaculée conception pédagogique ne sont pas particulièrement convaincants. En ce qui concerne les enfants-loups, dont quelques exemplaires ont pu être étudiés de près, c'est un fait que, élevés par des loups, ils ont subi la contrainte de leurs parents adoptifs. Ils sont devenus des loups, ou plus exactement, sans devenir des hommes, ils n'ont pas réussi à se transformer en des loups dignes de ce nom, tout de même qu'un jeune chimpanzé, élevé à la manière [124] humaine, ne sera jamais qu'un pseudo-chimpanzé en même temps qu'un pseudo-être humain.

Quant aux enfants sauvages, le plus célèbre d'entre eux fut le sauvage de l'Aveyron, recueilli dans les bois de l'Auvergne, et étudié de manière exemplaire par un pédagogue français de l'époque révolutionnaire. Il s'agissait d'un enfant perdu ou abandonné, qui s'était maintenu en vie par ses propres moyens pendant un certain nombre d'années jusqu'au moment de sa capture. Cet exploit extraordinaire n'avait pourtant pas fait de lui un homme exemplaire. En dépit des soins assidus et éclairés qui lui furent prodigués, il demeura jusqu'à sa mort non pas un surhomme, mais bien plutôt un sous-homme, incapable d'apprendre le langage, incapable aussi d'adopter un comportement adapté à l'existence sociale. Son tuteur le représente sous les espèces d'un idiot congénital, comme si ses facultés, bien loin de profiter de la totale liberté dont elles jouissaient, s'étaient au contraire bloquées à un niveau très bas de développement, dont aucune intervention ultérieure ne parvint à les faire sortir.

On objectera peut-être que l'honorable éducateur à qui fut confié le sauvage de l'Aveyron ne bénéficiait pas des lumières de la pédagogie non directive. Son erreur fut de prétendre imposer à son pupille l'apprentissage du langage avec sans doute l'espérance absurde de le nourrir ensuite du bagage de connaissances suspectes que dispense l'école primaire. Les onomatopées, les grognements primordiaux du jeune homme des bois étaient sans doute chargés d'un message poétique et libérateur que ne sut pas déchiffrer son mentor. Il eût fallu renverser les rôles, en vertu d'une éthique résolument surréaliste, et faire du sauvage de l'Aveyron l'instituteur d'un genre humain régénéré, retrouvant enfin le chemin perdu de l'authenticité naturelle. Le seul in-

convénient de cette hypothèse est que, une fois admis le dogme de la non-directivité, on ne voit pas pourquoi il ne s'appliquerait pas à l'enfant sauvage lui-même. L'école du sauvage est encore une école. Si l'on décide de brûler les écoles, il faut aussi brûler celle-là.

L'inconvénient de la pédagogie libertaire, c'est qu'elle est encore une pédagogie, et par là elle se nie elle-même dans son principe. Il est sans doute contraire aux libertés essentielles de la personne humaine que le maître ou la maîtresse, profitant de son âge plus avancé et de l'appareil répressif formidable de l'institution scolaire, impose à des enfants innocents l'idée [125] que B allié à A donne BA, ou que deux et deux font quatre. Il y a là une violence qui agit par intimidation, aliénant ainsi à jamais l'imagination et le jugement dès l'âge le plus tendre. Pourquoi B, d'ailleurs, et A ? pourquoi 2 et 4 ? pourquoi ces signes arbitraires, ainsi privilégiés au détriment de tous les autres signes possibles, que chacun pourrait former et unir au gré de sa fantaisie ? On peut voir dans la remise en question des plus humbles débuts de l'instruction l'annonce d'une libération glorieuse de l'espèce humaine, dont chaque représentant, sans distinction d'âge, de sexe ou de race, retrouverait, après une oppression millénaire, la libre disposition de soi.

J'ai suivi l'autre jour à la télévision canadienne un cours donné sous les auspices de l'université de Montréal par un jeune sociologue récemment importé de France. J'ai oublié le nom de ce garçon, mais il fera sûrement parler de lui, car il m'a paru particulièrement doué pour illustrer l'honorable corporation à laquelle il appartient. Le thème de l'exposé, un peu inattendu à première vue, était la pédagogie du *happening*, ou le *happening* comme méthode pédagogique. Chacun sait que le happening est la forme moderne de la libération du théâtre, jadis accablé par les servitudes de l'institution sociale, du texte et de la mise en scène. Le théâtre en liberté sera la libre improvisation d'un jeu où les acteurs comme les spectateurs pourront exprimer sans aucune contrainte leur spontanéité créatrice. Le professeur expliqua que cette forme théâtrale des temps nouveaux, qui offre à tout un chacun la plénitude du défoulement total, a dès à présent bouté hors de France le théâtre traditionnel. Seuls quelques attardés fréquentent encore les derniers refuges du répertoire, où se donnent des pièces qui ont un auteur et un texte, un commencement et une fin, des comédiens et un public. Tout cela est dès à présent virtuellement balayé, périmé ; le

peuple français, le plus intelligent du monde, ne veut plus entendre parler que du happening. Le jeune maître confia d'ailleurs aux télé-spectateurs qu'il participait personnellement, de manière régulière, à des célébrations de cet ordre. Sans doute pressé par le temps, l'orateur omit de révéler que le fin du fin, en matière de happening, où l'on vise à se libérer de tous les interdits, finit régulièrement par graviter autour de l'érotisme ou de la scatologie. En effet, la culture bourgeoise répressive et oppressive confine ces activités, pourtant essentielles, dans le domaine de la vie [126] la plus privée ; si bien que le message libérateur du happening atteint à sa destination la plus haute lorsque les participants se mettent à faire l'amour ou à faire caca devant tout le monde, pour autant du moins que le gouvernement réactionnaire n'envoie pas sa police mettre fin à ce genre d'exercices.

La découverte personnelle du sociologue en question était que seul le happening, transformé en méthode pédagogique, avait la vertu révolutionnaire indispensable pour réveiller l'école du sommeil dogmatique où l'entretient l'oppression des maîtres, qui se servent de la méthode d'autorité pour abuser d'une jeunesse sans défense, accablée de cours magistraux et d'examens traumatisants. La salle de classe, cessant de végéter dans une torpeur grisâtre, devient une merveilleuse aire de jeu où chaque personnalité s'éveille librement à ce qu'elle est. Pour que s'accomplisse ainsi le déploiement des spontanités créatrices, le maître renonce bien entendu à toute prérogative, à tout pouvoir de direction et de contrôle. Je n'ai pas très bien compris pourquoi on ne le renvoyait pas tout simplement chez lui, afin d'être assuré qu'il ne fera pas obstacle, malgré tout, à la joie générale. Le terne emploi du temps de naguère cède ainsi la place à la célébration d'une fête perpétuelle où chacun n'obéit plus qu'à l'exigence profonde de ses impulsions, lesquelles viennent se confondre harmonieusement dans la création continuée de la vie collective.

Telle était la voie du salut ; elle apparaissait, dans la parole persuasive du jeune maître, comme le passage de l'ombre à la lumière, de la servitude à la libération. L'orateur déplora seulement que les autorités compétentes missent si peu d'empressement à expérimenter cette formule magique. Des tentatives avaient pourtant été faites en divers pays. Le malheur voulait, nous confia le sociologue, qu'elles aient toutes échoué jusqu'à présent. Mais il n'y avait pas lieu de désespérer pour autant. L'échec était dû au seul fait qu'on s'y était pris trop tard,

avec des élèves déjà déformés par les disciplines traditionnelles, auxquelles ils avaient été préalablement soumis. La solution simple était de prendre l'enfant dès le berceau, et de l'initier au happening dès l'école maternelle ou le jardin d'enfants. Dès lors le jeune être humain serait à l'aise dans le happening comme un poisson dans l'eau, et la nouvelle pédagogie permettrait la promotion continue d'une humanité régénérée.

J'exagère à peine. Ce qui manque à mon compte rendu, c'est surtout le sérieux total avec lequel ces grandes vérités [127] furent annoncées aux téléspectateurs subjugués par la magie du verbe. Bien entendu, il ne fut à aucun moment question, dans cette émission éducative, d'enseigner quoi que ce soit à qui que ce soit. L'idée même d'un enseignement, qui implique la transmission d'un ensemble de connaissances prédéterminées, définies dans un programme et exposées dans des manuels, est contraire à la liberté individuelle. Chacun sait que l'orthographe, la grammaire sont le code des préjugés régnant dans une certaine classe sociale à un moment donné. Pourquoi écrire de cette façon plutôt que d'une autre ? et d'ailleurs pourquoi écrire ? pourquoi compter, puisque c'est abdiquer, au nom d'une prétendue rigueur, toutes les possibilités qu'on élimine ? Pourquoi lire, puisqu'on lit toujours les pensées des autres, ce qui vous détourne de penser par vous-même ? Moins on étudie et mieux on sauvegarde ce trésor d'originalité que chacun porte en soi-même et qu'il peut délivrer, ou plutôt défouler, par la voie simple du happening.

Il faut rendre hommage au sociologue de Montréal. Il me paraît avoir défini enfin un programme pédagogique acceptable par les rebelles du printemps, dont on ne comprenait pas bien ce qu'ils désiraient et qui paraissaient parfois ne pas trop le savoir eux-mêmes. L'avantage majeur du programme en question, c'est qu'il est rigoureusement vierge de toute indication positive. La participation au happening dispense de la longue patience des leçons à apprendre, des devoirs à faire et des cours magistraux qui paralysent l'imagination autant que la pensée, et vouent les jeunes esprits à la stérilité. Dans l'exaltation continue du grand jeu scolaire, chaque enfant s'improvisera lui-même, et se haussera avec allégresse, sans difficulté aucune, jusqu'à une génialité dont les générations passées ne pouvaient même pas concevoir l'idée. Des pédagogues bienveillants avaient certes proposé à leur jeune clientèle des méthodes qui se flattaient de leur ensei-

gner « le latin sans larmes » ou « les mathématiques sans pleurs » ; mais, outre que ces titres demeuraient par trop optimistes, il restait que, dans l'ancien régime de la connaissance, l'élève avait des choses à apprendre et du travail à faire. Ce travail, on le sait, est une conséquence de la faute commise par nos premiers parents au paradis terrestre. Tout est changé désormais ; la méthode du happening, mise en œuvre par les nouveaux rédempteurs, permettra aux jeunes générations de reprendre leur place dans le paradis perdu où [128] l'existence est pour chacun une fête continuelle, l'invention continue d'un poème dont il serait lui-même l'auteur.

C'est après le baccalauréat, dans la classe de I<sup>re</sup> supérieure du lycée de Bordeaux, que je découvris l'univers de la culture. Cette classe, honneur de l'enseignement secondaire français, prépare ses élèves au concours d'entrée à l'École normale supérieure de Paris, concours qui opère une sélection sévère entre de nombreux candidats. Ceux qui ont traversé sans trop de mal les classes successives du collège découvrent brusquement la nécessité de recommencer leurs études et, cette fois, pour de bon. Certains professeurs de I<sup>re</sup> supérieure infligeaient par principe, aux nouveaux venus, pour sanctionner leurs premiers exercices, des notes de 1/4, 1/2 ou 1 sur 20, quelquefois même des notes négatives, afin de rendre manifeste l'ordre de grandeur de la tâche à entreprendre. De telles notes n'avaient d'ailleurs rien de déshonorant, et les intéressés apprenaient à ressentir toute la valeur de promotion qui sépare une note de 1/2 d'une de 1 sur 20. Après les enfances puérielles et honnêtes, le moment est venu d'aborder, par sa voie la plus abrupte, l'apprentissage des disciplines intellectuelles. Aux généralités vagues, aux connaissances approximatives doit succéder le règne du savoir précis et de la méthode. De même qu'un futur alpiniste doit s'entraîner longuement, à force de courses et d'escalades de plus en plus difficiles, de même celui qui se destine à la haute culture doit pratiquer une gymnastique quotidienne afin d'apprendre à force de labeur les secrets et les techniques de la connaissance. En plus, le jeune élève de I<sup>re</sup> supérieure devait procéder à d'immenses lectures dans les principaux secteurs du savoir, afin de recueillir les matériaux propres à entrer dans les formes fixes des travaux prescrits. Ainsi se révèle à l'adolescent la fascination de la culture en sa désespérante immensité, en sa totale exigence.

En ce temps-là, nous ne faisons pas reproche à nos professeurs de la difficulté des études où nous étions entrés par notre propre volonté. La médiocrité de nos notes, nous la considérons comme le signe de notre insuffisance, et non comme l'expression du sadisme magistral. Nous étions pleins de reconnaissance pour les meilleurs de nos maîtres lorsque nous nous rendions compte que peu à peu, grâce à eux, s'élargissait l'horizon si étroit de notre présence au monde culturel. Pour ma part, j'espère bien que je resterai, aussi longtemps que je vivrai, l'adolescent ébloui, écrasé par la [129] révélation de ses ignorances, et résolu pourtant à combler, autant que faire se peut, son immense appétit de savoir. Cette expérience de sa propre insuffisance, l'homme cultivé, en dépit de son labeur, ne la dépassera jamais. Le savoir est une lutte pour le savoir, une enquête et une conquête qui ne doivent jamais finir. Non pas en vue d'un avantage matériel ou d'une promotion sociale, mais pour l'honneur de l'esprit humain.

Je sais bien qu'un tel langage paraîtra démodé et un tantinet ridicule aux jeunes gens d'aujourd'hui. La culture, le savoir, l'enseignement ne sont à leurs yeux qu'un ensemble de moyens employés par la génération ancienne pour écraser la génération montante sous le poids d'un passé révolu. Le système scolaire, préoccupé exclusivement de transmettre l'héritage du passé, condamne ses victimes à n'avancer vers l'avenir qu'à reculons. La pédagogie du happening, ou toute autre de même inspiration, affranchira l'être humain de ces fidélités abusives, qui sont autant d'aliénations, et lui restituera la plénitude de sa liberté créatrice.

À supposer même qu'il soit encore nécessaire d'apprendre quelque chose, dans la période provisoire qui nous sépare du règne eschatologique du happening, il doit être désormais possible de rendre cet apprentissage tout à fait indolore. Les équipements audio-visuels, les ordinateurs et toute la merveilleuse panoplie de la technologie contemporaine sont là pour éviter aux élèves toute peine même légère. Chacun d'eux peut compter sur la mémoire préfabriquée d'un immense condensateur de savoir, auquel son téléphone lui donne accès ; chacun doit disposer aussi d'une intelligence électronique apte à résoudre tous les problèmes imaginables en moins de temps qu'il n'en faut à l'homme pour les poser. Le système scolaire et universitaire actuel est donc dès à présent complètement périmé ; il perpétue le régime du travail manuel ou artisanal, en un temps où l'humanité dispose déjà de toutes

les possibilités de l'automatisation. Au lieu de consumer vainement ses plus belles années dans l'ombre humide des écoles, la jeunesse, après avoir été rapidement initiée au maniement des machines à savoir, pourrait aller s'ébattre librement dans les discothèques où se révèle le sens véritable de l'existence.

Pourquoi des alpinistes ? Pourquoi ces individus qui s'obstinent à risquer leur vie le long de pentes effrayantes, dans le froid, le vent et le brouillard, alors que le premier hélicoptère venu pourrait, en quelques minutes, sans fatigue et sans danger vous déposer au sommet de la montagne ? La [130] jeunesse actuelle ne comprend plus les alpinistes, qui se gaspillent « pour rien ». La jeunesse actuelle ne comprend plus que l'on marche à pied ; elle roule en automobile, chacun dans sa voiture, ou dans celle du copain, et, à défaut de copain, en *auto-stop*, tout en dressant, bien entendu, le plus véhément réquisitoire contre la civilisation de la consommation. André Gide enseignait qu'il faut suivre sa pente, mais en la remontant. La sagesse de la génération présente et sa liberté consistent à se laisser glisser en évitant les efforts inutiles.

On ne m'ôtera pourtant pas de l'idée que tout le progrès de la culture et de la civilisation depuis les origines est dû au labeur acharné de l'espèce humaine, en la personne de ses représentants les plus exemplaires, pour remonter la pente de l'instinct et de la barbarie. La voie de la dégradation de l'énergie culturelle est toujours ouverte, comme la tentation constante de l'abandon, de la facilité et de la démission. Les ordinateurs n'ont pas été le cadeau occasionnel d'un destin bienveillant, mais le fruit d'une conquête méthodique et acharnée, qui se poursuit tous les jours dans les bureaux d'études. Le chemin de la liberté n'est pas celui de l'oisiveté et de la facilité, celui de la satisfaction de toutes les exigences grâce à la gentillesse d'une bonne fée.

Si la pédagogie du happening compte sur le miracle d'un accomplissement obtenu sans effort ni discipline, il n'y a pas lieu de s'étonner du fait que ce genre de spectacle sombre, le plus souvent, dans la confusion et la grossièreté. Celui qui s'émerveille de la grâce de la ballerine ou de l'aisance apparente du champion sportif ne doit pas oublier l'immense effort quotidien que représente une telle victoire sur soi-même, obtenue au prix d'une ascèse jalonnée de renoncements sans nombre.



La télévision canadienne diffusait l'autre jour une présentation française du *Jeu de l'amour et du hasard* de Marivaux. Ce chef-d'œuvre du répertoire classique, tel que nous l'a transmis une longue tradition, se situe aux antipodes des revendications du théâtre libertaire contemporain. Le texte de l'auteur y règne en maître, chacun de ses mots, chacune de ses intonations, chacun de ses silences doit être religieusement observé. Le jeu des acteurs, soumis à la rigoureuse exigence du metteur en scène, ne permet aucun caprice, aucune déviation par rapport à la norme qui s'impose à tous. La pièce était interprétée par d'excellents comédiens, rompus [131] aux disciplines de l'expression verbale et corporelle, en pleine possession d'un métier difficile. Je suivais instant par instant le devenir de cette parfaite réussite ; je goûtais l'entente exacte entre l'auteur, les acteurs et le metteur en scène, et j'admirais comment à travers toutes les limitations, tous les impératifs, se déployait pour la joie des yeux, de l'esprit et du cœur une merveille de grâce légère et spontanée.

Comme le danseur de corde ne vainc la pesanteur qu'en lui obéissant, ainsi le grand artiste, parvenu à force de labeur à la pleine maîtrise de soi-même, s'affirme au moment même où il paraît s'effacer pour servir humblement le rôle qui lui a été confié. Je me souviens d'avoir jadis assisté à des spectacles de la compagnie Jean-Louis Barrault, où il arrivait, par nécessité ou par jeu, que le chef de troupe assume un tout petit rôle de quasi-figuration. Du coup, le personnage de troisième plan incarné par le grand acteur prenait subitement un relief extraordinaire et se mettait à rayonner d'un éclat qu'il devait à la maîtrise de l'artiste capable de transfigurer, dans l'obéissance entière à la discipline du rôle, le moindre mot ou le geste le plus humble.

Je doute fort que la technique du happening, en donnant libre cours aux impulsions des participants, fournisse un moyen court pour arriver à la maîtrise de l'expression théâtrale, chacun des membres de l'équipe parvenant d'emblée à une liberté créatrice. Car la liberté n'est pas l'absence de discipline ; elle est la discipline acceptée et surmontée. Le refus de toute discipline ne peut mener qu'au chaos, dans l'existence individuelle aussi bien que dans l'existence sociale. L'illusion libertaire consiste à dénoncer partout des oppressions et des contraintes, comme si, toutes les contraintes une fois supprimées, l'individu pouvait espérer jouir d'une plénitude souveraine dans la manifestation de son authenticité définitive. Le philosophe Kant évoquait, il y a long-

temps, la colombe légère qui peut-être s'indigne contre la résistance de l'air, sans laquelle elle pourrait avancer beaucoup plus vite. Mais, disait Kant, c'est justement cette résistance de l'air qui lui permet de voler ; en l'absence d'une atmosphère, elle tomberait comme une pierre. L'obstacle est un point d'appui pour aller plus avant.

Les poissons des grandes profondeurs, qui doivent supporter l'énorme pression des masses d'eau situées au-dessus d'eux, possèdent une structure appropriée à la compensation de la pesée qu'ils subissent. Lorsque les chaluts des navires [132] océanographiques ramènent à la surface ces créatures des grands fonds, victimes d'une brusque décompression, elles font littéralement explosion. Si des mesures spéciales ne sont pas prises, les naturalistes ne recueillent que des lambeaux informes que la vie a abandonnés. Pareillement le milieu social exerce sur chaque être humain des pressions considérables, et souvent inaperçues. Celui qui prend conscience de ces contraintes peut rêver de s'en débarrasser, puisqu'il ne voit en elles que des empêchements d'être. La pesanteur supprimée, il s'imagine révélé dans sa gloire à lui-même et aux autres. L'expérience prouve pourtant que ces obstacles à l'existence sont des conditions d'existence. Il n'est certes pas nécessaire de les accepter passivement ; et l'une des tâches de l'homme est de négocier une meilleure économie du milieu humain, une meilleure répartition des contraintes qui le sous-tendent. Mais ce serait une dangereuse illusion que de croire à la possibilité d'un passage à la limite, où chaque individu trouverait sa pleine expression dans un vide absolu : cette radicale décompression ne laisserait subsister que des lambeaux, des détritiques d'humanité. La liberté telle que la revendiquent nos contestataires, ce serait le rêve du poisson des grandes profondeurs qui, fatigué de supporter sur son dos une énorme colonne d'eau, s'imagine qu'il sera beaucoup plus heureux le jour où il lui sera donné de pouvoir s'ébattre joyeusement à la surface.

La liberté ne saurait être cette prérogative à la fois royale et magique, telle que la mettent en œuvre les héros des contes de fées. La liberté ne consiste pas dans la seule absence de contrainte, laquelle ne peut avoir qu'une signification négative. On raconte que, dans les débuts de la révolution soviétique, afin de faire régner une complète égalité, il fut décidé de supprimer les chefs d'orchestre. L'estrade et le bâton du chef apparaissaient comme autant de privilèges aristocratiques, contraires à la liberté des musiciens. L'expérience ainsi tentée aboutit

à un résultat négatif ; les instrumentistes découvrirent que la fonction magistrale du conducteur d'orchestre, bien loin d'être attentatoire à la liberté de chacun, était la condition indispensable d'une coordination selon l'essence de l'œuvre, faute de quoi, chacun tirant de son côté, la musique dégénérait en anarchie. Il est absurde d'imaginer que le respect d'une discipline d'ensemble entraîne une diminution de la valeur personnelle. Celui qui observe attentivement un grand orchestre symphonique en action [133] découvre que les artistes qui, individuellement, sont des maîtres de leur instrument, bien loin d'être humiliés par la souveraineté du chef, sont aidés par elle, au contraire, jusqu'à la pleine expression de leur art.

La formule « il est interdit d'interdire » révèle ici son absurdité. Chacun sait que l'humanité est limitée par ses conditions d'existence, qui font dépendre le maintien de la vie du respect d'un certain nombre d'interdictions. Comme l'ordre physique, l'ordre psychologique et moral est régi par des normes d'équilibre dont la violation systématique entraîne les pires conséquences. Les humiliés et offensés de la révolte, qui considèrent toute restriction et toute soumission comme des injures à leur dignité, attestent par là qu'ils s'en tiennent à la conception toute négative de la liberté comme velléité, comme succession de caprices irresponsables.

Les incidents de Nanterre, qui se trouvent à l'origine de la crise étudiante française, commencèrent, dès le début de l'année universitaire 1967-1968, par la revendication de la « liberté de circulation » dans les résidences universitaires. Sous cette expression pudique, il faut entendre que les étudiants jugeaient inconcevable que tout le monde ne puisse pas librement faire l'amour avec tout le monde. Le droit français considère comme une infraction, punie par la loi, le détournement de mineurs. Selon le droit français encore, les jeunes gens se trouvent placés jusqu'à leur majorité sous l'autorité et sous la responsabilité de leurs parents. Ces règles juridiques, valables pour l'ensemble de la population, parurent soudain inadmissibles aux étudiants, qui proclamèrent leur abolition. Aux origines des troubles de Nanterre, il y eut aussi des affaires de prostitution féminine et masculine, ainsi que des trafics de drogue, qui motivèrent les premières apparitions de la police sur le campus. Là encore, les étudiants s'élevèrent avec véhémence contre la « répression » dont ils étaient victimes, répression qui constituait une inqualifiable violation des libertés universitaires. Au

cours de la période d'occupation des facultés en France, il m'arriva de poser à un très haut responsable de l'Université la question suivante : « Si les parents des filles engrossées dans le campus occupé vous poursuivent pour complicité de détournement de mineure, que ferez-vous ? » La seule réponse que j'obtins fut : « Oh ! vous savez, elles sont consentantes... »

L'ennui est que, de liberté en licence, il y a bien un moment où le gardien de l'ordre, malgré tout, doit finir par dire non. [134] Sur le point contesté finira par se fixer toute la véhémence de la protestation. C'est ainsi que la curiosité d'Adam et d'Eve se concentra sur le seul d'entre tous les fruits auquel ils n'eussent pas droit. Le détenteur de l'autorité ne recule que pour mieux sauter ; ses concessions ne lui servent de rien, puisque seule importe la concession qu'il ne peut accorder. J'ai raconté l'histoire de la petite fille qui me posait des assiettes sur la tête au cours du repas que je prenais chez ses parents. Si cette charmante enfant avait été confinée dans sa chambre pendant la visite des invités, elle aurait certainement protesté avec véhémence contre cette restriction imposée à sa liberté d'action. Mais sa protestation n'en fut pas moins forte lorsqu'on l'empêcha de jongler avec la vaisselle et d'en coiffer les convives. En bonne dialectique libertaire, rien n'est permis si tout n'est pas permis.

Un biographe du philosophe russe Nicolas Berdiaeff, évoquant l'enfance aristocratique du penseur, aux environs de 1880, note au passage : « Souvent, dans les familles russes cultivées, on s'efforçait de ne jamais punir les enfants. Du même coup, on favorisait le développement de petits tyrans, habitués à voir les obstacles tomber à la moindre pression de leurs désirs. Toute résistance les mettait en colère. Ce fut le cas du jeune Nicolas, à qui il arriva même de frapper les personnes de son entourage... » Il faut ajouter que cette pédagogie libertaire ne suffit même pas à faire le bonheur de l'enfant gâté. L'extrême indulgence de ses parents, « indulgence née de leur grande bonté, n'avait pas tardé à se transformer, aux yeux de leur second fils, trop jeune pour saisir leurs sentiments, en une indifférence à son égard \* ». Autrement dit, le jeune Berdiaeff avait confusément découvert la vérité du vieux dicton traditionaliste et réactionnaire selon lequel « qui aime bien châtie bien... ».

---

\* Alexis KLIMOV, *Berdiaeff*, Seghers, Paris, 1967, p. 13.

Tout ceci d'ailleurs est banal, et l'on doit même s'étonner de ce que telles évidences puissent être mises en doute. Les adultes qui sympathisent sur ce point avec les revendications étudiantes font preuve d'une sorte de régression infantile, signe de la présente confusion des valeurs. La liberté ne se ramasse pas dans la rue comme un pavé. La liberté n'est pas la poursuite d'un impossible mirage dans une fuite en avant éperdue, l'intoxication par l'idéologie, la drogue ou l'enthousiasme. Aussi bien la liberté n'est-elle pas l'objet [135] d'une appropriation possible, une sorte de trésor sur lequel on pourrait mettre la main une fois pour toutes, après quoi il n'y aurait plus qu'à se reposer. Les jeunes rebelles, qui prétendaient arracher leur liberté aux professeurs, au gouvernement, aux policiers, aux adultes en général ou à la société bourgeoise, s'imaginaient sans doute que le reste du monde possédait le précieux privilège dont la jeunesse seule se trouvait frustrée. Singulière et dangereuse illusion, dans la mesure où les entraves, les obligations, les responsabilités d'ordre matériel, physique, moral et social ne cessent d'accroître leur pesée sur l'être humain à mesure qu'il avance en âge. Au sein des sociétés modernes, quel que soit leur type d'organisation, personne n'a les coudées franches, personne ne peut prétendre n'obéir qu'à soi-même, en dehors de toute entrave, dans la seule affirmation d'un égoïsme radical.

Il est curieux d'observer que les jeunes révolutionnaires d'à présent se réclament de la doctrine du « laissez faire, laissez passer », qui fut jadis le principe du capitalisme dans l'ordre économique et social. Cette doctrine, universellement abandonnée aujourd'hui, où l'État contrôle et coordonne le jeu des structures économiques d'une manière de plus en plus étroite, ne subsiste plus que dans les pays les plus rétrogrades de la planète. Or voici que ce libéralisme à base d'individualisme radical trouve de nouveaux défenseurs parmi la jeunesse universitaire, où d'ailleurs figurent parmi ses partisans les plus acharnés bon nombre d'esprits qui ne font pas mystère de leurs sympathies totalitaires. Ce qui devrait au moins attirer l'attention.

Il y a, il est vrai, une liberté qui dit non. Il est des circonstances où l'être humain doit refuser l'ordre établi pour demeurer fidèle à son exigence essentielle. Le « non » de l'objecteur de conscience est parfaitement respectable, de même que le « non » opposé par Luther aux représentants de Rome et de l'Empereur. Mais ce non, même s'il apparaît comme un défi à l'ordre établi, n'est pas un non de désordre ; il

exprime le vœu d'un ordre plus juste et plus vrai, pour l'instauration duquel l'homme de la protestation est prêt à dévouer sa vie. Autrement dit, ce qui fait le sens et la valeur du non, c'est le oui qu'il annonce et qu'il sert. Or, si le non de la contestation étudiante est apparu en toute évidence, s'il s'est imposé avec brutalité, on doit reconnaître que cette même contestation n'a jamais réussi à formuler son oui, à exposer le contenu positif de son affirmation.

[136]

La liberté humaine, en sa signification vraie, n'a rien à voir avec l'indiscipline systématique. Elle se conquiert comme l'œuvre d'une libération poursuivie de jour à jour, à lutter non pas contre les autres seulement, mais contre soi. Celui qui s'en prend indistinctement à tous et à tout s'épuise sans doute à lutter contre son ombre ; sa rébellion anarchique n'est qu'un moyen d'éviter le véritable affrontement, qui serait la confrontation de soi à soi. Les rebelles doivent découvrir que chacun rencontre en soi-même le principal empêchement d'être. Mais il est plus glorieux d'incriminer les autres ; le chemin le plus ingrat est celui qui mène à l'apprentissage de l'humilité.

Or l'humilité est peut-être le moyen le plus efficace pour sortir de l'ornière du sentiment d'infériorité, qui a joué un si grand rôle dans la révolte étudiante. Le refus des professeurs, le rejet des examens, la revendication du travail collectif où l'individu se perdrait le plus possible dans la masse, peuvent se comprendre comme autant d'expressions d'une angoisse, d'un doute sur soi-même, d'un refus de s'affirmer qui peut se camoufler sous les apparences de l'agressivité la plus exaspérée.

L'obéissance, l'effort persévérant, bien loin d'être des formes de négation de soi, peuvent être le chemin d'une affirmation supérieure. La grandeur du maître, si c'est un maître authentique, bien loin de diminuer l'élève, le grandit. Un grand homme, a-t-on dit, est quelqu'un auprès de qui on se sent plus grand. Il se pourrait en fin de compte que le chemin de la liberté, bien loin de passer par la suppression du maître, passe par la reconnaissance de la fonction magistrale, en sa plénitude irremplaçable. Le vieux Goethe, à des étudiants qui étaient venus le saluer comme un maître, répondit un jour : « Je ne veux pas être votre maître, mais votre libérateur... »

Le célèbre roman de Sartre, *les Chemins de la liberté*, s'achève sur une scène apocalyptique où le héros, réfugié au sommet d'un clocher pendant l'invasion allemande en 1940, oppose une résistance désespérée à l'ennemi qui occupe le village. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'une scène d'héroïsme militaire. Le héros philosophe de Sartre, pur de tout patriotisme, vit une expérience métaphysique dans l'exaltation des grandes circonstances qui lui permettent de transcender la condition humaine. Il fait feu non pas sur la troupe [137] ennemie, mais sur les principes et les lois, sur la morale et le droit, sur l'institution sociale qui l'a brimé jusque-là, dans une décompression exaspérée de toutes les haines et passions jusque-là refoulées.

C'est une apothéose de cet ordre que recherchent les combattants de la petite guerre, de la guerre pour rire des barricades. Leur vandalisme gratuit, leur volonté de destruction retrouvent l'inspiration de la théorie sartrienne de la liberté comme acte pur où la personne affirmerait sa souveraineté absolue, en dehors de toute contrainte et de toute consigne, avec le privilège supplémentaire de se renier dès qu'elle s'est prononcée.

Le caractère infantile de ces fantasmes saute aux yeux. La liberté authentique ne se compose pas comme une succession de caprices dont chacun démentirait le précédent. Lorsque la fée, dans les contes, promet à un simple mortel la satisfaction plénière d'un certain nombre de souhaits, l'histoire finit toujours mal, car le héros se lasse bientôt de ce qu'il a trop facilement obtenu. La liberté à l'état brut, la liberté sauvage, ne mène nulle part, surtout pas à l'âge d'homme.

Les étudiants ne gagnent pas leur vie, et ne paient pas d'impôts. Ils ignorent les disciplines de la vie militaire, de la vie familiale et de la vie professionnelle. Libres de toute dépendance, ils imaginent une condition humaine en état d'apesanteur, où chacun se livrerait à la sollicitation du plus urgent de ses caprices.

On peut certes protester contre l'oppression et la répression de la pesanteur de l'air qui colle au sol le bipède humain sous le fardeau inadmissible de la pression atmosphérique. On peut rêver d'un individu libéré de cet accablement pour flotter dans l'absolu au gré de son caprice, telle la colombe légère s'imaginant que l'épaisseur de l'air est pour elle un obstacle. Il lui reste à découvrir que sans cette résistance qu'elle doit surmonter son vol serait impossible.

Le libertaire s'indigne de l'obligation qui lui est faite de traverser entre les clous. Dans sa candeur naïve, il n'a pas compris que cette discipline est motivée par le seul souci de sa sécurité.

[138]



[139]

**La nef des fous. Université 1968.**

## 9

# L'ÉVANGILE DE LA VIOLENCE

[Retour à la table des matières](#)

L'éloge de la violence est un des lieux communs de la contestation. Le thème est fréquemment repris, non seulement par les étudiants en colère, mais par certains de leurs professeurs. Le jeune clergé même a découvert l'efficacité chrétienne des arguments frappants. Il existe des vicaires de choc, prêcheurs de guerre sainte, qui transformeraient volontiers leurs crucifix en casse-tête pour entraîner une partie de leur communauté à matraquer le reste.

Ceux qui ont aujourd'hui dépassé l'adolescence, ceux qui sont d'âge à se souvenir, ne peuvent s'empêcher d'être scandalisés au plus profond d'eux-mêmes par cette exaltation de la force brutale. Celle-ci fut naguère l'une des valeurs maîtresses du fascisme mussolinien et de l'hitlérisme, dont l'un des premiers soucis était de mettre sur pied des milices bien entraînées, et de conduire à la bagarre une jeunesse virile et musclée dont le seul programme était de casser la gueule à ceux qui

n'étaient pas d'accord. La violence fut l'un des fléaux de l'Europe au temps de la Grande Peste totalitaire qui sévit dans le second quart du vingtième siècle de Rome à Berlin et de Madrid à Moscou, et trouva son accomplissement suprême dans la prodigieuse industrie des camps de concentration selon la formule hitlérienne ou stalinienne. « Quand j'entends le mot culture, je sors mon revolver », proclamait je ne sais quel général de Franco, à moins que ce ne fût un dignitaire de Mussolini. Partout à travers l'Europe, ceux qui se réclamaient des Seigneurs de la Guerre répétaient à l'envi que la violence était la grande accoucheuse de l'histoire. Le moins que l'on puisse dire [140] est que l'histoire, heureusement, dans la plupart des cas, ne leur a pas donné raison.

Ce qui est extraordinaire, c'est que des individus, dont la plupart se déclarent opposés au fascisme, puissent éprouver aujourd'hui la nostalgie de la manière forte et des arguments frappants. Par quel extraordinaire retournement a-t-on pu en venir, alors que les blessures du dernier cataclysme mondial sont à peine refermées, à cette exaltation nouvelle de la bonne et sainte violence ? Les hommes ont la mémoire courte. Des enquêteurs se sont entendu répondre, en Allemagne : « Hitler ? connais pas... » ; et si l'on interroge certains militants communistes de l'époque actuelle, on s'aperçoit qu'ils ne sont pas loin de répondre, en toute bonne foi : « Staline ? connais pas... » L'amnésie n'est pas une excuse, et encore moins une vertu ; elle constitue un désordre mental grave, car elle entraîne une désadaptation et une désorientation qui faussent les rapports de l'homme avec la réalité du monde.

Il ne saurait être question de faire reproche à quiconque de n'avoir pas eu la chance de connaître l'époque où les droits les plus élémentaires de l'humanité étaient foulés aux pieds, où la police civile, politique et militaire régnait en maîtresse sur des populations atterrées. L'inquisition, la perquisition, la prison, la torture, la déportation appartenaient alors à la vie quotidienne de la majeure partie de l'Europe. Nul ne se trouvait vraiment hors d'atteinte ; à la terreur exercée par les maîtres de l'heure s'opposait le terrorisme des patriotes et des résistants, qui refusaient de se courber sous le joug, et le cycle infernal des représailles accroissait encore la misère et la désespérance de ceux qui ne disposaient d'aucun moyen de défense. Ceux qui ont connu le visage sinistre de la violence, ceux qui l'ont subie dans leur esprit et dans leur

chair, ceux-là n'accepteront jamais que la raison du plus fort soit vraiment la meilleure.

J'entends bien qu'on va m'objecter que je n'ai rien compris. Les violents d'aujourd'hui ne se proposent nullement de réhabiliter les ignobles tortionnaires d'Auschwitz, de Ravensbruck, de Bergen-Belsen et autres lieux de sinistre mémoire, justement mis au ban de l'humanité. La violence que l'on exalte en ce moment est une violence hygiénique, saine et sainte, volontiers arrosée d'eau bénite. C'est une violence pour le bon motif, au contraire de la violence fasciste, laquelle était perverse dans son principe même, et manifestement [141] démoniaque. D'un côté, donc, une violence au service des valeurs, de l'autre une violence qui impliquait le reniement de toutes les valeurs.

J'en demande pardon aux nouveaux moralistes et aux nouveaux théologiens, mais lorsqu'un individu profite de sa supériorité musculaire pour en assommer ou en torturer un plus faible que lui, il ne semble pas qu'il puisse y avoir là, en aucun cas, une épiphanie de la valeur. Au surplus, pourquoi le milicien nazi ou stalinien, pourquoi un gardien de camp de concentration n'exécuterait-il pas sa triste besogne en toute bonne conscience, persuadé qu'il agit pour le bon motif ? Il m'est arrivé de discuter, en Italie, avec des fascistes et, en Allemagne, avec des membres du parti national-socialiste, avec des S.S. même, avant la guerre, et je peux témoigner que ces gens-là paraissaient sincèrement persuadés de la vérité des doctrines dont ils se faisaient les propagandistes. Torquemada et ses émules, au bon vieux temps chrétien de l'Inquisition, lorsqu'ils brûlaient les hérétiques et autres non-conformistes, pensaient agir, dans l'innocence de leur foi, pour le salut des âmes et pour la plus grande gloire de Dieu. C'est d'ailleurs un fait que le bourreau, lorsqu'il torture sa victime, s'emporte contre elle, accompagnant ses sévices d'injures et d'insultes, comme s'il éprouvait le besoin de se persuader lui-même qu'il contribue à la victoire des bons sur les méchants. Bien entendu, la pureté de ses intentions n'innocente pas le tortionnaire. Mais elle donne à réfléchir.

Pour les apologistes actuels de la manière forte dans le monde intellectuel, il est clair qu'il y a violence et violence. Lorsque la France coloniale emprisonnait quelques patriotes malgaches ou algériens, c'était une atteinte impardonnable aux droits de l'homme et du citoyen qui suscitait, dans les milieux français intéressés, une indignation active. Mais lorsque, au moment de leur décolonisation, Indiens et Pa-

kistanais se sont massacrés par millions, lorsque des centaines de milliers d'hommes ont été égorgés, mitraillés, torturés, exterminés au Congo, en Indonésie, au Nigeria et ailleurs, les mêmes idéalistes qui dénoncent les « atrocités » américaines au Vietnam gardent un silence prudent. Les cadavres indonésiens, congolais, biafrais ou même belges relèvent de la politique intérieure de pays libres qui sont maîtres de leurs petites affaires. Les intellectuels français, qui soutenaient farouchement la cause du peuple algérien dans la guerre d'indépendance, se désintéressent de ce peuple, entré en [142] sous-développement une fois l'indépendance acquise, et dont il vaut mieux ne pas se demander s'il jouit, mieux qu'autrefois, des droits de l'homme. Prisonnier de la France, Ben Bella attirait la sympathie générale ; emprisonné à la suite d'intrigues obscures par son compère Boumediène, le même Ben Bella n'intéresse plus personne. Pas la moindre pétition en sa faveur : il est complètement oublié.

Lorsque les Américains, au Vietnam, dans leurs bombardements aériens, faisaient des victimes civiles, c'était un crime de guerre, justement flétri par la partie éclairée de l'opinion internationale. Mais lorsque le Vietcong et ses alliés du Nord tiraient au mortier, c'est-à-dire au hasard, sur le centre de Saïgon ou d'autres villes, au grand dommage de la population civile, la même opinion éclairée n'y trouvait rien à redire. Il s'agissait alors d'une opération psychologique, de « bonne guerre », alors que la guerre des Américains n'était qu'une « sale guerre », quoi qu'ils fassent. D'ailleurs, que des Vietnamiens bombardent d'autres Vietnamiens, ce sont là leurs affaires, qui ne nous concernent pas. Le « tribunal international » qui s'était constitué expressément pour dénoncer devant l'opinion internationale les crimes de guerre des Américains au Vietnam admettait par hypothèse que leurs adversaires étaient innocents de tels crimes. En toute candeur, ces « juges » éclairés reconnaissaient, dans la justice qu'ils prétendaient rendre, deux poids et deux mesures. Ils pouvaient d'ailleurs se réclamer du précédent de Nuremberg, où l'on ne jugea que les Allemands.

Cette duplicité des étalons de mesure apparaît quasi inévitable dans le cas de la violence. Je me souviens d'une conversation, vers 1935, en Grèce, avec un Arménien réfugié dans ce pays, où il semblait s'être acquis une situation confortable. Il me racontait les malheurs de son peuple, victime de sa géographie, disloqué, persécuté, expulsé, massa-

cré par des voisins trop puissants. Néanmoins, à l'époque, les choses n'allaient pas trop mal, selon mon informateur. L'Union soviétique avait créé une république d'Arménie, dotée d'une certaine autonomie ; elle admettait l'existence d'une culture arménienne et même d'une religion nationale. « Au fond, tout cela ne va pas trop mal », finis-je par dire à mon interlocuteur, au bout de son exposé. Lui, néanmoins, maintenait la revendication de la souveraineté, que l'histoire refusait aux Arméniens : « Vous comprenez, me dit-il, nous [143] avons été tellement massacrés par les autres, nous voudrions un peu les massacrer à notre tour... »

La conception du massacre comme l'un des attributs majeurs de la souveraineté nationale a été manifestée avec éclat dans le monde contemporain. Lorsque l'on essaie de faire entendre à un représentant d'un pays en voie de développement que les événements de Java, de Kinshasa ou de Lagos risquent d'impressionner défavorablement l'opinion occidentale, la réponse ne manque jamais : « Vous avez bien eu vos guerres religieuses et vos guerres civiles, sans parler de vos guerres internationales. Pourquoi pas nous ? » Les événements récents et l'exaltation nouvelle de la violence attestent que le véritable désarmement, le désarmement des consciences et des cœurs, est très loin d'être réalisé, même et surtout chez ceux qui proclament hautement leurs convictions pacifistes et humanitaires.

Il serait temps que les intéressés se rendent compte de leur incohérence et de ses désastreuses conséquences. Le manichéisme naïf, qui distingue entre la mauvaise violence et la bonne, passe à côté de l'essentiel, qui est la solidarité de toutes les formes de violence. L'agent de police qui donne un coup de matraque à un étudiant est une brute policière, au service de la répression, et qui foule aux pieds les droits les plus élémentaires de l'humanité. Au contraire, l'étudiant qui assomme un policier avec un pavé ou un tuyau de plomb est le héros de la violence créatrice, celle qui renverse les voitures d'autrui et brise les vitrines des magasins. Ce qui est surprenant, c'est qu'il faille aujourd'hui un certain courage pour comparer deux comportements éminemment comparables. Je ne vois pas en quoi un étudiant qui part pour « casser du flic », selon l'expression à la mode du temps des émeutes, serait plus respectable qu'un policier qui assure son service sous un régime démocratique et libéral (j'insiste sur cette dernière restriction, qui a son importance).

Quoi qu'il en soit de ces distinctions, il est clair que l'on ne saurait mettre en œuvre la violence que l'on estime « bonne » sans déclencher en contrepartie la violence définie comme « mauvaise ». Toutes les deux sont complémentaires. Les manifestants et le service d'ordre parlent le même langage, et la vraie question serait de savoir si leur affrontement peut susciter un progrès dans le sens de la justice et de la vérité. Il est permis d'en douter, dans le cas des problèmes [144] universitaires, dont la solution ne peut se négocier à coups de matraques ou de bombes lacrymogènes.

Bien entendu, le recours à la violence se justifie dans les cas extrêmes où ne subsiste plus aucune autre issue ; le droit à l'insurrection et, peut-être, le devoir d'insurrection figurent dans la charte fondamentale du citoyen. Lorsque les résistants d'Europe se dressaient contre l'oppression nazie, lorsqu'ils opposaient à la barbarie régnante des milices politiques et de la Gestapo la protestation désespérée d'une volonté d'être, d'une fierté qui, même au fond de l'abîme, ne renonce pas, ils étaient, au péril de leur vie, les derniers témoins d'une incontestable grandeur humaine. La postérité ne s'y est pas trompée, qui rend hommage à la noblesse de leur sacrifice. Sous un régime d'oppression, lorsque l'injustice établie s'appuie sur cette complicité que constituent pour elle l'apathie générale et la peur, alors l'insurgé, le résistant utilisent la seule voie qui leur reste : ils répondent au mal par le mal, à la violence par la violence, préférant tuer et mourir plutôt que de poursuivre leur vie dans la honte et l'indignité. La lutte contre l'opresseur, contre le tyran est l'une des formes les plus hautes de l'honneur humain ; elle a toujours été reconnue comme telle.

Mais la violence révolutionnaire correspond, dans la vie sociale, à une possibilité extrême, à une situation limite, analogue à celle que représente la guerre dans la vie internationale. C'est le dernier recours quand toutes les autres possibilités ont été épuisées. La sagesse des nations et la réflexion philosophique ont admis depuis longtemps qu'en cas de conflit la solution la plus humaine, et aussi la plus économique, consistait dans le recours à la négociation et à l'arbitrage, ainsi que n'ont cessé de le démontrer, depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, les meilleures têtes juridiques et métaphysiques, de Grotius à Leibniz et à Kant. Il est vrai que les institutions internationales ne sont pas parvenues à empêcher les conflits ouverts, mais justement l'expérience de leur échec devrait suffire à prouver qu'une mauvaise paix vaut mieux

qu'une bonne guerre. La politique a toujours été l'art des compromis. Tout le monde y perd et tout le monde y gagne, c'est-à-dire qu'il n'y a ni vainqueurs ni vaincus, de sorte que la coexistence à laquelle il faudra bien revenir en fin de compte ne sera pas hypothéquée par des ressentiments trop durables.

On peut ajouter que les théologiens et les philosophes traditionnels avaient posé et longuement débattu le problème [145] de savoir dans quelles conditions une guerre peut être considérée comme juste. Il faut regretter que les néo-théologiens de la révolution n'aient pas eu les mêmes scrupules et ne se soient pas demandé à partir de quel degré d'injustice sociale se justifie le recours à la force. Les étudiants, artisans de la « révolution » de mai, comme ils disent, se plaignaient et se plaignent encore d'être opprimés par un ordre construit contre eux dans le seul but d'accabler une jeunesse sans défense. On a promené dans les rues de Strasbourg un étudiant habillé en forçat et chargé de chaînes, un boulet aux pieds, que torturaient des bourreaux revêtus de toges universitaires. Cette imagerie carnavalesque ferait sourire si elle ne correspondait pas, chez certains des intéressés, à un état d'esprit qui, pour mettre fin à cette épouvantable exploitation de l'homme par l'homme, en fit des constructeurs de barricades.

Cette manière de voir a donné naissance à un concept nouveau, celui de la violence latente, ou institutionnalisée. Bien sûr, voulait-on bien concéder, le professeur ne manie pas la matraque et l'étudiant ne traîne pas de fers aux pieds. Mais l'enseignement est le lieu d'une autre terreur, d'autant plus insidieuse qu'elle demeure inapparente. Les cours du professeur administrent la torture par l'ennui, par le mépris, et les examens, générateurs d'angoisse, provoquent chez leurs victimes le traumatisme de l'échec. Plus généralement, l'enseignement à tous les degrés n'est qu'une gigantesque machine répressive destinée à étouffer par une contrainte impitoyable la liberté d'esprit des assujettis. Dès le temps de l'école primaire, le maître écrase des enfants sans défense sous le poids accablant de l'abécédaire et de la table de multiplication, au sujet desquels il s'est bien gardé de leur demander leur avis. Le processus d'asservissement ainsi mis en marche ne s'arrêtera jamais. Toutes les conditions de la résistance à l'oppression sont ainsi réunies ; l'insurrection est le plus sacré des devoirs.

Il s'agit là d'une acquisition nouvelle de la conscience humaine. Jusque-là la revendication révolutionnaire s'était élevée, en règle gé-

nérale, contre les inégalités dues à la naissance, au rang social, à la fortune, qui donnaient à un individu des possibilités supérieures à celles de ses concitoyens, une autorité non justifiée par le travail ou la valeur personnelle. La démocratie était conçue comme l'égalité des chances, la possibilité pour chacun de s'élever jusqu'au rang [146] social auquel ses mérites lui donnent droit. Tel était le sens de l'abolition révolutionnaire des privilèges. Une analyse plus fine a permis de découvrir que l'intelligence, l'aptitude au travail de l'esprit constituent entre les individus des inégalités aussi injustifiables que celles de la fortune, et dues, elles aussi, au seul hasard de la naissance. Pourquoi un être humain serait-il classé au-dessus d'un autre, pourquoi aurait-il autorité sur lui pour la seule raison qu'il est plus intelligent et qu'il travaille davantage ? Ainsi se trouve révélée la violence cachée d'un système qui permet à un individu, sous prétexte qu'il a derrière lui dix, vingt, trente ou quarante ans d'études acharnées, d'accabler la jeunesse sous le poids de son « savoir » et de son « expérience », comme s'il voulait faire payer aux autres l'erreur qu'il a commise de gaspiller ainsi son existence.

Devant le tribunal révolutionnaire de la contestation, les professeurs ne sont plus que des « mandarins », installés aux postes de commande de l'université par la voie suspecte des examens et des concours. Ces parvenus, ces nantis de l'Université se comportent en capitalistes de la connaissance en faisant régner la terreur à tous les niveaux de l'enseignement, où ils exercent un pouvoir absolu. Chaque occupation de faculté est une prise de la Bastille. Chassant de leur trône magistral les mandarins sclérosés, elle permet l'avènement d'une intelligence démocratique, également répartie entre tous, une fois abolis les hideux privilèges qui trouvaient leur plus inadmissible expression dans le rapport hiérarchique entre le maître et l'étudiant. Symboliquement, dans certains lieux où souffla l'esprit, on tutoya les professeurs dépossédés, et on les appela « camarades ».

Des esprits timorés objecteront sans doute que l'examen, le concours étaient le seul moyen de faire régner cette égalité des chances essentielles à la démocratie ; mais il apparaît que c'est la notion même de mérite qui conserve des relents de féodalité, de tyrannie. Par ailleurs, on pourrait relever que, dans les pays où ont lieu les expériences sociales les plus avancées, la hiérarchie des compétences n'a pas été supprimée. Le contremaître et l'ingénieur règlent le travail à



l'usine, l'officier commande dans l'armée et le maître enseigne à l'école. Il se peut qu'en certains endroits on les tutoie et on les appelle « camarades », mais sans méconnaître l'extrême importance des formules d'impolitesse pour des gens qui font profession de se croire perpétuellement humiliés [147] et offensés, je ne crois pas que cette puériorité incivile et malhonnête change grand chose à la relation de dépendance. N'en déplaise à la revendication égalitaire, je ne pense pas qu'il y ait un pays au monde où les apprentis dirigent l'usine, où les jeunes recrues décident de la stratégie et où les écoliers dirigent l'école. La violence institutionnalisée du rapport hiérarchique, la tyrannie de la compétence existent partout.

Pour revenir à des choses plus sérieuses, ce qui est inquiétant ici, c'est la facilité de l'inflation verbale grâce à laquelle on parvient à appliquer des concepts comme celui de violence, d'oppression, d'exploitation et d'aliénation à des domaines où ils n'ont que faire. Cette démagogie verbale exerce un pouvoir d'auto-suggestion ou d'auto-intoxication qui peut avoir les effets les plus déplorables sur des esprits qui cèdent à l'ivresse des mots. Je me souviens en particulier d'un adolescent canadien, vu et entendu un jour à la télévision, en un temps où il y avait de l'agitation dans les C.E.G.E.P., les collèges propédeutiques québécois. Ce garçon de 17 ou 18 ans au visage un peu bouffi de jeune bourgeois bien nourri, avec des cheveux longs qui lui tombaient dans le cou, appartenait au clan des contestataires. Il se plaignit gravement de ce que les C.E.G.E.P. étaient devenus de « véritables camps de concentration », du fait de la répression sauvage qui s'abat-tait sur eux. Les autorités universitaires allaient jusqu'à menacer de fermer ces institutions, au cas où les études y deviendraient impossibles. Bien sûr, cet enfant de la démocratie et de la prospérité ne pouvait pas savoir, heureusement pour lui, ce que furent les camps de concentration, où la famine, la torture et la mort composaient un enfer quotidien. L'idée même que le comble des sévices pût consister à fermer le camp et à renvoyer chez eux les concentrationnaires était d'une cocasserie sinistre. Mais je n'ai pu, songeant à mes amis disparus dans les camps de la mort, refouler un mouvement d'indignation contre ce garçon gavé de nourriture et de sottise, insultant ainsi en public la mémoire de millions d'hommes, dont le plus misérable avait sur lui cette supériorité de savoir de science personnelle ce que c'était que l'inhumanité et la souffrance.

La violence institutionnalisée qui opprime les pauvres enfants d'aujourd'hui émeut les cœurs sensibles, sans doute oublieux de leur propre jeunesse, élevés beaucoup plus durement. Lors de mon premier passage à Québec, en décembre 1966, je fus convié à dîner en compagnie de quatre des [148] meilleurs maîtres de l'université Laval, hommes de sens et de responsabilité, qui ont œuvré de leur mieux pour la survivance d'un Canada français accordé aux exigences des temps que nous vivons. La bonne chère aidant, et les vins de France, ces hommes, que je rencontrais pour la première fois, se mirent à raconter leurs débuts dans la vie. Il se trouvait que tous les quatre étaient issus de familles populaires et pauvres, incapables de subvenir aux études de nombreux enfants. Recueillis par des institutions charitables, ils n'avaient pu faire des études que grâce au dévouement de prêtres ou de religieux qui leur avaient assuré de quoi exister difficilement. « Je suis un quêteux », disait l'un de mes interlocuteurs, ce qui signifiait qu'il avait dû sa subsistance à l'activité d'un ordre mendiant. Un autre racontait que son père, ouvrier d'usine, était illettré et considérait avec une gravité étonnée cette transformation du pays dont la promotion de son fils était la preuve vivante.

Je songeais à ces enfances, à ces adolescences difficiles, dans le froid et aux limites de la faim, où il n'était certes pas question de tous les plaisirs, de toutes les jouissances matérielles et intellectuelles qui sont le minimum vital des garçons et des filles d'aujourd'hui. Ni argent de poche, ni cinéma, bien sûr, et tous les trajets à pied, faute d'argent pour emprunter un moyen de locomotion. Et pourtant les convives de ce dîner québécois, hommes faits maintenant, élite de leur peuple, n'auraient certainement pas échangé leur jeunesse contre une autre. Ces temps durs, ces difficultés vaincues, c'était l'honneur de leur vie, et ils en étaient fiers. Pour rien au monde, ils n'auraient accepté de considérer le matin de leurs existences à travers le miroir déformant d'un vocabulaire à base d'« oppression », d'« aliénation », de violence et d'injustice sociale.

Les enfants de la révolte sont ceux-là mêmes auxquels il a été le plus donné. Et le drame est que leur ingratitude ne cesse et ne cessera de croître au rythme même des bienfaits qu'ils recevront. Ils se veulent tous fils de rois et comblés de dons dès le berceau par la bonne fée Société. Les avantages dont ils jouissent ne sont rien à côté de ceux qu'ils voudraient obtenir. Ceux d'entre les étudiants français qui ont à

payer des droits universitaires versent une somme symbolique, d'environ 20 dollars. On doit savoir que dans les pays développés chaque étudiant coûte à l'université qu'il fréquente une somme d'environ 2 000 dollars par an. L'étudiant [149] du Canada ou des États-Unis doit pour sa part payer 500, 800, 1 000 dollars par an, et parfois davantage. De même, l'étudiant français, boursier ou non, lorsqu'il prend un repas au restaurant universitaire, n'acquitte que la moitié du prix de ce repas, l'autre moitié étant fournie par l'État. Si bien que les étudiants d'Amérique réclament une démocratisation du système existant chez eux, qui leur permettrait d'obtenir les avantages enviés dont jouissent leurs camarades français. Mais pour ces derniers, ces avantages ne sont pas perçus comme tels ; le régime universitaire français est antidémocratique au possible et ne sert qu'à accabler ses victimes. Autrement dit, tout avantage une fois acquis est comme s'il n'existait pas.

L'université moderne la plus belle que je connaisse est la toute neuve université d'Albany, capitale de l'État de New York. Dessiné par un des grands architectes de ce temps, le bâtiment central, conçu pour dix mille étudiants, s'élève sur une hauteur, au milieu d'un paysage vallonné où se déploient les terrains de sport. Des colonnades de béton articulent entre eux les éléments de la construction au moyen de gracieux promenoirs qui s'ouvrent de toutes parts sur le paysage. Aux quatre angles du corps central, les résidences destinées aux étudiants dressent leurs tours de plus de vingt étages dont la finesse aérienne est telle qu'elles ne paraissent pas leur taille véritable. Nulle part l'homme ne se sent perdu ou écrasé ; partout des fontaines murmurantes et des fleurs ; les sous-sols mêmes n'ont pas l'air d'être ce qu'ils sont. Entre Albany et Nanterre, il y a autant de différence qu'entre une caserne et un palais conçu par un grand artiste. Quant au confort climatisé des installations, au luxe feutré des salons réservés aux étudiants, à la molle profondeur des fauteuils, tout cela éveille chez le visiteur français des réflexions amères concernant la méconnaissance tenace du facteur humain chez nos responsables de l'aménagement universitaire.

De ce paradis terrestre d'Albany, j'ai rapporté un tract diffusé par l'organisation progressiste des étudiants. Il s'intitule *Students as negroes* : on nous traite comme des nègres. Je ne doute pas que les auteurs de ce tract n'aient réellement pensé, et même vécu, ce qu'ils écri-

vaient. Et si on leur avait objecté le palais dans lequel ils vivaient, sans doute auraient-ils répondu que ce n'était là qu'un trompe-l'œil destiné à camoufler l'oppression sociale, laquelle devenait ainsi [150] d'autant plus violente qu'elle se faisait inapparente. On est toujours le nègre de quelqu'un et je ne vois pas le moyen de décourager cette volonté de ressentiment absolu, le nègre le plus inconditionnel étant d'ailleurs celui qui ne l'est pas, mais tient absolument à se persuader qu'il l'est.

Ces exercices de style ne sont d'ailleurs pas sans danger. Il ne faut pas laisser les enfants jouer avec le vocabulaire, comme si la manipulation des mots était une activité inoffensive. Les concepts sont aussi des explosifs. Rien de plus satisfaisant pour un individu, rien de plus consolant aussi que d'imaginer que la société ne lui rend pas justice. Chaque homme se soupçonne d'être un raté ou un méconnu ; certains s'en prennent à eux-mêmes et se reprochent leur échec ; d'autres s'en prennent à leurs contemporains, à l'ordre de l'univers, responsables de l'oppression inadmissible à laquelle ils sont condamnés. Il y aura toujours des révoltés. Mais si, chaque fois qu'un individu ou un groupe social estime ses talents ou ses droits méconnus par l'ordre établi, il recourt à la bombe ou à la barricade pour affirmer ses légitimes revendications, l'univers humain ne survivra pas longtemps. Il ne subsisterait plus sur cette terre aucun chef-d'œuvre ni aucun musée si chaque peintre qui n'arrive pas à vendre ses toiles se trouve par là-même autorisé à faire sauter le Louvre.

Ce ne sont pas là des propos en l'air. On doit reconnaître que la consommation d'explosifs par des particuliers ou des groupes pour le service de telle ou telle cause estimée digne d'une telle argumentation semble en forte augmentation, au Québec comme en France. Ce genre de procédure trouve des défenseurs, même parmi ceux qui ne recourent pas, pour leur compte, à la dynamite ou à la mitrailleuse. Ils font valoir que l'action directe, le recours à la violence représentent, techniquement, d'excellents moyens de propagande pour la promotion d'une cause qui laissait jusque-là l'opinion indifférente. S'il n'y avait pas eu de barricades dans les rues de Paris, la vieille institution universitaire serait encore debout. Au premier choc de la révolte étudiante, elle s'est effondrée, et c'est toujours autant de gagné.

Je ne suis pas sûr que le terrorisme soit réellement payant. D'abord parce qu'il fait toujours des victimes innocentes, mais on répondra sur

ce point qu'on ne fait pas d'omelette sans casser les œufs. Ce qui prouve à tout le moins que celui qui se révolte contre l'injustice qu'il prétend subir n'hésite pas à infliger à de tierces personnes l'injustice plus grave [151] encore de l'infirmité ou de la mort. Il arrive aussi que le terroriste soit lui-même tué ou estropié par la marchandise qu'il transporte, tombant ainsi au champ d'honneur de sa propre cause. Plus généralement, le terrorisme aboutit souvent à un résultat inverse de celui qu'il souhaitait obtenir. La réprobation de l'opinion publique aboutit à un renforcement des mesures de maintien de l'ordre. Sous la troisième République, en France, les attentats anarchistes provoquèrent le vote par le Parlement d'une série de lois destinées à la répression des menées subversives, lois auxquelles les gens de gauche devaient par la suite donner le nom significatif de « lois scélérates », car elles imposèrent de sérieuses entraves à la liberté d'expression dans son ensemble. C'est ainsi que Gribouille se jetait à l'eau pour éviter d'être mouillé par la pluie.

À regarder les choses de sang-froid, il importe tout de même de reconnaître que la violence ne se justifie que comme le recours de celui qui n'a pas d'autre recours, le langage quand il n'y a plus de langage. Celui qui frappe et qui tue désespère de la parole et de la raison ; il désespère de la communauté humaine. Une admirable parole de Karl Jaspers enseigne que « la foi du philosophe, c'est la communication ». Sous le nom de philosophe, il faut entendre ici l'intellectuel, c'est-à-dire tout homme voué au service de l'esprit. Celui qui recourt à la force brutale pour faire triompher son point de vue, celui-là s'exclut par là-même de l'ordre des hommes de sens et de culture. Même s'il prétend œuvrer pour une grande cause, en recourant à des moyens suspects ou franchement mauvais, il suscite un doute quant à la pureté de ses intentions. La contrainte, l'agression, l'intimidation ne sont que des moyens douteux pour défendre la cause de la liberté.

Les jeunes gens des pays civilisés d'aujourd'hui ont reçu les droits de l'homme en héritage ; ils les ont trouvés, autour de leur berceau, comme des dons apportés par la fée. Ils devraient savoir, ils ne savent sans doute pas, que ces libertés individuelles sont l'aboutissement et le couronnement d'une entreprise séculaire. Il a fallu l'action persévérante de nombreuses générations, dans de nombreux pays, pour imposer l'idée que chaque individu se trouve placé sous la protection de la loi, qui doit lui assurer un certain nombre de sécurités fondamentales. On

a beau dire que ces libertés offertes par le libéralisme demeurent formelles et insuffisantes, et c'est sans doute vrai, il n'en reste pas moins que leur extrême [152] importance apparaît dès que tel ou tel régime les suspend : les Européens tombés sous la botte des puissances totalitaires en ont fait l'expérience. La vie des citoyens est plus sûre à Paris, à Londres ou à Stockholm qu'en Haïti sous le règne des Tontons Macoutes. Les droits de l'homme n'ont pas été reconnus toujours ; ils ne le sont pas partout.

Plus généralement, il est clair que la civilisation est venue au monde comme le résultat d'une longue et persévérante patience ; elle fut le lent apprentissage d'une discipline imposée aux instincts naturels de l'être humain, par le renoncement à la brutalité, l'acceptation et le respect des contrats, le recours à l'arbitrage. Aux origines de la pensée moderne, la parole de Hobbes « l'homme est un loup pour l'homme » évoque la possibilité d'une forme de vie où régnerait la violence seule, et le droit du plus fort. Un tel ordre social, ou plutôt un tel désordre, n'a sans doute jamais existé, car il se serait sans cesse détruit de lui-même ; mais la formule de Hobbes atteste que l'ordre dans la société comme l'ordre entre les nations ne peuvent être instaurés et maintenus que si chacun des intéressés admet de respecter une règle de droit, qui impose aux exigences brutales de ses instincts l'autorité de la loi. Nul ne peut se faire justice soi-même. Le pacte fondamental de l'existence en société veut que, en se dessaisissant de sa propre souveraineté, l'individu se protège lui-même contre l'arbitraire d'autrui. Ce sont là des vérités élémentaires qu'il ne faut jamais perdre de vue, car l'expérience prouve assez qu'il suffit de peu de chose pour que le loup soit lâché, et que l'individu redevienne à la faveur des circonstances le fauve originel. L'appareillage complexe de l'autorité sociale, l'administration, la justice, la police, répondent à cette nécessité de protéger contre chacun la sécurité de tous.

Il est facile de dénoncer le système « répressif », dans la mesure où il vous gêne parfois aux entournures. Une telle dénonciation a quelque chose d'infantile. On peut imaginer un automobiliste, mécontent des limitations de vitesse, des sens uniques et des sens interdits, des feux rouges qui l'empêchent de circuler librement, et qui dénoncerait l'intolérable répression exercée sur les conducteurs par le code de la route. Après quoi il se lancerait à corps perdu dans le trafic sans tenir compte de toutes les restrictions despotiques imposées à son désir de rouler

au gré de son humeur. L'expérience ne durerait pas longtemps ; notre héros en ferait [153] sûrement les frais, non sans avoir sur la conscience un certain nombre de victimes innocentes.

Lorsque l'ordre social est menacé par des initiatives individuelles, la société met en œuvre des mécanismes de défense, afin de sauvegarder la sécurité de tous. Il est inévitable que le désordre, le déchaînement de la violence dans la rue entraîne une réaction de la part des autorités responsables du maintien de l'ordre. L'automobiliste libertaire qui s'insurgerait contre la violence institutionnalisée du règlement de la circulation aurait bientôt à ses trousses toutes les forces de la police de la route, ce qui d'ailleurs ne manquerait pas de paralyser encore davantage le trafic. Pareillement, les étudiants insurgés contre la « violence » des institutions n'ont pas manqué de renforcer cette pression même contre laquelle ils prétendaient s'élever. Le recours à la force équivaut à une régression des normes de la civilisation. Lorsque la vie sociale est troublée par l'émeute, les droits de l'homme sont suspendus. Toutes les législations prévoient des mesures telles que l'état d'exception, l'état d'urgence, l'état de siège, dont l'effet le plus immédiat est de dépouiller les individus de certaines garanties essentielles que la loi leur accorde en temps ordinaire. Il faut une certaine naïveté pour imaginer que la violence est le meilleur antidote à la violence ; toute violence en appelle à une violence antagoniste, et l'on peut même soupçonner que ces deux violences apparemment adverses entretiennent entre elles une certaine complicité, qui peut aller jusqu'à la sympathie.

Au surplus, ceux qui entendent poser le problème social en termes de rapport de forces devraient savoir que, si l'irréalisme de la violence l'emporte, alors les étudiants ne partent pas gagnants. L'ordre dans la rue ne peut être troublé qu'aussi longtemps que l'État hésite à employer les grands moyens dont il dispose. Si ces moyens étaient employés, la question de force serait aisément résolue, ainsi que le prouve l'exemple de Prague où l'unanimité d'une population pour la défense d'une juste cause n'a servi de rien devant la présence massive des chars soviétiques, lesquels n'ont même pas eu à tirer. Les barricadiers du Quartier latin étaient trop jeunes pour savoir que leur quartier avait connu ses dernières barricades en août 1944, lors de la libération de Paris. Les résistants faisaient le coup de feu dans les rues contre les résidus de l'armée occupante, en attendant l'arrivée des troupes alliées.

Or il y avait au palais du Luxembourg un point d'appui [154] allemand, qui disposait de quelques vieux chars Tigre, à bout de souffle, à peine capables de se traîner sur leurs chenilles. De temps en temps, ces chars sortaient pour faire une patrouille d'intimidation sur le boulevard Saint-Michel et le boulevard Saint-Germain ; après un petit tour et quelques salves, ils rentraient à leur base. Les résistants étaient courageux et résolus, mais disposant seulement d'un armement léger d'infanterie, ils étaient impuissants contre les blindés. Leur seule ressource était de disparaître, en attendant que les chars soient passés.

Les pavés et les slogans ne constituent pas un arsenal suffisant pour la guerre civile. Lorsque l'on appelle ses camarades au combat de rue, il faudrait au moins avoir pesé le pour et le contre. Il est inutile de faire massacrer ses amis lorsqu'on ne possède aucune chance de succès, ainsi que le firent sagement observer les dirigeants communistes aux leaders étudiants pendant les journées de mai. J'ajoute que les inspireurs du mouvement avaient aussi une autre pensée, que j'ai entendu formuler par l'un d'entre eux : « La bourgeoisie ne fera jamais tirer sur ses propres enfants. » Il est vrai que la plupart des révoltés contre la société bourgeoise étaient eux-mêmes les enfants chéris de la bourgeoisie. Mais il ne faut pas jouer avec le feu : le chantage, l'intimidation peuvent réussir jusqu'à un certain point. Nul ne peut dire si l'équilibre ne sera pas brusquement rompu. La France, au printemps dernier, aurait pu sombrer dans un chaos sanglant.

Le recours à la violence, s'il débouche de la guerre psychologique sur la guerre tout court, ne peut aboutir qu'à la victoire du plus fort. L'issue ne fait pas de doute lorsque les chars sont tous du même côté. En politique, ce ne sont pas les intentions qui comptent, mais les résultats. C'est pourquoi il convient d'opposer la méfiance la plus résolue aux sollicitations des aventuriers irresponsables et des apprentis sorciers dont les passions chimériques risquent de précipiter la communauté dans un désastre général. Les étudiants libertaires travaillaient en fait pour l'instauration d'un régime autoritaire de type militaire. La population dans sa masse était écoeurée, épouvantée par l'anarchie croissante et, si le gouvernement ne s'était pas ressaisi, elle aurait admis n'importe quoi plutôt que la subversion systématique. On entend dire partout que le coup de force militaire a ruiné la démocratie en Grèce. Je connais mal la situation passée et [155] présente de ce pays, mais je doute fort que les colonels, qui ont pris le pouvoir sans



tirer un coup de fusil, aient tué la démocratie, car s'il y avait eu en Grèce une démocratie vivante, les colonels se seraient trouvés dans l'impossibilité d'intervenir. C'est parce que la démocratie était pourrie, parce que la majeure partie des gens en avaient assez de la corruption et de l'anarchie, qu'ils ont accepté passivement le coup d'État militaire, avec un soulagement désabusé. Les leaders « démocrates » en exil qui essaient d'ameuter l'opinion internationale contre le régime actuel sont eux-mêmes responsables de l'état de choses qu'ils stigmatisent.

Je ne suis pas le seul à déceler aujourd'hui dans l'état d'esprit de la jeunesse des menaces de fascisme. On admettait depuis deux siècles, dans les nations civilisées, que la loi du nombre était la loi de l'État. En démocratie, la minorité devait s'incliner devant la majorité, lorsque celle-ci avait formulé clairement sa façon de penser. C'est ainsi que des élections libres permettaient à un peuple de se prononcer et de choisir son destin. Ce principe de la majorité est remis en question aujourd'hui. Une minorité agissante, s'appuyant sur les techniques de la propagande, entreprend d'imposer sa volonté à la masse jugée invertébrée, et dont on espère qu'elle se laissera finalement séduire ou violenter par l'élite révolutionnaire. Celui qui sait ce qu'il veut, et le veut résolument, a toujours une bonne chance de mener à bon port le grand troupeau des indécis et des imbéciles. Ainsi procédait le mouvement fasciste à ses débuts, ainsi parvint à ses fins le parti national-socialiste. J'entends bien qu'il ne faut rien exagérer. Les adolescents qui jouèrent le grand jeu des barricades et de l'occupation des facultés n'avaient pas prémédité d'asservir à leur tyrannie une France conquise. La seule hypothèse que les étudiants pourraient prendre le pouvoir dans un pays quelconque ne supporte pas l'examen. Sans doute, pour beaucoup de nos émeutiers, les journées de mai furent-elles une énorme blague à l'échelle nationale, un gigantesque canular. Néanmoins, après la démonstration sans équivoque, par des élections tout à fait régulières, que la grande masse de la nation en avait plus qu'assez de la contestation étudiante, il m'est arrivé d'entendre soutenir par notre vaillante jeunesse qu'une majorité était toujours composée d'imbéciles ; que d'ailleurs le vote des gens âgés était inadmissible, vu qu'à partir de cinquante ans on ne comprend plus rien à ce qui se passe ; et qu'enfin le vote des [156] femmes faussait tout, car chacun sait que les femmes vont à la messe et votent pour de Gaulle. Si bien que, au bout

du compte, en retirant le droit de vote à tous ceux qui sont contre, on arriverait à faire prédominer la vérité de ceux qui sont pour.

Des opinions de ce genre, même à l'état diffus, attestent un état d'esprit inquiétant. Tout se passe comme si la jeune génération avait complètement désappris la règle du jeu démocratique, et considérait la vie sociale comme un ensemble de rapports de forces, le pouvoir étant l'enjeu d'un combat où doit l'emporter celui des adversaires qui parvient à s'imposer par quelque moyen que ce soit. Peu importe le nombre de voix dans un sens ou dans l'autre ; d'ailleurs l'expérience prouve que lorsqu'on a le pouvoir bien en main, il est possible, en utilisant des techniques qui ont fait leurs preuves, de faire de bonnes élections et d'obtenir des majorités massives, frisant l'unanimité. Une telle façon de voir est spécifiquement fasciste. Et peu importe que la menace d'un fascisme de gauche paraisse à l'heure actuelle irréaliste, vu la faiblesse des éventuels candidats à la prise du pouvoir. Ce qui est grave, c'est que le spectre d'un fascisme de gauche risque de susciter l'avènement d'un fascisme de droite, appuyé sur la force matérielle incontestable de l'armée. La démocratie libérale tant décriée révèle ici sa vertu, qui est d'assurer la plus efficace protection de chacun contre la démesure de tous. À ce compte, ceux qui ont engagé le processus de la violence en seraient bientôt les victimes, sans le moindre profit pour eux-mêmes.

Il faut ajouter que le recours à la force n'est pas la seule réaction possible dans une situation même où l'injustice est réelle. On peut lire chaque jour dans la presse l'histoire du monsieur, victime d'un dommage léger, par exemple bousculé par un passant dans la rue, qui tire son revolver et abat l'offenseur. De tels faits divers sont fréquents entre automobilistes. Outre que le droit commun des nations civilisées ne permet pas aux citoyens de se faire justice eux-mêmes, on admettra que ce genre de comportement est le signe d'une mauvaise adaptation à la réalité sociale. En présence d'une injustice dûment constatée, l'homme de bonne volonté dispose de toute une gamme de moyens d'action, auxquels il peut recourir avant d'en venir à susciter un chambardement général.

[157]

Dans une démocratie authentique, les partis, mouvements, associations et ligues de toutes espèces, les journaux et revues ont justement

pour fonction d'alerter l'opinion et les pouvoirs publics. Il est possible de dénoncer les abus, de réclamer des réformes, de faire campagne par des réunions de toutes espèces et par l'utilisation de tous les moyens d'information disponibles. En dehors même de ces entreprises, le citoyen en révolte contre les pouvoirs peut recourir à l'indignation et au cri. Je songe ici à l'attitude d'un Bernanos en notre temps, d'un Kierkegaard au siècle dernier, dénonçant seuls le désordre établi, et mourant à la peine, mais non d'une mort inutile, car leur protestation leur survit au delà du tombeau.

Reste enfin, quand tous les recours sont épuisés, et que l'on désespère de faire entendre la voix de la justice, la possibilité ultime de la désobéissance civile et de la non-violence. Il faut considérer comme un signe des temps particulièrement affligeant le fait que cette forme noble entre toutes de résistance au mal semble avoir perdu tout crédit aux yeux de nos contemporains. Les Machiavels au petit pied de la contestation étudiante ne manqueront pas de sourire dédaigneusement à l'évocation d'une procédure idéaliste et, à leurs yeux, parfaitement démodée. L'exemple de Gandhi suffit pourtant à prouver que la non-violence peut obtenir les mêmes résultats que l'insurrection armée. Il se trouvera peut-être de bonnes âmes pour estimer que quelques milliers de cadavres auraient fourni un accompagnement plus décoratif à l'émancipation de l'Inde du joug impérialiste. Pareillement les sympathies de nos contestataires vont certainement aux Panthères noires et aux guérilleros des ghettos noirs d'Amérique plutôt qu'à la personne de Martin Luther King, dont la mort dérisoire a d'ailleurs attesté à leurs yeux l'inefficacité. Ceux qui pensent ainsi montrent clairement qu'ils se font les champions d'un humanitarisme sans humanité, et que leur prétendue défense des droits de l'homme s'accommode fort bien de la souffrance des hommes ; elle s'en fait même, au besoin, un marchepied pour l'accomplissement de desseins qui n'ont pas grand chose à voir avec la recherche de la justice.

J'ajoute ici qu'à tout prendre je préfère à nos révolutionnaires de salles de cours, protégés par le libéralisme même qu'ils dénoncent, un homme comme Régis Debray, parti pour tenter l'aventure, selon ses convictions, dans un maquis d'Amérique du Sud. Il n'a pas écrit des slogans en faveur [158] de la guérilla sur les murs de la Sorbonne ; il a été la faire là où elle était, au péril de sa vie. Il aurait pu, comme les autres, passer son temps à discourir de tactique et de dialectique dans

les cafés du boulevard Saint-Michel. Et si, au hasard de quelque manifestation, il avait été arrêté par la police, le crédit de ses parents aurait été bien suffisant pour le faire relâcher sans délai, avec tous les égards dus à son rang social. Cela, il ne l'a pas voulu ; il a pris le risque de sa pensée. Je ne partage nullement ses vues, mais je lui tire mon chapeau, car il a payé de sa personne et non pas de celle d'autrui ; il ne s'est pas payé de mots et la prison où il est enfermé depuis des années n'est pas une prison pour rire.

Au surplus, sa révolte, Régis Debray a été l'exprimer dans un pays d'Amérique latine où règne une oppression réelle, dont les victimes ne songent pas à faire le procès de la civilisation de la consommation, pour l'excellente raison que cette civilisation représente pour eux un inaccessible paradis. Les malheureux paysans de ces terres ingrates n'ont pas à faire les dégoûtés à l'égard des biens qu'ils possèdent, car ils ne possèdent rien et vivent dans le dénuement. La protestation des étudiants contre l'oppression dont ils se prétendent victimes paraîtrait sans doute à ces Indiens une incompréhensible histoire de gosses de riches, d'enfants gâtés qui cassent leurs jouets.

La seule évocation des véritables opprimés, des exploités, des affamés réels qui peuplent encore une bonne partie de la surface de la terre devrait susciter un retour au bon sens. La violence « psychologique » et « institutionnelle », la violence feutrée et inapparente contre laquelle se révolte la jeune génération, c'est surtout un fantasme de privilégiés qui ne se sentiront jamais assez privilégiés, et qui, en même temps, se donnent le luxe d'une petite bouffée de mauvaise conscience au sujet de leurs privilèges. Certaines de ces récriminations évoquent les plaintes d'un homme du monde, fortuné, oisif et dissipé, qui se plaindrait du genre de vie qu'il mène, de réceptions en parties fines, de mondanités en intrigues galantes, sans jamais un instant de repos. Rien ne lui serait plus facile que de changer de vie, s'il le souhaitait vraiment ; en réalité il se lamente pour la forme, bien décidé à profiter de son mieux des douceurs que lui propose l'existence.

C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre le fameux procès de la civilisation de la consommation, lieu commun de la révolte étudiante. Jusqu'à présent, les révolutions [159] étaient l'œuvre des pauvres, des déshérités se dressant contre les privilèges des possédants. On n'avait jamais vu un mouvement révolutionnaire entrepris par des privilégiés pour dénoncer leurs propres privilèges. Les étudiants sont

des consommateurs, ils ne sont même que cela, dans la mesure où ils ne contribuent en rien à la production, mais consomment ce que le reste de la société produit à leur intention. Automobile, radio, cinéma, disques et livres, tourisme et voyages font partie du pain quotidien de la jeune génération, laquelle proteste avec l'énergie du désespoir contre la tyrannie d'un univers qui lui inflige ces cadeaux empoisonnés. De bonnes âmes prennent ce réquisitoire au sérieux. Je me bornerai à relever que les émeutiers parisiens, dans leur croisade contre la civilisation, renversaient et brûlaient les automobiles d'autrui, après avoir laissé leurs propres voitures dans un coin tranquille, à une distance suffisante des théâtres de leurs opérations.

L'abondance des biens disponibles écœure nos jeunes gens, qui n'ont qu'à se baisser pour les prendre. Ils n'ont jamais eu faim, ils n'ont jamais eu froid. Bon nombre de leurs aînés, dans l'Europe nazie, ont vécu cinq ans sans voir autrement qu'en rêve une orange, une tomate, une pomme ou un bifteck-frites. Je ne parle pas des automobiles, car en ce temps-là toute l'Europe allait à pied. Il y a une situation pire que celle d'être opprimé par la consommation, c'est celle où l'on n'a rien à consommer. Oppression pour oppression, celle dont souffre celui qui n'a rien me paraît plus digne d'intérêt que celle dont se plaint celui qui a trop. Je ne dis pas qu'il n'y ait pas de problème de la richesse, de son bon usage et de sa distribution, mais je maintiens que ces problèmes sont moins urgents, et suscitent moins de sympathie que les problèmes de la pauvreté. Encore une fois l'enfant de riche qui essaie de m'apitoyer sur sa sinistre condition de gosse comblé me paraît mériter une bonne raclée, ou des vacances dans un bidonville.

Au Québec aussi, les jeunes gens qui se plaignent ne sont plus, comme leurs ancêtres, obligés de souffrir du froid, de la nuit et de la faim. Les rigueurs du climat ont été vaincues par le confort moderne. Les garçons et les filles d'aujourd'hui, dont les voitures débordent de tous les « stationnements » du campus, font des projets de vacances de Noël en Floride, au Mexique ou en Californie, et se préparent à passer l'été en Europe, toutes activités naguère réservées aux [160] millionnaires. Or une partie de cette jeunesse s'estime, elle aussi, lésée, humiliée, tyrannisée par la société inhumaine qui la réduit à une si déplorable condition.

À y bien réfléchir, on se rend compte que l'actuelle exaltation de la violence comme remède à la contrainte des institutions est irréductible

à une analyse objective et rationnelle. Il s'agit là d'un phénomène qui tient à la fois de la psychanalyse, de la psychologie des profondeurs et de la métaphysique. L'homme d'aujourd'hui semble atteint d'une sorte d'impatience de l'être, qui le maintient perpétuellement en porte-à-faux dans un univers à l'égard duquel il se trouve en état de ressentiment permanent. Peut-être est-ce la conséquence de l'intervention de l'ordre technologique, sous l'influence duquel l'ensemble des relations humaines s'est trouvé perturbé, aussi bien la relation de l'homme avec le monde que sa relation avec les autres et avec lui-même. De là un état de perpétuelle révolte contre tout et contre tous, avec des paroxysmes subits qui peuvent prendre le caractère convulsif d'une crise épileptoïde. Des réactions disproportionnées peuvent surgir dans ce climat de tension haineuse, exactement comme il arrive aux États-Unis qu'un quartier soit incendié au cours de combats de rue parce qu'un agent de police a infligé à un Noir une contravention pour excès de vitesse. L'intervention du policier est considérée comme une violence inadmissible, comme une infraction aux droits les plus élémentaires de la personne humaine. Mais les mêmes défenseurs de l'humanité trouvent par contre parfaitement normale une réaction qui sème les rues de morts et de blessés, multiplie les incendies et les pillages, sans que les droits civiques des multiples victimes soient le moins du monde pris en considération.

Si l'on me dit que tel est le chemin du progrès, de la civilisation et de la justice, je me permets de n'être pas convaincu. Je crois plutôt discerner ici tous les signes pathologiques d'une maladie de la civilisation. Plus exactement, je crains qu'il n'y ait de plus en plus, dans le monde actuel, des hommes malades de la civilisation. Le philosophe Jean-Paul Sartre a longuement développé le thème suivant lequel « l'enfer, c'est l'autre ». Selon lui, le simple regard de l'autre sur moi serait une sorte d'agression, une intolérable violation de mon espace vital et de ma personnalité. Le bon sens s'étonnera de ce que le brillant philosophe ignore si complètement le regard d'amour ou d'amitié, le regard d'affection et [161] de sympathie, dont le plus misérable des hommes aura été, sans nul doute, le donateur et le bénéficiaire. Mais cette thèse sartrienne se trouve sans doute à la racine de toutes les dénonciations contemporaines de la « violence institutionnelle ». Tout se passe comme si un bon nombre de gens, aujourd'hui, étaient des écorchés vifs, auxquels la seule présence d'autrui imposerait d'intolérables

souffrances. C'est ainsi que la présence du maître, l'enseignement professoral, l'idée même que quelqu'un profitant de son âge, de son savoir et de son expérience puisse prétendre m'enseigner quelque chose apparaît comme une négation de ma personnalité, et donc un crime inexpiable d'ordre ontologique, justifiant par avance les représailles les plus exemplaires.

Une telle façon de voir échappe à toute argumentation raisonnable. Elle est du ressort du psychothérapeute ou même du psychiatre. L'existence humaine, en effet, ne peut être et ne sera jamais, quelles que soient les conditions et circonstances sociales, qu'une coexistence. Celui qui, sous prétexte d'affirmer son droit à l'existence, entreprend de dénier à la totalité de ses semblables le même droit d'exister se perd dans un abîme insondable de contradictions. Il pourrait prendre pour devise le mot du père Ubu, héros de l'absurde, déclarant à ses familiers : « Je vous tueraï tous, et puis je m'en irai. » L'absurdité apparaît dans le fait que ceux-là mêmes qui dénoncent à tort et à travers la violence latente des institutions n'hésitent pas un seul instant à recourir à la violence ouverte pour promouvoir l'avènement d'un nouvel état de choses, dans lequel il y aura nécessairement d'autres institutions contraignantes, et aussi d'autres individus dont le regard impitoyable ne cessera pas de les torturer.

Le plus surprenant enfin est que le nouvel évangile de la violence a trouvé des prédicateurs dévoués en la personne d'une partie du jeune clergé. Tels les prêtres bénisseurs de drapeaux et de sous-marins des guerres de jadis, un certain nombre de vicaires de choc bénissent les barricades et les guérilleros, transformant ainsi l'insurrection en croisade. J'ai lu quelque part l'histoire d'un brave curé, mobilisé dans l'artillerie en 1914-1918, qui, chaque fois qu'il tirait le canon, y joignait une absolution *in articulo mortis* à l'usage des destinataires éventuels de son projectile. Ce qui était, après tout, une manière de faire preuve de charité chrétienne envers l'ennemi. Je ne suis pas du tout sûr que nos jeunes vicaires [162] au crucifix entre les dents, qui ne rêvent que plaies et bosses, croient encore à la vertu de l'absolution...

La redécouverte chrétienne de la violence s'appuie sur une nouvelle lecture des Ecritures, assez cursive je le crains, qui met en particulier relief la scène où Jésus chasse les marchands du Temple, au cours

d'une manifestation populaire organisée par les cadres du Parti. Au prix de quelques généralisations hardies, on parvient à l'évocation d'un Jésus militant et guérillero, entraînant le groupe de combat de ses disciples dans un maquis palestinien, jusqu'au moment, au cours d'opérations contre les mercenaires romains, où il tombera sous les balles du peloton d'exécution. Il y a là de quoi enflammer les paroissiens *new look* de Saint-Séverin et autres lieux, dans leur pieuse lutte contre la police française et l'armée américaine. J'ai entendu à deux reprises, à la télévision canadienne, la romancière Han Suyin, Chinoise et catholique (c'est elle qui le dit), affirmer gravement que Mao Tse Toung est Jésus-Christ. Je ne sais si beaucoup de Canadiens ont été convaincus, mais je me permets de leur assurer que ni Mao Tse Toung ni Jésus-Christ ne seraient d'accord avec l'équation proposée par l'honorable romancière sino-catholique.

En ce qui concerne les vicaires de choc et autres *play boys* de Notre-Dame de la Contestation, prédicateurs du Christ à la mitrailleuse, ils trouveraient des références beaucoup plus convaincantes dans l'Ancien Testament. Le Dieu des Armées y patronne combats, guerres et massacres, déportations et exterminations, avec une bonne conscience qui fait plaisir à voir et qui peut être aisément transposée dans le vocabulaire de la lutte des classes. Mais il faut se méfier, car l'Ancien Testament contient aussi des affirmations réactionnaires, telles que « tu aimeras ton prochain comme toi-même... », formule qui ne saurait fournir un slogan approprié à l'activité d'un militant de la révolution.

L'écrivain communiste français Henri Barbusse publia jadis, sous le titre *Jésus*, une vie de Jésus, puisée aux bonnes sources. Dans cet évangile selon Barbusse, le messie hébreu était présenté, déjà, comme un meneur insurrectionnel. Or Barbusse, qui suivait d'assez près les textes sacrés, avait éprouvé quelques difficultés avec la parole fameuse : « Rendez à César ce qui est César », par laquelle Jésus recommande à ses disciples de payer le tribut à l'autorité occupante romaine. Le commentateur révolutionnaire s'en était tiré [163] d'une manière particulièrement brillante : les pièces de monnaie étant faites du bronze qui sert aussi à fabriquer les épées et poignards, Jésus avait voulu



engager ses auditeurs à prendre les armes contre l'occupant capitaliste et bourgeois. Je signale cette ingénieuse interprétation à nos vicaires de choc. Mais ils auront un gros effort à faire encore pour se tirer de ce verset : « Celui qui a frappé par l'épée périra par l'épée... »

[164]

[165]

**La nef des fous. Université 1968.**

# 10

## LA PENTECÔTE SANS L'ESPRIT SAINT

[Retour à la table des matières](#)

Il est un aspect essentiel des événements de mai qui a été méconnu par la plupart des observateurs, en dépit de son extrême importance, c'est le caractère religieux, para-religieux ou pseudo-religieux, comme on voudra, de bon nombre de ses manifestations. Certes, tout le monde a signalé la gravité, la ferveur de certaines assemblées étudiantes, comme aussi les poussées de fièvre, les exaltations contradictoires, les mouvements passionnels qui faisaient osciller d'un extrême à l'autre les pulsions de la volonté générale. On a relevé aussi l'aspect de kermesse joyeuse, l'allure festive de certaines manifestations, où s'affirmaient, dans la liberté reconquise, de nouveaux rapports entre les individus. De même, l'intervention de certains leaders prenait parfois, dans les comptes rendus, une allure de célébration, comme si les animateurs mettaient en œuvre une sorte de charisme, dont ils auraient été subitement doués.

On n'a pas voulu aller plus loin dans l'interprétation de ces indices, qu'il était plus prudent de considérer comme relevant de la psychologie des foules, appellation banale et objective, qui ne fait peur à personne. Partisans et adversaires du mouvement de mai auraient été tout aussi incapables d'y reconnaître une poussée de fièvre eschatologique dans le monde désacralisé qui est le nôtre. Il est généralement admis que la conscience religieuse a été refoulée hors de ce monde, ses résidus ayant été mis en résidence surveillée dans les églises, sous la responsabilité d'un personnel compétent. La jeunesse déchristianisée des barricades se serait trouvée d'accord avec les hiérarchies cléricales traditionnelles pour refuser de voir dans la révolte étudiante une sorte de retour [166] du refoulé, une mystique revenue à l'état sauvage et descendue dans la rue. Les seuls peut-être à avoir flairé quelque chose de ce qui se passait furent les jeunes vicaires et aumôniers de toutes obédiences qui se lancèrent avec enthousiasme dans la bagarre, parce qu'ils pressentaient confusément que ce combat s'apparentait au leur.

Il me semble que bon nombre d'aspects de la crise française se comprennent mieux à partir du moment où l'on y reconnaît un mouvement de *réveil*, analogue, toutes proportions gardées, aux manifestations messianiques, fréquentes dans l'histoire de toutes les religions. En un moment donné, sous l'influence de certaines conditions spirituelles, culturelles et sociales, une communauté se met à vivre dans l'attente exaltée du grand accomplissement. L'enchaînement monotone des jours, la grisaille quotidienne des événements et des besoins perd son caractère contraignant ; les évidences usuelles se brouillent, se liquéfient devant l'imminence d'une transfiguration qui restituera à la médiocre existence de chacun la plénitude de sa signification. Les hommes, tous les hommes, sont en attente de leur délivrance. Quels que soient les croyances établies et les systèmes dogmatiques, chaque être, au plus secret de sa conscience, se connaît comme un prisonnier en espérance de libération. Lorsque se multiplient les signes des temps, lorsque des personnages inspirés se font les porte-parole de l'attente générale, alors de petites communautés ou des foules immenses se dresseront, prêtes à changer de vie, prêtes à partir pour quelque croisade jusqu'au bout du monde, jusqu'au sacrifice de soi-même.

Le messianisme hébraïque n'a pas cessé, à travers les siècles, de se réincarner en des mouvements de cet ordre. Mais ils sont nombreux aussi dans l'histoire des Églises chrétiennes ; il faut songer aux Albi-

geois, ou encore à cet Evangile éternel qui trouve son prophète en Joachim de Flore. La Réformation, en démultipliant l'expression de l'individualisme religieux, favorisa l'éclosion de manifestations de ce genre, dont certaines sont entrées dans l'histoire, telle celle des anabaptistes de Munster. Les Cévennes, au temps des grandes persécutions, eurent leurs prophètes, et c'est un phénomène assez fréquent, dans les pays anglo-saxons, que celui des prédicateurs de réveil qui mobilisent les masses pour le service de Dieu, à la manière d'un John Wesley ou d'un Billy Graham. Le peuple noir du sud des États-Unis a souvent répondu à l'appel de prédicants ambulants, [167] vrais ou faux prophètes, qui secouaient sa misère et réveillaient cette ferveur dont les *negro spirituals* portent un si émouvant témoignage. Ce qui caractérise d'ordinaire ces mouvements c'est le rejet des cadres traditionnels, des hiérarchies instituées, et la revendication d'un rapport direct entre le fidèle et Dieu. Certaines sectes protestantes, les Quakers par exemple, et les Pentecôtistes, se sont constituées expressément sur des principes de cet ordre. En dehors même du christianisme, on peut signaler des phénomènes analogues, qui relèvent d'une anthropologie religieuse au sens le plus large du terme.

Il ne s'agit pas ici, bien entendu, de convertir de force les insurgés étudiants du printemps 1968, pour les ramener au bercail d'un christianisme quelconque. La plupart de leurs animateurs étaient sans doute des athées résolus, ou des agnostiques, et le contenu de leurs revendications n'avait apparemment rien de religieux. C'est la forme de ces manifestations qui est en question ici ; si l'on veut comprendre, au cœur du siècle technologique, ce surgissement d'un irrationalisme résolu, il faut se référer aux énergies religieuses latentes dans l'adolescence de notre temps. Le philosophe russe Nicolas Berdiaeff, qui avait partagé les premières espérances de la révolution de 1917, écrivit un petit livre intitulé *les Sources et le sens du communisme russe*, pour montrer les affinités entre les aspirations des premiers révolutionnaires et celles des mystiques et inspirés nombreux dans la tradition religieuse de la Sainte Russie. Même si les intéressés n'en ont pas eu conscience, même s'ils ont toujours manifesté l'hostilité la plus résolue à l'égard de toutes les religions établies, l'aventure qu'ils ont vécue ne peut trouver sa pleine élucidation qu'au niveau d'une psychologie et d'une sociologie religieuses. Ils ont maladroitement esquissé une forme nouvelle de religion ; et les énergies qu'ils ont mises en œuvre,

chez les autres et en eux-mêmes, sont celles-là mêmes qui, en d'autres temps, s'expriment dans le vocabulaire et le comportement des diverses Églises.

Il suffit d'évoquer ici le film de Godard, *la Chinoise*, qui parut sur les écrans bien avant la révolution de mai. On y voyait quelques étudiants de Nanterre, confinés dans une chambre haute, et qui vivaient selon des modalités rituelles de leur invention une sorte de vie communautaire sous l'invocation et l'intercession du messie Mao. Les saintes [168] écritures, sous la forme du petit livre rouge, tapissent les murs et font l'objet de lectures réglées et de commentaires respectueux. La ferveur de ces jeunes gens, leur exaltation continue témoignent de l'attente eschatologique de la transfiguration du monde. On assiste même à l'exclusion d'un membre de la communauté qui revêt la signification d'une véritable excommunication. C'est ainsi qu'un regard un peu exercé découvre dans *la Chinoise* un phénomène typique de constitution de secte. Ce n'est peut-être pas exactement ce que Godard avait voulu montrer ; ce n'est sans doute pas ce qu'ont vu les spectateurs français, peu familiers avec ce genre d'expérience religieuse. On pourrait pourtant avancer l'hypothèse que la plupart des « groupuscules », aux origines de l'insurrection de mai, étaient aussi des sectes plus ou moins fanatisées qui, bénéficiant d'une ouverture favorable, tentèrent de constituer, dans les rues dépavées, dans les facultés occupées l'Église unie de l'adolescence universitaire. Mais une Église, si elle veut durer, ne peut se construire sur les sables mouvants de l'anarchie. L'Église des barricades a eu son Cohn Bendit ; elle n'a pas eu de saint Paul. Et d'ailleurs, de par ses partis pris doctrinaux, elle n'aurait vu en saint Paul qu'un dangereux techno-bureaucrate, prêt à figer l'inspiration en institution, et donc asservi à l'ordre bourgeois ou au parti communiste, ce qui, aux yeux des prophètes de mai, revenait au même.

Si l'on veut bien examiner sans parti pris la réalité des faits, on sera forcé d'admettre qu'il n'est pas possible de donner de ce qui s'est passé une interprétation entièrement rationnelle. On peut certes considérer que la fièvre de mai fut un brusque accès de folie, mais l'explication par la déraison ne fait que souligner l'impossibilité d'une analyse rationnelle. Mieux vaut essayer de trouver une voie d'approche plus compréhensive — et c'est une voie de ce genre que nous offre le recours à la phénoménologie religieuse.

L'homme religieux est un homme en quête de son salut, c'est-à-dire qu'il s'efforce de parvenir à émerger de la monotonie des jours, où sa vie peu à peu se consume et s'épuise, jusqu'à une reprise de son être profond, à un regroupement de son être le plus authentique, dans un accomplissement où l'existence retrouve son sens. Tout se passe comme si une signification seconde et première à la fois se surimposait aux significations habituelles et les transfigurait, en y imprimant pour ainsi dire le sceau de l'absolu. L'homme se [169] trouve ainsi élevé au-dessus de lui-même, jusqu'à une puissance supérieure et, comme il ne se sent pas capable de réaliser par ses propres moyens une telle promotion, il fait intervenir à son profit une grâce transcendante, créatrice de nouvelles possibilités, soit dans l'être humain, soit dans la réalité naturelle. On parlera en pareil cas de miracle. Celui que la grâce a marqué échappe aux conditionnements habituels de la vie matérielle et de la vie sociale ; des pouvoirs spéciaux lui permettent d'accomplir des actions prodigieuses et de transformer les significations des êtres et des choses.

Ces indications rapides regroupent des caractères propres à la plupart des religions existantes, qu'il s'agisse des cultes primitifs ou des grandes synthèses institutionnalisées. Il y a un fondement humain de toutes les activités religieuses, c'est-à-dire qu'à travers la diversité des formes de l'expérience religieuse on peut retrouver la permanence d'un *homo religiosus* universel. C'est à partir de cet *homo religiosus* que s'éclairent des attitudes et comportements caractéristiques de la révolte étudiante qui, sans cela, risqueraient fort de demeurer inintelligibles. On pourrait songer par exemple au thème chrétien de la « liberté des enfants de Dieu », thème qui remonte à l'âge apostolique. Le chrétien parce qu'il est soumis à la loi de Dieu se considère comme affranchi de la loi des hommes : « Aime Dieu, dit saint Augustin, et fais ce que tu veux... » Il s'agit là d'une intuition mystique, liée à la plus haute spiritualité, mais qui se trouve dans l'histoire chrétienne au principe de nombreuses perversions, dans la mesure où elle semble autoriser un anarchisme religieux radical.

Le mot *libertin*, appelé à une belle fortune dans l'histoire de la culture française, a été très probablement créé par le réformateur Jean Calvin. Il apparaîtrait pour la première fois dans une mise en garde publiée en 1545, sous le titre *Instruction contre la secte fantastique et furieuse des libertins qui se disent spirituels*. Calvin y dénonce cer-

tains groupes d'anabaptistes allemands qui, croyant à l'inspiration directe du fidèle par l'Esprit-Saint, refusent l'institution et la discipline ecclésiastiques, pour s'en tenir à un anarchisme moral et spirituel qui les fait véhémentement soupçonner de toutes sortes de perversions. Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'*Encyclopédie* de d'Alembert et Diderot présente les Libertins comme des « fanatiques qui s'élevèrent en Hollande vers l'an 1528, [170] dont la croyance est qu'il n'y a qu'un seul esprit de Dieu, répandu partout, qui est et qui vit dans toutes les créatures ; que notre âme n'est autre chose que cet esprit de Dieu ; qu'elle meurt avec le corps ; que le péché n'est rien et qu'il ne consiste que dans l'opinion, puisque c'est Dieu qui fait tout le bien et tout le mal ; que le paradis est une illusion et l'enfer un fantôme inventé par les théologiens. Ils disent enfin que les politiques ont inventé la religion pour contenir les peuples dans l'obéissance de leurs lois... ». A quoi s'ajoutent, poursuit le rédacteur de l'*Encyclopédie*, « d'horribles blasphèmes contre Jésus-Christ... Ce furent ces maximes qui firent donner à ceux de cette secte le nom de *libertins*, qu'on a pris depuis dans un mauvais sens ».

La pieuse phraséologie de l'*Encyclopédie*, qui se fait un malin plaisir de renvoyer au *Dictionnaire* jésuite de Trévoux, attribue aux libertins un panthéisme mystique aggravé de perversion morale. L'unité de vue entre l'austère Calvin et les compères de l'*Encyclopédie*, bien qu'elle ne doive pas faire illusion, est significative. Calvin s'élève contre des déviationnistes de gauche du mouvement réformé, qui furent, à travers l'histoire, des aventuriers de la foi. Il ne saurait être question ici de considérer Cohn Bendit et ses amis, ou encore MM. Geismar et Herzberg comme des anabaptistes conscients et organisés ; mais le rapprochement peut jeter quelque lumière sur des comportements qui, sans cela, risqueraient fort de demeurer incompréhensibles. Dostoïevski intitula le grand roman consacré aux nihilistes *les Possédés*, ou *les Démons*, usant pour désigner ces athées radicaux du vocabulaire religieux. À la corruption du fanatisme dogmatique s'oppose la corruption inverse d'un fanatisme du non-sens et de la guerre sainte contre toute institution quelle qu'elle soit. Ce fanatisme du défi semble bien répondre aux intentions profondes des enfants perdus de l'Université.

Bien entendu, la liberté glorieuse des enfants de Dieu n'a rien à voir avec le libre exercice de tous les caprices, le libertinage de corps

et d'esprit, le dérèglement systématique des sens préconisé par l'archange luciférien Rimbaud, ou encore le vagabondage sensuel de don Juan et les lugubres imaginations du « divin » marquis de Sade. On remarquera pourtant que Rimbaud, don Juan et Sade figurent, non par hasard, au nombre des saints patrons de la nouvelle spiritualité, et que d'ailleurs ils n'ont pas manqué d'exégètes et même de défenseurs parmi les convertisseurs patentés, [171] théologiens et apologistes du christianisme contemporain. L'exemple de Huysmans, parmi bien d'autres, atteste que le retournement du pour au contre, ou du contre au pour, est un trait caractéristique de la conscience religieuse en ses profondeurs les plus cachées. Les enragés, les « possédés » des barricades proclament bien haut qu'ils ne veulent ni Dieu ni maître ; leur quête désespérée n'est qu'une fuite en avant ; ils ne savent où ils vont, mais ils y vont tout droit. La recherche de l'absolu, si elle se trompe d'adresse, demeure néanmoins une chasse spirituelle. Et, comme disait l'autre, il arrive que Dieu écrive droit sur des lignes tordues.

Loin de moi la pensée de transformer les enragés en enfants de chœur, fût-ce pour servir des messes noires. Je voudrais seulement regrouper dans l'unité d'une même intelligibilité un certain nombre d'éléments qui ont pu paraître aberrants ou contradictoires à des observateurs non prévenus. Certains ont signalé, pour s'en indigner, parmi les insurgés, la consommation d'alcool, l'amour libre, l'intoxication par des drogues diverses ; d'autres, favorables à la cause étudiante, ont préféré fermer pudiquement les yeux sur ces excès, considérés comme des exceptions non significatives. Or les poisons sacrés, les divines ivresses font partie des accessoires des cultes aberrants ; et il n'est pas toujours aisé de distinguer les paradis artificiels des véritables. Il s'agit, pour les intéressés, de maintenir l'exaltation à son degré le plus haut ; et les méthodes utilisées se justifient par leur fin. Elle se situent par delà le bien et le mal, et n'ont pas de compte à rendre aux valeurs puériles et honnêtes de l'ordre bourgeois. Qu'il suffise d'évoquer ici, dans un contexte culturel différent, le haschich, utilisé par la secte des Assassins, ou encore la danse caractéristique des derviches tourneurs.

En ce qui concerne le culte, on peut relever que certaines sectes protestantes, dont les plus connues sont celles des Quakers et des Pentecôtistes, poussent l'exigence du sacerdoce universel jusqu'à refuser toute institution ecclésiastique et toute réglementation liturgique. Les



fidèles se réunissent dans le local commun, et l'assemblée attend en silence que le Saint-Esprit se communique à elle par l'intermédiaire de tel ou tel des croyants. Celui qui bénéficie ainsi de l'inspiration divine prend la parole et délivre le message dont il est chargé. Il n'y a pas d'office à proprement parler, mais une série d'exhortations mutuelles qui entretiennent la [172] ferveur commune, en l'absence de toute hiérarchie et de tous symboles extérieurs.

On ne peut s'empêcher de relever l'analogie entre ces célébrations communautaires et la procédure des « conseils étudiants » siégeant dans diverses facultés, selon l'exigence de la « démocratie directe », qui imposaient le contrôle permanent de tous sur tout et sur chacun, à l'exclusion de toute délégation de pouvoir à un individu quelconque. Là aussi, l'Esprit se posait sur qui il voulait ; celui-là qui se sentait inspiré prenait la parole, dans une atmosphère de gravité tendue, dont furent frappés tous les observateurs. Il ne s'agissait pas de délibérations techniques, mais d'un recueillement en commun au sein d'une assemblée de purs. Bien entendu, cela n'empêchait pas, comme dans les sectes religieuses, l'intervention de quelques meneurs habiles, ou de quelques inspirés plus inspirés que les autres, capables d'orienter en sous-main le cours de la méditation collective.

Le nom des Quakers leur est venu de l'agitation caractéristique suscitée chez les fidèles par la Visitation de l'Esprit ; une autre secte devait le nom de Shakers à des manifestations du même ordre. La plupart des assemblées étudiantes ne présentaient pas les mêmes caractères ; beaucoup donnaient bien lieu à de véritables discussions, selon des normes rationnelles, et des étudiants non engagés y participaient à l'occasion. Mais lorsque prédominaient les purs, on pouvait assister à des états de transe collective, qui transcendaient toute argumentation positive. « Ils ne sont pas à prendre avec des pincettes aujourd'hui », disaient alors les observateurs, surpris et gênés par l'impression d'exaltation qui se dégageait de cette masse humaine en fusion. On notait aussi que, pris un à un, les étudiants contestataires paraissaient accessibles au raisonnement ; mais leur attitude mentale changeait du tout au tout dès qu'ils se trouvaient rassemblés en communauté. Il ne s'agissait plus alors de rechercher une vérité de raison, mais d'affirmer une foi irréductible à toute objection, parce qu'elle procédait d'une évidence première ayant en elle-même sa propre lumière.

Un autre aspect de ce folklore messianique à la faveur duquel les étudiants purent, pendant quelques semaines, se croire transformés en une nouvelle espèce de saints des derniers jours, apparaît avec la redécouverte de la valeur sacramentelle de la parole. Les insurgés ont cherché avant tout à s'assurer la possession et le maniement du verbe, [173] considéré comme l'arme absolue et ensemble l'instrument nécessaire et suffisant de l'édification d'un nouveau monde. Le peuple étudiant, pour prix de sa rébellion, prétendait surtout prendre la parole, et la garder pour lui, afin de s'en enivrer à sa guise. Après avoir été pendant si longtemps réduit à la condition humiliante de celui qui écoute sans rien dire, il espérait s'approprier la force magique de la rhétorique, multipliée encore par les appareillages électroniques des salles de cours et les installations électroniques montées à la hâte un peu partout. Les amplificateurs portatifs brandis par les leaders en tête des manifestations représentaient à la fois un emblème, un signe de commandement et un ustensile capital pour la célébration des nouvelles liturgies. Telle est sans doute aussi la signification essentielle du procès fait au *cours magistral* : le droit à la parole, plus que tout autre, symbolisait le pouvoir absolu du maître oppresseur. En le réduisant au silence, en faisant de lui l'auditeur passif des orateurs étudiants, on retourne les rôles, et l'on consacre ainsi l'abolition des privilèges. Il ne servirait à rien de renvoyer purement et simplement le professeur chez lui ; il faut, suprême déchéance, qu'il soit à son tour forcé d'être le témoin muet des jeux oratoires auxquels se livrent ses anciens élèves.

Bien entendu, la parole en question ici n'est pas le pur et simple discours de science et de raison, la parole enseignante qui apporte information et directives. C'est une parole incantatoire, un verbe sacralisé à l'efficacité magique, dont les formules possédaient, de par leur énoncé, une efficacité propre. Le vocabulaire de la crise étudiante : « contestation », « pouvoir étudiant », « démocratie », « autonomie », « l'université aux étudiants », s'est constitué comme un formulaire magique. Il était inutile de chercher à approfondir ces concepts qui d'ailleurs, à la lumière froide de l'analyse, se seraient d'eux-mêmes désintégrés. Au sein des protocoles liturgiques, ils devenaient capables d'acquiescer une efficacité propre, *ex opere operato*, sur le modèle de la parole, sacramentelle du prêtre, ouvrière de miracles toujours renouvelés. Sans doute faut-il comprendre de la même façon le phénomène des inscriptions sur les murs, qui fut l'un des signes les plus re-

marqués de la crise de mai. On aurait tort de voir dans cette épidémie de graffiti une sorte de jeu gratuit qui tiendrait de la publicité commerciale ou de la propagande politique. Sans être à écarter complètement, [174] une telle interprétation est tout à fait insuffisante ; de même, il ne suffit pas de songer à une projection du subconscient, à une écriture automatique collective. Par delà ces intentions, avouées ou secrètes, il y a sans doute aussi l'expression d'une confiance irraisonnée dans la magie du verbe. Certaines églises, en particulier des temples protestants, portent sur leurs parois des paroles bibliques, non pas en guise de décoration, mais pour remémorer aux croyants la souveraineté absolue de la Parole de Dieu sous l'invocation de laquelle les fidèles se trouvent rassemblés. Les inscriptions murales des facultés répondaient à une intention analogue ; elles voulaient être des professions de foi, la répétition de l'évangile de la rébellion.

Seulement il ne suffit pas d'écrire sur les murs pour transformer le monde. Le fascisme mussolinien avait couvert les murs d'Italie d'un riche répertoire d'inscriptions en grosses lettres noires, à la gloire du duce, qui se répétaient, identiques à elles-mêmes, d'un bout à l'autre de la péninsule. Les inscriptions sont restées en place pendant plus de vingt ans, commémorant la foi du peuple en son chef et la mission civilisatrice de l'Empire. Sans doute retrouverait-on bon nombre de ces vestiges historiques sous le crépi dont ils ont été précipitamment recouverts au fur et à mesure de l'avance des troupes alliées. Quant au message idéologique diffusé par les graffiti en question, il ne semble pas qu'il ait laissé beaucoup de traces sur les esprits de ceux qu'il prétendait endoctriner.

Marx reprochait aux philosophes de se dépenser en spéculations théoriques sans efficacité ; les idéologues ingénus qui dessinaient les symboles de leurs rêves aux parois des amphithéâtres auraient eu intérêt à méditer de plus près les enseignements de leur principal maître à penser<sup>\*</sup>. Dans la plupart des cas, les conseils étudiants se bornèrent à être des célébrations de la parole, où le *logos* proféré se suffisait à lui-même. Le conseil écoutait gravement les orateurs successifs, puis, après délibération, votait une décision ; mais rien de tout cela n'était enregistré, aucun procès-verbal n'était dressé, la parole à peine née se

---

\* L'une des inscriptions les plus révélatrices que je connaisse, recueillie dans un collège de Montréal, affirme : « Parler, c'est déjà agir. »

dissipait dans l'espace absolu où elle avait pris naissance. La liturgie en usage maintenait l'assemblée au niveau d'un perpétuel présent, où tout avait une égale importance, ce qui permettait aux votes [175] successifs de se contredire ou de s'annuler d'un jour à l'autre ou d'une heure à l'autre. Cela n'avait d'ailleurs aucune importance puisque, de toute manière, aucun de ces décrets n'avait la moindre chance d'être jamais exécuté. Chacun de ces gestes revêtait une valeur symbolique en soi et pour soi ; comme il se suffisait à lui-même, point n'était besoin de se soucier des voies et moyens ni des conséquences.

La grande presse fit écho, un jour de mai, à un texte comminatoire de deux cents professeurs syndiqués qui menaçaient le gouvernement de démissionner s'il ne donnait pas satisfaction immédiate à je ne sais plus quelle exigence. Informé de ce geste exemplaire, le « conseil étudiant » de Strasbourg nomma d'enthousiasme les deux cents personnages en question professeurs à l'université de Strasbourg. Une circulaire informa aussitôt le monde extérieur de ce geste historique, et vint accroître la litière de papiers du même genre qui s'accumulaient dans les couloirs. Naturellement, il ne pouvait être question de prendre des mesures concrètes pour donner un effet quelconque à ces « nominations ». Les bénéficiaires, dont on n'avait pas demandé l'avis, ne furent jamais prévenus. Il ne s'agissait nullement d'attribuer des postes réels et d'en payer les titulaires, dont on ne savait pas les noms et dont on ignorait s'ils avaient la moindre envie de venir à Strasbourg. Peu importaient ces détails, et d'ailleurs tout le monde aura oublié tout de suite l'incident. La nomination des professeurs était un acte rituel dans l'espace-temps absolu de la révolte ; elle relevait non de l'ordre de l'action mais de l'ordre de l'incantation, du *wishful thinking*. Il suffit, dans le conte, de dire « Sésame, ouvre-toi » pour qu'une percée s'élargisse dans la muraille. Dans leur rêve éveillé, les étudiants espéraient confusément que la magie du verbe opérerait en leur faveur. « Car le mot, c'est le Verbe, et le Verbe c'est Dieu. »

Bien entendu, la parole enseignante, dont l'université est le lieu d'élection, n'a rien à voir avec cette magie. Un cours professoral n'est pas un office religieux, et il n'y a rien de commun entre une discussion dans un séminaire universitaire et une concélébration liturgique. Le haut enseignement ne peut être et ne doit être qu'une œuvre de réflexion et de raison, la recherche d'une vérité intellectuelle où l'esprit s'applique à l'élucidation de sa plus radicale exigence. Le mystère de

la raison est un mystère en pleine lumière ; et le professeur, ça existe, qui ensorcelle son auditoire par la magie d'un verbe [176] plus ou moins inspiré, doit être considéré comme une sorte de tricheur. Chez les plus honnêtes, la parole qui instruit est une parole sans éclat, volontairement neutre ; elle exclut l'éloquence de la tribune ou de la chaire, elle refuse les prestiges de la rhétorique. En dehors de toute véhémence et de toute démagogie, l'enseignement doit être le lieu du consentement universel, les conclusions du maître se justifiant à mesure, aux yeux de tous, sans le moindre artifice. La communauté des esprits, horizon de la recherche, n'a rien à voir avec la communion des saints, où se conjuguent les ferveurs mystiques. A ne pas respecter la spécificité des ordres, à confondre les normes, on risque de pervertir les diverses instances de l'affirmation humaine.

Ce n'est pas avancer un paradoxe, c'est dire une banalité que d'affirmer qu'un professeur n'est pas un curé, ni un sorcier officiant dans quelque vaudou intellectuel. De même personne ne peut exiger du professeur qu'il devienne un tribun politique habile à électriser la masse des militants par des harangues démagogiques. Mais alors comment se fait-il qu'un nombre assez considérable d'étudiants en soient venus à réclamer la transformation des universités en églises pour un culte sans Dieu, ou en une sorte de maison du peuple où se tiendraient des *meetings* politiques permanents ? Après tout, la France ne manquait pas d'églises ni de prêtres ; et les divers partis politiques, dont rien ni personne ne contrariait la propagande, offraient à la jeune génération des sections et mouvements de jeunesse, emplacements propices à la libre satisfaction des exigences de l'animal politique.

Sans doute est-ce là l'une des questions fondamentales posées par les événements de mai 1968. Le point de départ — ou le prétexte — fut sans doute la nécessité de procéder à une indispensable réforme des institutions universitaires, à laquelle les gouvernements n'avaient pas eu le courage de s'attaquer vraiment. Mais il est hors de doute que l'enjeu de la révolte a dépassé de beaucoup cette nécessaire refonte des institutions établies. La mise en cause de l'Université visait, par delà l'Université, la situation spirituelle dans sa totalité. C'est la décrépitude des Églises établies qui a fait des facultés les lieux de refuge d'une ferveur à l'état sauvage ; c'est le dépérissement des partis politiques traditionnels qui a transformé les locaux d'enseignement en asiles pour les passions idéologiques et sociales sans domicile fixe. Il est

clair que les intentions politiques et religieuses se trompaient [177] d'adresse en annexant les campus, détournés de leur destination véritable ; mais la jeunesse en état de vagabondage spirituel a réquisitionné les emplacements les moins bien défendus ; elle y a campé, étalant, aux yeux de tous, son anarchie mentale et morale, aussi longtemps qu'on ne l'a pas chassée des lieux qu'elle occupait illégalement.

Bien entendu, le problème n'a pas été résolu par l'intervention de la police. Il fallait bien que force reste à la loi. Mais la difficulté demeure entière, et c'est elle qu'il convient d'examiner maintenant, après avoir passé en revue un certain nombre de ses symptômes. Si la jeunesse en révolte a demandé à l'Université ce que l'Université ne peut pas lui donner, c'est que ses exigences ne trouvaient pas ailleurs les satisfactions souhaitées. Le syndrome pathologique de mai doit être considéré comme la résultante d'aspirations légitimes dans leur principe, mais fourvoyées dans leur application. Peut-être faut-il voir là sinon une excuse, du moins une circonstance atténuante en faveur des instances administratives et du corps professoral : s'ils n'ont rien compris à ce qui se passait, s'ils ont réagi d'une manière maladroite, et parfois catastrophique, c'est parce qu'on leur demandait des comptes en des matières qui n'étaient pas de leur compétence. Professeurs, doyens et recteurs ont répondu de manière aberrante à un défi aberrant, dans la mesure où il résultait de la faillite de l'Église établie et des partis politiques traditionnels.

La tâche propre de l'Université est le service des valeurs intellectuelles ; elle doit assurer l'enseignement et la recherche des vérités selon l'ordre de la science, et de ses disciplines rigoureuses. En ce sens restreint, on peut admettre que l'institution universitaire n'a pas complètement manqué à ses devoirs. Elle a toujours compté une honorable proportion de savants nullement inférieurs à leurs devanciers, et qui faisaient de leur mieux pour assurer la gestion du patrimoine culturel. Il y avait, bien sûr, de faux témoins de la connaissance, et aussi des maîtres-chanteurs, mais, compte tenu de l'augmentation des effectifs, sans doute pas plus qu'avant. La crise n'est pas venue de là. On remarquera que, dans leur révolte, les étudiants remettaient en question tous les maîtres sans distinction de compétence individuelle, les imbéciles et les paresseux aussi bien que les plus authentiquement savants et dévoués. De même, c'est un fait que les leaders rebelles se moquaient éperdument du niveau des études aussi bien que de l'avancement du

savoir, préoccupations majeures de l'Université [178] en tant que telle. De telles questions ne peuvent d'ailleurs être débattues qu'entre gens d'expérience et de métier : l'avenir des études grecques, celui de la théorie des ensembles ou de la génétique expérimentale se trouvent hors de portée d'adolescents, bien loin encore de posséder une information de base indispensable. Le chemin du savoir universitaire est particulièrement long et ardu ; il demande beaucoup d'humilité et beaucoup de patience, qualités dont les révoltés paraissaient tout à fait dépourvus. L'impatience arrogante est la vertu fondamentale du rebelle. On n'aurait pas idée de dresser des barricades contre la science. Et encore moins pour.

Ce que la révolte étudiante mettait en question lorsqu'elle s'en prenait à l'institution universitaire, c'était peut-être la condition faite à l'homme dans le monde moderne. Le procès était injuste, mais il fallait trouver un responsable ; l'Université a servi de prête-nom, sans doute parce que, de par sa nature même, elle paraissait plus facile à abattre. Il faut néanmoins examiner la protestation dans sa vérité, indépendamment de la conscience incomplète qu'elle pouvait prendre d'elle-même. Par exemple, il est clair que la critique de la « société de consommation », selon la formule à la mode, ne concerne nullement la compétence de l'enseignement supérieur, dont les membres ne sauraient être considérés comme des agents particulièrement actifs, ou des profiteurs, de la civilisation technique. Beaucoup d'autres revendications des prophètes des barricades s'adressaient ainsi bien moins au domaine des hautes études qu'à l'ordre social dans son ensemble. S'ils avaient été dans leur bon sens, les universitaires en tant que tels auraient dû décliner toute responsabilité et opposer une fin de non-recevoir à des réclamations parfaitement irrecevables.

Ceci dit, il reste que la protestation étudiante doit être examinée en elle-même et pour elle-même, en tant que signe d'un malaise dans la civilisation présente. Depuis longtemps déjà, et au moins depuis l'époque, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, où Nietzsche dressait l'inventaire impitoyable du nihilisme européen, la culture moderne se caractérise par l'incohérence totale ou l'anarchie des valeurs. Les impératifs anciens ont fait faillite ; les normes de conformité que rassemblaient les codes religieux, moraux et civiques ont été démenties, dépassées, bafouées par la marche de l'Histoire et le progrès des techniques. Un monde de plus en plus coordonné et solidaire dans l'ordre de la civilisation maté-

rielle [179] a été incapable de donner à son unité une signification intellectuelle ou spirituelle. L'univers du XX<sup>e</sup> siècle est le plus étrange tohu-bohu d'exigences contradictoires où s'affrontent pêle-mêle des individus et des sociétés parfaitement incapables de découvrir entre eux le moindre dénominateur commun, c'est-à-dire le moindre langage unitaire.

Les enfants de la colère, les possédés des barricades pourraient bien être les rejetons plus ou moins monstrueux d'un monde frénétique. Bon nombre d'observateurs de bonne foi ont insisté sur l'absurdité de notre monde, devenu un monde du non-sens ou de la dérision. Certes, tout n'avait pas été jusqu'à présent pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles ; mais, avant le XX<sup>e</sup> siècle, les sociétés humaines s'étaient maintenues tant bien que mal dans les cadres normatifs des religions, des morales, des politiques et des idéologies établies. Il existait des espaces mentaux séparés les uns des autres par la distance géographique et linguistique ; en dépit des conflits et des guerres localisées, la coexistence était possible entre des personnalités, des groupes sociaux, des nations animés de façons de voir différentes. Chacun, restant chez soi, se trouvait à peu près à l'abri des professions de foi contradictoires, qui ne constituaient pas autant d'agressions permanentes à ses propres façons de voir et de sentir. Les traditions établies constituaient des systèmes de sécurité à l'abri desquels chacun pouvait persévérer dans le sens une fois reconnu à sa propre existence. Entre les affirmations différentes, le dialogue était possible, à distance respectueuse.

La maladie du XX<sup>e</sup> siècle pourrait se résumer, pour l'essentiel, dans le fait qu'elle est une maladie de la vérité. Les grandes crises de la civilisation étaient, elles aussi, des crises de la vérité. Mais, si l'on songe à la crise de la Renaissance et de la Réformation, ou encore à la crise révolutionnaire de 1789, on doit reconnaître que ces grandes mises en question étaient l'expression de grandes espérances ; la crise actuelle, au contraire, n'exprime qu'une grande désespérance, sous le harcèlement de nihilismes conjugués et contradictoires. Un intellectuel italien me disait, il y a plus de dix ans : « Je suis catholique. Mais ce n'est pas possible d'être catholique en Italie... » Pareillement, est-il possible d'être marxiste aujourd'hui, après Staline et la déstalinisation et la restalinisation, après Budapest et le nouveau coup de Tchécoslovaquie ? Les marxistes les plus sérieux en sont à rechercher [180]



éperdument ce que peut bien signifier encore une affirmation vidée de toute sa substance. Et ainsi de suite. En même temps, par un phénomène assez compréhensible, les dogmatismes contradictoires, en perdant leur sens, n'ont pas cessé d'exaspérer leurs revendications ; ils crient de plus en plus fort, comme pour s'assourdir eux-mêmes.

Parallèlement, l'univers d'aujourd'hui est caractérisé par la perte de l'horizon. L'éloignement ne met plus les consciences à l'abri de l'agression constante des idéologies. La surabondance de l'information, qui perce les frontières géographiques et traverse les murs, submerge toute pensée sous le raz de marée ininterrompu de témoignages contradictoires, dont le seul caractère commun est leur exaspération. Radio, télévision, cinéma, magazines et journaux se font les messagers de l'incohérence des valeurs, sollicitant par tous les moyens une attention qui ne sait plus à quel saint se vouer en l'absence de tout critère satisfaisant de vérité. La diversité des langues mettait naguère le lecteur ou l'auditeur à l'abri des sollicitations étrangères. Aujourd'hui, l'idiome universel des images, indifférent aux obstacles de la linguistique traditionnelle, remédie à la confusion des langues, symbolisée par le désastre de Babel, mais pour illustrer d'une manière implacable une confusion des valeurs à laquelle on ne découvre aucun remède. La grande industrie des images diffuse vingt-quatre heures sur vingt-quatre des propagandes d'autant plus aberrantes qu'elles utilisent les mêmes techniques pour prêcher des évangiles sans aucun lien entre eux. Il suffit, pour s'en rendre compte, de considérer le plus inoffensif des programmes de télévision qui, dans l'espace de quelques heures, fait alterner la prédication de la haine et celle du confort ménager, l'émission religieuse et l'heure de la femme, la guerre au Vietnam et les conquêtes des astronautes, le tout d'ailleurs sans intention d'ensemble, au gré des metteurs en ondes successifs.

Il ne sert à rien de rechercher des responsabilités, d'incriminer le « système capitaliste », le « communisme international » ou les Chinois. Le chef d'orchestre invisible ne se trouve ni à New York, ni à Moscou, ni à Pékin, ni ailleurs. La conjoncture spirituelle du temps présent a sa circonférence partout et son centre nulle part. La découverte des Nouveaux Mondes, au XV<sup>e</sup> et au XVI<sup>e</sup> siècle, fut l'occasion, pour les indigènes de la petite Europe, d'une crise de conscience, suscitée par le choc en retour des évidences contrastées [181] venues des lointains horizons, et qui mettaient au défi les certitudes séculaires. Le

leçon qui s'en dégageait était celle d'une relativité généralisée des valeurs humaines, et les Européens mirent au moins deux siècles pour rétablir un certain équilibre intellectuel. Pourtant les témoignages des terres lointaines mettaient fort longtemps à parvenir jusqu'en Occident, et n'étaient diffusés que par des moyens de communication de type artisanal, accessibles seulement à une élite de lettrés.

La révolution technique contemporaine fait de chaque conscience le centre d'un espace mental, que sillonnent sans arrêt les messages contradictoires des communications de masse. Entre les informations qui ne cessent de nous assaillir, il n'y a aucune commune mesure, aucune concordance essentielle. L'érotisme le plus agressif se mêle à la propagande politique, et l'intention commerciale à la spiritualité. Les moyens de défense intellectuels risquent à tout instant d'être submergés par les images qui s'adressent directement aux sens et à l'imagination. On peut d'ailleurs et on doit se demander ce que peut être la vie mentale de l'enfant en proie aux images avant même d'être capable de la moindre réflexion, sans cesse assailli, provoqué, pris au piège par des sortilèges sur lesquels il ne dispose d'aucun pouvoir de contrôle. L'adolescence d'aujourd'hui représente sans doute la première génération qui ait dû une bonne partie de sa formation aux écrans magiques des téléviseurs.

Captivé par ce jeu, l'être humain n'est plus qu'un corps mort, ballotté par les flots successifs de propagandes incohérentes. Il faudrait une force d'âme transcendante ou la sagesse d'un surhomme pour maintenir un peu d'ordre dans ce désordre qui est le rythme propre de notre existence. L'absence de sens est devenue le sens de la vie. L'homme-masse est un individu convulsionnaire en état d'épilepsie permanente. Présent partout, l'homme n'est présent nulle part. Il a perdu son lieu d'une manière si irrémédiable qu'il n'a même plus envie de le chercher, de fixer quelque part son errance spirituelle. Il y avait, sur les visages exaspérés des enfants perdus des barricades, comme un reflet de cette frénésie qui est la frénésie de notre temps.

Un jour, au cours d'une longue randonnée à travers l'Allemagne, nous nous arrêtâmes un moment, au bord de l'autoroute. Nous venions de franchir, en suivant des courbes étudiées, une chaîne de montagnes, et je demandai au garçon [182] qui nous servait le nom de cette cordillère. « Je ne sais pas, répondit-il avec un geste vague. Vous savez, je ne suis pas d'ici, et je ne sors guère du motel... » L'homme était venu

un jour par l'autoroute ; il repartirait un autre jour, comme il était venu, sans jamais avoir quitté cette île où il aurait vécu, retranché du paysage de la terre des hommes, absorbé par le flux incessant des mécaniques au long des rubans de ciment qui parcourent le monde sans jamais communier avec lui. Je me souviens aussi d'un roman américain où le héros, désespéré par je ne sais plus quelle tragédie, se met au volant de sa voiture, quelque part du côté de New York, fonce vers l'Ouest par la route transcontinentale, atteint la côte Pacifique et revient ensuite de l'Ouest à l'Est, sans s'arrêter, franchissant des milliers de milles jusqu'au moment où il revient à son point de départ. L'autoroute en effet propose l'un des meilleurs emblèmes du monde présent, internationale dans ses techniques et dans son code, système circulaire d'un organisme dont elle se tient constamment isolée. Fermée sur elle-même, l'autoroute est une finalité sans fin qui se contente de mener de nulle part à nulle part les citoyens frénétiques de l'univers automobile, crispés sur leurs machines dans le déchaînement de cette violence hallucinatoire qui caractérise la nouvelle jungle mécanicienne.

La parabole de l'autoroute illustre la démesure du monde moderne, portée à un haut degré d'exaltation cohérente. L'*homo viator*, le pèlerin des âges de foi, est remplacé par l'automobiliste ; mais alors que le cheminement du pèlerinage conduisait vers un lieu saint où la fidélité du croyant trouverait un enracinement et un fondement nouveaux, la course sans fin de l'automobile représente la fuite devant soi-même qui fait de l'homme moderne un éternel migrant, c'est-à-dire une personne déplacée. La désorientation ontologique se manifeste sous les espèces d'une fuite en avant toujours recommencée, qui exprime le refus de la coïncidence de soi à soi. A force de se préoccuper des moyens et de mettre en œuvre des moyens de plus en plus perfectionnés, l'homme moderne en est venu à oublier complètement la préoccupation des fins premières et dernières de son existence. C'est pourquoi l'univers contemporain est à bien des égards un univers de l'absence, un désert de valeurs, où règne seulement le vide du cœur.

Il se pourrait que la révolte étudiante, en sa légitimité essentielle et plus ou moins inconsciente, ait été une insurrection [183] contre cet état de fait où certaines aspirations de l'âme, faute de pouvoir se satisfaire, se trouvent vouées à une lente asphyxie. La bouffée délirante de mai, la transe collective en ses débordements les plus maladroits, au-

rait eu dès lors le sens d'une protestation désespérée contre l'absence de l'Être. Dostoïevski déjà dans ses *Mémoires écrits dans un souterrain* avait exprimé cette plainte d'un homme enterré vivant dans un monde absurde. Certains maîtres à penser du XIX<sup>e</sup> siècle, de Stirner à Nietzsche, avaient été les prophètes de la mort de Dieu. Seulement Nietzsche n'avait dressé le constat de décès du Dieu des chrétiens que pour permettre la libre affirmation du surhomme, annonciateur de nouvelles valeurs. Dostoïevski, témoin, dans le camp chrétien, de la même conjoncture spirituelle, met en scène l'un des « possédés » du nihilisme qui fait de son propre suicide la preuve décisive de l'absence de Dieu.

La mort de Dieu n'a pas libéré pour autant le surhomme nietzschéen porteur des valeurs d'un humanisme régénéré. La race des seigneurs hitlériens, qui prétendit s'imposer par la terreur à un monde asservi, n'était qu'une postérité abusive ; elle n'exprimait nullement cette volonté de puissance créatrice et joyeuse que prophétisait le Zaratroustra de Nietzsche. Bien loin d'engendrer un homme nouveau, la mort de Dieu a trouvé sa suite logique dans la mort de l'homme, telle que la conçoivent certains philosophes contemporains. La désarticulation de l'image de l'homme, selon les voies et moyens des techniques triomphantes, n'est qu'un aspect de ce phénomène spirituel décisif, que laissait déjà prévoir le héros suicidaire de Dostoïevski, lequel trouve bon nombre d'imitateurs parmi les jeunes intellectuels de notre temps.

On n'a pas assez remarqué, à travers l'histoire, la relation étroite entre la théologie et l'anthropologie, relation que Feuerbach mettait en lumière dans sa fameuse doctrine selon laquelle Dieu ne serait qu'une projection sublimée de l'être même de l'homme, ou plutôt une image complémentaire. À y bien réfléchir, il n'y a là rien de très surprenant puisque, dans la théologie, ce n'est pas Dieu, mais l'homme, qui parle de Dieu. La théologie est un discours humain sur Dieu, elle dégage l'image de l'homme et l'image de Dieu de leur affrontement ou de leur confrontation réciproque. Si l'un des deux termes est mis en question, l'autre doit en subir les [184] conséquences ; toute crise de l'anthropologie a pour corollaire une crise de la théologie, ce que confirme en toute évidence la situation spirituelle de notre époque. La mort de Dieu remet en question l'essence et l'existence de l'homme ; elle n'entraîne pas nécessairement la mort du corps, le suicide, mais elle suscite le dépérissement de l'âme, avec la perte du sens, dans un univers

privé de toute armature ontologique, de toute orientation selon des valeurs qui fassent reconnaître à l'homme leur autorité, et servent en quelque sorte de caution à l'existence en commun.

Ces considérations, si elles ont quelque fondement de vérité, fournissent peut-être une interprétation en profondeur de la crise étudiante. Bien entendu, il ne saurait être question de soutenir que la rébellion avait pour but la restauration d'une théologie, en attribuant ainsi aux anarchistes, trotskystes et maoïstes du Quartier latin des préoccupations qui les auraient remplis d'une légitime indignation. Mais l'insurrection avait à n'en pas douter un caractère humaniste ; elle se proposait de défendre et, au besoin, d'imposer certains droits de l'homme que notre civilisation tend à méconnaître systématiquement. Les journées de mai ont consacré l'effacement du structuralisme et du nouveau roman, phénomènes intellectuels de première importance dans le snobisme littéraire et philosophique français. Les chapelles parisiennes, épiscopales de la conscience nationale, qui depuis un certain temps imposaient le culte de Lévi-Strauss et de Robbe-Grillet à l'*intelligentzia* de Saint-Germain-des-Prés, ont perdu leur pouvoir de fascination. On ne peut prédire la durée de cette éclipse ; il se peut qu'elle ne soit que passagère. Ce qui est certain, c'est que nouveau roman et structuralisme ont pour présupposé commun la mort de l'homme, hautement affirmée par les maîtres à penser de ces idéologies, qui ne voient dans le monde que des ensembles de choses ou des systèmes de normes, indifférents à la présence réelle des personnes vivantes.

On ne peut pas ne pas être frappé, au contraire, par la chaleur d'humanité manifestée par les revendications étudiantes, parfois sous les formes les plus extrêmes et les plus aberrantes. L'authenticité du cri ne peut être mise en doute : on ne peut continuer à traiter les êtres humains comme des choses ; il faut substituer au désordre établi un ordre où chacun trouve sa place, dans le respect de ses exigences fondamentales. Cette intention d'humanisme ne prétendait [185] nullement ressusciter le Dieu mort des théologies traditionnelles ; mais il se pourrait, comme nous avons tenté de le montrer, que la seule garantie des droits de l'homme se trouve, qu'on le veuille ou non, dans le respect des droits de Dieu.

De là, peut-être, l'ardeur sacrée des émeutiers du printemps, conscients de mener une sorte de guerre sainte, en dépit de leur hostilité résolue à l'égard des curés de toute obéissance. Les petits groupes,

formés un peu partout, au hasard de la bagarre, étaient autant de cellules de ferveur, où s'opérait la redécouverte de la fraternité, dans un climat d'aventure exaltante. L'expérience de la foi partagée s'exprimait en formules stéréotypées, organisées peu à peu en liturgies spontanées. Dans le combat commun, où l'homme reconnaissait l'homme, en lui-même et en ses compagnons, les uns et les autres vivaient une saison de grâce, consacrée par les périls subis, et dans l'attente de la victoire imminente. Le Royaume de Dieu, ou du moins son équivalent laïque et socialiste, était proche ; il allait s'instaurer sur la terre des vivants, dans la reconquête du sens. La petite fleur bleue de la fraternité dégageait parfois un parfum inattendu du patronage, avec, en plus, la possibilité de faire l'amour dans les coins. Cette jeunesse déchristianisée réinventait ainsi une sorte de scoutisme spontané en pratiquant le grand jeu de la bonne volonté.

Je doute fort que la légitimité de cette analyse soit reconnue par les intéressés. Il me semble pourtant que, sans elle, l'événement confus demeure une immense et incompréhensible mystification. Ce qui s'est passé correspondrait donc au déchaînement de la grande espérance d'une eschatologie sans transcendance, et d'un messianisme sans messie. Ce qui s'exaltait dans les jeunes insurgés, c'était la conscience de vivre dans l'imminence du Grand Temps, du temps où l'Histoire se transfigurerait, débouchant directement du règne de l'illusion dans celui de la vérité. Par la grâce de cette épiphanie, les combattants des barricades s'imaginaient entrer vivants dans l'immortalité. De là cette fièvre d'écrire, d'afficher, d'imprimer, de diffuser par tous les moyens une actualité qui avait valeur d'éternité. Sans doute n'avait-on, jamais vu, en temps de crise, cette rage d'écriture, de mémoires et souvenirs, de collection aussi, qui s'empara des acteurs et des témoins de l'événement. Les « insurgés » faisaient commerce de leurs propres reliques, tracts, caricatures, [186] journaux et documents. On pouvait même, selon la rumeur publique, acheter dans la cour de la Sorbonne des pavés dédicacés par Cohn Bendit... La « révolution » voulait aussi ses martyrs, et les cherchait éperdument dans tous les coins, pour consacrer encore la sainteté de sa cause, le vrai miracle étant d'ailleurs que le nombre des victimes ait été aussi restreint. Cette fièvre d'authenticité dépassait les normes, d'ailleurs, et se retournait contre ceux qui prétendaient en bénéficier. Les malheureux communards de 1871 ne faisaient pas commerce des balles réelles avec lesquelles l'armée de

Versailles leur tirait dessus ; et ni eux ni leurs adversaires ne se souciaient de comptabiliser le nombre des victimes.

Il est bien trop tôt pour déterminer ce que l'Histoire retiendra de la grande fièvre universitaire ; elle ne gardera certainement pas des émeutiers l'avantageuse image qu'ils se faisaient d'eux-mêmes. L'hypothèse d'un pentecôtisme sans l'Esprit-Saint paraît néanmoins avoir une valeur explicative ; elle permet de regrouper les descriptions les plus contradictoires, dans la mesure où de telles crises messianiques mettent en œuvre tout ensemble le meilleur et le pire, l'amour et la haine, toutes les passions du cœur, de l'esprit et des sens. Chacun a pu trouver, dans les facultés occupées du printemps 1968, exactement ce qu'il y cherchait, à condition de fermer pudiquement les yeux sur le reste. Elles furent pour les uns de magnifiques arènes politiques ; pour d'autres, des centres actifs de recherche pédagogique ; pour d'autres encore des cours des miracles où grouillaient les clochards, les repris de justice et les prostituées. Il y a du vrai dans chacune de ces descriptions, mais il faut les accepter toutes ensemble, bien qu'elles ne puissent pas s'assembler en une totalité cohérente.

Cette interprétation aurait d'ailleurs l'avantage de répondre à des questions souvent posées sur la genèse du mouvement, ses meneurs et son orientation générale : « Qui a tiré les ficelles ? Qui payait ? » S'il s'agit d'un mouvement de réveil, on peut admettre une éruption subite, que certains pouvaient souhaiter, mais que personne n'était en mesure de susciter et de diriger. Une petite provocation a pu suffire à embrasser le domaine universitaire où, depuis longtemps, le malaise était endémique. Le feu a pris de partout à la fois ; les filières, les cellules et les réseaux, les mots d'ordre auraient été impuissants, s'il n'y avait pas eu la lente accumulation d'un désordre toujours croissant, auquel l'inconscience et [187] l'incurie des responsables n'avaient jamais tenté de porter remède.

Reste à savoir quelle est la juste place de l'Université dans cette guerre de religion fourvoyée et dévoyée. Comment se fait-il qu'elle ait pu devenir le point d'application d'une crise dont on voit bien qu'elle met en cause bien autre chose que le seul enseignement supérieur ? Certes l'Université n'est pas innocente. Dans le désordre de la civilisation, elle a continué d'enseigner les disciplines de l'esprit, sans s'apercevoir qu'il s'agissait là de sagesse périmées. Les professeurs ont accepté de demeurer en place dans un paysage mental désolé par la dis-

sociation du travail intellectuel, par l'émiettement des connaissances, qui entraînaient une désarticulation du savoir, solidaire de la dislocation de l'image de l'homme. Au lieu de se dresser en objecteurs de conscience à cette dégradation, ils ont participé de leur mieux à la fuite en avant dans le sens d'un chaos toujours croissant de la pensée et des institutions. À l'inconscience des dirigeants ils n'ont opposé que leur passivité ; ils ont laissé dépérir l'établissement dont ils étaient les gardiens sans même s'apercevoir qu'ils ne géraient plus qu'un fantôme sans vérité et sans vie.

Les universitaires ont donc failli au devoir de protestation qui leur incombait, et c'est sans doute la conscience confuse de leurs torts anciens qui explique chez certains d'entre eux les réactions brouillonnes et absurdes du printemps dernier, comme si, en pactisant avec les étudiants insurgés, ils pouvaient espérer racheter à leurs propres yeux leur culpabilité passée. Ce faisant, ils ont ajouté à leurs égarements anciens un égarement nouveau. Ce n'est pas rendre service à l'Université que d'en faire le siège, et l'enjeu, d'une guerre de religion permanente. Si la fonction propre de l'Université est la recherche et l'enseignement de la vérité intellectuelle et scientifique, il est clair que cette activité exclut l'état de transe, l'exaltation mystique et l'attente eschatologique, aussi bien que la démagogie de toute obéissance. L'enseignement n'est pas un sabbat, et si les étudiants prétendent se transformer en apprentis sorciers, le rôle du professeur ne peut être que de les aider à se désintoxiquer, ou encore de les inviter à aller célébrer ailleurs leurs mystères. Le premier des devoirs des membres du haut enseignement est de ne pas ajouter à la confusion mentale généralisée qui se manifeste un peu partout dans la planète.

[188]

Il ne faut pas faire payer à l'Université plus que son dû. Si elle a subi le contrecoup des désordres qui règnent dans la civilisation matérielle, elle n'est pas responsable de ces désordres, et d'ailleurs elle n'a ni les moyens ni la mission d'y porter remède. Bergson disait que le monde, élargi et défiguré par la technique, attendait un supplément



d'âme. C'est peut-être ce supplément-là que revendiquaient les étudiants ; mais ils se trompaient d'adresse en le réclamant à leurs professeurs, au ministre de l'Éducation nationale, ou au président de la République. Aucun de ces personnages n'est spécialement qualifié pour fournir des secours ontologiques à tous ceux qui en éprouvent le besoin.

Au bon vieux temps de la foi, le problème du mal était un problème théologique, et se réglait grâce à une négociation entre le fidèle et Dieu. Puis, dans un monde désacralisé, le mal a été considéré comme la conséquence d'une organisation sociale défectueuse ; une restructuration des rapports économiques devait éliminer définitivement les conditions mêmes de la question. Malheureusement, les nombreuses tentatives effectuées dans cette direction n'ont pas donné le résultat escompté. La révolte étudiante met en avant une nouvelle hypothèse : si tout va mal, c'est la faute de l'Université. En attaquant cet édifice vermoulu, en le détruisant, on créera la possibilité d'une humanité régénérée, dont chaque membre exercera pour son compte la liberté glorieuse des enfants de Dieu. Rien n'empêche d'espérer que du même coup seront abolies les autres fatalités qui, depuis les origines, accablent l'espèce humaine : la maladie, la mort, et pourquoi pas, la loi de la pesanteur, tous fléaux inventés par les professeurs à seule fin de tourmenter les malheureux étudiants sans défense.

Il n'est pas si facile que certains l'imaginent de se passer d'eschatologie. Et la pire eschatologie est peut-être celle qui s'ignore, ou refuse de s'accepter comme telle. Que la jeunesse d'à présent soit en mal d'eschatologie, il n'y a sans doute pas lieu de le regretter. Mais on ne doit pas considérer comme une restauration des valeurs ce qui est seulement un signe de la confusion des valeurs. Il appartient aux responsables de l'Université, en défendant la vocation propre de leur institution, de sauvegarder cette part du patrimoine culturel dont ils ont la garde, contre le déferlement de passions qui ne sauraient en aucun cas y trouver place. Aux adolescents légitimement en quête d'une spiritualité, il faut [189] enseigner que l'édification de soi-même et du monde ne saurait se réaliser par enchantement, grâce à la magie du verbe. La détermination et l'épreuve des valeurs sont le fruit d'une longue patience ; elles ne se donnent qu'à celui qui est capable de les mériter, et de se consacrer à elles, une fois qu'il a acquis les certitudes fondamen-

tales. Sans la présence de l'Esprit-Saint, la Pentecôte n'est qu'un vagabondage intellectuel, un délire qui s'accomplit en fantasmes, ou encore un conte de fées, avec l'innocence en moins.

[190]

[191]

**La nef des fous. Université 1968.**

# 11

## UNIVERSITAS REFORMATA SEMPER REFORMANDA

[Retour à la table des matières](#)

Je ne prétends pas établir ici le plan de l'université idéale. Des plans de ce genre, on en a dessiné des centaines dans la fièvre de mai, et je suppose qu'il s'en produit encore tous les jours en cette France où règne plus que jamais l'esprit de système. La réalité se moque des systèmes, et d'ailleurs, à l'heure actuelle, le problème n'est pas de savoir combien il doit y avoir de départements dans une faculté, et quels rapports ils doivent entretenir les uns avec les autres. La plupart des planificateurs et projecteurs d'aujourd'hui ne s'intéressent au découpage du gâteau qu'afin de s'en assurer la plus grosse part.

Le fait essentiel est que l'Université, naguère forme fixe régie par des normes traditionnelles, est entrée dans une période molle, où les forces de décomposition défient les tentatives de recomposition. Les règlements les plus ingénieux, même appuyés par l'autorité de la loi,

risquent de se trouver très vite dépassés, réduits à la signification de chiffons de papier. L'ancienne figure de l'institution s'est perdue ; il est difficile de prévoir ce que sera la figure nouvelle.

Mais tout cela n'a qu'une importance relative. On peut imaginer toutes sortes de formes d'organisation de l'Université ; ce qui compte, c'est que ne soient pas perdus de vue le sens et l'exigence de l'Université, sa destination fondamentale. A cet égard, la crise de l'Université apparaît comme une crise de la vérité. Les professeurs comme les étudiants semblent avoir complètement oublié que l'université est le lieu propre de la raison ; elle transmet la raison constituée des connaissances déjà acquises ; elle met en œuvre la raison constituante de la recherche intellectuelle et scientifique.

[192]

La raison est l'antidote des passions ; elle exclut, elle déshonore la violence et la terreur, la démagogie sous toutes ses formes, les idoles de la place publique et de la rue. A l'université, la raison du plus fort ne saurait être la meilleure. Ceux qui y pénètrent devraient, comme on se purifie à l'entrée de la mosquée, laisser au vestiaire leurs ressentiments et leurs haines, en même temps que l'arsenal de leurs partis pris idéologiques. Il est sacrilège d'imaginer le débat universitaire comme un conflit qui se solderait par la victoire des plus gros bataillons, équipés de la meilleure tactique et de la meilleure stratégie.

Je connais un professeur en sciences humaines qui, placé dans un endroit particulièrement exposé, est entré dans le jeu de l'Université de contestation avec l'idée de vaincre les étudiants avec leurs propres armes. Une fois qu'on a compris les règles, et pris le parti d'opposer démagogie à démagogie, la sagacité des aînés peut espérer l'emporter sur l'inexpérience des jeunes. Un jour, le collègue en question m'annonça triomphalement qu'il venait de gagner la partie à l'assemblée générale de son département où, à l'issue des débats, ses propositions l'avaient emporté par trois voix de majorité. « Mais, lui fis-je remarquer, à la prochaine assemblée, il suffira de peu de chose pour que cette petite majorité soit renversée. — Alors, me répondit-il, la bagarre recommencera, et on verra bien... » Tant il est vrai que les délices décriées du parlementarisme sont encore capables de séduire la jeunesse, et même l'âge mur, dans un domaine où le nombre des voix ne saurait en rien décider de la vérité. C'est à la majorité des voix que

Socrate fut condamné, mais ce n'est pas cela qui suffit à lui donner tort. Bien au contraire. Galilée aussi fut condamné par sept voix et trois abstentions.

J'ai entendu un philosophe déclarer en public que l'on devait désormais considérer les étudiants comme formant un « groupe de pression », ou plusieurs ; le ou les « groupes de pression » constitués par les professeurs devaient entrer en composition avec les groupes antagonistes, jusqu'à ce que s'établisse un équilibre, d'ailleurs toujours remis en question. La vie universitaire serait la résultante précaire de ces dynamismes opposés. J'en demande bien pardon à ce philosophe, mais le bon sens et la raison ne sont pas à la merci du groupe de pression le plus habile dans les techniques de propagande et d'intimidation. L'Université n'est pas à prendre, elle n'est pas à vendre au plus offrant et au dernier enchérisseur. [193] Mais si les professeurs donnent l'exemple du dévergondage idéologique, si le sel perd sa saveur, quel espoir subsiste-t-il de survivance d'une université digne de ce nom, déjà morte dans l'esprit et dans le cœur de ceux qui avaient fait vœu de lui consacrer leur vie ?

Il s'est passé, il se passe encore dans certaines facultés, dans certains départements de facultés, en France, d'extraordinaires luttes d'influence entre militants opposés pour décider de la fraction ou faction qui prendra le contrôle de l'enseignement. Bien entendu, la lutte se circonscrit entre les diverses chapelles d'extrême gauche, les autres opinions politiques n'étant pas autorisées à se manifester dans ces enceintes. Le résultat souhaité est de prendre la direction de tel ou tel établissement d'enseignement supérieur pour en faire, aux frais de l'État bourgeois, une école de cadres révolutionnaires de l'obédience de Moscou, de la Havane ou de Pékin. Les bonnes âmes ne me croiront sans doute pas ; je leur conseille seulement d'y aller voir. J'en viens à me demander si les responsables universitaires, dont l'ignorance et l'aveuglement doivent tout de même avoir des limites, n'ont pas pris le parti de faire la part du feu. En abandonnant aux extrémistes quelques points stratégiques, considérés comme autant d'abcès de fixation, on espère peut-être permettre aux étudiants sérieux de travailler ailleurs. Il se peut aussi que l'on nourrisse l'espoir que les loups se mangeront entre eux, ou du moins se neutraliseront mutuellement.

Mais ces calculs, si calcul il y a, me paraissent méconnaître l'essentiel, à savoir qu'une université n'est pas un moyen au service de telle

ou telle entreprise intéressée. L'université, pour le service de la communauté nationale, est un emplacement consacré à la connaissance, dans la fidélité à la vérité rationnelle. De même qu'une université ne pourrait sans se trahir s'inféoder à une orthodoxie religieuse qui lui fixerait des buts à atteindre et des limites à ne pas dépasser, de même elle ne peut dégénérer en cette foire aux idéologies qui s'était installée dans la cour de la Sorbonne occupée ; une série de stands improvisés débitaient les littératures extrémistes, cependant que des propagandistes vantaient leur marchandise en attendant de faire le coup de poing les uns contre les autres. Quoi que puissent en penser toutes sortes de gens, cette kermesse révolutionnaire n'est pas l'image de l'université idéale. Et ceci parce que ni la vérité ni la liberté ne peuvent y faire résidence.

[194]

Un jeune assistant, au début de l'année 1968, me contait qu'un étudiant, chargé par lui de commenter une page de Rousseau, l'avait interprétée à tort et à travers. Le professeur avait alors voulu lui faire comprendre que cette page de Rousseau avait un sens, le sens même que l'auteur avait voulu lui donner. Chaque mot, chaque expression devait recevoir la signification qu'une lecture attentive de l'œuvre permettait de lui attribuer, dans le contexte général de la pensée de Rousseau. Mais l'étudiant ne l'avait pas entendu de cette oreille : « J'ai bien le droit d'expliquer ce texte comme bon me semble. De quel droit m'empêchez-vous de faire usage de ma liberté ? » L'étudiant n'avait pas voulu en démordre et, furieux de l'oppression exercée par le maître, il avait renoncé à suivre les cours.

Cet incident mineur est parfaitement significatif de l'état d'esprit qui triomphe en France depuis le mois de mai. L'exigence rationnelle et critique de la vérité a fait place à une démagogie idéologique ; la pensée n'est qu'une arme entre les mains des divers groupes de pression, mais d'ailleurs en bonne logique anarchiste chacun est libre de penser ce qu'il veut et de vouloir la mort de la pensée de l'autre. L'idée d'une communication raisonnable entre individus de bonne volonté, reconnaissant une discipline commune et un arbitrage selon des normes précises et rigoureuses, fait partie du code de l'Université, dont la tâche propre est de poursuivre en paix le travail de l'esprit. Le nouveau catéchisme enseigne que la raison n'est que le règne idéalisé de la bourgeoisie. Mais je ne vois pas pourquoi la puissance publique,

c'est-à-dire les contribuables, entretiendrait à grands frais un happening permanent, un sabbat des snobismes politico-idéologiques, mené par des parasites conscients et organisés qui s'emploient de leur mieux à scier la branche sur laquelle ils sont assis.

L'Université recherche, établit et enseigne la vérité, d'abord au niveau des disciplines spécialisées et, secondement, en tant qu'*universitas scientiarum*, en rassemblant et en reclassant dans l'humain l'ensemble des résultats obtenus dans les secteurs particuliers du savoir. C'est cette seconde et essentielle mission qui paraît complètement oubliée. Tout le monde admet que le botaniste enseigne la botanique, le civiliste le droit civil et l'helléniste le grec ; mais personne ne se soucie de refermer le rond de l'encyclopédie, de donner une impulsion centripète qui puisse résister aux sollicitations centrifuges [195] de la division du travail intellectuel. Les universités, au lieu de remédier à la désarticulation de l'image du monde et de l'image de l'homme, ce qui était leur premier devoir, ont contribué à cette dissociation, d'où résulte la désorientation éthique et ontologique. L'université est devenue un désert de valeurs, un vide spirituel. Les sorcières de toutes les démagogies se sont emparées de ce lieu à l'abandon pour y tenir leur sabbat.

Ce rappel à l'ordre est indispensable, et l'on voit bien qu'il est tout l'opposé d'un appel au service d'ordre. Il est vrai qu'une université ne peut vivre sous surveillance policière ; seulement il faut reconnaître que la présence de la police n'est pas la cause, mais l'effet et la sanction de la faillite de l'université. Si la tradition exclut des locaux universitaires la présence de la police, cette tradition n'a pas de valeur juridique ; elle ne destine nullement les locaux en question à devenir des lieux de désordre, elle ne fait pas des étudiants des citoyens privilégiés exonérés du droit commun. Mais cette tradition a une valeur symbolique ; elle a le sens d'une déférence à l'égard de l'exercice de la pensée, dont les disciplines librement consenties doivent assurer un ordre de qualité bien supérieure à celui que peut faire régner un service d'ordre, si dense soit-il. Il n'appartient pas aux fauteurs de désordre de protester contre la présence de la police dans l'université, puisque c'est eux qui ont rendu cette présence indispensable, par une agression délibérée contre l'esprit de l'université. Si la déraison triomphe, si la nef des fous ne peut se gouverner elle-même, alors vient le service d'ordre mais, avec lui ou sans lui, il n'y a plus d'Université.

La réformation universitaire peut prendre toutes sortes de formes, y compris les plus hardies. Mais elle n'a de portée que dans la mesure où elle respecte le présupposé de la libre recherche intellectuelle selon l'ordre de la raison. La vérité universitaire est une recherche de la vérité conformément aux disciplines de la pensée. La police n'a rien à voir en cette affaire. Au surplus, dans un pays démocratique, la police ne constitue pas une puissance en elle-même. Elle se contente d'exécuter les ordres qu'elle a reçus. C'est-à-dire qu'en fin de compte, et dans la situation qui semble bien être celle des universités françaises actuelles, le gouvernement ne peut se désintéresser de la dégradation progressive des institutions d'enseignement supérieur, comme s'il appartenait aux étudiants et aux professeurs de se débrouiller entre eux, [196] ou de sombrer ensemble. Certains signes donnent à penser qu'il s'agit là d'une sorte de politique du pire, comme si l'État voulait faire la preuve par l'absurde de l'incapacité des universitaires à se gouverner eux-mêmes. Certes la non-intervention de l'État dans ce domaine est l'attitude la plus souhaitable, la seule digne d'une nation civilisée ; l'étatisation de la haute intelligence serait parfaitement inadmissible, comme l'imposition d'une orthodoxie quelle qu'elle soit, ou d'un régime autoritaire.

Mais un État digne de ce nom ne devrait pas abandonner la province pédagogique aux disputations convulsives des fanatiques de toutes obédiences. D'abord pour cette raison élémentaire que c'est lui qui paie, et qu'il est responsable de l'utilisation correcte de l'argent des contribuables. Mais aussi et surtout parce qu'il n'est pas indifférent à l'intérêt national que les hautes études, où se forment les cadres de la société de demain, soient transformées en un terrain vague, soumis à la terreur des hors-la-loi. De même qu'il appartient à l'État de veiller à la préservation du patrimoine artistique de la nation, de même il doit veiller à ce que le patrimoine intellectuel ne devienne pas un bien vacant. On impose aux fous et aux prodiges un conseil judiciaire ; pareillement, un secteur important de la vie nationale en voie d'aliénation doit faire l'objet de mesures conservatoires, afin de le protéger, au besoin contre lui-même, dans l'intérêt du bien commun.

Il faut faire entendre raison aux déserteurs de la raison. Il faut rappeler au respect des convenances et aux exigences de leur vocation tous ceux, professeurs et étudiants, qui les ont oubliées. Il y va de l'honneur du pays. Je me sens, pour ma part, profondément humilié



lorsqu'un étudiant étranger me fait part de son désir d'achever ses études en France, et qu'il me faut lui conseiller de n'en rien faire, les universités françaises étant devenues des lieux ouverts à tous les vents, mais où ne souffle plus l'esprit.

La réformation de l'Université ne peut se faire que dans la vérité et dans la liberté, actuellement absentes du domaine universitaire français où l'on peut tout contester sauf la contestation elle-même. La remise en honneur de ces valeurs fondamentales présuppose, de la part du corps enseignant, un changement d'attitude si complet qu'on doit se demander si ce n'est pas là l'obstacle majeur à une véritable remise en ordre.

[197]

La responsabilité des professeurs est essentielle. Ils ont capitulé devant l'émeute. Ou plutôt, ils avaient capitulé bien avant l'émeute, car s'ils ne s'étaient pas avoués vaincus depuis très longtemps, l'émeute n'aurait pas eu lieu. C'est un fait que la plupart des intéressés se trouvaient absolument dépourvus de conscience universitaire, au sens fort du terme. Il y avait en France un certain nombre de fonctionnaires de l'enseignement supérieur, exerçant plus ou moins honnêtement leur métier. Mais, indépendamment de leur valeur scientifique et de leurs capacités pédagogiques, ces gens-là, qui n'avaient jamais vécu en régime d'Université, ignoraient sereinement ce que pouvait être une telle institution. Ils se trouvaient très bien comme ils étaient et, à toutes les représentations qu'on pouvait leur faire, ils se contentaient de répondre que les institutions moyenâgeuses n'étaient que des débris archéologiques. Prétendre y trouver matière à réflexion, c'était se comporter en réactionnaire.

Je me souviens d'avoir fait scandale, au congrès des universités francophones (A.U.P.E.L.F.), à Liège, au printemps 1966, en déclarant que la masse des professeurs des universités françaises étaient comme de vieux chevaux de manège, dont toute la vie s'est passée à tourner en rond dans le cadre de leur activité quotidienne, sans jamais regarder plus loin. Si un beau jour les portes du manège s'ouvraient sur les horizons verts de la liberté, les braves vieux chevaux se mettraient à tourner en rond dans le pré le plus voisin, sans la moindre envie de profiter des perspectives ouvertes sur l'aventure. C'est bien ce

qui est arrivé : la bâtisse s'est effondrée et les chevaux de retour ne songent qu'à réinstaller dans les ruines leur train-train quotidien.

Il y a là une difficulté qui pourrait être insurmontable, et qui tient à la nécessité de convertir les universitaires à l'Université. La rébellion étudiante est demeurée une agression extérieure, qui ne pouvait guère modifier la mentalité établie ; plutôt, elle risquait de la renforcer par une réaction naturelle de défense contre la menace. On ne suscite pas la bonne volonté des gens par l'insulte et les voies de fait.

Ceci concerne aussi bien les administrateurs gouvernementaux que les étudiants. À supposer qu'ils sachent ce que c'est que l'Université (ce qui n'est pas prouvé), à supposer qu'ils veuillent instituer en France un authentique régime d'université (ce qui est encore moins sûr), ils doivent reconnaître les uns et les autres qu'il est absurde d'imaginer que [198] l'Université pourrait se faire sans les professeurs ou contre les professeurs. Une maxime du droit international, reprise par Kant, enseigne que la guerre doit être conduite en vue de rendre possible la paix qui nécessairement la suivra, c'est-à-dire humainement, en évitant les excès inutiles et impardonnables. Je sais bien que nos enragés se fichent pas mal du droit international, invention bourgeoise, et encore plus de Kant, qui n'avait lu ni Marx ni Mao. Mais tous les étudiants, et de loin, ne sont pas des enragés. Et d'ailleurs ce ne sont pas les enragés qui feront l'Université de l'avenir, car, si la rage peut détruire, elle est inapte à construire.

Quant aux professeurs, le point capital est de savoir si on peut prendre les mêmes et recommencer. J'en doute, et depuis fort longtemps. C'est pourquoi, depuis fort longtemps, j'avais proposé de constituer des universités neuves avec des hommes neufs. Les choses étant ce qu'elles sont, et l'occasion manquée, il faut faire ce qu'on peut avec ce qu'on a. Les chefs militaires savent qu'il faut beaucoup de temps, de patience et de volonté pour reconstituer une armée neuve et victorieuse avec les débris d'une armée battue à plates coutures. A vues humaines, il est impossible de prévoir si le corps enseignant français retrouvera jamais un moral de vainqueur.

L'enseignement, au sens le plus noble du terme, est un affrontement où le maître et l'élève mènent chacun pour soi et l'un contre l'autre leur lutte pour la vie spirituelle. Un tel affrontement exige de part et d'autre une même générosité dans l'affirmation de soi et dans le res-

pect de l'adversaire, ou plutôt du partenaire. Un enseignement sans amitié de la part de celui qui reçoit autant que de celui qui donne est impossible et impensable. On me répondra que c'est là une conception réactionnaire et bourgeoise, qui ne tient pas compte des vertus prolétariennes de la lutte des classes. J'en demande bien pardon à ceux qui raisonnent ainsi, mais ce n'est pas eux qui font preuve de réalisme, ce n'est pas moi qui suis un esprit chimérique.

Il faut donc que le corps professoral se refasse un moral. Et non pas seulement le corps professoral, mais aussi tous les responsables politiques, administratifs, religieux et spirituels, c'est-à-dire ensemble tous les parents, aujourd'hui en proie aux affres de la culpabilité et en état de démission virtuelle devant la révolte de la jeune génération. Le problème ici n'est pas une question d'idéologie, ni de technique réglementaire. C'est un problème humain.

[199]

Les adultes ne veulent plus aujourd'hui exercer leur fonction, jouer leur rôle d'adultes. Celui qui déclare tristement « il n'y a plus d'enfants » ne se rend pas compte qu'il veut dire en même temps « il n'y a plus de parents ». La crise de la jeunesse est ensemble une crise de l'âge mur, car les deux générations forment un couple indissociable, de sorte que les questions qui se posent à l'une ou à l'autre sont en réalité des questions du couple. Tous les psychothérapeutes savent que, lorsqu'un enfant a des difficultés et se trouve en état de crise, il faut d'abord examiner la situation familiale. Si les parents ont à se plaindre de l'enfant, c'est que l'enfant, consciemment ou non, a à se plaindre de ses parents. Il n'en va pas autrement dans le cas de la crise actuelle, bien qu'elle ait pris une dimension sociologique.

La classe d'âge adulte doit se ressaisir et affirmer, face à la démagogie juvénile, son témoignage d'adulte, afin de rétablir l'équilibre. Je sais bien que la vertu de force et la vertu de courage paraissent mal compatibles avec le tempérament de l'intellectuel, mais la fuite en avant n'est pas une solution. Il faut que cessent ces saturnales où les maîtres affolés se déshonorent devant leurs élèves sans d'ailleurs se rendre compte que, en cédant devant la menace et l'intimidation, ils ne gagnent pas la faveur des manifestants mais seulement leur mépris. Un homme adulte doit être capable de dire non.

Au temps de l'agitation dans les C.E.G.E.P., les collèges propédeutiques du Québec, la télévision canadienne donna la parole, une fois n'est pas coutume, à des garçons qui n'étaient pas des enragés de la contestation. Ils étaient trois, qui représentaient, disaient-ils, le plus grand nombre des élèves de leur établissement. Ils faisaient valoir qu'un certain nombre de choses devaient être améliorées dans leur collège, mais que cela pouvait se faire par des négociations à l'amiable avec la direction. Pour le reste, ils se plaignaient d'être empêchés de travailler par une poignée d'extrémistes qui entretenaient une agitation permanente à propos de tout et de rien. Or, disaient-ils, l'administration les laissait agir à leur guise. « Ce que nous voudrions, c'est que l'administration administre vraiment, c'est-à-dire qu'elle nous permette de continuer nos études ; car enfin elle est là pour ça... »

J'admirais le courage simple de ces garçons, qui avaient l'audace d'affirmer une évidence aussi paradoxale. La carence des adultes se trouvait clairement dénoncée. Bien entendu, la lâcheté se vêtira ici de bonnes intentions et dira qu'il [200] fallait « éviter le pire » ; mais le pire, c'est peut-être le spectacle d'hommes qui donnent à leurs cadets le témoignage éclatant de leur incapacité virile. Au camp de prisonniers de Lübeck, pendant la dernière guerre, l'autorité allemande décida un jour, par mesure de vexation, de mettre à part les officiers juifs et de les loger tous ensemble dans un même baraquement. Pour appliquer cette décision, il fallait au préalable vider la baraque en question de ses occupants antérieurs. Parmi ceux-ci, plusieurs prêtres catholiques se refusèrent à quitter les lieux. Incapables de comprendre le sens réel d'une telle attitude, les officiers allemands tentèrent de convaincre les prêtres de s'en aller. L'un d'entre eux, un jésuite au nom aristocratique, eut le dernier mot : « Vous savez, leur dit-il, est-ce qu'on peut être sûr de n'être pas juif ? Chacun connaît sa mère, mais qui peut être assuré de l'identité de son père ? » Accablés par la logique de cet argument, les Allemands n'insistèrent pas.

Bien entendu, en se comportant ainsi, ces prêtres-officiers assumaient un risque non négligeable. Mais ils donnaient à tous leurs camarades une leçon d'honneur et de dignité, et aussi une leçon de charité chrétienne. La différence entre cette attitude et celle des dignitaires et professeurs qui cédèrent devant l'intimidation, c'est que les prêtres en question savaient pourquoi ils disaient non. Au contraire, les recteurs, doyens et professeurs qui ont capitulé étaient conscients, au plus

profond d'eux-mêmes, qu'ils n'avaient rien à défendre. Ils ne se sont pas battus parce qu'ils se seraient battus pour rien, pour un ordre injustifiable et pour une université qui n'existait pas. Ils n'étaient pas adossés à une vérité qui aurait assuré leur vaillance.

Ils n'en sont pas excusés pour autant. Car on ne peut s'empêcher de leur demander pourquoi ils avaient accepté si longtemps d'être les mainteneurs du désordre établi, les complices et gérants de cette absence d'Université. S'ils ont manqué de courage devant l'émeute, c'est qu'ils en avaient déjà manqué auparavant devant les exigences de la raison. Et cette responsabilité remonte haut, jusqu'à ces ministres, je peux en témoigner, qui voyaient clairement certaines au moins des nécessités de l'heure, mais n'osaient pas agir en conséquence, par crainte de l'impopularité et des conséquences politiques qu'auraient nécessairement entraînées des mesures énergiques et salutaires.

[201]

La réformation de l'Université ne peut s'accomplir sans une réformation des hommes, de tous ceux que met en cause le bon usage de l'enseignement supérieur. Cette affirmation ne manquera pas de décevoir ceux qui rêvent de tout réformer, sauf eux-mêmes ; elle scandalisera ceux qui croient que les problèmes administratifs, techniques et pédagogiques ne sont pas aussi et peut-être d'abord des problèmes humains. Il faudra pourtant bien, ne fût-ce que pour des raisons matérielles, politiques et financières, que l'on se décide à mettre fin à l'effroyable gâchis qui fait du domaine universitaire français un abcès purulent au sein de la nation.

Si l'on veut éviter le recours à la force, qui est la négation même de l'Université dans son principe, la seule alternative est le retour à la raison. On ne refera pas l'Université dans la terreur et dans la panique ; elle ne peut s'affirmer elle-même que dans l'instauration d'une volonté commune, pour le service de fins unanimement reconnues. Ce qui suppose au préalable un armistice des passions et un désarmement général des divers camps en présence. Si cette condition s'avérait irréalisable, le gouvernement n'aurait d'autre ressource que de fermer les universités et les remplacer par des écoles techniques pour la formation des personnels indispensables à la bonne marche du pays. Mais la fermeture des universités françaises équivaldrait à une démission spirituelle et à une faillite de la volonté nationale.

Ce qui m'inquiète, c'est que la tentative de réforme, actuellement en cours, se préoccupe de bien des choses, sauf de l'essentiel. On pourrait faire valoir que cet essentiel va sans dire. Je n'en suis nullement assuré, et ceci en particulier pour la raison que la France n'a pas de véritable tradition universitaire ; elle n'a pas l'expérience de la solidarité interdisciplinaire des enseignements, ni celle de la communauté amicale entre enseignants et enseignés, qui ont existé et qui subsistent encore dans les pays où une université n'est pas l'assemblage purement théorique et administratif d'un certain nombre d'instituts d'enseignement de masse, dispersés dans la nature et complètement indépendants les uns des autres. Or rien n'a été fait pour remédier à cette carence fondamentale.

Les mesures d'ores et déjà prises semblent même sur certains points accentuer les défauts auxquels elles prétendaient porter remède. Le « cancer parisien », l'inflation galopante et la prolifération anarchique des hautes études [202] dans la capitale, en vertu de ce tropisme qui fait de Paris l'univers concentrationnaire des élites françaises, a pris un nouvel essor. Bientôt le rêve de tous les professeurs et de tous les étudiants de France sera satisfait : tous pourront « monter à Paris », où d'ailleurs ils savent qu'on ne peut pas travailler. La leçon de mai n'a servi à rien ; on dirait que les princes qui nous gouvernent cherchent à augmenter les effectifs de la jeunesse révolutionnaire stationnés dans la région parisienne. Rien n'est changé à cet égard. On continue à reculer pour mieux sauter.

Quant à l'organisation interne des facultés, il faut rendre un juste hommage à la fantaisie combinatoire qui s'est donné libre carrière un peu partout pour dessiner sur le papier des châteaux de cartes articulés de toutes les manières imaginables. Le seul inconvénient est que tout cela demeure de l'ordre du rêve, et l'on peut se demander s'il était prudent de débrider l'imagination des gens, alors qu'on savait très bien que, faute d'argent, faute de personnel et de matériel, l'immense majorité de ces projets demeureront sans suite, ce qui autorisera chez leurs auteurs un sentiment de frustration. Au surplus, s'il est normal que chaque professeur désire devenir le chef d'une unité d'enseignement et de recherche, avec cinq maîtres de conférences, dix assistants, huit collaborateurs techniques, douze secrétaires équipées de machines à écrire électriques, d'un appareil à photocopier du dernier modèle, sans oublier les installations audio-visuelles et surtout un ordinateur de tail-

le moyenne, si, dis-je, ce genre de fantasme se comprend assez bien dans l'âme candide des intéressés, il n'est nullement assuré que leur satisfaction corresponde le moins du monde à l'intérêt général. Le mythe de la « recherche » exploité à tort et à travers devrait faire l'objet d'une mise au point impitoyable.

En fait, la situation actuelle a permis la libre prolifération de volontés de puissances, petites ou grandes, avides de profiter des facilités de l'heure pour tirer quelques marrons du feu de l'embrasement général. On a beaucoup critiqué le despotisme hiérarchique des professeurs de naguère, non sans juste raison. Mais le régime démagogique arbitré par la masse des assistants et maîtres-assistants ne vaut guère mieux. La tyrannie des petits hobereaux n'est pas plus sympathique que celle des grands barons. La foire aux vanités persiste, où paradent les nouveaux m'as-tu-vu de l'Université révolutionnée, leaders syndicaux ou porte-parole des [203] groupuscules *new look* de la surenchère gauchiste. Le climat, bien loin de s'être assaini, n'a fait que se dégrader. Les professeurs de l'ancien régime pouvaient au moins prétendre à une autorité intellectuelle, qu'ils possédaient parfois. Les parvenus d'aujourd'hui ne sont gonflés que de rhétorique révolutionnaire, ce qui les oblige à crier d'autant plus fort ; en même temps, les exigences de leurs activités politico-syndicales leur font facilement oublier que leur raison d'être est d'étudier et d'enseigner.

\*

Je ne suis pas de ceux, s'il en est, qui imaginent que les glorieuses journées de mai nous ont préparé des lendemains triomphants. Il faudra bien, un jour ou l'autre, que l'ordre se rétablisse. J'indiquerai, pour finir, quelques conditions indispensables de ce retour à l'ordre.

Le temps de l'immobilisme est désormais passé. Ceci est une acquisition positive, dont il y a lieu de se réjouir. Il est possible de réinventer l'Université. Mais on ne peut discuter de l'Université que sur la base de l'Université. L'institution universitaire ne peut être soumise au préalable d'une idéologie ou d'une théologie, d'une dogmatique politique ou religieuse. Ce qui implique une réflexion fondamentale sur la nature et la fonction de l'Université, afin de susciter l'éveil d'une conscience universitaire, absente, depuis des siècles, du domaine français. A l'heure présente, il importe de conjurer les fanatismes concurrents,

aux yeux desquels l'université n'est qu'une proie qu'ils n'hésiteraient pas à déchirer pour s'en disputer les lambeaux. Le seul arbitrage convenable n'est pas celui de la force, mais celui de la raison, qui doit répudier les menaces de toutes les démagogues, d'où quelles viennent.

Une université n'est digne de ce nom que si elle est un lieu de rencontre et d'amitié, dans l'obéissance commune aux disciplines de la connaissance. Ceci exclut, bien entendu, la conception du campus comme un champ de bataille où les adversaires s'épient, se harcèlent, en attendant l'affrontement final. Là où est l'université, là doit se trouver assurée la sécurité de tous, dans la liberté pour les uns et pour les [204] autres, liberté d'enseigner, liberté d'étudier, liberté de travailler en commun à l'avancement du savoir. Aussi longtemps que règnent la peur et l'intimidation, aussi longtemps que certains se sentent humiliés et offensés, et que d'autres sont outragés dans leur dignité d'hommes, les conditions d'existence de l'université ne sont pas réunies.

Les étudiants doivent comprendre qu'il n'y a pas de « pouvoir étudiant », sinon comme un dangereux mirage, car le pouvoir et la force pour l'exercer se trouvent aux mains de l'autorité légitime, régulièrement mandatée par la nation. Les étudiants ne sont pas au-dessus des lois ; le droit commun vaut pour eux comme pour tous les citoyens. Davantage même, les étudiants sont, dans la société, des privilégiés, puisque c'est l'ensemble du pays qui assume les frais considérables entraînés par le fonctionnement de l'enseignement supérieur. Les faveurs dont jouissent ainsi les étudiants leur créent des obligations à l'égard de la nation dans son ensemble, la première de ces obligations étant de ne pas gaspiller l'argent de l'État, c'est-à-dire de tout le monde, en gaspillant le loisir qui leur est donné en vue de leur formation.

Par ailleurs, les étudiants doivent comprendre cette autre absurdité du slogan « l'université aux étudiants ». Il ne saurait y avoir d'étudiants sans professeurs. De même que personne ne peut se passer de parents, il n'appartient à personne de se passer de maîtres. Il faut en finir avec la démagogie œdipienne selon laquelle les parents empêchent leurs enfants d'exister, alors que, de toute évidence, ce sont eux qui leur ont donné l'existence. La dénonciation du paternalisme professoral exprime le rêve de transformer l'université en un vaste orphelinat de la culture. Or la psycho-pédagogie actuelle tend à supprimer les orphelinats et à placer tous les enfants dans une famille adoptive, où peut s'exercer la fonction parentale.



Plus profondément, il est clair que l'intérêt des étudiants est d'avoir de bons professeurs, des professeurs aussi bons que possible. Ce qui suppose que le professeur aime son métier et le fasse avec satisfaction. L'attitude actuelle où le professeur est traité comme un ennemi potentiel et souvent honni, bafoué et méprisé ne peut engendrer chez les maîtres qu'une désaffection profonde à l'égard de leur activité. On peut casser des cailloux avec le dégoût dans le cœur, ou la haine, mais on ne peut pas enseigner dans de telles conditions. [205] La rébellion étudiante a suscité chez les professeurs un esprit de découragement et de démission. Il serait naïf de considérer cette situation comme une victoire pour les étudiants. Celui qui ne croit plus à ce qu'il fait fait mal ce qu'il fait. Et les élèves d'un mauvais professeur ne seront jamais de brillants élèves. D'autant qu'on peut penser que les maîtres de quelque valeur feront n'importe quoi plutôt que d'accepter une condition inadmissible. Ceux d'entre eux qui le pourront s'en iront.

De tels propos paraîtront, bien entendu, révoltants aux étudiants enragés qui, se moquant éperdument de leurs propres études, se moquent aussi de celles de leurs camarades. Partisans d'un chambardement général, ils estiment que plus ça va mal, plus ça va bien. La question est de savoir combien de temps la masse des étudiants sensés, qui abordent les études comme une préparation à la vie adulte, subiront passivement la dictature d'une minorité de saboteurs. Aucune réforme n'est possible aussi longtemps que cette majorité ne se sera pas ressaisie, et qu'elle ne participera pas de son plein gré à la construction de l'Université nouvelle.

Enfin, le pouvoir lui-même ne doit pas éluder ses propres responsabilités sous prétexte de laisser les intéressés régler ensemble leurs petites affaires, ce dont ils sont, dans l'état présent des choses, parfaitement incapables. En règle générale, un incapable doit être mis en tutelle. Et, dans le cas particulier, il se trouve que les finances publiques font les frais de l'opération, ce qui implique en contrepartie un droit de regard et de contrôle. Le temps du « laissez faire, laissez passer » est révolu pour la vie économique ; l'Université elle-même doit admettre la discipline d'ensemble de la programmation nationale.

Cela signifie qu'il est absurde et néfaste de fabriquer à grands frais des promotions compactes de gradués dont le pays n'a pas besoin. Cela signifie qu'il est stupide de subventionner à grands frais les études supérieures de jeunes gens qui sont manifestement incapables de me-

ner à bien des études supérieures. Cela signifie encore que l'organisation du haut enseignement ne doit pas être la proie de l'incurie et du gaspillage intellectuel et financier. La bonne gestion est celle qui assure le meilleur rendement humain des institutions, ce qui ne coïncide pas avec les meilleurs résultats statistiques. On n'imagine pas un État consacrant une large [206] part de ses ressources à la production de biens parfaitement inutilisables, et de surcroît dangereux, de par leur inutilité même. On n'imagine pas un État subventionnant à coup de milliards des institutions destinées à former les cadres de la subversion. *Quos vult perdere Jupiter dementat.*

La puissance gouvernementale doit se ressaisir et faire face résolument à une situation que les mesures prises jusqu'à présent ne sont pas parvenues à rétablir, l'indécision du pouvoir passant pour faiblesse et encourageant l'œuvre de désorganisation. Il importe en premier lieu d'affirmer que l'Université n'existe pas en elle-même et pour elle-même, mais qu'elle existe dans la nation et pour le service du bien commun. Il n'est pas concevable que les institutions d'enseignement supérieur se développent comme des tumeurs enkystées dans le tissu social dont elles prétendraient ignorer les fins et les moyens. L'enseignement et la recherche, tels qu'on les pratique dans l'Université, ne peuvent se confiner dans un superbe isolement ; ils assurent la formation des cadres supérieurs dont le pays a besoin : ingénieurs et médecins, administrateurs, professeurs, hauts fonctionnaires, hommes de loi, diplomates, etc. Il importe donc d'assurer une certaine coordination entre le fonctionnement des universités et les besoins réels de la nation, si l'on veut que l'Université épouse son époque, et si l'on se préoccupe d'éviter le gaspillage des deniers publics.

L'égyptologie est une discipline fort honorable. La France se doit de maintenir dans ce domaine une brillante tradition qui remonte à Mariette, à Champollion et même à la lucidité du général Bonaparte. Il est juste et bon que l'égyptologie soit présente dans un certain nombre d'universités. Mais si, pour une raison imprévisible, les instituts existants se trouvaient envahis par des dizaines de milliers d'étudiants affirmant leur vocation d'égyptologues et proclamant que le droit à l'égyptologie est un des droits du citoyen, le gouvernement serait-il obligé d'ouvrir des instituts d'égyptologie dans toutes les sous-préfectures pour absorber la masse des étudiants, puis d'imposer l'étude des antiquités égyptiennes à l'école primaire, afin de fournir des

« débouchés » aux spécialistes ainsi formés ? Bien sûr que non. La réaction de bon sens serait de dissuader les intéressés de s'engager dans une voie sans issue, et, s'ils demeuraient sourds à la raison, de limiter au niveau souhaitable le nombre des places dans les instituts d'égyptologie, en créant un concours d'entrée. Heureusement, [207] cette procédure n'est pas nécessaire, grâce au jeu d'une régulation spontanée des naissances d'égyptologues, assurée de concert par les professeurs et les étudiants.

Si la puissance publique n'a pas besoin d'intervenir dans le secteur épistémologique de l'égyptologie, il en est d'autres où sa non-intervention, qui a des conséquences désastreuses, revêt les allures d'une démission intellectuelle et d'une lâcheté morale. A l'époque où l'idée de planification s'impose aux nations les plus libérales, et où l'une des fonctions de l'État consiste à coordonner l'ensemble des activités du pays et à prévoir leur développement dans les temps qui viennent avec la plus grande précision possible, il est inimaginable que le domaine universitaire soit entièrement livré à l'arbitraire d'options individuelles de caractère épidémique et parfaitement irrationnel. L'orientation de la jeunesse correspond, dès le présent, à une gestion du futur. Faute d'un aiguillage bienveillant et éclairé, mais résolument réaliste, les universités risquent de fabriquer en grande série des désadaptés sociaux, des promotions de ratés en proie à tous les tourments de la désorientation matérielle et spirituelle.

Les problèmes ne sont nullement insolubles, car les solutions se dessinent à partir du moment où on a le courage de regarder la situation en face. Tout d'abord il est clair que l'enseignement supérieur, dont les chemins sont ardues, doit être réservé à ceux qui en sont capables. Quand il investit pour le futur, l'État doit éviter les gaspillages inutiles ; les étudiants en surnombre gaspillent les deniers publics, gaspillent des années de leur vie, et font obstacle aux études de leurs camarades mieux doués. Le système des grandes écoles, réussite incontestée du haut enseignement français, recrute par concours une élite, et limite le nombre des places aux besoins réels de la nation. Les vices constitutionnels de l'Université de masse disparaîtraient si le haut enseignement n'était pas envahi par une foule d'incapables qui viennent là, poussés par la seule force d'inertie. Et si l'on objecte que toute sélection est antidémocratique, je répondrai que la sélection des plus aptes est le principe même d'une démocratie vraie, qui doit don-

ner à chacun selon ses capacités. Un moyen de donner à chacun sa chance, et aussi d'aiguiller la jeunesse en fonction de ses possibilités, tout en évitant que les universités ne deviennent des machines à fabriquer des ratés, serait de donner l'autonomie de fonctionnement au premier degré de l'enseignement supérieur. Les collèges [208] propédeutiques, analogues aux *colleges* américains et aux C.E.G.E.P. canadiens, pourraient constituer un échelon préalable, et en même temps une plaque tournante dont la mission serait de redistribuer les jeunes gens, selon leurs moyens, sur les grands chemins de la vie active. Seuls seraient admis à l'Université ceux qui en sont dignes. Cette émancipation du premier cycle aurait, dans le climat français actuel, le grand avantage de soulager l'une des tensions qui disloquent le corps professoral. Maîtres-assistants et assistants, qui s'estiment humiliés et offensés dans le cadre universitaire, se verraient confier la gestion du niveau collégial. Ils y tiendraient le haut du pavé, ce qui désarmerait leurs revendications démagogiques à l'égard des professeurs. Au surplus, ce degré intermédiaire permettrait de remédier dans une certaine mesure à l'avilissement des études secondaires, le baccalauréat n'ayant plus guère de signification réelle.

Ainsi soulagée de l'obligation de dégrossir les nouveaux arrivants, l'Université pourrait se consacrer à des tâches d'enseignement supérieur. Mais elle n'accueillerait que des étudiants dignes de ce nom, et cela dans la limite de ses possibilités. Il ne s'agirait plus de donner, à tout prix, un enseignement à n'importe qui. Une planification raisonnable indiquerait l'ordre de grandeur des besoins du moment, en vertu d'évaluations qui pourraient être révisées régulièrement ; dès lors, ceux qui recevraient une formation seraient assurés de pouvoir exercer des fonctions correspondant à la formation reçue. Et l'on pourrait maintenir une proportion satisfaisante entre le nombre des professeurs et le nombre des étudiants.

Ces quelques indications de bons sens ne sauraient guère être mises en doute. Les responsables politiques de naguère le savaient fort bien ; mais ils n'ont pas eu le courage de leur pensée. Voyant le meilleur, ils ont laissé aller le pire. Et je crains fort que les dirigeants d'aujourd'hui ne se laissent submerger par les mythes, dans l'incapacité où ils sont de les contrôler. Tout le monde crie à l'« autonomie », qui peut signifier n'importe quoi. Le cancer est dû à la prolifération abusive de cellules qui, échappant aux régulations organiques, se développent

pour leur propre compte, de manière anarchique. Je ne dis pas que l'autonomie, c'est le cancer ; ce que je demande, c'est qu'on ne confonde pas autonomie et cancer.

[209]

En matière de vins, il existe en France un régime juridique d'appellations contrôlées et une discipline de la qualité spontanément observée par les producteurs eux-mêmes. Autant que je sache, ce régime, dans sa rigueur, est unique au monde. La réputation universelle des vins de France est à ce prix. Non seulement les aires viticoles sont délimitées dans l'espace avec une extrême précision, mais, dans le cas des vins nobles, les propriétaires des vignobles acceptent parfois de sacrifier l'ensemble d'une récolte plutôt que de mettre en circulation un vin indigne du nom et du renom qui s'incarnent en lui.

C'est renvoyer le domaine universitaire à sa destination véritable que de rappeler à ceux qui sont responsables de sa gérance la nécessité d'assurer le respect des appellations d'origine. Les grades universitaires sont des signes de qualité. Si ces appellations contrôlées sont distribuées à tort et à travers, par n'importe qui et à tout venant, alors elles ne signifieront plus rien aux yeux de qui que ce soit. Et peut-être viendra le jour où il faudra se résoudre à arracher la vigne.

**Fin du texte**